

# Le Monde

EN ÎLE-DE-FRANCE

Dans « aden » :  
tout le cinéma  
et une sélection  
de sorties

57<sup>e</sup> ANNÉE - N° 16798 - 7,50 F - 1,34 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

JEUDI 28 JANVIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



Tonnerre d'Angoulême ! A l'occasion du Festival annuel de la BD et soixante-dix ans après le premier album d'Hergé, Tintin livre ses secrets dans *Le Monde*. Une stupéfiante aventure parodique signée Didier Savaud.

## Impôts : une baisse en 2000 ?

- Le ministère des finances étudie une baisse de l'impôt sur le revenu
- Une telle mesure favoriserait les classes moyennes, notamment les cadres
- Ce choix est vivement critiqué par le socialiste François Hollande

LE DÉBAT FISCAL, au sein de la gauche, est à un tournant. Alors que les socialistes ont longtemps condamné toute mesure de baisse de l'impôt sur le revenu, le ministère des finances plaide de plus en plus ouvertement en ce sens, estimant qu'il faut faire un geste en faveur des classes moyennes et des cadres. Au cours de ses dernières interventions publiques, Lionel Jospin a laissé ouverte cette piste de réflexion et a indiqué que la fiscalité des ménages serait prise en compte dans le projet de loi de finances pour l'an 2000, si les marges de manœuvre budgétaires le permettent. Après les controverses provoquées par le projet - aujourd'hui différé - d'abaisser la fiscalité sur les stock-options, la majorité « plurielle » se montre très réservée à l'égard de cette nouvelle idée de réforme. Interrogé par *Le Monde*, François Hollande met en garde le gouvernement : « N'oublions pas qu'il y a des classes populaires... »

Lire page 6



## Insécurité : le désarroi, l'angoisse, la peur des victimes

LE GOUVERNEMENT devait annoncer, mercredi 27 janvier, un plan de lutte contre la délinquance des mineurs, au terme d'un mois de controverse entre le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, et la ministre de la justice, Elisabeth Guigou. *Le Monde* explique comment dans l'Oise, où la délinquance a progressé de 36 % depuis 1993, élus, magistrats, policiers, éducateurs et enseignants ont inventé une nouvelle manière de prendre en charge les mineurs délinquants : médiation pénale, chantiers éducatifs, procédures de réparation, maison d'accueil pour les victimes. Dans le deuxième volet de notre enquête sur l'insécurité, les victimes d'agressions racontent à notre correspondant régional à Marseille, Michel Sanson, leurs angoisses, leurs peurs, leur besoin de comprendre les raisons de la violence.

Lire pages 10, 11 et 14

## Bill Clinton accueille Jean Paul II

A Saint Louis, le pape a dénoncé la « culture de mort » de certains pays devant un président américain affaibli par son procès en destitution. p. 3 et notre éditorial p. 16



## Célébres

Une fois de plus, Woody Allen se raconte dans *Celebrity*, son dernier film, et nous explique pourquoi. Également dans nos pages Cinéma, *Psycho*, de Gus Van Sant, *Sombre*, de Philippe Grandrieux. p. 29 à 31

## Ferveur indienne

A la découverte du sacré et de la grâce du Tamil Nadu, au sud-est de l'Inde. Également dans nos pages Voyages : un week-end truffier et les stations de ski en Suisse. p. 26 et 27

## Le TGV Est lancé

M. Gayssot devait rendre public, vendredi, le projet définitif de la première phase du TGV Est européen. Paris serait alors à 2 h 20 de Strasbourg. p. 12

## Agir au Kosovo

« Empêcher l'indépendance du Kosovo, c'est favoriser le massacre et l'exode », plaide Alain Joux tandis que Georges-Marie Chenu défend le principe d'une npost, sur place. p. 15 et nos informations p. 4

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 97 ; Belgique, 25 ; Canada, 2,35 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 DKK ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 Dr ; Irlande, 1,00 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FF ; Maroc, 10 DMR ; Norvège, 14 KRON ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 100 Kč ; Suède, 10 SKR ; Suisse, 2,30 FF ; Tunisie, 12 Din ; USA, 1,34 \$ ; USA (territoires), 2,30 \$.

M 0147 - 128 - 7,50 F



## Mata Hari H 21 avait un faible pour l'uniforme

LONDRES

Elle était « belle, sûre d'elle-même et richement vêtue », note le capitaine Dillon dans son rapport de décembre 1915. Sur scène, pour le numéro de « danse hindoue » qu'elle exécutait à demi nue dans les grands cabarets d'Europe, elle s'appelait Mata Hari. Son vrai nom était Marguerite Gertrude Zelle et, avant d'être passée par les armes, le 15 octobre 1917, par un peloton militaire français, elle fit littéralement tourner en bourrique le MIS, le service secret intérieur de Sa Majesté britannique.

Selon les archives déclassifiées, mardi 26 janvier, par le célèbre service de renseignement, la première rencontre de l'officier Dillon avec la légendaire danseuse date de décembre 1915. Interpellée lors d'une escale au port de Folkestone alors qu'elle vient de Dieppe par bateau, Mata Hari affirme à la police qu'elle est en route pour l'Amérique du Sud où elle entend poursuivre sa carrière artistique. On est en pleine guerre, le MIS est alerté et procède à un interrogatoire. « Elle a répondu à tout », note l'officier Dillon dans son rapport, mais elle me fait une mauvaise im-

pression. Nous l'avons fouillée minutieusement mais, n'ayant rien trouvé, je l'ai laissée partir. »

Originaire des Antilles néerlandaises où elle a épousé John MacLeod, officier hollandais d'origine irlandaise, Mata Hari va en fait rejoindre son amant, le baron Van der Capellen, colonel des hussards hollandais, à La Haye. Pas tout à fait convaincu par son histoire, le MIS continuera à bas de la tenir à l'œil. En février 1916, nouveau rapport : « L'intéressée est une demi-mondaine qui a des relations avec des gens haut placés, notamment des officiers belges et français. Nous la soupçonnons d'être récemment allée en France à la demande des Allemands, pour une importante mission. Affaire à suivre... »

Neuf mois plus tard, le SS Hollandia, paquebot en route vers l'Espagne, fait escale en Grande-Bretagne. Gertrude Zelle est à bord. On la confond avec une autre espionne allemande, Clara Benedix, et la voilà une nouvelle fois interpellée. Ses « dix mille de bagages » sont descendus à quai. Nouveaux interrogatoires. Cette fois, elle avoue qu'elle est bien une espionne, mais qu'elle travaille pour les Belges. Elle a aussi, dit-elle, rendu des services importants au consul

de France en Espagne. Les vérifications ne sont guère concluantes, mais, faute de preuves, le MIS la relâche encore. Marguerite Gertrude Zelle-MacLeod attendra tranquillement le prochain bateau vers l'Espagne dans une suite du palace hôtelier du Savoy. Elle sera finalement arrêtée par les services français quelque temps plus tard.

En mai 1917, l'agent anglais H.A. Pakenham cible à Londres un résumé du dossier d'interrogatoire que lui a montré un homologue parisien. « Mata Hari a avoué, aujourd'hui 22 mai, qu'elle travaillait pour les services allemands. Elle a été engagée par le consul Cramer à Amsterdam. Elle a reçu 20 000 francs de prime, un nécessaire à écrire à l'encre invisible et un numéro de code : H 21. » Lors de son interrogatoire, comme on lui demandait pourquoi tous ses amants étaient, comme par hasard, des officiers supérieurs, elle répondit : « J'adore l'uniforme. » Pakenham, fâché, en fut impressionné : « Elle n'a jamais tout avoué ni vendu aucun de ses complices. C'était une femme forte. »

Patrice Claude

Lire page 2

## LE GOFF

Un Autre Moyen Âge



Pour un autre Moyen Âge • L'Occident médiéval et le temps • L'imaginaire médiéval • La naissance du Purgatoire • Les limbes • La bourse et la vie • Le rire dans la société médiévale

1400p. 150F.

QUARTO  
GALLIMARD

## La France moisie

ELLE ÉTAIT là, elle est toujours là ; on la sent, peu à peu, remonter en surface : la France moisie est de retour. Elle vient de loin, elle n'a rien compris ni rien appris, son obstination résiste à toutes les leçons de l'Histoire, elle est assise une fois pour toutes dans ses préjugés viscéraux. Elle a son corps, ses mots de passe, ses habitudes, ses réflexes. Elle parle bas dans les salons, les ministères, les commissariats, les usines, à la campagne comme dans les bureaux. Elle a son catalogue de clichés qui finissent par sortir en plein jour, sa voix caractéristique. Des petites phrases arrivent, bien rangées, bien méditées, des formules de réentente se tenant au chaud d'un ressentiment borné. Il y a une bêtise française sans équivalent, laquelle, on le sait, fascine Flaubert. L'intelligence, en France, est d'autant plus forte qu'elle est exceptionnelle.

La France moisie a toujours détesté, pêle-mêle, les Allemands, les Anglais, les Juifs, les Arabes, les étrangers en général, l'art moderne, les intellectuels coupeurs de cheveux en quatre, les femmes trop indépendantes ou qui pensent, les ouvriers non encadrés, et, finalement, la liberté sous toutes ses formes. La France moisie, rappelez-vous, c'est la force tranquille des villages, la torpéur des provinces, la terre qui, elle, ne

ment pas, le mariage conflictuel, mais nécessaire, du clocher et de l'école républicaine. C'est le national social ou le social national. Il y a eu la version familiale Vichy, la cellule Moscou-sur-Seine. On ne s'aime pas, mais on est ensemble. On est avare, soupçonneux, grincheux, mais, de temps en temps, *La Marseillaise* prend à la gorge, on agite le drapeau tricolore. On déteste son voisin comme soi-même, mais on le retrouve volontiers en masse pour des explosions unanimales sans lendemain. L'Etat ? Chacun est contre, tout en attendant qu'il vous assiste. L'argent ? Évidemment, pourvu que les choses se passent en silence, en coulisse. Un référendum sur l'Europe ? Vous n'y pensez pas : ce serait non, alors que le désir est oui. Faites vos affaires sans nous, parlons d'autre chose. Laissez-nous à notre bonne vieille routine endormie.

La France moisie a bien aimé le XIX<sup>e</sup> siècle, sauf 1848 et la Commune de Paris. Cela fait longtemps que le XIX<sup>e</sup> lui fait horreur, boucherie de 14 et humiliation de 40. Elle a eu un bref espoir pendant quatre ans, mais supporte très difficilement qu'on lui rappelle l'abjection de la Collaboration.

Philippe Sollers pour *Le Monde*

Lire la suite page 16

## Une succession réussie



FRANCK RIBOUD

ACCUEILLI en 1996 avec scepticisme, quand il a pris la succession de son père à la tête de Danone, Franck Riboud a réussi en deux ans à redessiner les contours du numéro un français de l'agroalimentaire. Recentré sur ses trois pôles d'activité les plus rentables - les boissons, les biscuits et les produits laitiers -, Danone est en passe de devenir une marque mondiale.

Lire page 17

International	2	Tableau de bord	28
France	6	Aujourd'hui	29
Société	10	Météorologie, Jeux	28
Régions	12	Culture	29
Cronos	13	Golden Culture	30
Horizons	14	Économie	32
Entreprises	17	Alimentation	32
Communication	19	Radio-Télévision	33

هكذا من الأصل



**MANIFESTE** Le manifeste des socialistes européens pour les élections européennes de juin doit être adopté définitivement, vendredi 29 et samedi 30 janvier à Vienne, lors d'une

réunion au sommet des chefs des partis socialistes et sociaux-démocrates de l'Union. Tony Blair y est attendu, avec Oskar Lafontaine, le président du SPD, et du côté français François

Hollande, premier secrétaire du PS. **LE DOCUMENT**, dont *Le Monde* publie ici les grandes lignes, a été préparé par une commission co-présidée par Henri Nallet et Robin Cook. Négocié jusqu'au dernier moment, il

comporte 21 engagements pour une Europe qui veut aller de l'avant en restant proche de ses citoyens. **L'IS-SUE** des élections européennes aura

notamment un impact important sur le choix du président de la Commission, poste pour lequel Romano Prodi confirme dans un entretien qu'il est bien toujours candidat.

## Les socialistes européens veulent réorienter la politique communautaire

Avant les élections de juin au Parlement de Strasbourg, les chefs des partis socialistes et sociaux-démocrates des Quinze adopteront, en fin de semaine à Vienne, un Manifeste soulignant le besoin de centrer les objectifs de l'Union autour de l'emploi, de la sécurité et de l'environnement

**FORMELLEMENT**, les leaders des partis socialistes et sociaux-démocrates européens, réunis les 29 et 30 janvier à Vienne, vont adopter le projet de Manifeste du Parti des socialistes européens (PSE) pour les élections européennes du 13 juin. Il sera ratifié solennellement par un congrès du PSE, où sont attendus Lionel Jospin, Tony Blair, Gerhard Schröder et Massimo D'Alema, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> mars à Milan. Mais le projet est déjà par le Français Henri Nallet et le Britannique Robin Cook, représentant au sein du Parti travailliste le « Old Labour », autour de 21 engagements qui constituent, à la différence du Manifeste de 1994, un véritable programme commun, dessiné clairement une vision très social-démocrate de l'Europe afin de lui donner « un nouveau départ ».

Lors des discussions préparatoires, auxquelles les Belges, les Italiens et les Autrichiens ont participé activement à la différence des Allemands et des Espagnols, très ab-

sents, les Français ont dû batailler ferme pour ne pas retrouver dans le Manifeste la vision libérale de gauche, proche de la « troisième voie » chère à M. Blair. Le texte supposait un parfait consensus au sein du PSE et M. Nallet a dû retrouver les talents diplomatiques qu'il manifestait naguère dans les marathons agricoles comme ministre des vœux françaises sur la réduction du temps de travail, les emplois-jeunes, les services publics, les grands travaux, la baisse des taux d'intérêt ou encore un « recours étendu » à la majorité qualifiée - point d'achoppement avec M. Cook - au sein du conseil des ministres.

Sous réserve des modifications que peuvent apporter les leaders à Vienne - Oskar Lafontaine pour le SPD risque d'insister sur l'harmonisation fiscale et les Italiens sur une lutte plus résolue contre l'immigration clandestine -, le projet de sept pages du Manifeste, que *Le Monde* s'est procuré, insiste, dans son

préambule, sur les valeurs communes des socialistes et des sociaux-démocrates : « la démocratie, la liberté et les droits de l'homme, la solidarité, la justice sociale et l'égalité des chances, les droits et les devoirs civiques et le respect du droit international ». « Nous sommes favorables à une économie moderne qui assure croissance, compétitivité et création d'emplois et nous rejetons les politiques de la droite qui condamnent les plus vulnérables et les plus démunis de la société à devenir les victimes des forces du marché », affirme le projet.

### ACCENTS DE GAUCHE

Ces accents de gauche se retrouvent dans la reprise de la formule de M. Jospin, validée par M. Blair, selon laquelle « nous disons oui à l'économie de marché mais non à la société de marché ». Le PSE rappelle son internationalisme en précisant : « Nous sommes tous attachés à nos cultures et à nos identités nationales mais nous rejetons la vision d'

court terme de la droite, qui prône un intérêt national étroit ». Dans ce contexte, et alors que les socialistes et les sociaux-démocrates dirigent onze gouvernements sur quinze dans l'Union européenne, les 21 engagements du PSE se veulent une véritable « réorientation » de la construction européenne, qu'une large majorité d'Etats est en mesure de mettre en œuvre, autour de l'emploi, de la sécurité et de l'environnement.

Le projet, fondé sur un clair soutien à la monnaie unique, reprend ainsi l'idée d'un « pacte européen pour l'emploi » et d'une plus grande coordination des politiques économiques afin de mettre en œuvre une « stratégie européenne de croissance » fondée sur la consommation et l'investissement. L'idée de Jacques Delors d'un développement de grands travaux d'infrastructures est reprise, de même que la proposition française, qui a commencé à se matérialiser avec la création de l'Euro II, d'un dialogue étroit entre

la Banque centrale européenne et « les instances de politique économique de l'Union », même s'il n'est pas question de gouvernement économique européen.

Le PSE avance aussi l'idée d'une « Charte européenne » des droits fondamentaux civiques, économiques, sociaux et culturels et reprend au sujet de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes l'objectif de « parité ». « Si l'accès équitable à l'emploi ou à la participation démocratique n'est pas respecté, la société en sera affectée », souligne le projet de Manifeste. Le texte évite soigneusement de faire allusion aux divergences qui sont apparues en Europe, notamment entre la France et l'Allemagne, sur l'avenir du nucléaire mais fait du « développement durable » un « principe de base des politiques internes et externes de l'Union européenne ».

Les propositions concernant la réforme du budget européen évoquent la nécessité de trouver

« de nouvelles ressources pour financer l'investissement », en raison des contraintes budgétaires qu'impose le pacte de stabilité décidé dans le traité d'Amsterdam. Mais, en même temps, les socialistes et les sociaux-démocrates font du maintien de « la discipline budgétaire » un postulat.

La France, qui tenait particulièrement à ce texte que François Hollande, premier secrétaire du PS, avait présenté, dès juin 1998, comme un « programme commun », a largement satisfait sur la réforme des institutions européennes, qui devra intervenir, comme elle le demande, « avant l'élargissement ». Le document précise que la Commission européenne devra être « mieux organisée et responsabilisée davantage » et que le Conseil des ministres devra, « y compris par un recours étendu à la majorité qualifiée là où cela est souhaitable », se révéler plus efficace et plus transparent.

Michel Noblecourt

## Les vingt et un engagements

LE PROJET de Manifeste du Parti des socialistes européens propose 21 engagements :

● **Priorité à l'emploi.** Un « pacte européen pour l'emploi » devrait regrouper des mesures « incitatives » : formation, réforme de la fiscalité, modernisation des systèmes de protection sociale, aide à la création d'entreprises, « réductions du temps de travail négociées entre les partenaires sociaux », « programmes spécifiques » pour les jeunes et pour les chômeurs de longue durée.

● **Œuvrer pour la croissance.** « Nous devons promouvoir une stratégie européenne de croissance qui s'appuie à la fois sur la consommation et l'investissement. » Le PSE attache « une importance toute particulière » aux grands travaux dans les transports et la communication, et défend « une coordination plus étroite des politiques économiques ».

● **Promouvoir l'Europe sociale.** « On ne peut engager des réformes économiques et soutenir la compétitivité que si les droits sociaux sont protégés de manière efficace et si l'information et la participation des salariés est assurée ».

● **Réussir l'euro.** « Un euro stable préservera l'Europe contre les pressions déstabilisatrices de la spéculation monétaire, permettra la baisse des taux d'intérêt et contribuera à réformer le système monétaire international. (...) La Banque centrale européenne doit dialoguer étroitement avec les institutions démocratiques et les instances de politique économique de l'Union. »

● **Achever le marché unique.** L'euro « nécessite un code de bonne conduite fiscale » pour « éviter le dumping fiscal ».

● **Promouvoir les compétences et les technologies.**

● **Affirmer les droits des citoyens.** Les droits fondamentaux : civiques, économiques, sociaux et culturels. » y

compris l'accès aux services publics », seront rassemblés dans une Charte européenne.

● **Aider les jeunes pour le XXI<sup>e</sup> siècle.**

● **Assurer l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.**

● **Combattre le racisme et la xénophobie.**

● **Assurer un environnement équilibré.** « Nous devons faire du développement durable un principe de base des politiques internes et externes de l'Union européenne. »

● **Faire une force de notre diversité culturelle.**

● **Renforcer la sécurité et lutter contre la criminalité.**

● **Rapprocher l'Europe du citoyen.**

● **Répondre au défi de la mondialisation.**

● **Unifier l'Europe.** « Des négociations sérieuses et approfondies » permettront l'adhésion de nouveaux Etats « aussitôt que possible ».

● **Agir ensemble dans le monde.** Le PSE souhaite une coopération plus étroite dans le domaine de la défense.

● **Renforcer la solidarité avec les autres nations.**

● **Réformer les politiques européennes.** Le PSE plaide pour une « politique agricole commune réformée ».

● **Réformer le budget européen.** « L'Union européenne doit imaginer de nouvelles ressources pour financer l'investissement, notamment à travers les prêts accordés par la Banque européenne d'investissement et le partenariat public-privé. » Le PSE s'engage à « maintenir la discipline budgétaire ».

● **Réformer les institutions européennes.** Les processus de décision du conseil des ministres doivent être « plus efficaces et plus transparents, y compris par un recours étendu à la majorité qualifiée là où cela est souhaitable ». Le PSE s'engage à réformer les institutions européennes « avant l'élargissement ».

## Romano Prodi, ancien chef du gouvernement italien « C'est un grand honneur d'être un président potentiel de la Commission de Bruxelles »



ROMANO PRODI

« Êtes-vous candidat à la présidence de la Commission européenne ?

« Par définition, il n'y a pas de candidat puisque le président est choisi à l'unanimité par les quinze chefs d'Etat et de gouvernement. Donc si vous me demandez si je suis candidat, je réponds « non ». Mais j'ai toujours considéré comme un grand honneur la possibilité d'être un président potentiel de la Commission européenne, parce que je pense que l'Europe est la plus grande réalisation politique de ce siècle.

« Vous avez été cité comme candidat possible par votre successeur à la tête du gouvernement italien, Massimo D'Alema. Je suis honoré que mon nom ait été mentionné, non seulement par M. D'Alema mais aussi par d'anciens collègues, parce que je n'ai peut-être pas laissé une mauvaise impression. Considérez-vous que la chute de votre gouvernement, en octobre, représente un recul sur la voie d'une réforme de la vie politique italienne ?

« La seule raison pour laquelle je suis entré en politique était la nécessité de bâtir le bipartisme en Italie.

Et je n'ai pas changé d'opinion. Le programme du gouvernement D'Alema n'est pas différent du mien mais les bases politiques sont différentes. J'ai toujours refusé le « transformisme » [l'habitude, qui date des débuts de l'unité italienne, pour les partis politiques de passer de l'opposition au pouvoir au gré d'alliances changeantes]. Le « transformisme » est, à mon avis, la maladie la plus terrible de l'histoire italienne. Aujourd'hui, les mentalités ont changé. Il n'y a pas d'avenir sans une claire définition d'un système bipolaire. Le grand événement de ces derniers jours est l'annonce d'un référendum,

sans doute pour le 18 avril, sur la loi électorale qui devrait abolir la proportionnelle. Pour les élections de 2001, il nous faudra des coalitions claires.

« Pour les européennes, où vous avez la proportionnelle intégrale, la coalition de l'Olivier, qui avait gagné les législatives de 1996, n'a pas pu se reconstituer et tout le monde va à la bataille en ordre dispersé.

« Du côté du centre-gauche, qui m'intéresse, nous devons faire des efforts pour rassembler le plus large possible. J'ai proposé de constituer une liste sous le signe de l'Olivier. Ça n'a pas été possible. J'ai alors proposé de rassembler toutes les forces de centre gauche qui n'appartiennent pas aux démocrates de gauche [l'ancien PCI]. Les discussions continuent.

« Pensez-vous que le PDS a refusé de reconduire la coalition de l'Olivier pour des raisons de fond, parce qu'il veut être le parti dominant de la gauche, ou pour des raisons tactiques, parce qu'il ne veut pas risquer une rupture avec le petit Parti démocrate-chrétien qui lui sert de force d'appoint au gouvernement et au Parlement ?

« Si le centre-gauche veut gagner les élections, une alliance est indispensable entre le PDS et notre rassemblement qui doit avoir une force comparable. Sinon, les électeurs ne feront pas confiance à une coalition dominée par un seul parti, parce qu'en Italie la gauche n'est pas naturellement majoritaire.

« Au Parlement européen, dans quel groupe séjureront les élus de votre liste ? Avec la gauche ou avec les démocrates-chrétiens ?

« C'est encore en discussion. Personnellement, j'ai toujours été proche, sans y être inscrit, du Parti populaire européen [démocrate-chrétien].

« Y a-t-il place encore en Italie pour un parti des catholiques ?

« Les progrès du bipartisme ont permis de résoudre la question communiste et la question fasciste parce que le bipartisme pousse les extrêmes vers le centre. La question catholique est plus difficile parce qu'elle est aussi vieille que l'Italie. Je pense que les catholiques progressistes doivent voter avec les progressistes et les catholiques conservateurs avec les conservateurs. L'histoire a tranché avec la fin de la Démocratie chrétienne mais il est toujours difficile de prendre acte de l'histoire. »

Henri de Bresson

Propos recueillis par Daniel Vernet

## Une campagne à risques pour les grandes formations politiques

L'EFFORT fait par les dirigeants socialistes et sociaux-démocrates de l'Union pour proposer à leurs électeurs un véritable programme commun pour les européennes de

**ANALYSE**  
Les choix des électeurs se feront sentir tant au plan national qu'au plan européen

juin témoigne de l'importance que ce scrutin revêt cette année pour les formations politiques et les gouvernements des Quinze. L'Assemblée de Strasbourg disposera après ratification du traité d'Amsterdam de pouvoirs qui en feront un acteur de moins en moins contournable de la scène européenne. Certains en tirent sans doute incommode de la démocratie européenne. Certains en tirent de la France, ou une bonne dizaine de listes s'échauffent après l'échec de la réforme du système électoral, n'y ont pas pris garde devraient s'en mordre amèrement les doigts.

Les grandes formations de tradition européenne, comme la Démocratie chrétienne ou la social-démocratie, ont reconnu l'enjeu. A la différence du manifeste de 1994, qui

se contentait d'énoncer quelques grands principes politiques sur la vision de la gauche socialiste, la version 1999 du manifeste du Parti des socialistes européens (PSE) se veut un texte de combat politique. Depuis le départ du chancelier Kohl, l'Europe des Quinze est clairement, en ce qui concerne ses gouvernements, marquée à gauche. Onze pays membres sont dirigés par la gauche, dont les quatre plus importants : Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne.

Ce renversement de situation a presque surpris, tant on s'était habitué au cours des années à une situation de dominance inverse. Les partis de gauche, malgré leurs grandes différences de tradition - nationales et politiques - ont compris l'intérêt qu'ils pouvaient avoir à unir leurs forces. La plupart sont arrivés au pouvoir avec une préoccupation majeure : redonner la priorité aux politiques pour l'emploi et la formation, donner un coup d'arrêt à la mise en cause des modèles sociaux par les néolibéraux. Ils ont pris conscience qu'ils réussiraient à trouver plus facilement ensemble les réponses à la globalisation. Malgré des désaccords patents, malgré le refus de Londres d'adopter tout de suite la monnaie unique, la conviction l'a

emporté de rendre l'Europe plus proche des gens, sur le plan social et aussi sur celui de la sécurité.

Le sommet européen de Portschach (Autriche), fin octobre 1998, à l'arrivée du chancelier Gerhard Schröder au pouvoir à Bonn, a en quelque sorte couronné cette évolution. A quelques semaines du lancement de l'euro, les Quinze y ont affiché un nouvel esprit de conquête et de justice, avec pour horizon l'élargissement à l'est. Un esprit confirmé par Joschka Fischer, ministre des affaires étrangères, lors de la présentation, le 12 janvier à Strasbourg, du programme de la présidence allemande de l'Union.

### RELENTS NATIONALISTES

Reste à mettre ces bonnes résolutions en pratique. Les négociations en cours sur le financement de l'Union mettent les grands principes à rude épreuve, renvoyant les gouvernements à leurs responsabilités nationales. Le débat sur la sortie du nucléaire allemand, qui a des répercussions en France et en Grande-Bretagne, ou celui sur la chasse, en France, montrent qu'il est de moins en moins possible de gérer ses affaires nationales sans interférer chez ses voisins. Cela pose des problèmes, sans que l'on sache

vraiment encore comment résoudre des conflits potentiels en évitant des accès de fièvre qui ont vite des relents nationalistes.

L'enjeu des élections européennes est à cet égard important. On en a senti les prémices dans le conflit qui vient d'opposer le Parlement de Strasbourg à la Commission européenne sur le contrôle de sa gestion. Cette crise a été interprétée dans bien des pays, et notamment en Allemagne, comme un signal positif de la volonté du Parlement politique essentiel du champ européen. La majorité qui prendra le contrôle de l'Assemblée en juin ne sera donc pas neutre. Le premier test aura lieu lorsque les députés voteront en juillet pour approuver ou non le choix fait par le Conseil européen du président de la Commission qui succédera à Jacques Santer en l'an 2000. Si le choix du Conseil, avec sa majorité socialiste, n'est pas du goût de la majorité sortie des urnes, il faut s'attendre à un sérieux conflit.

L'arithmétique électorale actuelle offre un jeu très ouvert, avec un avantage pour les formations de la Démocratie chrétienne et de la droite réunies dans le Parti populaire européen (PPE), deuxième grande formation actuelle du Parle-

ment derrière le Parti des socialistes européens (PSE). Ces derniers sont dans une position plus inconfortable. Dans de nombreux pays, leur potentiel de croissance est faible. En Grande-Bretagne, l'adoption d'un système électoral à la proportionnelle va retirer des sièges aux travaillistes, et les gains espérés en France par le PS seront limités par l'éparpillement des listes. Les Verts peuvent dans ces conditions venir brouiller un jeu parlementaire auquel les deux formations majoritaires imprimaient traditionnellement des règles très précises de cohabitation qui évitaient les surprises.

C'est cette époque qui pourrait finir, obligeant les Etats-majors politiques à prendre cette fois au sérieux un scrutin longtemps considéré comme secondaire. Le manifeste du PSE en est la résultante. Il est une tentative de trouver des thèmes mobilisateurs communs, qui seront défendus dans plusieurs grands meetings par les leaders de la gauche européenne, afin de convaincre les électeurs que les choix qu'ils feront ne seront pas neutres dans la formulation des futures politiques nationales et européennes.



## La liste des témoins au procès Clinton a été réduite à trois, dont M<sup>lle</sup> Lewinsky

La requête de non-lieu déposée par les démocrates devait être rejetée

Après l'échec probable de la requête de non-lieu déposée mercredi par les démocrates, les sénateurs devaient se prononcer sur la convocation de témoins. Le

groupe républicain a conclu, mardi, un accord avec les « procureurs » de la Chambre, limitant le nombre des témoins à trois, dont Monica Lewinsky.

### WASHINGTON

Après l'échec probable de la requête de non-lieu déposée mercredi par les démocrates, les sénateurs devaient se prononcer sur la convocation de témoins. Le groupe républicain a conclu, mardi, un accord avec les « procureurs » de la Chambre, limitant le nombre des témoins à trois, dont Monica Lewinsky.

Betty Currie, la secrétaire du président, dont on nous disait jusqu'à la manifestation de la vérité, a été rayée de la liste. Devant l'hostilité des sénateurs à la prolongation de la procédure, les managers ont été contraints de réduire leur demande de témoins d'une quinzaine à « un nombre raisonnable de trois », selon le président de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, Henry Hyde. C'était apparemment la condition mise à un soutien unanime des républicains au Sénat. Ils ont aussi « fermement prié » la Chambre haute de convoquer Bill Clinton, pour qu'il réponde sous serment à des questions. Une initiative qu'a immédiatement rejetée la Maison Blanche.

### ÉLÉMENTS DE DÉCISION

Ce service minimum devrait maintenir l'unité des républicains. Les débats de lundi et mardi avaient, avant tout, pour objet de séduire la demi-douzaine de sénateurs républicains qui hésitent à témoigner. Ayant épuisé, au cours d'interminables heures de plaidoiries, tous leurs arguments – voire la patience de sénateurs, qui n'en peuvent mais face aux arguments des deux camps –, les managers leur ont expliqué que les témoignages n'avaient pas pour but de conforter leur dossier, mais seulement de donner à la Chambre haute les éléments de décision indispensables. David Kendall, pour la défense, a mis les sénateurs en garde contre le danger encouru si « on laisse le génie des témoins sortir de sa bouteille », au risque, a-t-il menacé, de prolonger le procès de plusieurs semaines. La déposition de témoins peut ne prendre que quelques jours, mais les avocats du président ont l'intention de demander auparavant communication de... tous les éléments de l'enquête du procureur Starr auxquels ils n'ont pu, jusqu'à présent, avoir accès. Ce qui, selon le sénateur Daschle, représente 54 000 pages de documents et la transcription de 330 interviews ! Les avocats du président menacent également d'exiger la comparution du procureur Starr.

Quelle menace impressionnera le plus les républicains hésitants ? Celle de rompre leurs rangs et de s'allier les électeurs ultra-conservateurs qui veulent la destitution du président ou celle de voir l'image de leur parti se détériorer au fur et à mesure que le procès s'engage, au risque de perdre les prochaines élections ? De la réponse à cette question dépend aujourd'hui le temps que durera ce procès historique.

Patrice de Beer

## Jean Paul II, en visite aux Etats-Unis, dénonce la « culture de mort »

Accueilli avec enthousiasme par les catholiques de Saint Louis, dans le Missouri, le pape a de nouveau mis en cause les sociétés riches qui « considèrent des groupes entiers d'êtres humains comme inutiles »

### SAINT-LOUIS (Missouri)

Il faut garder une image de la quatrième rencontre de Jean Paul II avec le président Bill Clinton, c'est bien celle du chef de l'Etat le plus puissant du monde aidant le pape – symbole d'un pouvoir spirituel – à marcher. Un président en difficulté et un responsable d'Eglise fatigué se rejoignent à Saint Louis (Missouri), mardi 26 janvier, pour faire un bout de chemin et échanger quelques impressions. Cette rencontre semble d'autant plus irrisorie qu'elle a eu lieu dans un hangar d'aéroport, sans protocole. Jean Paul II a fait un crochet dans le Missouri, depuis le Mexique, pour répondre à l'invitation de Mgr Justin Rigali, archevêque de Saint Louis et l'un de ses anciens collaborateurs au Vatican. Aux Etats-Unis, troisième pays catholique du monde (après le Brésil et le Mexique), le diocèse de Saint Louis compte 27 % de fidèles sur deux millions d'habitants, soit un taux supérieur à la moyenne nationale (21,7 %).

« Poussiez-vous vivre cent ans et plus ! », lui a souhaité Bill Clinton. « Lentement, lentement », a répondu le pape. Le président a rendu un hommage appuyé au pèlerin infatigable qui, dit-il, « a aidé à mettre en œuvre une révolution de valeurs et d'esprit en Europe centrale et dans l'ancienne Union soviétique, permettant à des millions de personnes de vivre selon leur conscience et non plus sous la coercition, et nous libérant tous de la peur constante de la guerre nucléaire ». « Nous vous honorons, a poursuivi Bill Clinton, parce vous n'avez jamais laissé ceux qui jouissent des bienfaits de la prospérité, de la liberté et de la paix oublier leurs responsabilités ». Le président a évoqué le possible voyage de Jean Paul II à Jérusalem et parlé de ses efforts pour « aider les populations à trouver le courage de se lever elles-mêmes, de l'Afrique à l'Asie comme à l'Ouest ».

### CONDAMNATION DES EMBARGOS

Dans sa réponse, Karol Wojtyła n'a pas été aussi élogieux, ni tendre. Ce n'est pas la première fois qu'il fait la leçon à Bill Clinton. Il a fait référence à « l'esprit de Saint Louis » – volonté d'entreprendre et goût du défi, illustrés par la première traversée en avion de l'Atlantique –, avant de rappeler l'affaire de cet esclave noir, Dred Scott, dont la Cour suprême avait rejeté le recours qui lui aurait permis de vivre libre dans un pays libre. « Aujourd'hui, a dit le pape, le conflit est entre une culture qui affirme, chérit et célèbre le don de la vie et une culture qui déclare que des groupes entiers d'êtres humains, les enfants à naître, les handicapés et autres, considérés comme « inutiles », doivent être éliminés des frontières de la protection légale. » Comme ce fut le cas pour Dred Scott. Aux yeux du pape, le choix entre « la culture de la vie » et « la culture de la mort » doit être clairement réaffirmé.



P. ANCHO

Lors de l'entretien privé de vingt minutes qui a suivi, cette question a de nouveau été évoquée, ainsi que la peine de mort, rétablie aux Etats-Unis en 1976. Mais sans que l'accent soit particulièrement mis sur ce thème, comme l'a souligné Joaquín Navarro-Valls, porte-parole du Vatican. Selon lui, la conversation a été « claire et informelle ». La position du pape sur tous les sujets importants est « bien connue » et, lorsqu'il y a des diver-

gences, « celles-ci aussi sont connues ». Il s'est donc agi d'évoquer rapidement quelques dossiers, de l'Irak, en passant par Cuba – « où il pourrait y avoir plus de changement » –, et le respect des droits de l'homme en général.

Le Vatican a toujours dénoncé « le non-respect de la vie » aux Etats-Unis, de l'avortement légalisé en 1973 à la fécondation assistée, en passant par les manipulations génétiques. Il estime que Washington, en raison de son hégémonie, devrait montrer l'exemple et agir plus efficacement contre les inégalités.

### Exécution d'un condamné au Texas

Un condamné à mort a été exécuté par injection, à Huntsville (Texas), le jour même de la visite du pape aux Etats-Unis. Martin Saucedo Vega, quarante-deux ans, délinquant multirécidiviste, a été déclaré mort à 23 h 22 GMT, ont précisé les autorités pénitentiaires texanes. Il avait passé dix ans dans le couloir de la mort et il est le troisième condamné à mort exécuté cette année au Texas, le dixième aux Etats-Unis. Une quinzaine d'exécutions sont encore prévues d'ici à la fin février aux Etats-Unis.

Le Texas est l'Etat où ont lieu le plus d'exécutions aux Etats-Unis. Vingt condamnés à mort y ont été exécutés en 1998, dont une femme, et trente-sept en 1997. Une exécution, prévue initialement mercredi 27 janvier dans le Missouri, où séjournait le pape, a en revanche été repoussée au 10 février.

Dans son discours au corps diplomatique à Mexico, Jean Paul II avait déjà déploré que « les peuples puissants le soient chaque jour davantage et les peuples faibles chaque jour plus dépendants ». Le Vatican a, d'autre part, toujours dénoncé les embargos, que ce soit à l'encontre

« celles-ci aussi sont connues ». Il s'est donc agi d'évoquer rapidement quelques dossiers, de l'Irak, en passant par Cuba – « où il pourrait y avoir plus de changement » –, et le respect des droits de l'homme en général.

Le Vatican a toujours dénoncé « le non-respect de la vie » aux Etats-Unis, de l'avortement légalisé en 1973 à la fécondation assistée, en passant par les manipulations génétiques. Il estime que Washington, en raison de son hégémonie, devrait montrer l'exemple et agir plus efficacement contre les inégalités.

Michel Bôle-Richard

Lire aussi notre éditorial page 16

## Le « Monicagate » fait le bonheur des humoristes

### WASHINGTON

Quand Ronald Reagan a tiré sa révérence et quitté à jamais Washington et la scène politique, les humoristes ont été catastrophés. Finies les blagues qui faisaient leur bonheur, fini l'âge d'or, pensaient-ils avec amertume... Erreur. Avec Clinton, ils s'avouent aujourd'hui comblés. « C'est même dix fois meilleur ! » déclare au Washington Post Jay Leno, l'animateur d'un talk-show nocturne plébiscité sur la chaîne NBC. Une aubaine en effet. A défaut de passionner le public lorsqu'il est abordé dans les émissions d'information classique, le « Monicagate », pour tous les humoristes, est devenu un inépuisable filon.

Chaque soir, les téléspectateurs attendent du pire de NBC un commentaire cruel et ravageur sur l'actualité du jour, alors que la retransmission en direct du procès présidentiel n'obtient qu'une audience restreinte (15 %). Une idée ? Le soir du discours sur l'état de l'Union : « Le discours de Clinton a duré soixante-dix-sept minutes, ce qui est le temps maximal que le président ait jamais tenu sans sexe. » Ou bien celle-ci, au moment où circulait la rumeur – rapidement démentie –, d'un enfant illégitime du président : « Il paraît qu'il pourrait y avoir un Bill Clinton de treize ans en Arkansas... Remarque, on a déjà un Bill Clinton de seize ans dans le bureau ovale ! » Le public en redemande.

Sur tous les tons, sur toutes les chaînes, dans tous les types d'émissions, le sujet Clinton est décliné à l'infini. Le problème, s'inquiètent certains politologues ou observateurs des médias, c'est que de plus en plus d'Américains prennent leurs informations essentiellement dans ce type d'émissions. Et, à faire du champ politique leur fonds de commerce, les humoristes renforcent la vision débasée, cynique, voire poujadiste que nourrit une part du public à l'égard de ses élus. Jay Leno témoigne bien de cette tendance : « On a atteint un point où les agissements du Congrès n'affectent plus rien la vie des gens. Alors, on le considère comme une source de divertissement... Et on compte sur ses membres pour nous fournir au moins une dose de rires quotidiens. »

Le glissement de l'information vers le divertissement n'est sans doute pas nouveau. En 1996, un sondage révélait déjà qu'un quart des Américains – et 40 % des moins de trente ans – affirmaient s'être informés sur la campagne présidentielle à travers les émissions comiques du soir. 13 % d'entre eux citaient la chaîne musicale MTV. La tendance aujourd'hui s'accroît dangereusement. Les variétés ou émissions légères hésitent de moins en moins à se saisir de sujets d'actualité graves pour les traiter à leur manière, dans l'émotion ou la dérision. Quant aux programmes traditionnels d'informations, ils tentent désespérément de stopper l'hémorragie de leur audience en délaissant les sujets lourds pour des thèmes plus légers, qu'ils n'auraient même jamais osé traiter auparavant. « Il n'y a pas qu'à la télévision qu'on observe ce phénomène », estime Amy Mitchell du Comité de Concerned Journalists, un centre de réflexion sur l'information, basé à Washington. La presse écrite a elle aussi amorcé un changement subtil de la définition de la notion d'information.

Les sujets lourds subsistent, à condition de privilégier le facteur humain et de tabler sur l'émotion... « On mélange les genres, les registres, les approches, et les règles », observe Amy Mitchell. Et le public finit par ne plus savoir ce qui est information et ce qui est distraction. Ce qui est un fait, et ce qui est fiction. » Et l'affaire Clinton, archi-couverte jusqu'à en donner la nausée, connaît toutes les dérives, subit tous les excès.

Annick Cojean

## Le voyage de Madeleine Albright à Moscou a confirmé les tensions américano-russes sur l'Irak, le désarmement et le Kosovo

### MOSCOU

La secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, a achevé, mercredi 27 janvier, une visite de trois jours à Moscou qui a permis à la Russie et aux Etats-Unis de s'expliquer sur l'ampleur de leurs différends. Depuis décembre 1998 et les frappes américaines en Irak, les relations entre les deux pays se sont fortement dégradées. Certains observateurs russes jugent qu'elles sont au plus bas depuis la fin de la guerre froide.

Sur l'Irak, le désarmement et le Kosovo, notamment, les désaccords demeurent entiers. Pour M<sup>me</sup> Albright, il s'agissait d'expliquer à ses interlocuteurs russes que ces différends sur les grands dossiers ne devaient pas provoquer « de rupture », ni interrompre « une coopération sur des problèmes d'intérêt commun ». « Sur

certaines questions, nous sommes totalement en désaccord, a reconnu la secrétaire d'Etat américaine, sur d'autres, nous sommes partiellement en désaccord... c'est une relation normale de pays adultes et amis ».

Tout en se félicitant de la reprise de ce dialogue, les responsables russes se sont montrés moins sévères. « La Russie veut être traitée en égale et ne peut pas admettre de pressions », a expliqué le ministre des affaires étrangères, Igor Ivanov. A l'issue d'une conversation téléphonique de vingt-cinq minutes avec M<sup>me</sup> Albright, le président Boris Eltsine, toujours hospitalisé, a fait publier un communiqué dans lequel, visant implicitement l'Irak et le Kosovo, il juge « inadmissible toute action de force contournant le Conseil de sécurité de l'ONU ».

L'un des principaux dossiers

abordés a été celui du désarmement. La demande américaine, formulée à la mi-janvier, de renégocier le traité ABM de défense anti-missiles signé par les deux pays en 1972 avait été catégoriquement rejetée par la Russie. L'administration américaine souhaite développer un système de défense contre des missiles intercontinentaux, arguant de nouvelles menaces venant, entre autres pays, de l'Iran et de la Corée du Nord. Madeleine Albright a voulu rassurer ses interlocuteurs russes, expliquant qu'aucune décision n'avait été prise, et qu'un tel système, s'il était développé, ne pourrait pas être mis en place « avant 2005 ». En réponse, M. Ivanov a expliqué que la Russie « ne pouvait pas être prise par surprise » concernant « un élément clé de la stabilité stratégique ». Le ministre des affaires étrangères russe a également lié ce

dossier à celui du désarmement nucléaire. « De nouvelles coupes dans les armements stratégiques ne peuvent être faites que s'il y a un engagement clair de respecter le traité ABM ».

La Russie a fait néanmoins quelques pas, puisque M. Ivanov a annoncé qu'une commission d'experts des deux pays se réunirait dès février pour examiner les propositions américaines. « Il y a eu quelques progrès sur le Kosovo, le CFE (désarmement conventionnel en Europe), le traité ABM, mais pas sur l'Irak », a résumé un haut responsable américain sous le couvert de l'anonymat. Voulant être traitées « en égales », les autorités russes savent aussi qu'elles n'ont plus les moyens économiques, financiers et militaires de poursuivre un bras de fer avec Washington.

François Bonnet

**PEUGEOT NEUBAUER**  
A partir de 77 500 €

**306**

9, bd Gouvion St Cyr 75017 Paris  
Tél : 01 46 22 88 88

هذا من الجيد



# M. Schröder renonce à interdire le retraitement à l'étranger des déchets nucléaires allemands

La décision du chancelier constitue un camoufflet pour ses alliés Verts

Le retraitement des combustibles irradiés des centrales nucléaires allemandes continuera de s'effectuer dans les usines de la Hague, en France, et de Sellafield, au Royaume-Uni. Les producteurs d'électricité allemands paviseront, après le revers infligé aux Verts et à leur ministre de l'environnement, Jürgen Trittin. Une nouvelle rencontre aura lieu en mars pour étudier le calendrier de l'arrêt des 19 réacteurs en fonctionnement.

**BONN**  
de notre correspondant

La recrudescence des menaces de boycotter les négociations sur la sortie du nucléaire, le chancelier Gerhard Schröder a renoncé à interdire dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000 le retraitement à l'étranger des combustibles irradiés. La loi sur le nucléaire, a annoncé M. Schröder, mardi 26 janvier, à l'issue de la première table ronde avec les électriciens, ne comportera pas de date butoir, contrairement à ce qui avait été convenu entre le Parti social-démocrate (SPD) et les Verts le 13 janvier. Le gouvernement va laisser aux producteurs d'électricité le temps de construire des centres intermédiaires de stockage à proximité de leurs réacteurs. Ce n'est que lorsque la mise en activité de ces centres sera autorisée que l'interdiction du retraitement sera effective, réacteur par réacteur. Comme cette autorisation peut prendre de trois à six ans, les transports vers les usines françaises de la Hague et de Sellafield, en Grande-Bretagne, ne sont pas prêts d'être interrompus.

De plus, les électriciens n'auront pas à invoquer une quelconque clause de force majeure pour arrêter brutalement leurs contrats avec la Cogema et British Nuclear

Fuels. Ils devront chercher à les interrompre en utilisant toutes les possibilités contractuelles, a expliqué M. Schröder. Manfred Timm, patron de la compagnie d'électricité de Hambourg (HEW) et porte-parole des électriciens, s'est félicité que ce débat sur la clause de force majeure, « qui a sali l'image de l'Allemagne à l'étranger », soit clos. Côté français, on ne cachait pas sa satisfaction : « On revient à la gestion normale d'un dossier dont on n'aurait jamais dû s'écarter ».

**« A LA SAINT-GLINGLIN »**

Cet accord devrait ouvrir la voie à la reprise des convois de combustibles irradiés vers la Hague et Sellafield. Ceux-ci sont interrompus depuis le printemps 1998, lorsqu'on a appris qu'ils émettaient des radiations supérieures aux normes autorisées. L'Allemagne est aujourd'hui le seul pays à ne pas les avoir repris. Mais il y a urgence. Les piscines de certaines centrales débordent. « Sans reprise des convois, quatre réacteurs auraient dû être arrêtés en 2001 », a expliqué M. Timm. Faute d'être autorisés à exporter leurs combustibles irradiés, les électriciens auraient dû les expédier dans les centres de stockage allemands de Ahaus et Gorleben. Cette solution aurait été très diffi-

cile à mettre en œuvre, en raison des manifestations monstres annoncées par les militants antinucléaires. En revanche, les convois en direction de l'étranger ne posent pas de problèmes, car ils ne suscitent curieusement pas la mobilisation des militants antinucléaires allemands, une contradiction que le gouvernement Kohl ne manquait pas de dénoncer.

En continuant d'exporter ses combustibles irradiés, avec la bénédiction de la France et de la Grande-Bretagne, le gouvernement Schröder calme le débat et repousse de quelques années ce problème insoluble, du stockage en Allemagne des déchets nucléaires. Les électriciens ont accepté mardi le principe de la sortie du nucléaire et de l'arrêt du retraitement des combustibles irradiés. « Nous reconnaissons le primat du politique, mais nos conceptions sur la politique énergétique à mener sont très éloignées. Nous considérons que c'est une erreur de sortir de l'énergie atomique », a précisé M. Timm. Gerhard Schröder veut trouver avec les électriciens une alternative au nucléaire, « sans fractures économiques et sociales », qui préserve l'emploi et la production d'énergie en Allemagne.

Une nouvelle rencontre aura lieu avec le gouvernement dans la première quinzaine de mars pour

étudier le calendrier de l'arrêt des 19 réacteurs en fonctionnement. Cette affaire constitue au bout du compte un véritable revers pour les Verts et le ministre de l'environnement, Jürgen Trittin, dont le projet de loi tronqué ne sera présenté au Bundestag que début mars. Furieuses, les associations antinucléaires y voient un « report à la Saint-Glinglin » de la sortie du nucléaire. « Jürgen Trittin a perdu sur toute la ligne. Et c'est bon pour l'Allemagne », s'est en revanche réjouie Angela Merkel, ancien ministre de l'environnement de Helmut Kohl et secrétaire général du Parti chrétien-démocrate (CDU). Gerhard Schröder a reconnu que la décision du 13 janvier avait été une erreur, mais a aussi expliqué que cela avait permis de faire mûrir les choses.

M. Trittin s'est engagé devant les électriciens à ne pas pratiquer de politique d'obstruction à leur encontre, mais le président du lobby nucléaire, l'Atomforum, prévoit encore de multiples dissensions au sein du gouvernement. Selon lui, « le clash entre le ministre de l'environnement et celui de l'économie (Werner Müller, sans parti, proche de Gerhard Schröder) n'était qu'un petit avant-goût de ce qui attend le gouvernement ».

Arnaud Leparmentier

## Les Occidentaux préconisent une conférence internationale sur le Kosovo

LES GRANDES PUISSANCES essaient de s'entendre sur le meilleur moyen d'amener les parties en conflit au Kosovo à une table de négociations. Le Foreign Office travaille sur un projet de convocation d'une conférence internationale, qui devrait être endossée par le Groupe de contact sur l'ex-Yugoslavie (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie) lors d'une prochaine réunion des ministres des affaires étrangères de ces ministres. Objectif visé, selon un diplomate qui s'exprimait, mardi 26 janvier, à Londres : la tenue, vraisemblablement à Vienne, de négociations entre Serbes et Albanais, avec pour médiateurs le diplomate américain Christopher Hill, l'émis-saire de l'UE pour le Kosovo, Wolfgang Petritsch, et, peut-être, le vice-ministre russe des affaires étrangères, Alexandre Avdeyev.

Parallèlement, l'OTAN devait se réunir une nouvelle fois, mercredi, et lancer aux parties en conflit une injonction au cessez-le-feu, accompagnée d'un « avertissement ». Les Américains sont partisans d'un « message fort » assorti d'une

« menace crédible » de recours à la force. Les Européens sont d'avis qu'un « avertissement formulé avec retenue servirait davantage la cause du Groupe de contact » pour l'organisation d'une conférence de paix. On indiquait, mardi soir à Paris, qu'il ne manquait plus qu'un accord des Etats-Unis pour fixer la date et le lieu de la réunion du Groupe de contact et que Washington attendait de voir ce qui serait décidé, mercredi, à l'OTAN avant de confirmer sa participation.

**L'UCK CONSULTÉ**

En visite à Moscou, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, a publié avec son homologue russe, Igor Ivanov, un communiqué dans lequel ils appellent Belgrade et les indépendantistes kosovars à « entamer des négociations intensives ». Ce texte ne mentionne pas la possibilité d'une intervention militaire de l'OTAN. Interrogée lors d'une conférence de presse à Moscou sur la participation de soldats américains à une éventuelle force terrestre au Kosovo, M<sup>me</sup> Albright a répondu que cela fi-

gurait « parmi les options examinées » à Washington. Un peu plus tôt, le conseiller du président américain pour la sécurité nationale, Sandy Berger, avait fait savoir que Bill Clinton n'envisagerait pas la possibilité d'une participation américaine à une telle force tant qu'un cessez-le-feu ne serait pas respecté dans la province.

A Belgrade, le nouveau vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic, a estimé, mardi, que la convocation d'une conférence internationale sur le Kosovo n'est pas nécessaire. Pour que le problème se règle, « il suffit que le Conseil de sécurité de l'ONU, l'UE et le Groupe de contact disent clairement qu'il ne peut y avoir ni un Kosovo indépen-

dant, ni une Grande Albanie, ni un Kosovo qui serait une troisième République yougoslave », a-t-il déclaré. Les Kosovars ont indiqué, mardi, qu'ils ne participeraient à aucune négociation tant que les accords d'octobre (cessez-le-feu, retrait des troupes serbes, etc.) ne seraient pas respectés par la partie serbe. L'UCK a par ailleurs annoncé qu'elle avait engagé des consultations avec « les acteurs politiques » de la province « en vue de la constitution d'une assemblée civile et d'un gouvernement », une initiative qui reflète la volonté du mouvement indépendantiste de s'affirmer comme le principal représentant de la communauté albanaise. (AFP, Reuters)

## Kofi Annan n'exclut pas le recours à la force

**GENÈVE**

Passant en revue les différents points chauds du globe lors de sa première conférence de presse de l'année, mardi 26 janvier au siège européen des Nations unies à Genève, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, paraissait quelque peu déabusé devant l'impuissance trop fréquente de la communauté internationale. Du Kosovo à l'Irak, en passant par le Timor-Oriental, la Sierra Leone, l'Angola ou encore l'Afrique des Grands Lacs, multiples sont les foyers de tension qui préoccupent le secrétaire général. Particulièrement attentif au Kosovo, à la veille de rencontrer, mercredi 27 janvier, les responsables de l'OTAN à Bruxelles, Kofi Annan n'a pas exclu le recours à la force : « La question du recours à la force est sur la table depuis pas mal de temps. Tout le monde souhaite que le problème puisse être résolu sans usage de la force. Mais si la situation continue, comme l'OTAN l'a indiqué, cela pourrait être inévitable », a-t-il dit. Il a rappelé que l'ONU ne jouait pas un rôle dirigeant dans la recherche d'une solution au conflit, et il a tenu à préciser que « le choix est celui de l'OTAN et de l'OSCE ». Quant à la nécessité du feu vert du Conseil de sécurité à une éventuelle intervention militaire, M. Annan a souligné que « la communauté internationale agit à l'unisson ». Il a cependant rappelé qu'un ou deux membres permanents du Conseil de sécurité étaient réticents et pourraient op-

poser leur veto. Concernant l'Irak, le secrétaire général, se référant aux propositions avancées par la France et d'autres pays pour faciliter une reprise du contrôle du désarmement, a également exprimé l'espoir que le Conseil surmonte ses divisions pour « aller de l'avant ».

Interrogé sur son rôle au Rwanda alors qu'il dirigeait les opérations de maintien de la paix de l'ONU en 1994, Kofi Annan n'a pas esquivé la question et a accepté l'idée d'une enquête indépendante pour faire toute la lumière sur cette tragédie. A son avis, il faut aussi y inclure le Conseil de sécurité et tirer les leçons du Rwanda afin de « mieux intervenir à l'avenir contre des tueries et des génocides et non pas renoncer à toute intervention ». Le secrétaire général de l'ONU avait déjà exprimé des préoccupations analogues lors d'une visite au siège du Comité international de la Croix-Rouge. « L'aide humanitaire, avait-il déploré, est utilisée comme feuille de vigne pour masquer une absence de volonté politique de traiter des conflits à la racine ».

Interrogé sur son intention de se rendre au forum de Davos, M. Annan a expliqué qu'il voulait « attirer l'attention sur les effets pervers de la mondialisation ». A ses yeux, « les conflits ont toujours un fondement économique et il importe d'en faire prendre conscience à ceux qui détiennent le pouvoir économique et financier ».

Jean-Claude Buhner

## Le bilan du tremblement de terre en Colombie ne cesse de s'alourdir

**BOGOTÁ.** Le bilan du tremblement de terre qui a frappé le centre du pays, lundi 25 janvier, s'alourdit de plus en plus. Dans un bilan provisoire publié mardi soir, le ministère de l'Intérieur a confirmé la mort d'au moins 653 personnes. Armenia, la capitale de l'un des quatre départements de « l'axe du café » touchés par la catastrophe, ressemble à un champ de ruines et compterait 450 victimes. Plus de 3 000 personnes sont blessées et environ 200 000 sinistrées. Plusieurs centaines d'autres sont portées disparues, enfouies sous des tonnes de débris qui n'ont pas encore été fouillées. Les opérations de secours et l'acheminement de l'aide ont été rapidement mis en place, mais la paralysie des communications téléphoniques, le mauvais état des routes et la pluie compliquent la tâche des organismes publics et de la Croix-Rouge nationale. Les gouvernements américain, mexicain et japonais ont confirmé l'envoi d'équipes de spécialistes en catastrophes naturelles. La France et l'Allemagne ont mis en place une opération conjointe de coopération : 55 experts et 7 tonnes de matériel de secours sont attendus mercredi soir à Bogotá. (Corresp.)

## Extension des règles d'engagement américaines en Irak

**WASHINGTON.** Tous les éléments de la défense anti aérienne irakienne sont désormais considérés comme des cibles potentielles des avions américains, a indiqué mardi 26 janvier Sandy Berger, le conseiller du président Bill Clinton pour les questions de sécurité nationale. « Le président a répondu aux demandes des militaires qui souhaitent un élargissement des règles d'engagement », afin de répondre à l'augmentation, depuis décembre, des intrusions irakiennes dans les zones d'exclusion aérienne du nord et du sud de l'Irak, a précisé M. Berger. Les pilotes américains ne sont plus tenus de répliquer uniquement à une menace précise, mais visent « n'importe quel système de la défense anti-aérienne (irakienne) qui nous rend vulnérables », a-t-il dit. (AFP)

## M. Primakov propose un « pacte de non-agression » à la Douma

**MOSCOU.** Le premier ministre, Evgueni Primakov, a proposé à la Douma, lundi 25 janvier, de signer un pacte politique qui neutraliserait les pouvoirs de Boris Eltsine jusqu'à la prochaine élection présidentielle. Selon ce pacte, exposé dans une déclaration informelle qui a surpris les députés, le Parlement s'engagerait en échange à ne renverser ni le gouvernement ni le président et à ne pas dissoudre l'Assemblée. Selon Grigori Iavlinski, chef du parti Iabokko, il s'agit d'une « réponse indirecte à l'état de santé de Boris Eltsine », qui serait plus grave qu'avoué. Le numéro deux de l'administration du Kremlin, Oleg Syssouïev, a assuré que le président était opposé à un « marché » consistant à échanger l'abandon immédiat de certaines prérogatives contre une immunité future. Un pacte semblable fut discuté en août 1998, en pleine crise politique, mais tomba dans les oubliettes après la nomination de M. Primakov. (AFP, Reuters)

**DÉPÊCHES**

■ **BANGLADESH :** l'écrivain bangladais Taslima Nasreen a de nouveau été en Suisse pour, selon sa famille, échapper aux menaces renouvelées des extrémistes islamistes. Taslima Nasreen était rentrée à Dacca en septembre 1998 après quatre ans d'exil pour venir au chevet de sa mère, depuis lors décédée. (Corresp.)

■ **SUÈDE :** les gouvernements suédois et finlandais ont indiqué être catégoriquement opposés à ce que les corps des victimes du navire Estonia, qui avait fait naufrage en 1994 en mer Baltique, soient remontés à la surface. Ces refus, signifiés lundi 25 et mardi 26 janvier, compliquent la tâche du gouvernement suédois, qui doit décider en février de l'éventuel rapatriement du plus grand nombre possible des 750 corps des victimes - en majorité suédoises - encore enfermés dans l'épave (Le Monde du 17 novembre 1998). (Corresp.)

■ **ISRAËL :** Moshe Arens a été désigné ministre de la défense, mardi 26 janvier, par le premier ministre, Benjamin Nétanyahou. M. Arens, 73 ans, est un faucon du parti de droite Likoud. Il a déjà été ministre de 1983 à 1992, occupant notamment à deux reprises le portefeuille de la défense (1983-1984 et 1990-1992). (AFP)

■ **CONGO-BRAZZAVILLE :** dans une tribune publiée mercredi 27 janvier dans Le Figaro, le président Denis Sassou-Nguesso demande à la France et aux Etats-Unis d'empêcher ses adversaires, MM. Lissouba et Kollela, de mener depuis leur territoire « toute action qui pourrait être préjudiciable au pays d'où ils ont été chassés ».

■ **INDE :** deux types de missiles, éventuellement nucléaires, ont été présentés, mardi 26 janvier, à New Delhi lors de la parade militaire qui marque la commémoration de la République. Il s'agit du missile Agni (le feu), de 1 500 kilomètres de portée, et du missile Prithvi (la terre), de 250 kilomètres de portée. Cette démonstration intervient huit mois après les cinq essais nucléaires effectués par le nouveau gouvernement. (AFP)

■ **INDE :** une centaine d'hommes appartenant à une armée privée constituée par des propriétaires fonciers ont massacré dans leur sommeil, lundi 25 janvier, vingt et un paysans de basses castes sans terre et en ont blessé douze autres. Les affrontements intercastes sont fréquents dans l'état du Bihar, où les propriétaires tentent de se venger sur les basses castes des actions violentes perpétrées par une guérilla maoïste qui hâte depuis trente ans contre l'exploitation des paysans sans terres par les fondateurs. (Corresp.)

■ **ALGÉRIE :** le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), au pouvoir, Tahar Benhabache, a été « destitué » mardi 26 janvier par le Conseil national de ce parti réuni à Alger. a indiqué la radio d'Etat. M. Benhabache a été remplacé par l'ancien chef du gouvernement Ahmed Ouyahia, a précisé, de son côté, la télévision d'Etat. (AFP)

## Tensions commerciales entre Washington, Tokyo et Bruxelles

**TOKYO.** Le premier ministre japonais, Keizo Obuchi, s'est déclaré mercredi 27 janvier « sérieusement préoccupé » par la décision, annoncée la veille, du président américain Bill Clinton de remettre en vigueur la loi commerciale dite « Super 301 », pour la première fois depuis deux ans. Ce texte permet aux Etats-Unis de contraindre un pays, sous la menace de sanctions unilatérales, à renoncer à des pratiques commerciales jugées particulièrement déloyales et à ouvrir davantage ses marchés. Cette décision intervient à un moment de forte augmentation d'exportations d'acier en provenance de l'Archipel. Par ailleurs, à l'OMC, dans la « guerre de la banane », le désaccord demeure entier entre Américains et Européens sur l'établissement de l'ordre du jour d'une réunion de l'Organe de règlement des différends, devant lequel Washington persiste à vouloir demander des sanctions commerciales contre Bruxelles. (Corresp.)

## Les 75 RADIOS des Indépendants

**NORD PAS DE CALAIS :** BRUYAIS FM, CONTACT FM, DELTA FM, MONA FM, OPALIS FM, RADIO 6, RADIO DALLAS LOISIR, RADIO HORIZON 62, ROC FM. **PICARDIE BOURGOGNE CHAMPAGNE-ARDENNE :** CHAMPAGNE FM, FUGUE FM, HAPPY FM, RADIO 8, RADIO NOHAIN. **ALSACE LORRAINE FRANCHE-COMTE :** EST FM, FLORIVAL, FREQUENCE PLUS, RADIO DREYCKLAND, RADIO JERICHO METZ, RADIO MELODIE, RADIO STAR, TOP MUSIC, TOP MUSIC SÉLESTAT. **RHÔNE-ALPES AUVERGNE :** FREQUENCE JAZZ, JORDANNE FM, MFM - MONTAGNE FM, MTI, ODS RADIO, RADIO ISA, RADIO ESPACE, RADIO MONT-BLANC, RADIO SCORP, R.M.B., TFM, THOLLON LA RADIO. **PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR :** ALPES 1, CANNES RADIO, MAGIC FM, MISTRAL FM, KISS FM, RADIO MARITIMA, RADIO VITAMINE. **AQUITAINE LIMOUSIN MIDI-PYRENEES LANGUEDOC-ROUSSILLON :** 12 FM, ARL, BLACKBOX, MELODIE FM, RADIO CATALOGNE NORD, RADIO MENERGY, RADIO NARBONNE MEDITERRANEE, R.T.S. **BRETAGNE PAYS DE LOIRE POITOU-CHARENTES :** ALOUETTE, COLLINES FM, FORUM, FREQUENCE ILE, MIXX FM, OUEST FM, RADIO MONTAGNES NOIRES, RADIO NANTES, RADIOCEAN, SOLEIL FM, RADIO TEMPO. **CENTRE NORMANDIE :** CRISTAL FM, NORMANDIE FM, RESONANCE, SEA FM, VIBRATION. **PARIS ÎLE DE FRANCE :** ADO 97.8, BEUR FM, EVASION, MFM, QUI FM, RADIO FG, RADIO LATINA, RADIO NOVA, VOLTAGE FM.

LE MINISTRE DE LA RADIO



## La réhospitalisation du roi Hussein fragilise la Jordanie

Le nouveau régent suscite bien des interrogations

**AMMAN**  
de notre envoyé spécial  
Son entourage, relayé par une presse prompt à chanter ses louanges, le disait guéri de son cancer, contraint seulement à des examens de routine, en mars, aux États-Unis. Mais une semaine à peine après son retour « définitif » à Amman le roi Hussein de Jordanie a dû précipitamment rejoindre la clinique américaine du Minnesota qu'il venait de quitter après six mois de soins. C'est dans la nuit de lundi 25 à mardi 26 janvier que ses médecins se sont prononcés pour ce départ immédiat. Mardi, en fin de matinée, le roi, accompagné de son épouse, la reine Noor, s'est envolé pour les États-Unis.

Dans un souci évident de dédramatisation, le Palais a fait officiellement savoir, sans vraiment convaincre, que le souverain était victime d'une « poussée de fièvre » et d'un affaiblissement de son système immunitaire consécutif à un refroidissement contracté lors de son retour, lorsque, debout dans une voiture découverte, acclamé par des dizaines de milliers de Jordaniens, il avait traversé la capitale sous une pluie battante et froide. Quelques heures plus tard, la télévision jordanienne a montré les images du patient embrassant les dignitaires, dont son frère Hassan, venus le saluer à l'aéroport. On y distingue un homme souriant et digne, mais affaibli, éprouvant de visibles difficultés à marcher malgré la canne dont il se sert depuis peu.

### TESTAMENT POLITIQUE

Le départ prématuré du roi Hussein pour les États-Unis a frappé de stupeur le monde politique jordanien, qui se relevait à peine d'une semaine de rumeurs, d'interrogations et de brutales mises en cause. Comme pour clore définitivement l'épisode et ne rien laisser dans l'ombre, le roi a rendu publique la longue lettre adressée à son frère cadet pour justifier son limogeage. En quatorze feuillets dont le style fleuri équilibre à peine la brutalité du propos, Hussein reproche tour à tour au prince Hassan les ambitions de son entourage, ses interventions visant à remanier dans son dos la hiérarchie militaire et diplomatique, les campagnes de rumeurs malveillantes menées contre la reine Noor et sa propension à placer partout des « partisans ». Surtout, alors même qu'il s'apprêtait à abdiquer en sa faveur, il lui rappelle son refus obstiné d'un conseil de famille investi de la responsabilité de désigner l'héritier du trône lorsqu'il ne serait plus là. C'est, à l'évidence, le reproche majeur, le roi soupçonnant son frère de vouloir exercer cette prérogative au profit de sa lignée alors qu'il ne fait pas mystère de son dé-

sir de voir un jour son dernier fils, le prince Hamza, devenir roi.

La lettre qui, à la lumière des derniers événements, ressemble fort à un testament politique, détaille aussi les opérations subies au cours de ses dernières années (ablation d'un rein et de l'uretère gauche, greffes de moelle osseuse, intervention sur l'oreille), offrant une claire indication du mauvais état de santé du roi : elle offre enfin quelques considérations sur les réformes à entreprendre, condamne, allusion au voisin irakien, l'emploi des armes biologiques et justifie les initiatives politiques prises, notamment en ce qui concerne la signature de la paix avec Israël.

### SIGNES D'ALLÉGEANCE

Le souci du Palais est, désormais, de donner l'impression que la situation est normalisée et que l'État poursuit son chemin, malgré l'éloignement du roi et les changements dramatiques des derniers jours. Mardi après-midi, le prince héritier Abdullah a prêté serment comme régent, responsabilité auparavant exercée par son oncle. Ce dernier, qui recevait mardi les membres du gouvernement, les responsables de la police et ceux des services secrets, a multiplié les signes d'allégeance à la Couronne. Mercredi 27 janvier, les représentants des corps constitués devaient être présentés au nouveau prince héritier. La rue ne bronche ni ne s'exprime, habituée qu'elle est à accepter les décisions royales.

Mais les élites politiques n'ont sans doute pas fini de se poser des questions sur la personnalité d'un homme qui pourrait être amené à exercer les responsabilités suprêmes plus rapidement que prévu. Que vaut ce prince, jeune général commandant les forces spéciales destinées, entre autres, à la répression des désordres ? Saura-t-il sortir le pays du marasme économique qui le frappe depuis cinq ans ? A-t-il envie de poursuivre le timide processus de démocratisation entrepris par le roi, son père ?

« Le roi a désigné un successeur qui ne sait rien du travail qu'il aura à accomplir », confiait, anxieux, un ancien premier ministre. Il a une intelligence moyenne, ne contrôle pas les rouages du pouvoir, n'a pas de réseau, n'a pas été entraîné à ses nouvelles fonctions. Bref, estimait cet homme, il ne possède aucune des qualités qui font le chef d'État dont la Jordanie aurait besoin. En nommant son fils, le souverain haïmé lui a donné un royaume. Mais il ne lui a pas donné le mode d'emploi pour le faire fonctionner. Et, pour beaucoup, cela n'a rien de rassurant.

Georges Marion

## Des centaines de détenus d'opinion en Syrie, selon Amnesty International

« BIEN QUE plusieurs centaines de prisonniers politiques aient été libérés ces dernières années », et jusqu'au premier semestre 1998, des centaines de prisonniers politiques « syriens et étrangers, dont certains sont des prisonniers d'opinion, sont toujours maintenus en détention », affirme Amnesty International, dans un rapport rendu public mercredi 27 janvier. Le document est consacré aux détenus politiques libanais, palestiniens et jordaniens, « arrêtés arbitrairement, et maintenus en détention prolongée et souvent secrète, dans certains cas depuis une vingtaine d'années ».

La plupart de ces prisonniers, indique l'organisation de défense des droits de l'homme, « n'ont été ni inculpés ni jugés ». D'autres auraient été condamnés à l'issue de procès sommaires et secrets. Un très grand nombre de personnes ont « disparu » après avoir été arrêtées par les services de sécurité syriens. Certaines seulement ont été retrouvées. D'autres ont probablement été victimes d'exé-

cutions extrajudiciaires.

La majorité des cas qu'Amnesty cite dans son document remontent à la guerre civile libanaise (1975-1990) ou au conflit qui a opposé la Syrie à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dans les années 80 et sont donc « les ataves d'un conflit régional ». Ils sont tous « privés des droits les plus fondamentaux garantis par les normes internationales, ce qui constitue une infraction aux obligations de la Syrie découlant du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dont elle est partie », souligne Amnesty, qui cite, à titre d'exemple, le droit de « consulter un avocat, d'être présenté à un juge et d'avoir la possibilité de contester le bien-fondé de leur détention », ou encore celui de rencontrer leur famille.

Amnesty demande à la Syrie de « libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers d'opinion », et au Liban, à la Jordanie et à l'Autorité palestinienne d'enquêter sur le sort de leurs propres ressortissants en Syrie.

## Le gouvernement angolais est résolu à reprendre « par les armes » les territoires tenus par l'Unita

La campagne d'enrôlement des jeunes est marquée par de nombreuses injustices

Aux yeux du gouvernement angolais, les accords de paix signés à Lusaka, en novembre 1994 avec l'Unita de Jonas Savimbi, sont

désormais caducs. C'est donc « par les armes » qu'il a décidé de reconquérir les zones tenues par les rebelles, a précisé, mardi 26 janvier, le

ministre de l'administration territoriale, Faustino Mutaka, devant le Parlement. Cette décision pourrait être officialisée avant la fin février.

**LUANDA**  
de notre envoyé spécial  
« La défense de la patrie est le devoir de chaque citoyen angolais » : cette maxime figure dans la Consti-

### REPORTAGE

« Cette guerre, c'est du business. On tue les gens et on fait de l'argent »

tution. Face à la reprise de la guerre contre la rébellion de Jonas Savimbi, les autorités l'ont inscrite en préambule du décret pris pour recenser les jeunes de dix-huit à vingt ans et les enrôler dans l'armée. La campagne de mobilisation nationale bat son plein depuis des jours, à la radio et dans les journaux. Mais devant le bâtiment décrépit de l'administration communale du quartier Golf, l'un des plus peuplés de Luanda, une vingtaine de jeunes seulement font la queue. Il est pourtant déjà 10 heures et ce bureau est le seul lieu de recensement pour une population de sept cent mille habitants.

A l'intérieur, dans une pièce aux murs inachevés, les fonctionnaires mobilisés pour l'opération se disputent les quelques dossiers, pour les vérifier et les agréer. Quatre photos d'identité, un certificat scolaire ou une attestation d'employeur et une fiche de renseignements suffisent pour repartir avec un reçu et un numéro de recensement. A l'entrée, un bout de carton transformé en panneau d'information rappelle aux futures recrues les documents requis.

La veille, premier jour du recensement, trois cents jeunes sont venus

s'inscrire, assure le responsable du bureau tout en refusant de montrer ses registres. Selon lui, le chiffre de dix mille inscrits devrait être largement atteint avant la fin de l'opération, le 26 février. L'administrateur communal, lui aussi, fait preuve d'optimisme et ne se laisse pas démonter par le manque d'affluence. « Pour avoir la paix dans notre pays, il faut détruire Savimbi, c'est la seule solution. Les jeunes le savent et ils sont prêts à se battre », affirme Pedro Marciano, relayant la propagande gouvernementale.

Dehors, les intéressés se montrent beaucoup moins enthousiastes et va-t-en-guerre. Le recensement est obligatoire et les autorités ont déjà prévenu que toute insoumission serait « punie par la loi ». La plupart des jeunes n'effec-

tuent la démarche que sous la contrainte ou par nécessité. « Si je suis venu, ce n'est pas parce que je veux aller dans l'armée. C'est uniquement parce que j'ai besoin du certificat de recensement pour aller à l'université. Si je ne l'ai pas, on ne me laissera pas m'inscrire », explique

Carlos, qui suit des études de sciences sociales tout en travaillant dans une entreprise de transit. Casquette de base-ball vissée sur la tête, maillot de football américain qui dépasse du jean, Carlos soigne son look de jeune homme dans le coup. A vingt ans, il n'a pas envie de servir de chair à canon mais il n'a pas les moyens, non plus, d'échapper à l'enrôlement. « Tout ça ne concerne que les pauvres, ceux qui n'ont pas d'argent ni de relations. Les enfants de riches, eux, ne vont pas à la guerre », souligne Carlos. « Moi, mon père est mécanicien et ma mère femme de ménage. Si je connaissais quelqu'un de bien placé, je ne me serais même pas déplacé pour me faire recenser », affirme le jeune homme.

Dans une population épuisée par vingt ans de guerre civile, l'appel des

eau et sans électricité à la périphérie de la ville. Depuis longtemps déjà, on n'y fait plus qu'un repas par jour. Les enfants sont envoyés en ville pour mendier ou faire les poubelles.

Pendant ce temps, l'élite au pouvoir dîne pour 150 dollars dans les restaurants à la mode et envoie ses rejetons étudier en Afrique du Sud ou en Europe. Malgré les assurances officielles des autorités, chacun sait bien que le recensement ne fait que précéder l'envoi au front des plus défavorisés. Dans certains endroits du pays, il a d'ailleurs déjà été accompagné d'un recrutement forcé, sous forme de rafles effectuées chez les jeunes par l'armée. Pour beaucoup d'Angolais, la guerre se résume à une lutte de pouvoir dont ils sont toujours les grands perdants.

« Cette guerre, c'est du business. On tue les gens et on fait de l'argent. Pendant ce temps, on ne fait rien pour le peuple », explique Félix, un jeune du quartier Golf. Devant la reprise des combats, l'organisation internationale pour laquelle le jeune homme travaillait est partie et il se retrouve au chômage. Le père, policier, n'a pas été payé depuis huit mois et il a bien du mal à nourrir les dix personnes qui vivent à la maison.

« Mon père est policier depuis vingt ans et la maison n'est même pas finie. Et quand mon frère est mort au combat, on n'a reçu ni récompense ni pension, rien, se souvient Félix. Je n'ai jamais dans l'armée, à moins que l'on vienne me chercher de force. Si les gens du gouvernement veulent faire la guerre, ils n'ont qu'à la faire eux-mêmes. Ce n'est pas mon problème. »

Frédéric Chambon

**On peut dire qu'on connaît la musique !**

**LES INDÉPENDANTS**

Les indépendants sont les seuls à avoir une voix propre. Ils sont les seuls à avoir une conscience. Ils sont les seuls à avoir une dignité. Ils sont les seuls à avoir une responsabilité. Ils sont les seuls à avoir une liberté. Ils sont les seuls à avoir une justice. Ils sont les seuls à avoir une paix. Ils sont les seuls à avoir une prospérité. Ils sont les seuls à avoir une harmonie. Ils sont les seuls à avoir une beauté. Ils sont les seuls à avoir une sagesse. Ils sont les seuls à avoir une bonté. Ils sont les seuls à avoir une pureté. Ils sont les seuls à avoir une vérité. Ils sont les seuls à avoir une vie. Ils sont les seuls à avoir une mort. Ils sont les seuls à avoir une résurrection. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une divinité. Ils sont les seuls à avoir une royauté. Ils sont les seuls à avoir une puissance. Ils sont les seuls à avoir une gloire. Ils sont les seuls à avoir une éternité. Ils sont les seuls à avoir une félicité. Ils sont les seuls à avoir une béatitude. Ils sont les seuls à avoir une sainteté. Ils sont les seuls à avoir une



**FISCALITÉ** Le gouvernement pourrait infléchir sensiblement le cap de sa politique fiscale. C'est du moins ce qu'on suggère avec de plus en plus d'insistance au ministère de

l'économie et des finances. ● L'IMPÔT SUR LE REVENU est au centre de ce débat. Les socialistes avaient exclu une réforme touchant à ce prélèvement, estimant qu'une baisse

ne profiterait qu'aux 50 % des ménages parmi les plus favorisés. Pour l'an 2000, Bercy presse Lionel Jospin d'infléchir en ce sens le premier ministre de faire un geste en ce sens. ● FRANÇOIS HOLLANDE,

premier secrétaire du PS, se montre très réservé sur ce changement de cap. Interrogé par *Le Monde*, il fait cette mise en garde : « N'oublions pas les classes populaires ! » ● LA

**PROCÉDURE BUDGÉTAIRE** va être profondément réformée. Le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, est à l'origine de cette « révolution maîtrisée ».

## Le gouvernement réfléchit à une baisse de l'impôt sur le revenu

Alors que la gauche a longtemps exclu cette piste, privilégiant celle de la TVA, Bercy presse Lionel Jospin d'infléchir en ce sens le cap de la politique fiscale, afin de mieux prendre en compte la situation des classes moyennes et des cadres

C'EST UN TABOU fiscal de première importance que le gouvernement s'apprête à briser. Tout au long de la campagne des élections législatives, en 1997, puis lors de la confection de leurs premiers budgets, ceux de 1998 et de 1999, les socialistes ont toujours affirmé que la baisse de l'impôt sur le revenu ne figurait pas parmi leurs priorités. Ils pourraient changer de doctrine dans les prochains mois. L'interdit, en tout cas, est levé : à l'occasion de la préparation du prochain projet de loi de finances, pour l'an 2000, l'impôt sur le revenu ne sera plus hors débat. C'est l'un des prélèvements qui, avec d'autres, seront au programme des réflexions gouvernementales.

Quand *La Tribune* a annoncé en « une », le 13 janvier, « Jospin songe à abaisser l'impôt sur le revenu », la nouvelle a été démentie dans les milieux gouvernementaux. En haut lieu, on a fait valoir qu'après avoir longtemps critiqué la baisse de ce prélèvement, décidé par le gouvernement d'Alain Juppé, la gauche pouvait difficilement changer de cap. Tout juste admettait-on qu'il conviendrait de réfléchir au problème des « couches moyennes » et que les nouvelles mesures fiscales devaient en tenir compte.

Cependant, interrogé sur TF 1, le

même 13 janvier, Lionel Jospin s'est montré d'une extrême prudence, se gardant d'infléchir l'hypothèse d'une baisse de l'impôt sur le revenu. En des termes un peu alambiqués, il a affirmé : « Je dis que ces questions seront examinées en l'an 2000. Pour le moment, mettons en œuvre les dispositions pour l'année 1999. Donc, nous avons le temps, en 1999, de réfléchir à la suite. J'ai dit : "Si nous avons des marges, nous verrons s'il est possible de l'alléger." » Une semaine plus tard, le 21 janvier, au « Forum de L'Expansion », le premier ministre a confirmé : « Nous devons être extrêmement prudents sur cette question des impôts. Nous commençons à travailler sur un certain nombre de pistes, notamment sur le revenu. »

Les petites phrases de M. Jospin ont eu un effet : à Bercy, on se sent désormais un peu plus autorisé à lever le voile sur les projets à l'étude. Quels sont-ils ? D'abord, il apparaît clairement que le gouvernement ne décidera rien en matière fiscale tant que les incertitudes liées à la croissance ne seront pas levées. En clair, M. Jospin et Dominique Strauss-Kahn ne prendront pas d'engagement en matière de baisse des impôts avant d'avoir, au préalable, la certitude qu'ils pourront tenir leurs objectifs prioritaires en matière de dépenses



publiques et de réduction des déficits.

Cela étant, si les marges de manœuvre sont suffisantes pour autoriser aussi, en l'an 2000, de nouvelles baisses des impôts, le gouvernement souhaite visiblement faire un geste en direction des ménages. « Le débat reste ouvert », admettait M. Strauss-Kahn dans *Le Figaro*, mardi 26 janvier,

avant d'ajouter : « Nous réfléchissons aujourd'hui sur les impôts payés par les ménages, pour savoir lesquels simplifier et alléger en priorité. »

Le simple fait que le gouvernement « réfléchisse » à ce changement de cap, à ce moment, en effet, quand les ministres évoquent une mesure en faveur des ménages, c'est à la TVA, le plus

souvent, qu'ils faisaient référence. Les socialistes ont ainsi longtemps présenté cette politique de baisse de la fiscalité indirecte comme la mesure économiquement la plus efficace pour soutenir le pouvoir d'achat et, socialement, la plus juste. Or, depuis peu, les experts gouvernementaux défendent, en privé, une autre doctrine : ils font valoir que la baisse de la TVA est difficile à mettre en œuvre, pour des raisons liées aux règles européennes, et qu'elle est, budgétairement, très coûteuse.

### CATÉGORIES FAVORISÉES

Le gouvernement semble donc vouloir, en prévision du débat fiscal de l'été, recentrer le débat sur les autres impôts pesant sur les ménages : la taxe d'habitation sera donc à l'ordre du jour - après avoir été retirée du projet de loi sur l'intercommunalité, débattu en février - mais aussi l'impôt sur le revenu, ainsi que d'autres prélèvements comme, vraisemblablement, la contribution sociale généralisée (CSG). Au ministère des finances, on admet maintenant, sans détour, que l'impôt sur le revenu sera au centre de cette réflexion. La question, explique un haut responsable, est de savoir si, pour un certain nombre de cadres, les niveaux actuels de l'impôt sur le

revenu ne vont pas contre la prise de risque. Il ajoute que, si le gouvernement ne se prononce pas encore sur la réponse, il est acquis que la question mérite d'être posée.

C'est donc un changement de cap fiscal complet auquel songe le ministère des finances. En effet, si la TVA est payée par tous les ménages, y compris les plus modestes, l'impôt sur le revenu, lui, n'est acquitté que par 50 % des foyers, les plus aisés. En toute logique, une mesure de baisse de l'impôt, quel que soit le dispositif envisagé, profite donc seulement à des catégories de contribuables qui ne sont pas parmi les plus défavorisés. La référence à la situation fiscale des cadres confirme, d'ailleurs, ce qu'est la nouvelle préoccupation de Bercy.

Ce changement d'orientation est, pourtant, loin d'être acquis. Le projet visant à abaisser fortement la fiscalité sur les stock-options (*Le Monde* du 9 janvier) avait déjà été très mal accueilli dans les rangs de la majorité « plurielle », ce qui avait abouti à son retrait. S'inscrivant un peu dans la même logique, la baisse de l'impôt sur le revenu risque d'être encore plus mal ressentie.

Laurent Mauduit

### Un geste de Bruxelles

Conformément aux directives données par le conseil européen de Vienne, en décembre 1998, la Commission européenne est à la recherche d'instruments fiscaux de nature à favoriser l'emploi. Dans cet esprit, Mario Monti, le commissaire compétent, s'apprête à soumettre un projet de directive autorisant les Etats membres à appliquer le taux réduit de TVA sur des services de proximité « à haute intensité de main-d'œuvre ». La Commission n'établirait pas une liste des services pouvant bénéficier d'un tel allègement, laissant les Etats libres de faire comme ils l'entendent. Les situations peuvent en effet varier sensiblement d'un pays à l'autre, et Bruxelles estime qu'il revient aux autorités nationales d'apprécier où il est opportun de donner un coup de pouce fiscal pour créer de l'emploi.

### Les sévères mises en garde de François Hollande

LA MAJORITÉ « plurielle » acceptera-t-elle une inflexion de la politique fiscale du gouvernement ? En tout cas, François Hollande n'y semble guère disposé. Interrogé par *Le Monde*, mercredi 27 janvier, le premier secrétaire du PS se démarque clairement de ceux qui, au sein du gouvernement, plaident en ce sens.

Chef de file du principal parti de la majorité, mais aussi fin connaisseur des questions fiscales - il a, en 1989, réalisé un rapport fameux sur la fiscalité du patrimoine -, M. Hollande estime parfaitement « légitime » qu'une réflexion s'engage sur l'impôt sur le revenu, et notamment sur la « retenue à la source » ou encore sur le « toilettage » de certains avantages ou abattements injustifiés. Mais il s'empresse d'ajouter qu'en matière d'impôts la gauche doit poursuivre trois objectifs.

Parmi ceux-ci, il y a certes la « modernisation de l'impôt sur le revenu ». Mais il y a aussi la « baisse de l'impôt payé par tous les Français qu'est la TVA » et, également, la réforme des « impôts qui sont les plus injustes », à commencer « par la taxe d'habitation ». Pour M. Hollande, « on ne peut donc privilégier une de ces pistes au détriment des deux autres ». L'allu-

sion est transparente : alors que le gouvernement ne semble guère montrer d'empressement à mettre en chantier la réforme de la taxe d'habitation (*Le Monde* du 16 janvier) et que la baisse de la TVA ne semble plus être sa priorité, le premier secrétaire du PS rappelle, en quelque sorte, qu'il s'agit des engagements pris lors de la campagne électorale de 1997 et qu'il faut s'y tenir.

Le dirigeant socialiste observe d'ailleurs qu'« Alain Juppé a perdu ces élections en faisant une baisse de l'impôt sur le revenu » et qu'à l'époque la gauche n'avait « pas de mots assez durs » contre ce « choix libéral » ayant pour effet d'avantager les ménages les moins défavorisés. En tout état de cause, M. Hollande se déclare hostile à toute mesure de baisse des « taux supérieurs » de l'impôt sur le revenu, au profit des contribuables les plus fortunés. S'il comprend qu'il faille être « vigilant à l'égard des classes moyennes », il n'en fait pas moins cette sévère mise en garde à l'adresse du gouvernement : « N'oublions pas aussi qu'il y a des classes populaires. »

L. M.

### Dégradation du climat social dans les administrations des finances

EN ALTERNANCE, ce n'est qu'une banale journée d'action. Les sept fédérations syndicales des finances (CGT, CFTC, FO, UNSA, FDSU, CFTC, CGC) appellent les agents placés sous la tutelle de Bercy - impôts, comptabilité publique, douanes, Insee, etc. - à faire grève, jeudi 28 janvier, et à participer à des rassemblements. Pourtant, l'initiative risque d'avoir un écho plus large qu'à l'ordinaire car le climat social dans ces grandes administrations s'est sensiblement détérioré au cours des derniers mois.

La première raison tient aux suppressions d'emplois. Au lendemain des élections législatives, le gouvernement a, certes, annoncé que le nombre de fonctionnaires resterait globalement stable. Mais il a précisé que des redéploiements interviendraient. Pour compenser la hausse des effectifs décidée dans l'enseignement supérieur ou la justice, des baisses ont donc été mises en œuvre, notamment à Bercy : 555 emplois ont ainsi été supprimés pour le ministère dans le budget de 1998 et 696 dans le budget de 1999. Mais il y a aussi d'autres raisons à ce mécontentement. Craintes liées à la modernisation du ministère, rumeurs sans fondement réellement vérifiable, campagne anonyme de déstabilisation : il règne dans les services du ministère un étrange climat qui a contribué à dégrader un peu plus les relations sociales.

Bercy bruit ainsi de la rumeur d'une possible réorganisation interne entre la direction de la comptabilité publique et la direction générale des impôts, au terme de laquelle la seconde, dans un souci de cohérence et de rationalisation, récupérerait la gestion de l'impôt sur les sociétés, dévolue jusqu'à présent à la première. Évoquant le projet, *La Tribune* (*Département* du 21 janvier) a indiqué qu'il pourrait conduire à la suppression de 4 000 emplois en trois ans. Aussitôt, Dominique Strauss-Kahn et Christian Sautter ont démenti l'information, rappelant qu'ils avaient toujours « privilégié le dialogue avec les représentants du personnel ». Le Syndicat national unifié des impôts, en guerre contre le directeur général des impôts, n'en a pas moins publié un communiqué pour dire que ce « démenti de Bercy » lui semblait

« non-credible » et pour dénoncer cette « politique ultra-brutale ». La plupart des fédérations syndicales estiment donc que la grève pourrait être particulièrement suivie à la comptabilité publique.

### AMBIANCE DÉTESTABLE

La constitution du « grand ministère » voulu par M. Strauss-Kahn, lessu du rapprochement des anciennes administrations des finances et de celles de l'industrie, connaît, par surcroît, un raté qui tombe mal : la nouvelle direction du personnel et de l'administration, qui a sous sa tutelle les 180 000 agents du ministère, n'a pas encore trouvé ses marques. Dirigée par une ancienne collaboratrice de Pierre Bérégovoy, Marie-Laurence Pitois-Pujade, elle est l'objet de récriminations dans de nombreuses directions et souffre en son sein d'une ambiance détestable. Le bulletin *Le Pli* (22 décembre 1998) croyait même savoir qu'il pourrait prochainement être demandé à M<sup>me</sup> Pitois-Pujade d'abandonner ses fonctions.

Même si elle n'est pas confirmée, la possible mise à l'écart de la directrice du personnel est d'autant plus souvent évoquée qu'elle était auparavant secrétaire générale de la commission centrale des marchés. Or, cette commission continue de faire l'objet de critiques pour les défaillances qu'elle a manifestées dans le contrôle de la passation de certains marchés publics ; et de nouvelles suites judiciaires, après la mise en examen du président de l'Union des groupements d'achats publics (*Le Monde* du 28 février 1998), ne sont pas exclues.

Pour couronner le tout, certaines administrations de Bercy, comme celle des douanes ou l'Insee, ont connu, depuis novembre 1998, des mouvements de grève ponctuels. Autant de raisons qui conduisent à ce paradoxe : si M. Strauss-Kahn a réduit le nombre des suppressions d'emplois envisagées par la droite - soit précédemment, Jean Arthuis, en avait annoncé 1 400 pour Bercy en 1997 -, le climat social n'en est pas moins devenu un peu plus délétère.

L. M.

### Laurent Fabius pour un contrôle accru du Parlement sur le budget

« DEPUIS trente ans, la dépense publique [54 % du PIB] n'a cessé d'augmenter (...). Or, il n'est pas certain - c'est même l'inverse ! - que l'argent public soit toujours dépensé au mieux (...). Face à une dépense publique qui a explosé, les pouvoirs budgétaires du Parlement n'ont guère évolué. » Le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, expose ainsi le constat qu'il a mené à mettre en place, en octobre 1998, un groupe de travail sur le contrôle parlementaire et l'efficacité de la dépense publique. Mercredi 27 janvier, celui-ci devait remettre ses propositions.

Quels sont les pouvoirs budgétaires du Parlement aujourd'hui ? Même lors de l'examen d'un projet de loi de finances, ils sont limités puisque près de 95 % des dépenses - ce qu'on appelle les « services votés » - échappent quasiment à sa vigilance. Ces dépenses sont reconduites d'une année sur l'autre sans examen réellement approfondi. Seules les mesures « nouvelles » - 5 % des dépenses - font l'objet d'un examen attentif de la part des députés.

Par surcroît, le gouvernement n'exécute jamais la loi de finances dans la forme où elle a été votée par le Parlement. Les parlementaires ont pourtant, d'ores et déjà, les moyens d'exercer un contrôle de l'exécution du budget et de l'efficacité des dépenses publiques, mais ils usent peu de cette prérogative.

Le groupe de travail parlementaire propose donc d'activer ces compétences, et notamment d'inciter les rapporteurs spéciaux du budget (membres de la commission des finances) à exercer leur pouvoir de contrôle sur pièces et sur place : leur renouvellement dans leurs fonctions « sera subordonné à un minimum de deux contrôles sur pièces et sur place par an ».

Le groupe de travail suggère, en outre, la création, chaque année, au sein de la commission des finances, d'une mission de contrôle et d'évaluation, « chargée d'auditionner les responsables politiques et administratifs sur la gestion de leurs crédits et de mener des investigations approfondies sur quatre ou cinq politiques publiques », comme la formation professionnelle ou les programmes militaires. Cette mission, dont le travail sera public, sera coprésidée par le président de la commission des finances et un membre de l'opposition, qui pourrait être Philippe Auberger (RPR).

« Une réflexion continue sur les dépenses nous amènera à moins dépenser », considère Didier Migaud, rapporteur général à la commission des finances, « notamment en matière de services votés ».

Pour symboliser ces évolutions, la commission des finances sera rebaptisée « commission des finances, de l'économie, de l'évaluation et du contrôle ». Le groupe de

travail propose d'autres réformes qui nécessitent une modification des textes régissant l'organisation du débat budgétaire, et en particulier de l'ordonnance du 2 janvier 1959. Certaines d'entre elles constituent un changement radical et ne seront pas forcément encouragées par le gouvernement.

Pour renforcer l'information du Parlement, le groupe de travail propose d'établir « chaque année, dans le cadre d'une comptabilité patrimoniale, un bilan et un hors-bilan de l'Etat, accompagnés de projections à trois ans, afin d'évaluer le patrimoine de l'Etat et ses engagements à long terme ». Aujourd'hui, l'Etat ne présente qu'une comptabilité de ses flux. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget, s'était prononcé pour cette évolution lors de son audition par le groupe de travail, le 13 janvier (*Le Monde* du 15 janvier).

### « RÉVOLUTION MAÎTRISÉE »

Afin d'accroître l'efficacité du contrôle budgétaire, le groupe suggère également que soit instaurée une distinction entre dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement, avec l'objectif, à terme, d'un équilibre de la section fonctionnelle, comme c'est le cas en Allemagne pour le budget fédéral. « Dans la distinction entre fonctionnement et investissement, il y a une part de convention. Ainsi, l'éducation et la formation repré-

sentent-elles un investissement pour l'avenir ou un pur fonctionnement de l'Etat ? », avait précisé M. Sautter avant de conclure : « Nous ne souhaitons pas faire la révolution budgétaire. »

Autre point de friction prévisible : pour rendre l'exécution budgétaire plus respectueuse du visa parlementaire, le groupe de travail propose de « fournir aux commissions des finances des deux Assemblées une information préalable sur les opérations de régulation budgétaire » et, « au-delà d'un certain seuil d'annulations ou de virements de crédits, de rendre obligatoire le dépôt d'un projet de loi de finances rectificative ».

« Quand un gouvernement met en place une régulation, ce qui est mis en œuvre, c'est une baisse des dépenses prévues : cela ne constitue pas un acte contraire au vote du Parlement, qui définit un plafond de dépenses », avait déclaré Dominique Strauss-Kahn, auditionné par les parlementaires le même jour que M. Sautter. « Il ne nous paraît pas acceptable que les gouvernements successifs puissent parfois dénaturer le budget que le Parlement vient d'adopter, à peine sèche l'encre qui a servi à l'imprimer au Journal officiel », rétorque M. Fabius, qui estime que l'ensemble des réformes proposées constitue une « révolution maîtrisée ».

Virginie Malingre

Vous



pot sur le revenu

"Je serais bien tentée  
d'en acheter.  
Mais sont-ils rentables?"



## Ouverture du capital

**Notre bénéfice a  
été de 1,9 milliard  
de francs  
l'an dernier.**

(1,3 milliard de francs  
pour les six premiers mois de l'exercice en cours).

Pour Air France comme pour toute entreprise, la rentabilité est une priorité. Pour conjuguer croissance et performance financière, nous avons réorganisé notre plate-forme de Roissy-Charles de Gaulle, augmentant ainsi le nombre de nos passagers en correspondance de 75% en 3 ans. Nous avons mis en place le programme de fidélité "Fréquence Plus" qui compte aujourd'hui plus de 2,5 millions d'adhérents. Et des outils de commercialisation modernes qui permettent d'optimiser notre chiffre d'affaires par vol. Nous avons rentabilisé notre réseau et multiplié les vols directs, réduisant ainsi les dépenses d'exploitation. Et nous allons continuer ces efforts grâce à un plan de réduction des coûts de 3 milliards de francs sur trois ans. Augmentation des recettes, baisse des coûts, c'est ainsi qu'après les pertes du passé, nous pouvons afficher aujourd'hui des résultats bénéficiaires. Et c'est ainsi que nous pouvons dire que vous avez raison d'y croire. Réservez dès maintenant auprès de votre Intermédiaire financier. Pour toute information, n° vert 0 800 320 310. Internet : [www.airfrance.net](http://www.airfrance.net)

Dans le cadre de l'ouverture du capital d'Air France, les souscripteurs personnes physiques bénéficient d'avantages particuliers : une réduction par rapport au prix fixé pour les investisseurs institutionnels ; 1 action gratuite pour 10 actions achetées et conservées 18 mois, dans la limite d'un investissement de 30 000 francs (4 573,47 euros) ; la gratuité des droits de garde pendant 18 mois ; la possibilité de souscription dans le cadre fiscalement attractif du Plan d'Épargne en Actions. La réservation vous garantit, dans la limite de 8 000 francs (1 219,59 euros), soit d'obtenir le nombre d'actions correspondant au montant demandé, soit d'être deux fois mieux servi que si vous n'aviez pas réservé. Elle est révoquée à tout moment jusqu'à la fin du quatrième jour de bourse de l'Offre à Prix Ferme. Des bulletins de réservation d'actions sont disponibles auprès de votre banque, des Caisses d'Épargne, de La Poste, du Trésor public ou de votre société de bourse. Le document de référence, la note d'opération préliminaire et la note d'opération définitive visés par la COB seront à votre disposition, sans frais, auprès des intermédiaires financiers et d'Air France.

**AIR FRANCE**  
**Vous avez raison d'y croire** 

هنا من الخط



## Les armées vont créer, d'ici à 2002, un corps de 100 000 réservistes

La moitié sera affectée dans la gendarmerie

LA FRANCE met fin à la levée en masse de ses armées, c'est-à-dire à la mise sur pied d'une réserve de millions d'hommes - dans la pratique, 250 000, dont 80 000 actifs, avaient une affectation réelle de défense et suivaient des périodes régulières - capables de venir en renfort de l'armée de conscription. Depuis 1996, la conscription est suspendue et les armées sont en voie d'être professionnalisées avant l'an 2002. Ce sont donc des réserves adaptées à la professionnalisation qui seront désormais opérationnelles en France, selon la formule déjà en application aux États-Unis ou en Grande-Bretagne.

Un projet de loi en ce sens a été présenté au conseil des ministres par le ministre de la défense, Alain Richard, mercredi 27 janvier. Ce texte prévoit que les réservistes militaires doivent être volontaires. Ils seront sélectionnés parmi les anciens militaires de carrière ou sous contrat, les volontaires du service national, ceux qui ont demandé à faire un service prolongé (VSL), les stagiaires de la préparation militaire et parmi des spécialistes dont l'expertise et la qualification ont été reconnues par les armées d'active et leur sont indispensables. Au total, cette réserve réunira 100 000 hommes : 50 000 dans la gendarmerie, qui deviendra ainsi la force principale des armées françaises si l'on additionne ses réservistes aux personnels d'active dont les effectifs croîtront encore d'ici à 2002 ; 28 000 dans l'armée de terre (à raison d'une compagnie de réservistes par régiment) ; 8 000 dans l'armée de l'air ; 7 000 dans le service de santé ; 6 500 dans la marine, et 500 dans le service des essences.

Le projet du gouvernement introduit des modifications du code du travail, qui ont été discutées avec diverses organisations patronales comme le Medef (ex-CNPF) et la Confédération générale des PME-PMI. D'une manière générale, les réservistes devront souscrire un engagement dans la limite de cinq jours ouvrés par an et obtenir, un mois à l'avance, l'accord de leurs employeurs pour s'absenter du lieu de travail. Mais les périodes peuvent être plus longues, soit 30 jours maximum par an, voire jusqu'à 120 jours en cas de nécessité liée à la participation à des opérations extérieures.

Ce peut être le cas si, selon l'ordonnance de janvier 1999, qui est toujours en vigueur, le gouvernement décrétait la mise en garde ou la mobilisation générale. Mais ce peut être aussi le cas si, en accord avec son employeur, le réserviste décide de contribuer à des actions du corps dit des « public affairs » quand la France choisit d'être active dans des échanges commerciaux, industriels, techniques ou culturels pour conclure des marchés avec des pays étrangers où ses forces sont présentes, comme en Bosnie. C'est une pratique courante des armées anglo-saxonnes, qui détachent des conseillers civils sous l'uniforme.

Lorsque le réserviste est sur le terrain, il reçoit la même solde et les mêmes indemnités que celles du militaire d'active à grade, ancienneté et fonction identiques. Son contrat de travail est suspendu pendant sa période, c'est-à-dire qu'il conservera l'ensemble de ses droits (avancement, primes, ancienneté, congés payés, protection sociale), et il ne peut être ni licencié, ni déclassé dans son métier à son retour, ni subir une quelconque sanction disciplinaire.

**SCÉPTICISME**  
Pour mettre sur pied cette nouvelle organisation de la réserve, l'État a prévu d'y consacrer 309 millions de francs en 1999 et, probablement, de l'ordre de 584 millions de francs en 2002, année qui verra en principe l'achèvement de la professionnalisation des armées. « C'est un véritable défi », reconnaît-on au ministère de la défense. Et, dans les faits, la réforme laisse sceptiques nombre d'élus, comme Guy Teissier (UDF, Bouches-du-Rhône, auteur en 1996 d'un rapport sur « les réserves, un contrat de citoyenneté ») ou des chefs militaires, comme le général d'armée Daniel Valéry, ancien commandant de la région de défense d'Ile-de-France, qui préconise la création d'une réserve de 250 000 hommes pour la défense des points « sensibles » du territoire. Ce qui est certain, c'est que le projet de loi suppose un changement profond dans les mentalités et un partenariat confiant avec le monde des entreprises.

Jacques Isnard

## La majorité laisse à M. Chirac la responsabilité de sauver le projet de loi sur la parité

Le Sénat a écarté toute contrainte législative en faveur des femmes

Les sénateurs de droite, à l'exception d'une petite minorité, ont adopté, mardi 26 janvier, une version profondément modifiée du projet de loi

constitutionnelle visant à favoriser l'égal accès des hommes et des femmes aux fonctions et mandats politiques. Jacques Chirac, qui a sou-

haité l'adoption rapide de la réforme voulue par le gouvernement, va devoir s'employer à convaincre la droite sénatoriale de s'y rallier.

DEHORS, bloquant à peine la rue de Valenciennes, une petite centaine de militantes féministes scandaient quelques slogans cinglants : « Droite misogyne ! », « Sénat au rancart ! », « Hélas, messieurs, vous survivez à la parité... » A l'intérieur du Palais du Luxembourg, effectivement, les sénateurs se sont montrés coriaces, lors de l'examen, mardi 26 janvier, du projet de loi constitutionnelle visant à compléter ainsi l'article 3 de la Constitution : « La loi détermine les conditions de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives ».

La majorité sénatoriale RPR-DL-UDF avait déjà fait savoir, lors de l'examen du texte en commission des lois, qu'elle ne voulait pas de cette réforme unanimement votée par l'Assemblée nationale le 16 décembre 1998 (Le Monde du 22 janvier). A ses yeux, en effet, une telle révision constitutionnelle pourrait permettre à la législature introduisant l'égalité des sexes à la politique et notamment des quotas, mot abhorré par la majorité des élus du Sénat. En outre, et peut-être surtout, les sénateurs de droite craignaient que cette révision constitutionnelle n'ouvre la porte à une réforme du mode de scrutin et à l'introduction de la proportionnelle, malgré l'engagement de Lionel Jospin qu'il n'en serait rien.

Mais comment éviter un affichage politique désastreux ? Comment écarter les accusations de misogynie et d'archaïsme ? Comment, surtout, paraître en accord avec un Président de la République qui - il l'a rappelé dans son discours de Rennes (lire ci-dessus) - s'est prononcé publiquement en faveur de la promotion des femmes en politique ?

### Le soutien du chef de l'Etat à cette réforme

Dans son discours prononcé à Rennes, vendredi 4 décembre 1998, Jacques Chirac avait observé qu'« ouvrir la vie politique est l'une des plus grandes nécessités de notre temps ». « Je souhaite que la révision constitutionnelle qui favorisera l'accès des femmes aux responsabilités politiques aboutisse le plus vite possible », avait poursuivi le président de la République devant le conseil régional de Bretagne, présidé par Josselin de Rohan, un fidèle de M. Chirac qui est également président du groupe RPR du Sénat (Le Monde daté 6-7 décembre 1998).

Le texte présenté par le gouvernement au Parlement a été l'objet d'une longue négociation avec le président de la République. Craignant de ne pouvoir amener l'opposition à accepter cette réforme si le mot « parité » y figurait, le chef de l'Etat avait obtenu sa suppression et son remplacement par l'expression « égal accès » (Le Monde du 15 décembre).

sous) - s'est prononcé publiquement en faveur de la promotion des femmes en politique ?

Sur la cause des femmes, l'affaire a vite été entendue : pourquoi introduire des dispositions contraignantes, ont demandé les sénateurs, alors qu'avec le temps, la mixité gagne partout du terrain ? « Il y avait deux femmes dans ma promotion de l'ENA. Cette année, il y en a 35 », a raconté ainsi le président de la commission des lois Jacques Larché (RI), soixante-dix

trice Gérard (RPR). Les lois n'ont jamais changé les mentalités.

Anne Heins (RI), une des dix-neuf femmes sénateurs de Sénat compte 321 membres), s'est même interrogée avec candeur : « Les femmes ont-elles tellement envie d'aller en politique ? », avant d'ajouter : « La vie politique déplaît aux femmes. On parle de tueur et non de tueuse. » La philosophe Elisabeth Badinter, épouse de l'ancien ministre socialiste Robert Badinter, a été appelée à la rescousse.

### M. Badinter : « Rien n'est plus précieux que l'universalité »

Opposé à la parité, mais se distinguant de la majorité sénatoriale, l'ancien ministre de la Justice Robert Badinter (PS, Hauts-de-Seine) a expliqué, mardi 26 janvier, au Sénat, en se référant aux thèses de son épouse Elisabeth : « Ce débat philosophique porte sur le concept d'universalité. Qu'elle soit composée de femmes et d'hommes ne signifie pas qu'elle soit double. (...) Rien n'est plus précieux que l'universalité, qui traduit l'unité de l'espèce humaine, au-delà des différences, mêmes sensibles. » Soulignant que « l'article 3 de la Constitution proclame que la souveraineté appartient au peuple » et que « le peuple est constitué de tous les citoyens, femmes et hommes, entre lesquels aucune distinction ne saurait être faite », M. Badinter estime que « la souveraineté, comme la République, est indivisible, ainsi que le Conseil constitutionnel [qu'il présidait alors] l'a proclamé à propos du peuple corse ». Il préfère modifier « l'article 4 de la Constitution, concernant le rôle des partis ».

huit ans. Chaque élu s'est attaché à offrir un exemple de son propre féminisme. « Ma révolution culturelle est faite depuis longtemps », a lancé Christian Bonnet (RI). Ma suppléante a effectué deux mandats de député pendant que j'étais ministre. N'est-ce pas, d'ailleurs, les électeurs qui, au fond, refusent d'être les femmes ? « Comme les mairies aristocrates sont restées sous la III<sup>e</sup> République, les hommes sont restés en place », a ainsi expliqué Pa-

N'avait-elle pas mis en garde contre le risque de « communautarisme » ? M. Badinter a réexposé ce point de vue qu'il « partage avec Elisabeth » (lire ci-contre) mais a insisté, comme Michel Charasse, pour que « le législateur détermine les conditions dans lesquelles les partis politiques doivent assurer l'égalité de la représentation des hommes et des femmes », se démarquant ainsi de la majorité de droite.

### La gêne d'une partie de la droite

LE PROJET de loi constitutionnelle sur la parité - dans sa version modifiée par le Sénat, c'est-à-dire confiant aux partis politiques, et non à la loi, la responsabilité de favoriser l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et aux fonctions électives - a été adopté par 163 sénateurs contre 113.

Ont voté pour : 83 sénateurs RPR, 42 sénateurs de l'Union centriste, 22 sénateurs Républicains et Indépendants, 12 sénateurs du Rassemblement démocratique et social européen (RDSE), ainsi que 4 sénateurs non inscrits.

Ont voté contre : les 83 sénateurs socialistes et les 16 communistes, ainsi que 3 RDSE (Jean-Michel Baylet, André Boyer, Yvon Colin), 4 RPR (Michel Barnier, Jacques Chaurmont, Serge Lepeltier, Lucette Michaux-Chevry), 4 centristes (Didier Borotra, Serge Franchis, Pierre Jarlier, Jean-Marie Poirier), 6 Républicains et Indépendants (Janine Barnou, Joël Bourdin, Marcel-Pierre Cleach, Jacques Dominati, Jean-Philippe Lachenaud, Michel Pelchat) et

2 non-inscrits (Gérard Delfau et Alex Türk).

Se sont abstenus : 4 RDSE (Bernard Demilly, Paul Girod, Lylian Payet, Jacques Pelletier), 4 RPR (Yann Gaffard, Emmanuel Hamel, Jean-François Legrand, Alain Vasselie), 2 centristes (Jacques Baudot, André Dilligent), 1 non-inscrit (Alfred Foy) et 19 Républicains et Indépendants (Nicolas About, José Balarelo, Jean-Paul Bataille, Christian Bonnet, Louis Boyer, Jean-Claude Carle, Jean Clouet, Jean Delaneau, Jean-Léonce Dupont, Anne Heins, Jean-François Humbert, Roland du Luat, Philippe Nachbar, Xavier Pintat, Bernard Pissat, Guy Poireux, Jean-Pierre Raffarin, Henri de Raincourt, Charles Revet).

N'ont pas pris part au vote : 3 RDSE (François Abadie, Jacques Blimbenet, Georges Mouly), 8 RPR (Christian Poncelet, Hubert Haenel, Patrick Lassourd, Simon Louekhot, Philippe Marini, Bernard Murat, Charles Pasqua, Yves Ripat), 4 centristes (Daniel Bernadet, Daniel Hoeffel, Alain Lambert, Henri Le Breton).

### Le dialogue très cohabitant du premier ministre avec le bureau du Sénat

NOIX de Saint-Jacques et écrevisses rôties au beurre salé, aiguillette de canette de Châlans poêlée aux épices, arrosées d'un Pouilly fumé 1993 et d'un Pomerol 1985... Entre deux séances consacrées au dépeçage du projet de loi sur la parité, mardi 26 janvier, le bureau du Sénat, présidé par Christian Poncelet (RPR), a reçu à déjeuner le premier ministre, accompagné de membres de son cabinet et du cabinet de Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement. Pendant qu'une centaine de militantes d'associations féminines et d'élus de gauche manifestaient devant le Palais du Luxembourg, nul n'a fait allusion, pendant ce repas « très convivial », au sujet du jour. Peu avant le départ de Lionel Jospin, l'un des convives s'est tout juste inquiété du silence persistant de la seule élue présente, Marie-Madeleine Deleucland (PS), qui côtoie à chaque réunion du bureau ses vingt et un collègues masculins.

La convivialité n'exclut pas la franchise. Dans son discours d'accueil, M. Poncelet a naturellement plaidé en faveur du bicaudisme, en regrettant, notamment, la procédure d'urgence décidée par le gouvernement sur plusieurs textes en discussion. Evoquant la vigilance du Sénat sur la

question des déficits publics et de la décentralisation, il a rappelé la position du Palais du Luxembourg sur la réforme du cumul des mandats - maintien du cumul d'un mandat national avec une fonction exécutive locale -, un statut de l'élu et une nouvelle avancée en matière de décentralisation devant précéder, selon lui, toute nouvelle réforme en la matière.

Debout devant un micro, le premier ministre, que chacun a jugé en « pleine forme », a répondu sans ambages. La décentralisation ? Un nouveau transfert de compétences ne manquera pas de soulever la question des niveaux de responsabilités et de la place du département. Un statut de l'élu ? Le coût d'une telle réforme risquerait fort d'être mal perçu par l'opinion. Le cumul des mandats ? Il convient de défendre les bonnes exceptions françaises et de combattre les mauvaises, comme l'appât de mandats. Le bicaudisme ? Certes, mais comment accepter que dans une démocratie, l'une des deux Assemblées ne connaisse jamais d'alternance, quelles que soient les évolutions de l'opinion ? Et Lionel Jospin de confirmer, devant ses hôtes, le calendrier du projet de loi réformant le mode de scrutin sénatorial.

Quant à la traditionnelle pomme de discorde sur la procédure d'urgence, le premier ministre a évoqué des statistiques selon lesquelles les gouvernements précédents en auraient davantage usé que le sien. Une pirouette - « l'urgence commande surtout de passer à table » -, et le premier ministre s'est prêté, avec une aisance remarquable, au jeu des questions-réponses.

Interrogé sur l'avenir de la réforme de l'audiovisuel, M. Jospin a rappelé qu'il avait demandé à Catherine Trautmann de préparer une nouvelle mouture du texte susceptible de recevoir l'aval de sa majorité à l'Assemblée nationale, préalable indispensable avant son inscription à l'ordre du jour. Selon plusieurs participants, le premier ministre a semblé favorable à la réintroduction de mesures contraignant le secteur privé. Sur plusieurs sujets évoqués par ses interlocuteurs - la construction européenne, l'Irak ou l'avenir d'Aérospatiale à Toulouse -, le chef du gouvernement s'est posé en défenseur de l'identité et des positions de la France. Cet exercice pratique de cohabitation s'est clos sur un parfait mariage au nougat et madeleine tiède.

Jean-Baptiste de Montvalon

**ÉCONOMISEZ 60% SUR VOS APPELS VERS LES PORTABLES !**

Vos appels à prix irrésistibles.

24 heures/24

7 jours/7

**1,05 F TTC/min**

RENEIGNEZ-VOUS AU : **01 53 53 75 18**

Une One.Tel. économise sur vos appels internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement. Aucune installation. Aucun minimum de consommation. Aux conditions anticipées. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 75 18 et de lui donner le numéro de votre correspondant.

COMMENT TELEPHONER AVEC ONE.TEL ?

COMPOSEZ LE 01 53 53 75 18

NUMERO D'APPEL

100% Télécoms.

\* Pourcentage d'économie calculé par rapport au tarif généralement en vigueur sur appels internationaux. \*\* Tarif valable vers les portables fixes, 50 et 60 minutes, en France.

هكذا من الأصل



ac la responsabilité  
oi sur la parité

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 28 JANVIER 1995 / 9

## Lionel Jospin et Jack Lang s'entretiennent de la tête de liste du PS aux européennes

Les réticences persistantes de François Hollande ouvrent la voie à l'ancien ministre

Lionel Jospin et Jack Lang se sont entretenus, mardi 26 janvier, de la campagne du PS aux élections européennes et de sa tête de liste. Alors

que François Hollande, premier secrétaire, a confirmé au premier ministre ses objections à diriger cette liste, M. Lang y est prêt, mais il y met

des conditions. L'ancien ministre ne se contenterait pas, après le 13 juin, d'occuper un siège au Parlement de Strasbourg.

MARDI 26 JANVIER, 12 heures. Lionel Jospin ouvre la porte de son bureau de l'hôtel Matignon à son visiteur : Jack Lang. Les élections européennes sont le vrai motif de ce tête-à-tête, même si le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale revient de Bonn, où il était porteur de messages de M. Jospin à l'intention de Gerhard Schröder et d'Oskar Lafontaine. Voilà déjà de nombreux mois que le député de Lot-et-Garonne a fait connaître sa disponibilité pour diriger la liste du PS, et il s'en est déjà entretenu à plusieurs reprises avec le premier ministre ; mais, mardi, leur conversation a lieu dans un contexte politique particulier. M. Lang était, jusqu'alors, un des candidats possibles du camp socialiste, au même titre que François Hollande, premier secrétaire. Or, tout semble se mettre en

place pour une non-candidature de M. Hollande.

M. Jospin lui-même évoque de plus en plus fréquemment cette hypothèse devant ses interlocuteurs. Il fonde son propos sur un entretien qu'il a eu, le 18 janvier, avec le premier secrétaire du PS. Celui-ci a repris, à cette occasion, les arguments qu'il développe régulièrement lorsqu'il examine les inconvénients de son éventuelle candidature. Hostile au cumul des mandats - député, il est aussi vice-président du conseil régional du Limousin et conseiller municipal de Tulle -, le premier secrétaire juge que sa fonction lui impose de siéger à l'Assemblée nationale. Il refuse une posture consistant à mener la liste européenne tout en s'engageant à ne pas siéger à Strasbourg, alors que le projet de loi sur la limitation des cumulés, même s'il ne doit pas être voté

avant le 13 juin, interdira aux élus de se dessaisir du dernier mandat obtenu. « Je tiens beaucoup à ma circonscription, beaucoup à mon rôle national... et, donc, je serai d'abord député de Corrèze », a-t-il déclaré, le 15 janvier, sur RTL.

L'attitude de M. Hollande fait du maire de Blois le postulant le plus sérieux des socialistes pour le combat européen. Celui-ci a sérieusement réfléchi aux modalités de sa future campagne électorale. Il en a présenté les grandes lignes à Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes. Il en a précisé les contours, mardi, à M. Jospin.

L'une des difficultés du projet de M. Lang consiste à trouver une place, dans le dispositif, pour le premier secrétaire du PS. La direction du parti a déjà réfléchi à ce scénario. Le 18 janvier, Alain Claeys, proche de M. Fabius, char-

gé de la trésorerie et de la coordination au secrétariat national, déclarait à la presse : « Quelles que soient les configurations, le premier secrétaire du Parti socialiste jouera un rôle central dans cette campagne européenne. » Ainsi, l'état-major de campagne demeurerait au siège du PS, et le secrétariat national déterminerait, chaque mercredi, les thèmes de campagne et les formes de son expression.

Cette architecture conviendrait-elle à M. Lang ? La question figure parmi celles qu'il a abordées avec le premier ministre. Il en est une autre, délicate, qui empêche de tenir pour acquise la candidature de l'ex-ministre de la culture. D'un côté, M. Lang s'affirme déterminé à siéger au Parlement européen. De l'autre, il ne fait de doute pour personne que l'ancien ministre-phare des années Mitterrand n'envisage pas d'abandonner la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale pour un simple siège à Strasbourg. Il souhaite obtenir la garantie de bénéficier, après l'élection du 13 juin, d'une fonction plus importante. Dans ses revendications, M. Lang évoque un poste dans les organes dirigeants du Parlement européen. A défaut, il souhaiterait siéger de nouveau au gouvernement, effaçant ainsi la déception qu'il avait amèrement ressentie, en juin 1993, en se voyant écarté de toute responsabilité ministérielle par M. Jospin.

A l'évidence, ces exigences posent un problème au chef du gouvernement, qui doit, en outre, s'accommoder de l'image très « mitterrandienne » du maire de Blois. La plupart des responsables du PS estiment cependant qu'ils n'ont plus le choix et que, selon la formule d'un ministre socialiste, la candidature de M. Lang est acquise à 90 %.

Jean-Michel Aphatie  
et Michel Noblecourt

M. N.

## Débats de fond plutôt que de « bas-fonds »

IL N'EST PAS arrivé les mains vides, mardi 26 janvier, devant le bureau national du Parti socialiste. Premier ministre communiste à être reçu ainsi au PS - jamais un tel événement ne s'était produit de 1981 à 1984 -, Jean-Claude Gaysot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, a confirmé l'ouverture du capital d'Air France, à hauteur de 16,3 %, en y voyant la possibilité pour l'entreprise de nouer « de grandes alliances internationales ». Les réserves exprimées, au nom de la Gauche socialiste, par Harlem Désir, ont permis au ministre de relativiser son constat selon lequel « il y a parfois des résistances étatiques, plus dans mon parti que dans le vôtre ».

Accueilli par le premier secrétaire du PS, François Hollande, en présence de deux ministres socialistes, Jean Glavany et Claude Bartolone, M. Gaysot a expliqué au PS qu'il se réjouit d'appartenir à un gouvernement menant... une politique de gauche. Il a vu dans l'initiative du PS - qui avait déjà reçu, le 9 juin 1993, Jean-Pierre Chevènement, mais n'a jamais entendu Dominique Voynet - « une pratique politique intelligente ». Après avoir rappelé les trente-cinq mesures qu'il avait prises pour le logement social, il a présenté, « avec une réelle émo-

tion », selon des participants, sa politique de sécurité routière, en s'insurgeant contre la triste « exception » française, alors qu'il y a deux fois moins de morts sur les routes dans des pays aussi civilisés que le nôtre ». Bien décidé à démontrer que, dans ses domaines d'action, « on a fait beaucoup de choses », M. Gaysot a tenu à expliquer, à des auditeurs qui n'en doutaient pas un seul instant, qu'il y a un premier ministre « qui décide ».

Avant l'arrivée de M. Gaysot, M. Hollande a tapé du poing sur la table en évoquant les polémiques de la pré-campagne européenne au sein de la majorité. Il a jugé inacceptable « la guerre des petites phrases », en renvoyant dos à dos les « jeux de mots douteux » de Georges Sarre, président délégué du Mouvement des citoyens, et « les mises en cause du passé supposé » de M. Chevènement. Il a fustigé « une sorte d'enchaînement verbal tout à fait préjudiciable à la qualité du débat politique ». Le député de Corrèze, dont son ami Michel Sapin a relevé le ton (inhabituellement) grave, a appelé à un « débat de fond » en souhaitant que la gauche « plurielle » évite « les débats de bas-fonds ».

M. N.

## Le Parti communiste prépare une liste à « double parité »

DANS LES RUES, depuis quinze jours, la campagne d'affichage donne le ton : « Parti ouvert cherche esprits libres pour construire l'avenir... » Décidé à l'occasion d'une réunion des secrétaires fédéraux, le 8 janvier, place du Colonel-Fabien, où la direction a lancé le mot d'ordre des « dix mille rendez-vous » pour « débattre d'Europe » avec les communistes, le message est clair. A l'occasion des élections européennes, la liste communiste accueillera quarante-trois personnalités non communistes, selon le principe de la « double parité » mis en avant par la direction : « une liste européenne progressive de gens », « la préfiguration du parti tel qu'il veut exister ».

Jeudi 28 et vendredi 29 janvier, Robert Hue devrait confirmer au comité national de son parti qu'il

conduira la liste aux élections européennes (Le Monde du 15 janvier). Les sondages l'ont convaincu : on ne parle plus de dépasser la « barre des 10 % », comme aux élections législatives, mais d'améliorer le score de 6,88 % des voix obtenu en 1994. Le secrétaire national a fait sienne la philosophie de Lionel Jospin, selon qui une tête de liste ne doit pas forcément siéger à Strasbourg.

### CRAINTE DE RÉCUPÉRATION

Marie-George Buffet, très sensible aux arguments de non-cumul et qui avait été sollicitée par M. Hue pour prendre la tête de la liste, a finalement accepté de lui prêter sa popularité en prenant symboliquement la dernière place. Elle participera très visiblement à la campagne.

Pour les autres places, femmes et hommes, communistes et non communistes alternent. Deux seulement des sept députés sortants - Gisèle Moreau et Mireille Elmalan - ne se représentant pas, ce sont les « personnalités extérieures » qui devraient créer la « surprise » promise par M. Hue en août 1993. Place du Colonel-Fabien, Pierre Biotin, Bernard Vasseur (pour les intellectuels) et Marie-Pierre Vieu (pour la jeunesse) ont été chargés de prendre les contacts nécessaires, Jean-Claude Gaysot et M. Buffet apportant leur concours pour convaincre des personnalités étrangères « italiennes, belges, espagnoles ». Un syndicaliste allemand d'IG-Metall devrait trouver sa place sur la liste.

L'entreprise s'annonce difficile, car « les animateurs du mouvement

social, du monde associatif, les universitaires » sollicités craignent la récupération. Pour les rassurer, M. Hue a choisi de ne pas croiser le fer avec Daniel Cohn-Bendit. De même, le PCF ne semble plus très tenté de céder des places éligibles au Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement. L'écrivain Viviane Forrester a décliné l'invitation. D'autres ont réservé leur réponse, telle Monique Chemillier-Gendreau, membre du collège de médiateurs dans le dossier des sans-papiers. Geneviève Fraisse, ancienne déléguée interministérielle aux droits des femmes, n'a pas voulu nous confirmer si elle accepterait, comme le PCF le souhaite, une très bonne place sur la liste.

Ariane Chemin

## Alain Krivine et Arlette Laguiller en vedettes à Quimper

### BREST

de notre correspondant  
Le cinéma voisin proposait le dernier film de Woody Allen, *Celebrity*, mais à Quimper, préfecture du Finistère, mardi 26 janvier, Arlette Laguiller et Alain Krivine tenaient la vedette, à la salle du Chapeau-Rouge, pour leur premier meeting commun après l'accord passé entre Lutte ouvrière (LO) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en vue des élections européennes du 13 juin. Quimper figurait dans le calendrier de réunions de M. Laguiller, ce qui explique le rendez-vous de mardi soir dans une ville où LO n'est pas structurée, alors que la LCR y possède une section depuis une vingtaine d'années. Lutte ouvrière est, en revanche, davantage présente à Brest, à 70 kilomètres au nord de Quimper.

Les militants de Brest et d'autres villes bretonnes avaient donc fait le voyage. Avec un peu plus de quatre cents présents, les

deux organisations trotskistes étaient satisfaites. Il y avait là, sans surprise, des militants d'Agir ensemble contre le chômage (AC), de l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et précaires (Apeis), de Ras-l'Front, mais aussi des syndicalistes, des grévistes de l'entreprise Doux, venus de Châteaulin, quelques Verts et quelques communistes. C'est sous une bannière rouge, portant l'inscription : « Ensemble contre les licenciements, le chômage et la misère », que les deux chefs de file, assis côte à côte, ont pris successivement la parole.

M. Krivine, porte-parole de la LCR, a commencé par une boutade, s'étonnant que certains aient pu parler de « PACS » pour l'accord passé par les deux organisations. Le pacte civil de solidarité, a-t-il observé, « est réservé aux couples d'hétérosexuels, d'homosexuels et, peut-être, pour des frères et sœurs, mais il n'existe pas pour

des camarades ». Et alors qu'on lui prête une certaine tendresse, au moins passée, pour Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts, M. Krivine juge que l'ancien révolté de mai 1968 « a gardé la forme et jeté le fond ». En revanche, il se dit au côté du député franco-allemand quand « celui-ci est le gibier de chasseurs fascistes et de chasseurs d'immigrés ».

### ÉBRANLER LE PCF

La perspective de réduction du temps de travail chez Peugeot et Renault ne trouve pas grâce aux yeux du dirigeant de la LCR. M. Laguiller juge ce projet scandaleux, avant d'élargir le champ : « L'Europe telle que les gouvernements et les patrons la font est malade de la misère et pourrie de racisme et d'inégalité », affirme-t-elle. A l'applaudimètre, chacun fait à peu près jeu égal. Viennent le moment des questions, notamment sur l'attitude de la liste face au PCF. M. Laguiller es-

time que la direction de ce parti est perdue pour le combat révolutionnaire, mais ses militants l'intéressent. Pour M. Krivine, les idées de LO et de la LCR reçoivent un écho dans les rangs des communistes, « mais ils nous disent qu'on est trop petits et pas crédibles ». « Si on fait un score important, cela peut ébranler beaucoup de camarades », avance-t-il.

Un jeune militant RPR, venu avec quelques copains, se risque : « Peut-on avoir du cœur quand on est de droite ? » Réponse de M. Laguiller : « Le problème n'est pas d'avoir du cœur. Les chômeurs en ont marre de la charité ! » Il est 23 heures passées, l'assistance commence à s'éclaircir. A la porte, un drapeau rouge est tendu par deux militants : au creux, de l'argent recueilli pour la location de la salle. D'autres sympathisants vendent la presse des deux organisations. Et il pleut sur Quimper.

Vincent Durupt

## Le RPR et Démocratie libérale préparent leur projet européen

DEUX DÉLÉGATIONS du RPR et de Démocratie libérale se sont rencontrées, mardi 26 janvier, au siège de l'Alliance pour une première réunion de travail consacrée à la rédaction d'une charte européenne de l'opposition. Pierre Lellouche, député (RPR) de Paris, a fait état d'une lettre de Philippe Séguin adressée le 18 janvier à François Bayrou pour inviter l'UDF à cette réunion. Cette lettre, a-t-il précisé, est restée sans réponse, et l'UDF était absente de la réunion. « Elle peut nous rejoindre à tout moment », a affirmé le député de Paris. Le RPR et DL, qui doivent se retrouver le 2 février, souhaitent parvenir à un texte relativement court, à caractère pédagogique et indiquant ce qui distingue la droite de la gauche dans les principaux domaines de la construction européenne : le dessin de la France en Europe, la réforme des institutions, l'élargissement, l'économie, la sécurité intérieure et extérieure.

## Les popularités de M. Chirac et de M. Jospin restent à un niveau élevé

LA POPULARITÉ du président de la République et celle du premier ministre restent élevées. Selon l'IFOP (sondage réalisé du 14 au 22 janvier auprès d'un échantillon de 1 870 personnes pour Le Journal du dimanche du 24 janvier), Jacques Chirac recueille 55 % de bonnes opinions (sans changement par rapport à décembre) contre 27 % d'opinions négatives, tandis que Lionel Jospin est crédité de 51 % de bonnes opinions (en hausse de 2 points), contre 32 % de mauvaises. Selon Louis-Harris (enquête réalisée le 9 janvier auprès de 1 004 personnes pour la lettre *Politique opinion*), 66 % des Français ont une opinion positive de M. Chirac (-5 points), contre 28 % de négatives. M. Jospin recueille 64 % de bonnes opinions (en baisse de 4 points), contre 30 % de mauvaises.

### DÉPÊCHES

■ EUROPEENNES : Raymond Barre regrette, dans le numéro de janvier de sa lettre *Faits et Arguments*, que les européennes soient « dévaluées, avant tout, des élections à portée intérieure », permettant de « mesurer les rapports de force entre majorité et opposition ». Il rejette la « tarte à la crème » d'une union de l'opposition qui finirait « par gommer les spécificités et étouffer tout débat ».

■ L'ALLIANCE : José Rossi, président du groupe Démocratie libérale de l'Assemblée, a demandé, mardi 26 janvier, que l'intergroupe RPR-UDF-DL se réunisse, afin que les députés de l'opposition puissent se prononcer sur le principe d'une liste unique aux européennes. « S'il apparaissait qu'une majorité de députés UDF sont favorables à une liste d'union, cela pourrait relancer la machine », a déclaré M. Rossi.

■ ILE-DE-FRANCE : le groupe Démocratie libérale du conseil régional d'Ile-de-France, créé le 22 janvier, a été rejoint par cinq élus indépendants de droite, dont deux, Florent Montillet et Xavier Lebray, sont membres de La Droite de Charles Millon. Le groupe, présidé par Philippe Dominati, compte désormais 20 membres. Le groupe UDF, qui reste présidé par Bernard Lehideux, en compte 17.

■ IMMUNITÉ : Georges Frêche, député (PS) de l'Hérault, estime dans un entretien publié mardi 26 janvier par *France-Solr*, que la décision du Conseil constitutionnel sur l'immunité pénale du président de la République « ressemble à un accord dans une arrière-salle entre malfrats ». « Cette dernière décision est en train de disqualifier définitivement le fonctionnement actuel du Conseil constitutionnel », ajoute M. Frêche.

## Laurent Fabius propose de réformer le règlement de l'Assemblée

LAURENT FABIUS a présenté, mardi 26 janvier, la proposition de résolution visant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale, qu'il compte déposer dans les prochains jours, après avoir à nouveau consulté les présidents de groupe. Cette réforme, « mesurée et raisonnable », vise, selon le président de l'Assemblée, à rendre son travail « plus lisible pour l'opinion et plus équilibré ».



Les motions de procédure seraient, sauf exception, limitées à une heure chacune en première lecture, et à une demi-heure pour les lectures suivantes. La conférence des présidents fixerait un temps global pour la discussion générale, non seulement sur le texte mais aussi sur les articles. Le délai limite pour le dépôt des amendements serait avancé à 17 heures, à la veille de la discussion générale.

Les séances réservées à l'initiative parlementaire passeraient du vendredi au mardi matin, une semaine sur deux. M. Fabius a indiqué qu'il n'avait pas jugé « opportun » de revenir sur la réforme du vote personnel.

■ AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : l'Assemblée nationale a poursuivi l'examen du projet de loi d'orientation sur l'aménagement du territoire, mardi 26 janvier, dont 8 articles sur 36 ont été adoptés. Les députés ont voté, notamment, l'élargissement des compétences du Conseil d'aménagement et de développement du territoire et la suppression du groupement d'intérêt public d'observation et d'évaluation de l'aménagement du territoire, institué par la loi Pasqua du 4 février 1995 mais qui n'avait jamais vu le jour.



espace  
**SUFFREN**

**LA NOUVELLE BEETLE**

à partir de  
**20 000 €\***  
131 400 km



40 ter, avenue de Suffren 75015 Paris  
Tél : 01 53 58 10 00

\* Dans la limite des stocks disponibles



## SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 28 JANVIER 1999

**JUSTICE** Au terme d'un conseil de sécurité intérieure, mercredi 27 janvier, le gouvernement devait annoncer des mesures contre la délinquance des mineurs. Ce plan doit la

querelle publique entre Elisabeth Guigou et Jean-Pierre Chevènement. ● A BEAUVAIS (OISE), où la délinquance a progressé de 36 % depuis 1993, élus, magistrats, policiers, en-

seignants et éducateurs ont mis en place des expériences innovantes : médiation pénale, procédures de réparation, accompagnement des mineurs la nuit par la police, création

d'une maison d'accueil pour les victimes. ● LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR a décidé de créer des commissions anti-discrimination dans chaque préfecture. ● L'ALLEMAGNE

est confrontée, elle aussi, à une augmentation de la délinquance des mineurs, même si elle ne se traduit pas par des violences semblables à celles des banlieues françaises.

## L'Oise, laboratoire de lutte contre la délinquance des jeunes

Médiation pénale, chantiers éducatifs, procédures de réparation, accompagnement des mineurs la nuit, maison d'accueil pour les victimes : dans ce département, élus, magistrats, policiers, éducateurs et enseignants ont élaboré une nouvelle prise en charge pour les jeunes délinquants

**BEAUVAIS**  
de notre envoyé spécial  
Vues de Beauvais (Oise), les controverses politiques sur l'insécurité semblent vaines. Dans cette petite préfecture de la grande couronne parisienne, élus et pouvoirs publics ont cessé de se renvoyer la responsabilité de la montée de la délinquance des jeunes. Sans tambours ni trompettes, ils ont appris à se connaître et ont décidé, enfin, de faire front commun contre la violence. De cette collaboration exemplaire, impensable il y a encore quelques années, est née une myriade de projets et d'expériences innovantes destinées à faire reculer le sentiment d'insécurité.

Comme dans la plupart des villes moyennes françaises, Beauvais la sage est devenue, insensiblement, une cité inquiétante pour ses habitants. La délinquance y a augmenté de 36 % depuis 1993, passant de 5 200 délits constatés à 7 100 en 1997, dont un tiers ont été faits de mineurs. Un chiffre important pour une ville de moins de 50 000 habitants, visiblement troublée par une violence qu'elle n'a su anticiper. Il faut dire que les pouvoirs publics n'ont guère fait preuve de plus de clairvoyance. « Les élus de Beauvais, et du département en général,

participaient au mouvement qui consistait à nier le phénomène, explique Alain Gélain, actuel préfet de l'Oise. Il fallait avant tout défendre l'image du département. Et puis, tout d'un coup, on s'est rendu compte qu'il y avait un vrai problème. »

Le réveil a été brutal. Walter Amsellem, le maire socialiste de Beauvais, a été le premier à faire cette cruelle expérience. « On sentait que ça montait mais quand la délinquance a explosé, il y a deux ou trois ans, on a quand même été surpris, raconte le maire. Quand j'allais dans les quartiers, j'en prenais plein la figure. La police me disait : "La justice ne fait pas son travail" ; les enseignants me disaient : "Nos élèves sont de plus en plus calés" ; les habitants me racontaient qu'ils avaient peur dans les cages d'escaliers. Ça ne pouvait plus durer. Tout ça a bien évidemment profité au Front national, qui n'a cessé de progresser. »

Le premier choc passé, la mairie se met au travail. Le conseil communal de prévention de la délinquance, déjà très actif, met les bouchées doubles. La prise de conscience atteint l'ensemble des pouvoirs publics : l'éducation nationale, la police et la justice décident de joindre leurs forces. Un

service de médiation associant la mairie et la justice est créé afin de traiter des petits faits de délinquance. Des agents d'ambiance pour les transports en commun sont recrutés, afin de faire baisser la tension dans les bus. Un service de contrôle judiciaire socio-éducatif est monté pour multiplier les mesures éducatives. Une opération de chantier éducatif, où les jeunes sont invités à rénover des locaux contre une petite rémunération, voit le jour.

Mais la tâche est immense. Malgré le dynamisme des initiatives, Odile Valette, procureur de la République, se souvient de ces années 1996-1997 comme de ses « années noires ». « Quand je suis arrivée au parquet, en septembre 1995, la justice avait encore un fonctionnement préhistorique. Par manque d'éducateurs, les mesures prononcées par les juges des enfants, déjà débordés, n'étaient tout simplement pas exécutées. Je me souviens d'un jeune qui n'a réussi à placer dans un foyer après une cinquantaine de tentatives ! Il n'y avait qu'une solution : tout remettre à plat. »

Avec son équipe, Odile Valette s'attaque aux piles de procédures et réorganise son parquet. Elle choisit, avant que le terme soit à la

mode, de traiter « en temps réel » la délinquance des mineurs. Elle rédige un mémorandum à l'usage des officiers de police judiciaire, qui liste très concrètement les réponses policières à apporter à la délinquance des mineurs. Après deux années de travail incessant,

**Le contrat local de sécurité présente 51 actions destinées à « réduire l'insécurité et son corollaire, le sentiment d'insécurité »**

« qui ont l'air de mes magistrats », précise-t-elle, une réponse systématique est apportée à chaque acte commis par un mineur. Toute la palette des mesures est utilisée : la médiation pénale pour des rappels à la loi et des classements sous condition, la réparation avec la prochaine création d'une association en collaboration avec la Protection judiciaire de la jeunesse, et, pour les faits les plus graves, la saisine des deux juges des enfants du tribunal. En 1998, ces magistrats ont jugé 544 affaires au pénal contre 163 en 1994.

La justice qui travaille avec la

mairie, la police qui rencontre les éducateurs... Le partenariat naissant va alors trouver son cadre naturel : le contrat local de sécurité (CLS), créé par le gouvernement de Lionel Jospin dans la foulée du colloque de Villepin, en octobre 1997. A Beauvais, on se saisit de

l'occasion pour ancrer des expériences qui ne demandent qu'à s'épanouir avec de nouveaux moyens. La mairie, qui souhaite faire de sa ville un modèle en matière de lutte contre l'insécurité, demande à l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) de faire un diagnostic de l'insécurité dans la commune. A partir de ce document, remis en avril 1998, les réunions se multiplient pour la préparation du CLS. « On travaillait jour et nuit, parfois le week-end, se souvient, amusée, Anne Morin-Pellet, chargée de mission à la mairie de

Beauvais. Le CLS, ça a été un bras de levier supplémentaire qui nous a redonné de l'élan. »

Signé le 17 juin 1998 par la préfecture, la mairie, la justice et l'éducation nationale, le CLS présente 51 actions destinées à « réduire l'insécurité et son corollaire, le sentiment d'insécurité ». Les partenaires s'engagent à travailler en étroite collaboration « sans passer de recettes miracles » et à réévaluer périodiquement leur action. De nouvelles expériences s'ajoutent à celles déjà initiées : le rapprochement des mineurs la nuit par la police, le rapprochement de l'action de la police nationale et de la police municipale, la création d'une maison d'accueil et d'aide aux victimes, la mise en place, dans les quartiers, de groupes locaux de prévention et de traitement des incivilités qui associent habitants, bailleurs sociaux et mairie.

Mais la grande affaire du CLS, c'est l'école de la nouvelle chance, qui devrait voir le jour avant la fin de l'année. L'idée vient du maire de la ville, Walter Amsellem, qui négocie pied à pied pour faire aboutir son projet. L'école de la nouvelle chance est une structure qui n'existe nulle part ailleurs, entre classe-relais, internat et foyer d'hébergement. Il s'agit d'accueillir les mineurs les plus durs, à l'écart de la ville, et de les réinsérer scolairement, dans une prise en charge 24 heures sur 24. L'éducation nationale, la Protection judiciaire de la jeunesse mais aussi le conseil général, présidé par le (RPR) Jean-François Manciel, se sont engagés dans ce projet, étudié à la loupe par les ministères concernés.

Petit à petit, dans le département, le partenariat voit le jour. Le travail en réseau, qui n'était encore qu'une incantation il y a quelques années, devient une réalité. Tranquillement, une révolution culturelle s'est opérée parmi les élus et les représentants des pouvoirs publics qui ont appris à se connaître et à s'apprécier. « Tout le monde tire la charrette dans le même sens, cela ne part plus de hâte et à la dérive, explique Yves Monard, le directeur de la sécurité publique. Cela donne une cohésion à l'ensemble, et ça rend le travail encore plus passionnant. »

Pour autant, les acteurs ne versent pas dans l'angélisme, conscients que, pour inverser la tendance de la délinquance, beaucoup reste à faire. Alain Gélain, le préfet du département, le résume bien : « Ce qu'on a le courage de faire maintenant, on en retirera les résultats non pas dans deux ou trois ans, mais dans dix ans. Mais si on ne le fait pas maintenant, dans dix ans, ce sera trop tard. »

C. Pr.

Cécile Prieur

### La délinquance dans l'Oise

● Un département jeune. Le nombre d'habitants est passé de 661 700 en 1982 à 777 800 en 1997, soit 2,2 % d'augmentation par an. Les moins de vingt-cinq ans représentent 38 % de la population totale : l'Oise est le deuxième département le plus jeune de France. L'immigration de la population est surtout liée à l'arrivée régulière de familles qui résident dans les premières et secondes couronnes parisiennes.

● Une délinquance en progression. Avec 44 075 crimes et délits enregistrés dans l'Oise, la délinquance y a augmenté de 37,3 % en 1998. En hausse : les vols d'automobile (+7,27 %), les vols à la roulotte (+5 %) et les dégradations (+8,49 %). En baisse : les vols à main armée (-13,82 %) et les cambriolages (-10,44 %), ainsi que, dans une moindre mesure, les vols avec violence (-1,5 %).

● Une part importante des mineurs. Le nombre de mineurs mis en cause ne cesse de croître, passant de 1 715 en 1994 à 2 500 en 1998 (3,8 % de hausse par rapport à 1997). Le pourcentage des mineurs impliqués varie selon les villes : plus de 30 % des faits de délinquance leur sont imputés à Beauvais, Creil et Moyon (20 % en moyenne nationale) contre 17 % environ à Compiègne et Méry.

### « Mon placement au foyer, ça a été ma chance »

BEAUVAIS

de notre envoyé spécial  
Son préféré s'appelle Crêpe. Il le caresse doucement, le nez dans son pelage rassurant. Le cheval tendille, son souffle parcourt le visage d'Ali, qui s'illumine aussitôt. Depuis quelques mois, ce gamin de treize ans et demi a retrouvé

## REPORTAGE

« La pénurie a des conséquences directes sur la qualité du travail éducatif »

goût à la vie au contact des animaux. Il semble loin le temps où il se « bagarrait tout le temps », sentait « les nerfs » qui montaient en lui quand les « autres » l'insultaient ou lui disaient qu'il était « trop gros ». Placé en pleine campagne, dans l'Atelier cheval du Centre d'action éducative (CAE) de Beauvais, Ali réapprend doucement, en cherchant le rythme de paletterie, à redevenir un enfant comme les autres.

L'Atelier cheval, qui accueille entre six et huit jeunes délinquants, est l'une des réussites du CAE de Beauvais. Son directeur, Gilles Granchev, s'y rend une fois par semaine pour prendre le pouls de son équipe éducative. Il y a quelques mois, cette visite était encore impossible : le manque de personnel était tel qu'il était obligé de cumuler la direction du foyer d'hébergement de Beauvais et celle des services de milieu ouvert. « Je me consacrais presque exclusivement au foyer et je négligeais le milieu ouvert. J'étais enfilé dans des problèmes

de gestion, je prenais des décisions sans réellement savoir ce qu'il en était. La pénurie a des conséquences directes sur la qualité du travail éducatif. »

Le souvenir le plus pénible de cette période d'« angélisme » est le démenagement forcé du foyer d'hébergement, pour cause de réhabilitation, dans un foyer Sonacotra à Beauvais, en plein cœur d'une ZUP. « Les jeunes étaient obligés de côtoyer des toxicos et des prostituées, raconte le directeur. La violence avait complètement investi notre vie quotidienne, c'était intenable. Au bout de quelques mois, j'ai dû me résoudre à fermer la structure. » Aujourd'hui, même s'il manque toujours des éducateurs, l'éclaircie pointe. L'Oise, qui fait partie des vingt-six départements considérés prioritaires par le gouvernement, bénéficie de moyens supplémentaires.

Depuis septembre 1998, le foyer d'hébergement de Beauvais, entièrement rénové, a une nouvelle directrice, Nicole Lorenzo. Le lieu, une ancienne demeure bourgeoise, accueillie à l'année deux jeunes délinquants multirécidivistes. L'endroit est lumineux et accueillant, et les chambres sont bien entretenues.

L'équipe éducative, renouvelée, a repris en main les jeunes, qui avaient pris le pouvoir au sein du foyer. « Des règles de vie » ont été consignées dans un document soumis à la réflexion commune en réunion. Des règles simples, comme l'interdiction des téléphones portables ou l'obligation d'être présent lors des repas, sont désormais respectées.

Le calme apparent est cependant fragile. Il faut continuellement, « avec patience et sang-froid », réinstaurer les limites, explique Nicole Lorenzo. « La majeure partie a bien pris entre les

jeunes et les adultes, mais parfois, quand on se retrouve devant une porte cassée, on prend un coup au moral. » Pour répondre « à leur inactivité », qui fonctionne comme une Cocotte-Minute, l'équipe a développé un partenariat avec les services de la ville pour permettre aux jeunes de s'occuper et de découvrir les bases d'un métier. Elle a également tenté de remobiliser et « déculpabiliser » les familles. « Au moment du ramadan, on a associé les familles à la fête, aux repas. Une mère nous a préparé un couscous, d'autres nous ont apporté des gâteaux faits maison. Cela les déconcentre un peu, mais il faut que les parents apprennent à franchir la porte du foyer. »

Lieu de vie, le foyer est également un lieu d'apprentissage. Au dernier étage, dans une petite pièce sous les combles, six jeunes sont penchés studieusement devant leurs ordinateurs pour un cours de bureautique. Rien ne laisse transparaître leur passé difficile, fait de bruit et de violence. Tarek, dix-sept ans, était encore, il y a quelques mois, un gamin rejeté par l'institution scolaire. « Avec deux ou trois copains, on fuyait tout le temps le bordel à l'école. Les cours étaient nuls. J'y allais jamais. J'avais des ennuis avec la justice, mais à ce moment-là, c'était simple, je pensais à rien. » Et puis il y a eu l'acte de trop et le placement au foyer de Beauvais, à plusieurs kilomètres de sa ville d'origine. Tarek, qui cumulait les mauvaises notes, s'est révélé bon élève à l'atelier bureautique. « Aujourd'hui, je pense plus au passé, j'ai changé de direction, explique le jeune homme. Mon placement au foyer, ça a été ma chance, je veux pas la laisser passer. »

C. Pr.

Cécile Prieur

## Un mois de controverse entre Jean-Pierre Chevènement et Elisabeth Guigou

L'ANÉCDOTE, jugée exemplaire, a fait le tour du ministère de l'Intérieur. Il y a environ deux semaines, deux ministres de moins de seize ans ont chamboulé le domicile d'Alain Richard, le ministre de la défense, à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise). Le lendemain, la police interpellait les jeunes voleurs et les défilait à la justice, qui décidait leur placement en foyer. L'un d'eux se soustrait à la surveillance des éducateurs et disparaît avant même d'être parvenu à destination. L'autre s'éclipse, dès le lendemain de son arrivée. A ce jour, ils n'ont pas été retrouvés, malgré le caractère éminent de leur victime.

Par ce récit, en forme de fable moderne des méfaits du régime judiciaire appliqué aux mineurs, le ministère de l'Intérieur veut illustrer les difficultés du débat qui l'a opposé au ministère de la justice. Depuis le retour de Jean-Pierre Chevènement en fonctions, lundi 4

janvier, l'épineuse question du traitement pénal – et surtout judiciaire – de la délinquance des mineurs a occupé une place de choix dans les préoccupations du gouvernement. Entre la Place Beauvau et le ministère de la justice, les antagonismes ont parfois été vifs, notamment en raison des appels répétés à la fermeté du ministre de l'Intérieur.

« GARANT DE L'ORDRE »  
A la veille du conseil de sécurité intérieure, l'arbitrage imminent de Lionel Jospin avait mis un terme provisoire à ces divergences des points de vue. « Le temps du silence et de l'action a succédé au temps des commentaires », indiquait-on simplement, mardi 26 janvier, à la chancellerie.

Début janvier, les déclarations de Jean-Pierre Chevènement avaient donné le ton du débat, d'autant que le ministère de l'Intérieur, parfaitement rétabli de son

accident chirurgical, semblait avoir l'oreille du premier ministre. Et que Lionel Jospin avait affirmé que, pour l'année 1999, la sécurité était, après l'emploi, la deuxième priorité du gouvernement (Le Monde du 7 janvier). Jusqu'à son entretien sur TF1, mercredi 13 janvier, M. Jospin se garde de démentir celui qu'il a prouvé, au détour d'une formule, « garant de l'ordre au sein de la majorité plurielle ».

A la chancellerie, les déclarations de M. Chevènement surprennent le garde des sceaux. Dès le colloque de Villepin, en octobre 1997, Elisabeth Guigou avait rappelé son attachement à l'ordonnance de février 1945 qui régit la justice des mineurs. Pour elle, le problème de la délinquance des mineurs a été politiquement réglé lors du conseil de sécurité intérieure du 2 juin 1998. Le gouvernement y a annoncé la mise en œuvre de moyens supplémentaires : le nombre des Unités à en-

cadrement éducatif renforcé (UEER), destinées à accueillir les mineurs les plus difficiles, sera porté de treize à vingt avant l'an 2000 ; des engagements ont été pris en faveur de la formation des policiers ; des « plans d'action gouvernementaux territorialisés » seront mis en place dans les vingt-six départements les plus sensibles du pays. Le ministère de la justice avait d'ailleurs prévu d'organiser, à la fin du mois de janvier, une conférence de presse présentant le bilan de ces mesures.

## BAGARRE DE NOTES

Pour la Place Beauvau, le dispositif ne paraît pas à la hauteur de l'enjeu, né de « l'explosion » de la délinquance des mineurs constatée depuis 1994 et confirmée par les chiffres de 1998. S'appuyant sur ces statistiques et sur les exemples de mineurs interpellés plus de trente fois par la police, sans qu'ils soient sanctionnés pénalement, le

ministère de l'Intérieur exige plus de fermeté. Il se plaint, en filigrane, du manque de moyens budgétaires destinés à la police de proximité, censée mieux répondre aux incivilités qui sont à l'origine de l'accroissement du sentiment d'insécurité, et dont les jeunes – mineurs ou majeurs – sont souvent les auteurs. Pour la première fois, M. Chevènement évoque la création possible de « centres de retenue », visant à éloigner de manière contraignante les mineurs les plus durs. A la chancellerie, on reproche au ministre de l'Intérieur d'avoir jeté en l'air une idée sans en expliquer le contenu de manière concrète.

Les deux ministères se lancent alors dans une bataille de notes et de documents de synthèse adressés aux services du premier ministre. Ceux-ci s'empilent sur les bureaux des conseillers de M. Jospin à Matignon, qui s'efforcent d'en extraire la substantifique

moelle. Si le chef du gouvernement évite de prendre ouvertement position jusqu'au 13 janvier, c'est parce qu'il souhaite qu'« un vrai débat » ait lieu entre les ministres, « dans le calme » si possible, explique-t-on aujourd'hui à Matignon.

Peu à peu, le ministère de la justice reprend cependant la main. Malgré une rencontre entre les deux hommes, dimanche 24 janvier à Versailles (Yvelines) (Le Monde du 27 janvier), Lionel Jospin, soucieux d'aboutir à une position « équilibrée », s'inquiète de l'effet produit par les prises de position de Jean-Pierre Chevènement. S'il semble pencher en faveur des propositions de M. Guigou, le premier ministre se réserve toutefois la possibilité d'emettre une dernière fois les arguments des uns et des autres, lors du conseil de sécurité intérieure.

Pascal Comaux





## Une commission anti-discriminations sera créée dans chaque préfecture

BEAUCOUP plus discrètement que la répression musclée des « sauvages », Jean-Pierre Chevènement a lancé un chantier depuis son retour place Beauvau, celui de l'intégration des jeunes issus de l'immigration, domaine en principe réservé au ministère de Martine Aubry. En visite à Cergy (Val-d'Oise), lundi 25 janvier, le ministre de l'Intérieur a regretté que la police ait « pas suffisamment l'image de la population », autrement dit, que les jeunes issus de l'immigration ne soient pas plus nombreux dans l'uniforme dans les commissariats.

Une semaine plus tôt, en pleine polémique sur les violences urbaines, M. Chevènement avait adressé aux préfets une lettre où il demandait qu'un « comité de suivi » soit mis en place « au plus tard à la fin du mois de février » pour « commission départementale d'accès à la citoyenneté » (Codac), dont l'installation doit faire l'objet d'une « large information de la population ». Ces instances doivent réunir des représentants des administrations, des services publics, des élus, des syndicats, des associations, des organismes HLM. Elles auront pour mission d'« aider les jeunes nés de l'immigration à trouver un emploi et une place dans la société, et de faire reculer les discriminations dans l'emploi, l'habitat, le logement, les loisirs ».

La volonté du ministre de l'Intérieur d'intervenir dans ce domaine s'est aussi traduite par l'entrée dans son cabinet, début janvier, de Jean Zerbib, trente-deux ans, un agent commercial de la SNCF basé à Avignon dans une famille algérienne. Ancien footballeur, fondateur dans le sud-est d'une association d'aide aux jeunes des cités, M. Zerbib a adhéré au Mouvement des citoyens en mai 1998, séduit par la dialectique « entre autorité et reconnaissance au mérite » développée par le parti de Jean-Pierre Chevènement. Précisément chargé des questions d'intégration, le nouveau conseiller a pris place dans les nouvelles Codac. « Les discriminations dont sont victimes les jeunes issus de l'immigration provoquent un ressentiment qui se matérialise par la violence, la haine contre la société, constate-t-il. Le message de la sanction doit s'accompagner du rappel des droits. La pente vers la délinquance est aussi un déficit de considération. Il y a urgence à agir ».

La lettre aux préfets traduit cette logique en termes administratifs. M. Chevènement y rappelle que les « gens de l'immigration (...) », par centaines de milliers, les premiers concernés par les discriminations. Le texte reconnaît qu'« une fraction importante de la population se sent rejetée à l'exclusion du contrat social, ce qui se traduit, pour autant les raisons, par des comportements lourds de conséquences, voire suicidaires (...) : violences urbaines, explosion des incivilités, délinquance des mineurs, développement de l'économie souterraine, repli communautaire ». Ces comportements « fondés sur le ressentiment, poursuit le ministre, nourrissent (...) des réactions de rejet d'autres parties de la population », portant atteinte à « l'intégrité du pacte républicain ».

Les Codac, instruments de la mobilisation de l'État en faveur de « l'égal accès à la citoyenneté ».

Il s'agit d'abord de veiller « aux conditions d'un égal accès à l'emploi (...) » dans une situation que celle fondée sur le mérite. Elles sont ainsi chargées de diffuser les informations sur les concours de recrutement de la fonction publique, de sensibiliser les employeurs et de favoriser des parrainages dans les entreprises.

Une mission majeure, la Codac pourra être utile dans « pratiques de discrimination effective », non seulement par des agents de l'État, mais aussi par les simples citoyens. C'est ce but, une permanence téléphonique devrait être assurée, souligne M. Zerbib. Les partenaires représentés pourront rendre en évidence les situations discriminatoires qui, le cas échéant, feront l'objet d'une information du parquet. Les victimes de discrimination, qui n'ont aujourd'hui aucun interlocuteur hormis les associations, en parlent à la presse, devraient ainsi disposer, pour la première fois, d'un lieu officiel d'expression et d'examen de leurs réclamations.

**« La pente vers la délinquance est aussi liée à un déficit de considération. Il y a urgence à agir »**

Cette nouvelle tribune, si elle fonctionne, pourrait remédier en partie à l'impuissance de la justice pénale à traiter directement ces situations. La plupart des victimes, confrontées à la lourdeur des procédures et à l'urgence d'une preuve formelle de la discrimination impossible à apporter, renoncent en effet à se plaindre et à réclamer leur humiliation. A cet égard, le silence de la lettre de M. Chevènement sur les éventuels pouvoirs d'investigation et de médiation des Codac annonce probablement des difficultés et quelques handicaps.

Il reste à voir si le gouvernement a coordonné son action en la matière. La lettre de M. Chevènement aux préfets, signée de lui seul, intervient en effet trois mois après le lancement par Martine Aubry, d'un « groupe d'études sur les discriminations », observatoire scientifique récent la gestion, complexe, n'est pas achevée. La ministre de la Solidarité et de l'Emploi, qui a annoncé en octobre 1997 la détermination à traquer les discriminations, avait écarté l'idée de créer une instance indépendante aux pouvoirs étendus. Ce que vient précisément à décider le ministre de l'Intérieur. Déjà, le ministre de l'Intérieur avait approuvé le projet de loi sur l'immigration, domaine qu'il partage théoriquement avec la ministre de la Solidarité et de l'Emploi. Cette fois, Jean-Pierre Chevènement passe à l'action sur un dossier - l'intégration - officiellement rattaché à Martine Aubry. Cette situation, au-delà de la reconnaissance officielle de la réalité explosive des discriminations, pose la question de l'équilibre et de la cohérence de l'action gouvernementale.

Philippe Bernier

## A l'Assemblée, la droite affûte ses armes avant la tenue du Conseil de sécurité intérieure

« TOUT CE QUE la droite a toujours voulu savoir sur la délinquance des mineurs... » Tel pourrait être le titre de la séance d'actualité à l'Assemblée nationale, mardi 26 janvier. A la veille du Conseil de sécurité intérieure, les députés de l'opposition ont posé, à la suite, six questions d'actualité sur la sécurité, « devenue depuis quelques jours une priorité pour le premier ministre », a martelé Christian Estrosi (UMP, Alpes-Maritimes).

Jean-Pierre Chevènement confirme-t-il le « rapport Bauer », qui affirmait que sur les 89 260 policiers affectés aux 430 circonscriptions, seuls 20 000 seraient disponibles pour assurer leur mission ? S'est inquiété Rudy Salles (UDF, Alpes-Maritimes) ? « Un article du Monde [daté du 27 janvier] révèle que le premier ministre n'a pas, hélas, toujours tranché en faveur de la police », a-t-il lancé. Jean-Jacques Gégou (UDF, Val-de-Marne), l'interlocuteur du ministre de l'Intérieur, a répliqué que la question de M. Estrosi, et Elisabeth Guigou :

« Approuvez-vous ou non sur le fond les propositions de M. Chevènement ? » « La finesse qui vous caractérise, nous avons enfoncé un coin entre Jean-Pierre Chevènement et moi, a répliqué la garde des sceaux, sous les exclamations de l'opposition. Mais que l'analyse de la délinquance des mineurs faite par le gouvernement est une ».

« DÉSÉDUCATION » « Quand je suis arrivé place Vendôme... » En commençant ainsi ses phrases à plusieurs reprises, M. Guigou a voulu montrer qu'elle était prête à comparer son bilan avec celui de son prédécesseur, Jacques Toubon : en 1997, a-t-elle affirmé, elle a lancé un « budget de souffrance » du fait de la restriction des dépenses publiques, que le gouvernement précédent avait fait son credo.

M. Chevènement n'a pas été applaudi sur les bancs de l'opposition. Le ministre de l'Intérieur, la délinquance des mineurs,

« problème », a des « plus profondes » : la « déséducation » et le « chômage de masse ». Sans surprise, M. Chevènement s'est dit opposé à la « municipalisation » de la sécurité. L'État doit rester le « garant » de cette mission. La République, a-t-il conclu, la « nouée ». La gauche a applaudi ses deux ministres, mais les députés ont applaudi M. Chevènement.

Le premier ministre n'avait pas prévu d'intervenir, explique son entourage, mais l'insistance de l'opposition lui a fait monter la monture. Au sein de la gauche, a renvoyé la balle dans le camp de l'opposition. « Je ne pense pas que les ministres de l'opposition, sur le chômage, rien ; sur le nucléaire, rien ; sur la Kojak, rien... » « Ne pensez-vous pas plutôt que nous allons nourrir les forces de l'extrême droite à vos dépens ? » « Nous de reprendre sa casquette d'arbitre : il est bon que des débats aient lieu... » a répliqué le premier ministre.

Christine Faivre

## En Allemagne, la progression de la criminalité pose le problème de l'intégration des jeunes Turcs

BONN

« Les policiers ont particulièrement accès à la violence organisée de la mafia russe, les criminels de la drogue viennent du plus souvent du sud-est de l'Europe ou d'Afrique noire... Nous ne devons plus être aussi timorés envers les criminels étrangers que nous étions. Pour celui qui viole le droit de l'hospitalité, il n'y a qu'une solution : dehors et vite. » Ces propos, tenus par le social-démocrate Gerhard Schröder en juillet 1997, reflètent la manière dont la classe politique allemande, à l'exception des Verts et des libéraux, aborde le sujet de la criminalité. Elle fait quasi systématiquement l'amalgame entre criminalité et immigration, la police de Berlin a été accusée de « faire de la population immigrée et d'abord qu'elle ne soit pas la victime de la criminalité ».

L'Union chrétienne-démocrate (CDU) fait aussi référence dans la région de Francfort sur le Rhin à « zéro tolérance envers la criminalité », tout en faisant signer une pétition contre la loi sur la nationalité. Les alliés chrétiens-sociaux de Berlin (CSU) ont monté une épingle pendant la campagne électorale de 1998 à « M. Mehmet », un jeune Turc de quatorze ans qui avait commis plus de soixante délits. Il est « sauvageon » né en Allemagne et dont les parents vivent en Allemagne depuis plus de trente ans. Il a finalement été expulsé à l'autonomie vers la Turquie. L'Allemagne, qui depuis la chute du mur de Berlin la plaque tournante de trafic des mafias de l'Est, a renforcé, en 1998, les pouvoirs de la police en lui permettant de pratiquer des perquisitions à domicile, ce qui a été pénal a été durci pour les étrangers aux personnes.

Mais un des sujets principaux de préoccupation des spécialistes de la criminalité des jeunes qui, les statistiques de la police allemande, expose. De 1994 à 1997, le nombre de jeunes communs par les mineurs de 14 à 18 ans a été multiplié par 3,3 selon l'Institut RFA, ce qui a fait que les jeunes de 18 à 21 ans a progressé de 80 %. La situation réelle ne serait pas catastrophique. Les victimes seraient plus nombreuses que les auteurs, mais la gravité des délits reculerait, seul un mineur de 21 ans sur 100 serait condamné devant les tribunaux à un an ou plus en prison.

Pour les Français habitués aux images des violences de banlieues, la progression de la criminalité de la jeunesse est peu perceptible. Composée de villes moyennes, l'Allemagne n'a pas de banlieues à la française. Dans l'ancienne RDA, à côté des quartiers cités-dortoirs dans des villes comme Magdebourg ou Rostock, il y a des quartiers assez hantés par des bandes de jeunes. La police est sur le terrain. Elle pénètre partout et surveille de près la population. « En Allemagne, c'est la population qui fait la police. C'est pour cela que les fils sont si gentils », explique un Français.

« Les Allemands mais nous n'avons pas les mêmes chances », analyse M. Pfeiffer, qui tire la sonnette d'alarme. « Une société qui refuse d'intégrer socialement les marginaux et d'aider les enfants défavorisés et maltraités finira par le payer très cher et dans la douleur », prévient le chercheur.

Si la classe politique tient un discours très répressif, la réalité semble globalement plus clémente. Elle varie selon les Länder qui disposent de leur propre justice et forces de police. L'Allemagne n'envisage pas de revenir sur son code des mineurs qui s'applique aux jeunes de 18 à 21 ans, peu mûrs ou qui ont commis une erreur de jeunesse. Il permet à des tiers des prévenus de moins de 21 ans d'échapper aux rigueurs du code pénal. Anja Rotzoll, responsable au ministère de la Justice, explique que le but reste de multiplier les médiations entre victimes et coupables, pour éviter « les stigmates d'une condamnation », « des sanctions plus lourdes conduiraient pas à moins de criminalité », estime-t-elle. L'objectif en revanche est d'accélérer les procédures judiciaires, qui durent de trois à six mois, afin que le jeune sache pourquoi il a été condamné.

Plus généralement, Ewald Bendel, directeur au ministère de la Justice, explique que pour les adultes, l'objectif est d'éviter les peines de prison définitives à six mois. Des sanctions de substitution comme des amendes ou la suppression du permis de conduire sont à l'étude. Les tribunaux s'engagent aussi à la lutte contre la criminalité, regroupant police, mairie, jeunes, Églises, services sociaux. « Nous proposons aux jeunes des formations complémentaires, mais nous leur apprenons aussi la ponctualité et le respect de la discipline », déclare Franck Goldberg, chef de bureau à la mairie de Francfort.

« Plus des quatre des Allemands sont à l'école au moins jusqu'à la troisième, n'ont pas subi de violences familiales et leurs parents ne sont pas au chômage, le revenu minimum d'insertion, ni au chômage. Seuls 22 % des jeunes Turcs ont bénéficié de ces conditions privilégiées. La deuxième génération d'étrangers grandit avec les mêmes exigences ».

« Les Allemands mais nous n'avons pas les mêmes chances », analyse M. Pfeiffer, qui tire la sonnette d'alarme. « Une société qui refuse d'intégrer socialement les marginaux et d'aider les enfants défavorisés et maltraités finira par le payer très cher et dans la douleur », prévient le chercheur.

Si la classe politique tient un discours très répressif, la réalité semble globalement plus clémente. Elle varie selon les Länder qui disposent de leur propre justice et forces de police. L'Allemagne n'envisage pas de revenir sur son code des mineurs qui s'applique aux jeunes de 18 à 21 ans, peu mûrs ou qui ont commis une erreur de jeunesse. Il permet à des tiers des prévenus de moins de 21 ans d'échapper aux rigueurs du code pénal. Anja Rotzoll, responsable au ministère de la Justice, explique que le but reste de multiplier les médiations entre victimes et coupables, pour éviter « les stigmates d'une condamnation », « des sanctions plus lourdes conduiraient pas à moins de criminalité », estime-t-elle. L'objectif en revanche est d'accélérer les procédures judiciaires, qui durent de trois à six mois, afin que le jeune sache pourquoi il a été condamné.

Plus généralement, Ewald Bendel, directeur au ministère de la Justice, explique que pour les adultes, l'objectif est d'éviter les peines de prison définitives à six mois. Des sanctions de substitution comme des amendes ou la suppression du permis de conduire sont à l'étude. Les tribunaux s'engagent aussi à la lutte contre la criminalité, regroupant police, mairie, jeunes, Églises, services sociaux. « Nous proposons aux jeunes des formations complémentaires, mais nous leur apprenons aussi la ponctualité et le respect de la discipline », déclare Franck Goldberg, chef de bureau à la mairie de Francfort.

Arnaud Leparmentier

## Désaccord sur les modalités d'application de la réforme des études supérieures

A L'ISSUE de deux journées de débats, lundi 25 et mardi 26 janvier, les membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser) ont voté l'examen du projet de « harmonisation européenne des études » (Le Monde du 26 janvier) ne sont pas parvenus à trouver un accord. Le différend concerne principalement le calendrier et les modalités d'application de la réforme.

L'essentiel de la discussion a porté sur l'intégration des diplômés étrangers dans les trois niveaux de l'enseignement supérieur. Les propositions de la ministre de l'Éducation nationale, Claude Allègre : la pré-l licence, à bac + 3, le « mastère » à bac + 5 et le doctorat à bac + 8. Les organisations ont également demandé des précisions sur la validation des nouvelles licences professionnelles et les

conditions d'accès aux « études supérieures ».

« Le principe d'une harmonisation européenne n'a pas été contesté, de nombreuses objections ont été opposées au rythme de mise en œuvre de la réforme. Tout au long des deux journées, les principales organisations d'enseignants (Snesup, SNES-FSU, SGEN-CFOT, Sup Recherche-FEN), de personnels (CGT), de parents (FCPE) et d'étudiants (UNEF-ID, UNEF et Promotion et Défense des étudiants), réunis en intersyndical, ont maintenu un front commun. Dans une déclaration adoptée peu avant la fin des travaux, elles se sont insurgées contre le calendrier imposé par le ministère. Pour des raisons d'affichage

politique à la veille des élections européennes, mais aussi en prévision du renouvellement des mandats d'une trentaine d'établissements, Claude Allègre envisageait une expérimentation des réformes dans les universités volontaires.

L'intersyndicale lui a opposé un refus catégorique : « Nous récusons la plus grande fermeté la mise en place sur la base du volontariat de quelque dispositif transformant les études supérieures ». L'intersyndicale craint que cette adoption prématurée « ne mette en cause le cadre européen des diplômes et l'égalité des étudiants dans les cursus ». Estimant que le processus de discussion ne peut être achevé, elle considère « qu'aucune application ne peut être réellement mise en œuvre avant la rentrée 2000 ».

### DÉPÊCHES

■ JUSTICE : Omar Raddad devait déposer, mercredi 27 janvier, la demande en révision de son procès auprès de la commission de révision du Cour de cassation. Condamné à dix ans de réclusion pour le meurtre de Ghislaine Marchal, dont il était le jardinier, il a été partiellement gracié par le président de la République en mai 1996, et a bénéficié d'une libération conditionnelle le 4 septembre 1998. Omar Raddad a déposé un document de quarante et une pages par des détectives privés. Son avocat, Jacques Vergès, assure que de nouvelles expertises graphologiques tendraient à prouver que l'inscription « Omar m'a tué » ne seraient pas de la main de Ghislaine Marchal.

■ ÉDUCATION : deux mille enseignants ont manifesté, mardi 26 janvier, à Paris, l'appel du collectif pour la démission de Claude Allègre, de la « coordination enseignante de Paris-Nord » et de l'« assemblée générale des établissements en grève de Seine-Saint-Denis », auxquels s'étaient joints les syndicats FO, SUD, SGA (autonome) et des représentants du SNES. Dénonçant « les visées néo-libérales » du ministre de l'Éducation, ils protestent contre le projet de réforme des lycées en cours d'élaboration. Par ailleurs, le collectif de grève dans l'enseignement professionnel, organisé par le Snetas-FSU, avait suivi 35 % des enseignants, selon le syndicat, mais seulement 6,88 % d'après les chiffres du ministère.

■ Les professeurs du collège-Jean Victor-Duruy (Paris 7<sup>e</sup>) ont annoncé avoir annulé le travail mardi 26 janvier afin de dénoncer « la mauvaise force » dont une enseignante a été victime. Des élèves ont enregistré à son insu le cours de leur enseignante diffusé ensuite, sans cependant que le nom de l'élève ou l'établissement soit dévoilé, sur la radio Skyrock, dans le cadre de l'émission Intermedia dont le but est de « piquer » une personne. Les enseignants dénoncent « la démagogie perverse » de certains médias qui encouragent ces pratiques indignes et manipulent les adolescents, amplifiant ainsi le climat de dénigrement systématique dont le corps enseignant est actuellement l'objet. Le but reste de multiplier les médiations entre victimes et coupables, pour éviter « les stigmates d'une condamnation », « des sanctions plus lourdes conduiraient pas à moins de criminalité », estime-t-elle. L'objectif en revanche est d'accélérer les procédures judiciaires, qui durent de trois à six mois, afin que le jeune sache pourquoi il a été condamné.

■ SANG CONTAMINÉ : le bureau national du PS a exprimé, mardi 26 janvier, sa « ferme solidarité » avec Laurent Fabius, Georgina Duflos et Edmond Hervé, dont le procès devant le Cour de Justice de la République doit commencer le 9 février. Selon Michel Sapin, secrétaire national aux entreprises et aux questions économiques, le bureau national « réaffirme qu'il ne comprend pas la confusion qui était entretenue par ce procès avec la responsabilité pénale, qui est une chose, et la responsabilité politique, qui en est une autre ». « Que les responsabilités politiques des uns et des autres puissent être mises en débat a ajouté le président de la région Centre, c'est le jeu de la démocratie. Que l'on en fasse une question de responsabilité pénale, c'est quelque chose de difficilement compréhensible. » « Donc, le premier secrétaire et le bureau national ont souhaité affirmer solennellement une solidarité pleine et entière vis-à-vis des trois ministres, et un particulier de Laurent Fabius », a conclu M. Sapin.

MATTHIEU Delberghe

لجنة من أجل



# Paris-Strasbourg, le TGV Est européen est lancé

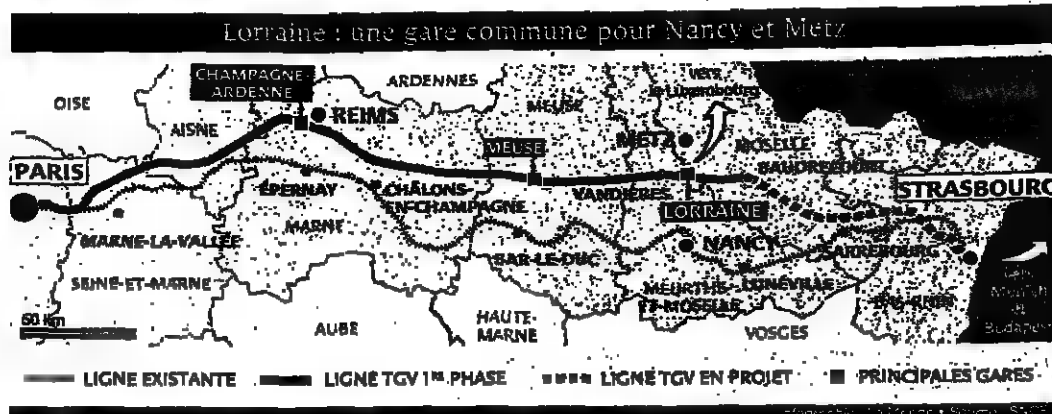
A l'horizon 2005, la capitale sera à 2 h 20 de l'Alsace, grâce à une ligne à grande vitesse prolongée jusqu'à Baudrecourt (Moselle). Ce choix provoque un surcoût de 2,5 milliards de francs, en partie à la charge des collectivités territoriales

L'ISSUE d'une table ronde réunissant les principaux cofinanciers, Jean-Claude Gassot, ministre de l'équipement et des transports, choisira le rendra public, vendredi 29 janvier, les contours définitifs du projet de la première phase du TGV Est européen et le plan de financement de cette ligne ferroviaire à grande vitesse, conçue voilà une dizaine d'années et qui pourrait être opérationnelle dans le second semestre 2005. Un « protocole d'accord » devrait être, à cette occasion, signé par les par-

Un rapport établi, il demande du ministre, par Christian Reynoy, ingénieur général et Chaussées, qui, pour préparer le terrain, a négocié la SNCF, RFF, France (RFF), collectivités territoriales contributrices, donne déjà une options qui seront finalement

tendre « moins » surtout plus aléatoire ». Pour ce qui le choix de l'extrémité orientale de la ligne à grande vitesse, le rapporteur préconise d'aller jusqu'à Baudrecourt (Moselle), une cinquantaine kilomètres plus l'est que Vandières (Meurthe-et-Moselle), située à 270 km de Paris, initialement retenue comme terminus. Vaires (Seine-et-Marne)-Baudrecourt fait franchir pas significatif vers le projet complet, souligne de Reynoy, à la fois dans la desserte de Strasbourg et la concurrence l'avion, en tant que TGV européen, en améliorant significativement - de plus d'une demi-heure pour Francfort - la liaison avec les métropoles allemandes. L'option Baudrecourt mettrait Strasbourg à 2 h 19 de la capitale, soit un intervalle de 3 h 56, actuellement, alors qu'une ligne s'arrêtant à Vandières ramènerait le temps du parcours qu'à 2 h 41.

Souhaitée par les collectivités par RFF, maître d'ouvrage,



Pour un surcoût de 2,5 milliards de francs par rapport à l'option Vandières, la construction d'une ligne à grande vitesse jusqu'à Baudrecourt (Moselle), à 320 km de Paris, mettrait Strasbourg à 2 h 20 min de la capitale.

ralonge kilométrique impose un surcoût évalué à 2,5 milliards de francs (380 millions d'euros) - 11 milliards de francs (3,17 milliards d'euros) au lieu de 18,3 - et, conséquemment, des concours publics plus importants (900 millions de francs). Ce surcoût est

« compensé par un intérêt socio-économique bien supérieur », dit le rapporteur.

Sachant qu'une première tranche de financement n'avait pu être bouclée grâce à un tirage au sort de l'actuel gouvernement - décidant de faire passer la participation de l'Etat de 3,5 à 11 milliards de francs -, le montage financier s'annonçait plus complexe. L'amplification des efforts des collectivités était loin d'être acquise, même si le rapporteur a identifié « les points ayant pour une importance particulière » et a souligné que la première phase apporte un progrès décisif. Ainsi, afin de faire bonne mesure de donner une cohérence à un projet d'infrastructure pour le Grand Est, le plan de financement prend en compte les demandes non exorbitantes des collectivités en prévoyant la participation de Champagne-Ardenne et Lorraine (entre Metz et Nancy),

l'acquisition des terrains la deuxième phase pour laquelle une provision de 11 milliards de francs, l'Etat, la région Lorraine, le département de la Moselle, la commune de Vandières, le conseil régional, dénoncent aujourd'hui le « chantage indécent » qui serait exercé sur l'Alsace, tandis que Roland Ries, maire (PS) de Strasbourg, suggère que le complément demandé soit versé sous la forme d'une « avance remboursable ». Les Alsaciens réclament unanimement l'annulation de la contribution de l'Etat de France et l'implantation des ateliers de maintenance en Alsace.

Si des arbitrages ultimes sont nécessaires, vendredi, c'est aux représentants de l'Etat de France - originaire ou destinataire de 80 % du trafic et qui, dans ce cas, bénéficie de subventions de l'Union européenne (2,1 milliards de francs, 320 millions d'euros), qui l'a placé à la quatrième place dans la liste des 14 projets prioritaires du réseau transeuropéen (RTE), et du grand-duché de

Luxembourg (800 millions de francs, 122 millions d'euros). L'objectif étant d'assurer à l'ensemble RFF-SNCF, qui a en plus grands risques en prenant en charge les éventuels dépassements des coûts, en s'engageant à hauteur de 4,8 milliards de francs, un « taux de rendement interne satisfaisant de l'ordre de 7,5 % ». Pour boucler le financement du projet, les participations des différentes collectivités locales monteront à 5,1 milliards de francs (780 millions d'euros), contre 3,5 précédemment.

A la veille de la table ronde décisive, les réticences s'expriment en Alsace, où la contribution initiale avait été promise, en 1990, sur la base de l'intégralité du projet TGV Paris-Strasbourg « en deux heures ». Adrien Zeller, président (UDF) du conseil régional, dénonce aujourd'hui le « chantage indécent » qui serait exercé sur l'Alsace, tandis que Roland Ries, maire (PS) de Strasbourg, suggère que le complément demandé soit versé sous la forme d'une « avance remboursable ». Les Alsaciens réclament unanimement l'annulation de la contribution de l'Etat de France et l'implantation des ateliers de maintenance en Alsace.

Si des arbitrages ultimes sont nécessaires, vendredi, c'est aux représentants de l'Etat de France - originaire ou destinataire de 80 % du trafic et qui, dans ce cas, bénéficie de subventions de l'Union européenne (2,1 milliards de francs, 320 millions d'euros), qui l'a placé à la quatrième place dans la liste des 14 projets prioritaires du réseau transeuropéen (RTE), et du grand-duché de

Robert Belleret

## Une dase d'intéressement pour les collectivités

Les participations de chaque région (conseil régional, conseil général, certaines grandes communes) devraient être les suivantes : Alsace : 2,05 milliards de francs (300 millions d'euros) au lieu de 1,5 milliard (225 millions d'euros) ; Lorraine : 1,7 milliard de francs (255 millions d'euros) au lieu de 1 milliard (150 millions d'euros) ; Champagne-Ardenne : 0,85 milliard de francs (130 millions d'euros) au lieu de 0,5 milliard (75 millions d'euros) ; Ile-de-France : 0,5 milliard (inchange). Même si, depuis le début de la décennie, les parts d'intéressement ont été divisées par deux, et si la durée d'emprunt s'est nettement allongée, l'effort financier demandé au RFF, maître d'ouvrage, est exceptionnel et doit s'appuyer sur une conviction de la part des collectivités locales, optimistes quant à l'avenir du grand chantier, ont souhaité qu'en contrepartie de leur contribution elles puissent bénéficier d'une clause d'intéressement qui, aux yeux du rapporteur, paraît « justifiée ».

**PREFECTURE DE LA COTE D'OR**  
**PLATE-FORME DE TRANSPORT COMBINE RAIL ROUTE DU SUD DJONNAIS**  
 - Création de la plate-forme bimodale (maître d'ouvrage RFF-SNCF)  
 - Aménagement des accès routiers (maître d'ouvrage Département de la Côte d'Or)  
 - Réalisation d'un diffuseur complet sur l'A31 (maître d'ouvrage SAPRR)

**AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETES PUBLIQUES REGROUPEES**  
 Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet, portant également sur la mise en compatibilité des P.O.S. de FENAY et du Syndicat Intercommunal de la Côte d'Or (S.I.C.O.D.I.) et enquête en vue de l'autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Par arrêté préfectoral du 18 décembre 1998, les enquêtes publiques regroupées, portant d'une part sur le caractère d'utilité publique du projet et la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols du Syndicat Intercommunal de la Côte d'Or (S.I.C.O.D.I.) et de la commune de FENAY, et d'autre part sur les demandes d'autorisation de travaux au titre de la loi sur l'eau, concernant les opérations menées par RFF-SNCF et par la SAPRR.

Le projet comporte trois opérations, consistant :  
 - à réaliser une plate-forme de transport combiné rail-route : la commune de PERRIGNY-LES-DUON (maître d'ouvrage Réseau Ferré - France)  
 - à aménager les accès routiers à la plate-forme bimodale, à la départementale n° 108 (maître d'ouvrage Société des Autoroutes PARIS-RHIN-RHÔNE)  
 - à créer un diffuseur complet : l'autoroute A31 et la départementale n° 108 (maître d'ouvrage Société des Autoroutes PARIS-RHIN-RHÔNE).

Du 25 janvier 1999 au 15 mars 1999, l'ensemble des dossiers soumis à enquêtes pourra être consulté :  
 - au siège du S.I.C.O.D.I. 12, rue de la République à FENAY  
 - au siège de la commune de PERRIGNY-LES-DUON  
 - au siège de la commune de SAULON-LA-CHAPELLE

**CHAMBERTIN, dans les conditions ci-après :**  
 - Mairie de PERRIGNY-LES-DUON : lundi et vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ; mardi, mercredi et jeudi de 14 h à 18 h ; samedi de 9 h à 12 h  
 - S.I.C.O.D.I. / GEVREY-CHAMBERTIN : lundi, mardi, mercredi et jeudi de 8 h à 12 h et de 13 h à 17 h ; vendredi de 8 h à 12 h et de 13 h à 16 h

**SAULON-LA-CHAPELLE, dans les conditions ci-après :**  
 - Mairie de SAULON-LA-CHAPELLE : lundi et mercredi de 9 h à 18 h 30 ; jeudi de 11 h à 12 h  
 - S.I.C.O.D.I. / GEVREY-CHAMBERTIN : au siège du S.I.C.O.D.I. / GEVREY-CHAMBERTIN : le jeudi 11 février 1999 de 16 h à 19 h ; le mardi 14 février 1999 de 18 h à 18 h 30 ; le mercredi 17 février 1999 de 18 h à 18 h 30 ; le samedi 20 février 1999 de 10 h à 12 h

Dans tous les lieux mentionnés ci-dessus, les registres d'enquête seront ouverts aux jours et heures indiqués afin de recueillir les observations du public.

Toutes observations relatives aux enquêtes pourront également être adressées par écrit au Président de la Commission d'enquête, au siège de l'enquête en mairie de PERRIGNY-LES-DUON.

**La Commission d'enquête est composée comme suit :**  
 - M. Daniel RUEZ, géomètre-expert, demeurant 19, rue de la République à MONTBELLARD (25200), Président  
 - M. Jean-Michel OLIVIER, directeur du Génie, retraite, demeurant 14, Grande Rue à VELARSUR-OUICHE (21370), membre titulaire  
 - M. Paul BOURGUET, ingénieur Civil, Mines, demeurant 39, rue de la République à FONTAINE (71150), membre titulaire  
 - M. Jacques GADREY, notaire honoraire, demeurant 23, rue de la République à DIJON, membre suppléant.

De plus, un membre de la commission d'enquête sera désigné par la commune de PERRIGNY-LES-DUON.  
 - le samedi 30 janvier 1999 de 9 h à 12 h  
 - le mercredi 10 février 1999 de 15 h à 18 h  
 - le vendredi 5 mars 1999 de 15 h à 18 h

**En mairie de FENAY :**  
 - le samedi 30 janvier 1999 de 9 h à 12 h  
 - le mardi 9 février 1999 de 16 h à 19 h  
 - le jeudi 4 mars 1999 de 15 h 30 à 18 h 30

Pendant une durée d'un an à compter de la clôture des enquêtes regroupées, les personnes intéressées pourront prendre connaissance des rapports et des conclusions de la commission d'enquête, soit aux mairies de PERRIGNY-LES-DUON, FENAY, SAULON-LA-CHAPELLE, soit au siège du S.I.C.O.D.I., soit à la Préfecture de la Côte d'Or - Direction des Actions Interministérielles - Bureau Equipement - Finances.

Les personnes intéressées pourront obtenir communication de ces documents en s'adressant au Préfet à l'adresse ci-dessus.

Le Préfet, François LEPINE

## Le « vrai » palmarès des régions

L'HISTOIRE d'une petite gaffe : 1 milliard de francs. Le 15 décembre 1998, Lionel Jospin découvre, à la lecture des journaux, que la Franche-Comté est la région « la mieux servie » par le Comité Interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), qui se réunit le jour même à Matignon sous sa présidence (Le Monde du 16 décembre). La Franche-Comté ne comptant pas moins de trois ministres, il n'en faut pas plus pour que le gouvernement soit soupçonné de clientélisme. Les autres régions se récrient. La Bretagne en tête.

Le premier ministre s'étonne, se tourne vers ses services. Et s'aperçoit d'une singulière erreur : il n'existe ni au ministère de l'aménagement du territoire ni à la Datar de récapitulatif par région des crédits alloués par l'Etat au CIAT. « Tout ce dont nous disposons, c'est d'une répartition des postes de dépenses par ministères », explique un membre du cabinet du premier ministre. C'était totalement illisible. Sur-le-champ, Matignon charge la Datar d'élaborer une note.

Or il apparaît que la plus choquée n'est pas celle qu'on pensait : 37 milliards de francs de crédits en 1998, et 120 en 1997, la Bretagne tient le record. Elle arrive en troisième position, juste après le Nord-Pas-de-Calais (170 millions) et la Lorraine (197 millions). Quant à la région la plus ministérielle, elle figure parmi les moins bien loties : la Franche-Comté reçoit 42 millions de francs sur trois ans, devant la Languedoc-Roussillon et le Limousin, parent pauvre, avec 2 millions de francs.

Le gouvernement a, en fait, mélangé des choux et des carottes dans la présentation du bilan du CIAT. D'un côté, il a récapitulé les crédits pour la reconversion des zones industrielles, le développement durable, sans ventiler le total par région. De l'autre, il a récapitulé les crédits pour le réaménagement de la vallée du Rhin. Le comité a eu effet validé plus de 1 milliard de francs de crédits sur six ans pour la zone à l'est de la Franche-Comté, la Bourgogne et l'Alsace. Une mesure qui n'est autre que la contrepartie promise par M. Jospin en novembre 1997 à Dominique Voynet après l'abandon du grand canal Rhin-Rhône qu'elle appelait de ses vœux. « Dominique savait qu'elle ne pourrait pas faire passer un milliard dans le prochain exercice au plan, explique un socialiste franc-comtois. Elle était favorable à une annonce à Matignon avec l'imprimatur du premier ministre. » L'absence de document global déclarant les crédits par région et le mépris du dossier franco-comtois ont amené le gouvernement à mettre sur la table des comptes distincts.

Il s'est mal communiqué sur la communication, reconnaît un membre du cabinet du premier ministre. « Nous ne pensions pas que le coup partait si vite sur la Franche-Comté », dit M. Jospin. « M. Jospin a donc dû se précipiter, lui-même, de faire établir la vérité des chiffres. Le 14 janvier, il a remis les véritables chiffres à Matignon, il a remis le « vrai » palmarès des régions. A charge pour lui de porter la bonne nouvelle.

Béatrice Jérôme

## Le concessionnaire de l'A 86 à l'ouest de Paris bientôt désigné

LE CALENDRIER du bouclage de la route à l'ouest de Paris s'accélère. La société Bouygues doit faire connaître, mercredi 27 janvier, ses propositions au nom du groupe Arys (Autoroute-routage Yvelines-Seine), dont le premier français des travaux publics est le principal actionnaire. Le même jour, le ministre des transports doit recevoir le rapport de la commission consultative du choix du concessionnaire pour la construction et l'exploitation de tunnels à péage destinés à relier Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) à Versailles (Yvelines).

Dans un communiqué, le ministre souligne qu'il souhaite que les garanties en matière de sécurité technique, juridique et financière soient réunies avant le choix d'un concessionnaire, en vue de l'établissement d'un nouveau contrat de concession conforme à l'intérêt général. Deux groupes sont candidats : la société Cofiroute, filiale de Bouygues, et le groupement Arys, dont Bouygues est le principal actionnaire et mandataire.

**PROJET TRENTENAIRE**  
 La construction de cette autoroute urbaine, programmée depuis près de dix ans pour relier le contournement de l'agglomération parisienne, devrait être le plus grand chantier d'Europe, puisque les travaux nécessiteront environ dix milliards de francs d'investissement (1,527 milliard d'euros). Dans un premier temps, elle avait été attribuée à la société Cofiroute, mais sans appel d'offres européen. C'est pour cette raison que le traité de concession avait été annulé par le conseil d'Etat le 20 février 1998. Les travaux avaient déjà débuté à Rueil-Malmaison. A quelques jours de la décision

du ministre, Bouygues a lancé des enquêtes publiques sur ses propositions. Le groupe qualifié de « véritable alternative pour l'A 86 à l'ouest ». Il propose de boucler l'A 86 en commençant par la construction d'un premier tunnel accessible à tous les véhicules, alors qu'il Cofiroute envisage de démarrer par un tunnel réservé aux véhicules légers. Le projet Bouygues-Arys intègre des aménagements pour la sécurité : il laisse une place à une éventuelle ligne de transport en commun. Enfin, il s'engage pour une concession d'une durée de 25 ans sur des tarifs de péage inférieurs à ceux en vigueur.

Ce jeudi 28 janvier que le président de la commission, Christian Brossier, ingénieur général des ponts et chaussées, rendra public le résultat des analyses.

Christophe de Chenay







هكذا من الداخل

MADAME C... a quatre-vingt-dix ans, est toute frêle son visage ridé

comme une pomme. Veuve de cheminot et retraitée des chemins de fer, elle habite depuis toujours un petit pavillon du 12<sup>e</sup> arrondissement de Marseille. Elle son malheur dans sa salle à manger brisée, devant ses bibelots de porcelaine et une horloge buffet en bois verni. Un matin d'octobre, elle partait faire ses courses en empruntant cette rue du Docteur Cauvin où tous les enfants allaient à la communale, quand elle vit arriver.

« Je vois un vélo avec deux types dessus. Je me dis : "Qu'est-ce qu'ils ont mauvaise allure !" celui qui pédalait avec sa casquette, penché sur son guidon, et l'autre derrière, comme un fanfaron. Je me suis dit : mon sac du côté du mur, j'en ai mis des enfants. Je dis toujours de faire - moi, j'y pense jamais -, j'entortille le sac. Et je me suis sentie tirée fort, j'ai reçu un coup de poing. Je suis tombée dans le caniveau. Je pouvais plus bouger, j'avais mal. » Le col de son t-shirt brisé, elle passera deux mois à l'hôpital en clinique de rééducation avant de retrouver son domicile, juste avant Noël.

La vieille dame arbore désormais un petit boîtier électronique blanc, pendentif. « Mes enfants sont tous ligés pour que je porte ça, dit-elle dans un éclat de rire. Moi, j'en voulais pas. » « Ça », c'est un petit boîtier électronique qui la relie, par l'intermédiaire du téléphone, aux marins-pompiers en cas de chute ou de danger imminent. « J'ai dit mes enfants : "Ça n'empêche pas de mourir", mais ils forcent quand même. » Un temps d'attente, un petit rire : « Remarque, ils ont raison. »

Des 150 francs volés, Madame C... n'a cure. Ce qui la mine, c'est que, depuis, elle n'a plus la tête sur les épaules : je deviens gaga, j'ai peur. Pour dormir, il me faut du Temesta, alors qu'avant j'avais jamais peur. Je prenais bus, je faisais mes courses. Je peux presque plus marcher : d'aller au bout de la rue et je suis fatiguée. Je serais tombée de moi-même, ça m'aurait pas fait le même effet : j'arrive pas à digérer ça », explique-t-elle. Quant à ses agresseurs, « m'a qu'ils étaient de la Grande Bastide, à côté, parce qu'on a retrouvé près de là, j'aurais voulu qu'on les punisse, parce que c'est impensable ce qu'ils ont fait, impensable ! Mais si on me demandait de les reconnaître, il faudrait que je sois sûre : il n'y a pas de raison d'attaquer des innocents. »

Madame V., elle, a quarante-neuf ans, vit du RMI : elle habite à Frais-Vallon, grand ensemble du 13<sup>e</sup> arrondissement qui a mauvaise réputation. Le 20 décembre, sonne chez elle. Imaginant que c'est la petite voisine, elle ouvre. En haut de l'escalier, une jeune femme blonde appuyée sur une béquille, « très jolie », insiste-t-elle, vient demander de l'argent pour le téléphone. Avant les fêtes, Mme V... veut faire un geste pour les déshérités. Elle s'apprête à donner quelques francs quand la jeune fille s'approche et frappe violemment au visage avec la béquille. Deux jeunes gens entrent alors, l'un cogne la tête de Mme V... contre l'escalier. Ils prennent le porte-monnaie sur la télévision et partent en courant. Depuis ? « Moi qui laissais toujours ouvert, je ferme à clé. J'ai des angoisses, je demande qui c'est, je me mets à pleurer pour un rien. J'ai tendance à croire qu'on me suit, je suis toujours à surveiller devant, derrière. » Sur les conseils de l'association pour l'aide aux victimes d'actes de délinquance (AVAD), Mme V... rend chez un psychologue : « Ça m'a beaucoup aidé, parce que garder son sang-froid, c'est pas trop bon : je lui parle de tout. Au début, je ne parlais que de l'agression. Maintenant, je lui parle de ma vie, de mes petits enfants, ça fait du bien. » « J'arrive pas à comprendre, j'arrive pas », répète-t-elle, cela semble traumatiser. Quand on lui a demandé de reconnaître les agresseurs sur photo, Mme V... a eu un doute. Elle pense qu'ils doivent être punis, mais refuse à impliquer des gens pour rien. »

Mme G..., une Algérienne de trente-cinq ans, est arrivée de son pays il y a un an et demi. Elle a, là,

**Pour les victimes d'agressions, une même question revient : pourquoi la violence s'est-elle soudain abattue sur eux. Ils en gardent un fort sentiment de peur, des blessures psychologiques et un besoin maladif de comprendre**

bas, assisté à des scènes épouvantables : vu frere tue. Par téléphone, elle raconte qu'elle a trouvé un appartement marseillais sans dessus dessous, en rentrant un après-midi, après avoir accompagné les gosses à l'école. Télévision, chaîne hi-fi, habits avaient disparu, et il fallait faire réparer la porte fracturée : cette seule dépense pesait lourd pour cette mère seule trois enfants. Elle ne dispose que des ressources de la Caisse d'allocation familiale et dit aussi gravement menacée par la brutalité de son mari. Elle est persuadée de connaître les auteurs du vol, mais elle préfère déposer plainte contre X... elle aurait trop peur de donner leurs noms dans ce quartier pourri, plein de Gitans et d'Arabes.

Mme G..., elle, s'est fait subtiliser une carte bancaire : elle avait remarqué que l'homme qui tenait le côté du distributeur était un peu « fanfreluche ». Il l'a regardée faire, l'a interrogée sur le fonctionnement de la machine et il a disparu. La carte bancaire et le code : un week-end, il a dépensé 17 francs de la pauvre Mme G... veuve et sans enfants, qui ne dispose que d'une petite retraite de l'armée. Désespérée, Mme G... a, de-

puls, « l'esprit ailleurs » : « J'ai pensé à me suicider », dit-elle, et les larmes lui coulent sur le visage. Elle a eu le mal du cœur, elle a pleuré, elle a pleuré, elle a pleuré. Heureusement, l'aide de la ville d'Aubagne, le soutien financier et psychologique de l'AVAD ont un peu écarté l'angoisse.

Mme D... est élégante, son manteau marron et ses cheveux dorés. Elle a eu le mal du cœur, elle a pleuré, elle a pleuré, elle a pleuré. Elle a passé la nuit à l'hôpital et a suivi une rééducation. Un après l'agression, elle a toujours « un peu l'œil aux aguets » quand elle sort. La peur, sur la rue où elle vit, elle dit seulement : « Les gens ne sont pas les malheureux qu'on dit : des voitures, des scooters et ils ne travaillent pas. »

Quant à M. T..., il a été attaqué à son travail, un magasin de vêtements à la mode du centre-ville, alors qu'il était seul à la boutique. Un groupe de jeunes gens rôdait autour des vêtements, il les a interpellés pour qu'ils sortent. Le plus âgé l'a alors brutalement frappé de la tête. Trois semaines d'arrêt de travail, un patron compréhensif lui ont permis d'apprivoiser la peur, comme la rencontre régulière avec un psychologue proposée par l'AVAD. Ce qui le taraude, lui aussi, c'est de comprendre pourquoi cela peut arriver. « Ces jeunes, c'est souvent la pauvreté qui les rend comme ça. Ils ont des envies, et ils doivent être exploités pour commettre de tels actes. » Féroce sagesse orientale et de lecture, il se demande comment éviter la délinquance de la jeunesse : qu'il voit « dans le monde entier, pas seulement à Marseille ». Et il cherche comment on pourrait aider - cette partie de la jeunesse - un peu malade dont la pauvreté intérieure se masque d'une apparence, et qui est attirée par l'étiquette.

Ces victimes manifestent en tout cas un désir premier : être prises en compte comme victimes. L'AVAD a une seule mission. Créée en 1983, subventionnée par l'Etat et financée par les collectivités territoriales, elle dispose de quatre assistantes sociales. La première chose que les gens demandent, c'est qu'on écoute », répète l'une d'elles, Edith Monsaingeon. Viennent ensuite les premières aides concrètes : remplir des dossiers de plainte, avancer un pécule pour refaire une suture. Les

sommes sont modestes, mais elles sont vitales pour les budgets familiaux et, surtout, elles réconfortent. Au cours des entretiens, les responsables de l'AVAD expliquent aussi ce qu'est la machine judiciaire. Ils sont ses lenteurs, sa rigueur, son effort de ne jamais mentir sur les chances qu'a une plainte d'aboutir ou de débiter dans la masse des délits identiques. Les assistantes sociales aident aussi à remplir ces dossiers d'indemnisation des victimes, qui peuvent aboutir à une réparation pécuniaire par la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions (CIVI). Quand le traumatisme paraît profond, elles conseillent une rencontre avec un psychologue.

Tous les services sont évidemment gratuits, et qu'il y ait des petites gens, méfiant vis-à-vis de toutes les institutions. La psychologue, Mme Magaud-Vouland,

**« Moi qui laissais toujours ouvert, je ferme à clé. J'ai des angoisses, je me mets à pleurer pour un rien. J'ai tendance à croire qu'on me suit, je suis toujours à surveiller devant, derrière »**

s'étonne de la rapidité avec laquelle ces victimes remplissent l'espace de parole et, très vite, parlent d'autre chose que de l'agression initiale. Souvent, la première entrevue, il est question d'un deuil, d'un divorce, d'un enfant parti. Pour elle, outre les bénéfices directs pour les patients, les séances permettent qu'aux « globalisations générales », par exemple, se substitue un discours plus serein qui permet d'imaginer un rapport différent avec les autres.

En 1997, l'AVAD aura ouvert 635 dossiers et effectué 1 603 entretiens, et un psychologue 100 consultations. Les chiffres sont en constante augmentation, mais il y a aussi l'accroissement de la délinquance que la justice peine à gérer. L'association, sous la direction de son secrétaire général, Jacques Calmettes, magistrat en activité, qui s'en occupe bénévolement, convient volontiers qu'il y a « de nombreuses victimes que nous ne savons pas contacter ».

Si l'échantillon n'a pas la valeur

statistique, il dit probablement une réalité sociale de la population victime : sur 23 personnes reçues par une assistante sociale de l'AVAD entre le 1<sup>er</sup> et le 31 janvier dernier, il y avait sept femmes, trois hommes, trois handicapés, trois chômeurs, un lycéen, quatre salariés, une femme au foyer et un commerçant. « Nous ne retenons que les pauvres », conclut-elle, frappée par la « survictimisation » des gens qui s'adressent à eux.

Est-ce que l'AVAD a-t-elle affaire à ceux que les services sociaux, premiers de ses pourvoyeurs, la justice ou la police lui amènent après des actes de délinquance reconnue. La violence quotidienne a pourtant bien d'autres visages : on en lit des témoignages dans un livre inédit réalisé par un groupe d'acteurs de la vie associative et animé par Zoubida Méguenil, présidente

de l'association de femmes. Interrogées par des gens très proches d'eux, les habitantes des quartiers difficiles à qui on demande de définir la violence, d'en dire les effets concrets, racontent la délinquance comme la première cause de leur mal-être. Ils s'agit parfois d'une dégradation, protectrice de la ou du quartier. Les habitants du quartier de la Busserine, quand elle dit : « La violence, ça ne me concerne pas, parce que dans mon entourage il n'y a personne qui se concerne par la délinquance. » A Sabrina, quatorze ans, il y a une histoire de violence, celle de Sabrina, quatorze ans, il y a une histoire de violence, quand elle dit : « La violence, ça ne me concerne pas, parce que dans mon entourage il n'y a personne qui se concerne par la délinquance. »

Massivement, les premières violences dénoncées sont celles de la méfiance quotidienne des administrations, des querelles de voisinage et des conflits familiaux de tout ordre.

Michel Foucault

PROCHAIN ARTICLE : 3. L'acte de violence qui inquiète les gens



2. VIOLENCES EN FRANCE

# Le désarroi des victimes



# Le combat anticolonialiste des Kosovars

par Alain Joxe

**L**E secrétaire d'Etat américain William Cohen a clairement expliqué, jeudi 21 janvier, que jamais les Etats-Unis ne soutiendront l'Armée de libération du Kosovo, l'UCK, dans sa revendication d'indépendance. Autant dire que la « police » de Slobodan Milosevic a le vert pour poursuivre des opérations contre la population civile, qui demeure officiellement sans protection de la part de l'OTAN.

Ainsi se referme un véritable piège stratégique sur la Force d'extraction qui doit voler au secours des inspecteurs non armés de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) en cas de menace serbe. Elle devait être là le non-dit quel que soit le résultat : l'extraction ne se fait pas sans combat, et ce n'est bien des opérations militaires, des « casques kaki », pas des « casques bleus ». Un risque d'affrontement militaire est en cas d'incident pouvait être envisagé et peser en dissuasion. Mais la dissuasion s'épuise d'un seul coup quand l'ennemi n'est pas censé être arrêté dans l'oeuf.

En proclamant un premier temps l'expulsion du chef américain de la mission OSCE William Walker, M. Milosevic a détruit la définition d'insécurité de la Force. Placé sous le commandement subalterne d'un général français, le dispositif d'extraction, c'est-à-dire d'évacuation, ne peut plus servir qu'à symboliser la défaite de l'Europe (de l'Union européenne comme de l'OSCE) face aux armées de Slobodan Milosevic. La mise en œuvre de ces troupes n'est envisageable que pour battre la retraite des inspecteurs devant la pleine souveraineté serbe restaurée sur le territoire libéré et le sonner l'ouverture du massacre.

Les valets d'armes, les militaires européens, sont déconfortés, lamentables, servent à montrer que seule la menace américaine fait frapper pour gérer le chaos milosévicien, y compris pour maintenir les inspecteurs de l'OSCE.

Bien entendu, on ne peut pas en vouloir aux Américains d'agir conformément aux principes stratégiques qu'ils ont proclamés publiquement et qu'ils tentent de mettre de manière transparente

après un débat démocratique : eux, jamais combattre la terre, dominer les alliés et les alliances par leur supériorité électronique, satellitaire et militaire.

Mais quelle nécessité mystérieuse oblige l'Europe à lier des dispositifs d'auto-paralyse et à des mises en scène qui font gratuitement la promotion de la stratégie américaine ? Le risque de compromettre à tout prix les Etats-Unis dans le guépion des Balkans ? Au prix d'une oblitération des intérêts proprement européens en matière de sécurité ? Ou serait-ce la « néotatisme » celui qui n'a pas besoin de la peur des « Soviétiques » pour s'exprimer tout simplement comme obéissance à l'Empire.

Supposons un instant que les Etats-Unis n'existent pas, ou qu'ils soient isolationnistes, ou qu'ils aient les mains prises au Mexique ou en Asie. Quelle serait l'analyse européenne de l'Europe, obligée de penser elle-même à sa sécurité ?

**Empêcher l'indépendance du Kosovo, c'est favoriser le massacre et l'exode. Une telle attitude est très déstabilisante pour l'Europe**

Est-ce que nous continuerions à penser que la République yougoslave, dominée par la Serbie de M. Milosevic, est un facteur de stabilité dans les Balkans ? Ou faut-il tout à fait empêcher l'indépendance du Kosovo ? Certainement pas. Ce discours est une simple contre-vérité et il cache donc un dessein insidieux : celui d'attirer les Américains dans le guépion.

Les diplomates européens tentent de dire que le respect de l'intégrité du territoire de la République serbe, c'est-à-dire, ici, le droit de Belgrade de tuer ses citoyens non serbes, est un facteur de stabilité. Mais l'histoire nous dit le contraire : c'est le martyre des Kosovars, systématiquement organisé par M. Milosevic lorsqu'il se sentait menacé, qui a amorcé toute la déstabilisation de la République yougoslave et qui pousse à la sécession de toutes les nationalités devant la perspective d'un nation-

nalisme agressif s'emparant des structures fédérales. Le respect des structures fédérales, au Kosovo, c'est précisément ce qui menace toute la région de déstabilisation, en raison des flux de réfugiés sur les Etats voisins de Macédoine et d'Albanie, bientôt de Grèce et de Bulgarie. Or, la Grèce est membre de l'Union européenne. Elle est en passe d'être coupée de toute communication terrestre directe avec l'Europe par le développement d'une zone de guerre perpétuelle. Ce problème typiquement européen qui devrait concerner le PESC (politique extérieure de sécurité commune) au premier chef est entre parenthèses par soumission aux critères américains qui s'imposent à l'entreprise de l'OTAN.

Empêcher l'indépendance du Kosovo, c'est favoriser le massacre et l'exode. Une telle attitude est très déstabilisante pour l'Europe. En outre, si on veut, comme on le dit, à la fois empêcher le

massacre et empêcher l'action de la résistance kosovar, combattre en somme sur tous les fronts, cela demande un effort bien plus grand que de faciliter l'indépendance.

L'UCK n'est pas très forte, mais elle s'appuie sur la population. Affronter les unités de police pratiquant le crime de guerre comme stratégie, lancer des actions commando réelles des troupes de Macédoine et des frappes réelles des troupes d'obstruction à la présence de l'OSCE, l'appui à la population kosovar, seraient des moyens plus efficaces que la menace d'attaques à l'arme chimique et d'attaques à la mise en scène de la déstabilisation civile de l'OSCE.

M. Milosevic, qui ne comprend que la force et qui veut peut-être, par ses excès, qu'on l'oblige à sortir de la République, entraîne la Serbie dans le désastre, se soumettrait à la réalité.

L'UCK n'est apparue, en désespoir de cause, qu'après huit années d'exactions fascistes systématiques du régime d'apartheid libéral par Slobodan Milosevic dès 1989, après la démonstration que la stratégie pacifique de M. Rugova, qui recueillait toutes les louanges de l'Occident humaniste, aboutissait à un nouveau massacre impuni.

L'UCK est évidemment une armée de libération nationale en lutte contre un régime étranger d'occupation particulièrement odieux, qui refuse à la minorité albanaise de Serbie, qui est la majorité albanaise du Kosovo, tous les droits à l'autonomie socioculturelle et politique qu'elle a toujours eus depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et qui font partie de l'héritage d'indépendance de l'Union européenne, de l'OSCE, de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Ce régime libéral récent est une guerre anticoloniale récente. Dans ce domaine, il existe une tradition tout aussi onusienne que celle du respect des souverainetés étatiques, qui n'est pas le respect de la souveraineté mais le soutien aux régimes anticoloniaux. L'indépendance du Kosovo n'est évidemment pas un jugement sur la survie économique autonome de ce territoire, ce n'est que la préalable politique à la réintégration économique dans un espace économique ou politique plus vaste, une nouvelle fédération balkanique que l'Europe aurait intérêt à penser et à promouvoir au lieu de laisser le seul discours de la frappe humanitaire américaine remplir l'avenir.

Il serait donc raisonnable pour l'Europe de soutenir le droit à l'indépendance du Kosovo, c'est-à-dire à l'autodétermination des Kosovars, et de prendre ouvertement parti contre la politique de l'Etat serbe, qui est la cause de la déstabilisation des Balkans. Les arguments juridiques ne manquent pas, ils sont d'une autre nature que ceux qui justifient la souveraineté territoriale des Etats. C'est la famille des arguments décoloniaux, qui ont leur légitimité à la fois pour les gauchistes et pour les

**Alain Joxe est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).**

## Un recensement top secret pour les chercheurs ?

par Jean-Philippe Damais et Yves Guermond

**C**'EST sur le point du recensement que repose la force de l'administration française, et c'est là où réside le déficit démocratique de notre pays. Un exemple en est donné par les conditions d'exploitation du recensement de mars. La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), qui est assez jeune lorsqu'il s'agit de la constitution des fichiers policiers, ou même des fichiers de listes d'adresses à des fins publicitaires, est au contraire très pointilleuse lorsqu'il s'agit de protéger la mainmise administrative sur le recensement, car la possession des données est un instrument de pouvoir.

L'accès aux données sociales urbaines extraites du recensement sera, par exemple, limité à des « quartiers fixes de deux mille habitants » délimités de façon arbitraire selon le seul impératif statistique. C'est à une époque où tout le monde s'inquiète de la différenciation sociale intra-urbaine, des fractures entre les différentes fractions de la ville, de l'existence d'espaces de marginalisation d'exclusion que l'on nous dit de donner les moyens d'investigation scientifique sur ces questions. Les politiques de logement suivies depuis le début des années 60 ont ajouté une marginalisation spatiale à une marginalisation sociale et il importe de mieux la comprendre plutôt que de chercher à l'atténuer ou à la diluer par une publication de l'information dans le cadre de circonscriptions statistiques arbitraires. Les analyses à l'échelle fine des villes urbaines (le pâté de maisons, le quartier) peuvent permettre de telles analyses.

Ces données (anonymes) à une échelle fine pourront être obtenues, mais une restriction de la CNIL, par les « aménageurs » (P) et « collectivités territoriales pour le territoire de leur ressort ». L'élargissement de cette possibilité aux chercheurs universitaires n'est pas prévu, sous le prétexte « de diffusion à caractère scientifique ». Les chercheurs universitaires ne sont pas prévus, sous le prétexte « de diffusion à caractère scientifique ». Les chercheurs universitaires ne sont pas prévus, sous le prétexte « de diffusion à caractère scientifique ».

Il n'y aura pas à craindre de débordements de la part de chercheurs universitaires trop curieux, et on sera sûr aussi que l'administration sera toujours mieux pourvue en données statistiques que des associations de quartier, des syndicats ou des organisations professionnelles qui ne pourront pas opposer que des raisonnements fondés sur des données incomplètes et imprécises. Ce système réussit pleinement depuis longtemps pour la « statistique d'impact », que personne, en conséquence, n'a jamais pu contester sérieusement.

Sur un plan purement scienti-

fique, la réglementation tatillonne maintient la recherche française en aménagement du territoire, comme la géographie des espaces urbanisés, dans le carcan des services de l'équipement, qu'ils soient nationaux, régionaux ou urbains, de mettre sur pied de nouvelles méthodes d'investigation scientifique, car ces méthodes ne peuvent voir le jour que par des approches comparatives. Si même des chercheurs universitaires ont la possibilité, localement, de collaborer avec des services, la réglementation de la CNIL impose que les bénéficiaires des dérogations pour l'accès aux données du recensement ne puissent ni communiquer les données dont ils ont pu disposer, ni rendre publics les résultats à une échelle fine qu'ils ont pu obtenir.

**Une réglementation tatillonne maintient la recherche française en aménagement du territoire, comme en géographie des espaces urbanisés, dans le carcan des poncifs administratifs**

La recherche sur les villes est donc muséifiée, la connaissance acquise est, au mieux, confinée au local. Ainsi s'écarterait la possibilité de comparaison d'harmonisation des exploitations scientifiques des résultats obtenus.

L'information, lorsqu'elle ne concerne que des données individuelles, n'est pas un bien qui appartient à l'administration. L'accès aux données publiques est un droit du citoyen. Au nom d'une prétendue « défense des libertés individuelles », que les chercheurs géographes ne mettent évidemment pas en péril, on cherche à confiner les laboratoires universitaires dans des domaines de recherche marginaux, le plus éloigné possible de la réalité exprimée par les données recueillies, dont une administration à la problématique floue cherche à conserver l'exclusivité.

Faudrait-il donc admettre que, s'il y a un recensement, ce n'est pas pour que la France se connaisse mieux, mais pour que les différents pouvoirs nous connaissent mieux ?

**Jean-Philippe Damais et Yves Guermond sont professeurs de géographie, respectivement à l'université Paris-XIII et à celle de Rouen.**

## Un test crucial

par Georges-Marie Chenu

**N**ON, les observateurs de l'OSCE au Kosovo ne sont pas innocents. Au contraire, ils ont accompli leur mission. Ils ont vu les corps des victimes du massacre commis le 16 janvier à Srebrenica et ils ont rendu compte. Ils nous ont fait découvrir l'horreur des violations du Kosovo. Grâce à eux, nous sommes tous avertis. En revanche, ce qui serait proprement scandaleux c'est que les gouvernements, qui les ont envoyés sur place, se refusent à émettre des communiqués indignés. Alors, oui, dans ce cas, les observateurs de l'OSCE deviendraient des voyeurs, impuissants et meurtris, comme le

seraient dans l'ancienne province autonome du Kosovo en contradiction flagrante avec les grands principes de l'Europe : non-violence à la personne, respect de la dignité de la personne, dialogue, solidarité, etc.

Il ne nous pouvons pas ne pas réagir lorsque la terreur est utilisée comme moyen de pouvoir pour contraindre certains habitants à partir de chez eux. La passivité n'est pas une qualité de notre part : refus de prévenir des guerres futures et refus d'assumer nos valeurs humanitaires. Nous refusons les menteurs, les hypocrites et les lâches.

Mais pour intervenir dans un

ger les civils pris dans un conflit national ou international, ce que tous les pays de l'OCDE, dont la Yougoslavie, ont reconnu, en 1991, « que les problèmes des minorités nationales... appellent l'attention de tous les pays... » n'étaient pas « exclusivement une affaire intérieure à chaque Etat ».

La nouvelle avancée serait d'accepter que ces engagements graves et répétés à ces engagements moraux entraînent en danger l'ordre international et justifient des réponses collectives. Tous les gouvernements n'effectueraient pas ce « saut qualitatif » : ce serait l'honneur de quelques pays à prendre cette initiative et d'agir en conséquence. Pourquoi pas la France, qui se fonde d'avoir une tradition en matière de droits de l'homme ?

Les prudents et les objecteurs qu'une intervention armée, même limitée, serait aléatoire, longue, coûteuse et dangereuse.

Il ne s'agit pas de tout régler au Kosovo, mais de dissuader les partisans du recours à la force et de leur garantir un espace de négociations lorsqu'ils y seront prêts, car ce sont eux qui décideront de l'avenir.

Pendant plus de quarante ans, la France et ses alliés ont entretenu un coûteux arsenal pour empêcher une guerre mondiale. A plus forte raison, ces pays peuvent mobiliser contre les guerres sur leur propre continent.

Quant aux dangers, ils sont réels et insurmontables de l'immense grande ambition. Mais que voulez-vous transmettre à nos enfants ? Des déclarations creuses ou de véritables raisons de vivre, « des cymbales sonores » ou des exigences réelles ?

En intervenant au Kosovo, nous mettrions en pratique une des

grandes leçons apprises en ex-Yougoslavie. Si des gouvernements européens, plus lucides et courageux que d'autres, avaient, dès 1991, profité des forces d'opposition autour de Vukovar, il n'y aurait peut-être eu le siège de Sarajevo, ni celui de Gorazde, ni les atrocités à Mostar, ni les tueries de Srebrenica, ni non plus celles de Racak.

**Georges-Marie Chenu est ancien ambassadeur et diplomate à la retraite.**

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### LA CORSE ET L'ETAT

Dans un récent courrier de lecteurs (*Le Monde* du 12 janvier), Marc Cianfrini, ancien militant du Parti socialiste, opposé depuis lustrés à la notion de peuple corse, ne reproche à l'ancien appartenance à l'ANC (Accolta nazionale corsa). J'ai quitté l'ANC il y a dix ans, mais lui donne volontiers raison sur son ancienne appartenance à l'ANC.

Il me semblait assez clair, à la lecture de ma libre opinion, que je condamnerais non seulement les dérives criminelles d'une partie du mouvement nationaliste, mais aussi les compromissions de l'Etat avec certains élus corse, parfois au grand banditisme. Non seulement je me suis opposé à la violence, mais j'estime que la clandestinité fut une gigantesque erreur du mouvement nationaliste.

Cela dit, ceux qui combattent aujourd'hui la dérive mafieuse se trouvent essentiellement dans le camp nationaliste, n'en déplaise à Marc Cianfrini, que je n'ai pas eu

le bonheur de rencontrer lorsque je dénonçais à la télévision, à la radio et sur le terrain toutes les formes de cancer qui rongent la société corse : le gangstérisme, les meurtres, pratiqués par une partie du mouvement nationaliste, le racket, politique ou non.

Quels qu'aient été les excès territoriaux d'une partie du mouvement nationaliste, il convient de reconnaître qu'ils furent encouragés par l'Etat qui prétend aujourd'hui rétablir un Etat de droit.

Je persiste à je signe dans la lutte pour la reconnaissance du peuple corse et la reconnaissance de sa langue. Les revendications qui restent d'une modernité frénétique. Les progrès enregistrés dans ce domaine l'ont été grâce à celles et ceux qui, tout en refusant la violence, n'ont pas confondu la fin et les moyens. La question corse perdure depuis des siècles au grand dam des gouvernants, mais surtout des Corses. Ne convient-il enfin de chercher à y apporter une solution en plaçant les Corses eux-mêmes devant leurs propres responsabilités ? A moins de considérer que la particularité des citoyens fran-

çais comme irréductiblement irresponsables.

**Gabriel Xavier Culioli**  
Montreuil  
(Seine-Saint-Denis)

#### SOIGNER L'ARGENT

Il y a treize ans, à l'hôpital, nous recevions un patient de plus de quatre-vingt ans par semestre pour un scanner. Actuellement nous en avons plus de deux par semaine. C'est l'honneur de la médecine d'avoir augmenté l'espérance de vie. L'Etat n'a plus d'argent, les représentants de la population doivent dire à dire quelle logique ils souhaitent. Il y a la décision de ne plus hospitaliser passé quatre-vingt ans ; d'autres, ou, passé un certain âge, les insuffisants rénaux sont dialysés à domicile ; non à l'hôpital. Nous, médecins, sommes là pour soigner. S'il n'y a pas d'argent pour soigner le monde, c'est à ceux qui ont choisi de représenter le peuple de le dire et d'assumer la responsabilité des mesures à prendre.

**Docteur A. Boudou**  
Lorient

victimes

هنا من الجاهل



# Le Monde

115, RUE CLAUDE-BERNARD - 69001 CEDEX 05  
Tél. : 01 42 17 21 21 - Télécopieur : 01 42 17 21 21  
Tél. relations clients abonnés : 01 42 17 21 21  
http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

## Le pape contre l'empire

**Q**UE n'avait-on loué, ces années 80, l'alliance entre Jean Paul II et le républicain Reagan ? Ne disait-on pas que Karol Wojtyła, théologien de la libération et des prêtres révolutionnaires d'Amérique latine pour obtenir le laïcat des États-Unis dans une déstabilisation de la Pologne communiste ? Ce « deal » est une légende, mais aujourd'hui il n'y a presque plus de communisme entre le président des États-Unis, le baptiste Bill Clinton, thuriféraire du culte de la nation individuelle et de la nation américaine, et ce pape qui, à Cuba il y a un an, hier à Mexico et à Saint-Louis, se fait le porte-parole des pauvres de toute la planète en lutte, jusqu'à l'effacement de ses forces, pour un nouvel ordre mondial basé sur l'éthique et la défense de la vie.

Tout d'abord, Bill Clinton éprouve-t-il pour Jean Paul II, le pape polonais, une admiration qui n'est pas feinte. Et le rôle historique des États-Unis dans la défense des droits de la conscience. Mais, dans le décalage de culture et de génération, des États-Unis et de la responsabilité mondiale de la grande puissance opposent les deux hommes. Qu'il s'agisse des bombardements en Irak, de l'embargo à Cuba ou de la politique de paix au Proche-Orient, les deux diplomates se distinguent. Le pape, dans sa diplomatie, est du Vatican. Et qu'il s'agisse de la peine de mort, de la banalisation de l'euthanasie, de l'avortement, demain, la société sur l'embryon, la société s'éloigne du catho-

## Convoitises et désillusions autour du Crédit lyonnais

**NY AURAIT-IL** pas de morale en affaires ? Quelques banquiers français posent la question avec le dossier du Crédit lyonnais. C'est, une fois de plus, le dossier du Crédit lyonnais qui leur inspire cette sombre réflexion. Il ne s'agit plus de pertes ou de stratégies qu'aurait commises la banque - au contraire, elle poursuit et confirme son redressement - mais de la privatisation et de l'attitude du gouvernement.

Ce dernier a décidé de vendre le Crédit lyonnais en Bourse, après d'un large public d'actionnaires individuels et institutionnels, après l'avoir doté d'un noyau dur composé uniquement d'actionnaires partenaires. Ne pourront y participer, selon les termes du cahier des charges en cours d'élaboration, que les établissements n'ayant pas de contentieux avec la banque publique ni n'entrant pas en conflit d'intérêts avec elle.

Ce faisant, l'État vient de faire de la banque publique l'élément clé, voire moteur, de la restructuration du secteur bancaire français. La banque, moribonde il y a quelques années, semble aujourd'hui en position, comme son président, Jean Peyrelevade, l'a toujours souhaité, de choisir son avenir : ses partenaires. Elle peut écarteler ceux qui lui conviennent pas, et M. Peyrelevade s'en est privé, balayant d'un revers de main la BNP ou la Société générale.

Le Crédit lyonnais se voit mieux scellant un partenariat avec le groupe Paribas, le parrainage de deux grands actionnaires, les Américains Axa et Allianz, et quelques autres, américains, japonais, espagnols ou italiens ou quelques industriels français amis. A l'avenir, le partenariat pourrait vivre sa vie à l'état, et se transformer en autres métiers, voire en transformation

mariage. Cette possibilité, cependant, ne l'exclut catégoriquement. Par même André Lévy-Lang, le président du directoire de Paribas, qui se montre pourtant bien peu enthousiaste lorsqu'il s'agit d'évaluer l'avenir de la banque à réseau. N'a-t-il pas repoussé la stratégie de la Société générale il y a plusieurs années, puis celles - renouvelées de fraîche date - de la BNP ?

Dans ses rêves européens les plus fous, le Crédit lyonnais, une fois uni à Paribas, s'imaginerait une banque étrangère amie, pourquoi pas allemande, afin de former, à parité, l'un des tout premiers groupes bancaires européens. « C'est irréaliste », déclarent les concurrents, qui pensent que la banque privatisée n'aura aucune chance d'être puis digérée par un établissement étranger. Mais, pour la banque publique, le schéma européen est le plan hain. Il permettrait au Crédit lyonnais d'éviter la facture qu'il craint d'avoir à payer s'il se rapprochait d'une autre grande banque à réseau française. Il permettrait à l'État de ne pas en porter la responsabilité, interrogé par les dirigeants du Crédit lyonnais, Dominique Strauss-Kahn, le ministre des finances, a de la façon refusé de l'endosser.

**PAS DE SOLUTION IDEALE**  
Après tout, pense-t-on à Bercy, le marché, si les grands banques privées libérales estiment qu'une restructuration de la banque à réseau, sur le mode AGF, n'est pas en prendre l'initiative lorsque le Lyonnais sera émancipé de la sphère publique. D'autant que les dirigeants de la Société générale affirment que le vieillissement des personnels bancaires, l'accélération des départs en retraite à compter de 2001 peut leur permettre de gérer en douceur la question sociale en cas de fusion.

S'il y a urgence, plaident certains, que ne travaillent-ils pas plus vite à un rapprochement BNP-Société générale, comme viennent de le faire les dirigeants des banques privées espagnoles Central Hispano et Banco Santander, qui ont annoncé leur fusion le 15 janvier ?

Rien ne peut empêcher davantage Daniel Bouton, le patron de la Générale, ou Michel Pébereau, celui de la BNP. Pourquoi leurs entreprises, qui n'ont pas commis toutes les erreurs du Crédit lyonnais, devraient-elles se sacrifier à l'autel de la restructuration, tandis que le Lyonnais s'en tirerait tranquillement ?

Sophie Fay

## Absence par Boucq et Jodorowsky



Après avoir coigné les deux tomes de « Face de lune » (Ed. Casterman), François Boucq et Alexandro Jodorowsky à nouveau leurs talents d'illustrateur et de scénariste pour le livre « Le Trésor de l'ombre », aux Humanoïdes associés.

## La France moisie

Suite de la première

Pendant quatre-vingts ans, d'autre part, une de ses composantes importantes et influentes a systématiquement menti sur l'est de l'Europe, qui a été le résultat de renforcer le sommeil hexagonal. New York ? Connais pas. Moscou ? Il paraît que c'est globalement positif, malgré quelques vipères lubriques.

Oui, finalement, ce XX<sup>e</sup> siècle a été très décevant, on a envie de l'oublier, d'en faire table rase. Pourquoi ne pas repartir des cathédrales, le Jean d'Arc, ou, à défaut, d'avant 1914, de Péguy ? A quel bon les penseurs et les artistes qui ont compliqué comme à plaisir, Helldigger, Sartre, Joyce, Picasso, Stravinsky, Genet, Giacometti, Céline ? La plupart d'ailleurs honteux, trompés, ont fait des œuvres incompréhensibles, tandis que nous, les moisies, sans bruit, nous avons toujours eu raison : le fond, c'est-à-dire la nature humaine. Il y a eu trop de bizarreries, de désordres intimes, de singularités. Revenons au sens, à la morale élémentaire, à la charité ordonnée commençant par soi-même. Serons les rangs, le pays est en danger.

Le danger, vous le connaissez : il rôde, il est insaisissable, imprévisible, ludique. Son nom de code est 68, dit Cohn-Bendit.

Résumé de sa personnalité, temps-ci : anarchiste mercantiliste, élite mondialisée, Allemand notoire, élite des médias, trublion, emmerdeur, Dany-la-Pagaille. Il a du bagou, soit, mais c'est une sorte de sauveur. Per-

sonne n'ose crier (comme dans la grande manifestation patriotique de l'époque anti-68) : « Cohn-Bendit ! Dachau ! », mais ce n'est pas l'envie qui manque à certains.

Le mot de Vitrolles, le Marignane. On se contentera, sur le terrain, de « pédo », « enculé », « bandit », la bonne tradition syndicale virile. « Anarchiste allemand », le soviétique Marchais. « Allemand qui revient des trente », s'exclame un ancien ministre gaulliste de l'intérieur. Il n'est pas chez nous, cela nous inquiète d'autant plus que le XXI<sup>e</sup> siècle se présente comme l'Apocalypse.

Le mois, en euro, est déjà plus un kopeck. Tout foutu, c'est la France de l'histoire, on nous pille, nous éliminer, nous pousser dans un asservissement effroyable. Et un rouquin de vert vient de Berlin ? C'est un comble, la famille a tremblé. Non, nous ne dialoguons pas, lui, c'est lui trop d'honneur. Quand on pense sérieux, responsable, un Bourdieu par exemple,

on rejette sa hauteur : une telle proposition. Le français des diplômes n'aura qu'à quelques aboiements chiens de garde. C'est tout ce qu'il faut au tant que manipulateur médiatique et agent dissimulé des marchés financiers. Un entretien télévisé, autrefois, Pierre, soit. Avec Cohn-Bendit, non. Mais le blasphème des sacristies, les salles feutrées du Collège de France. A la limite, on peut dîner avec lui : on porte le lourd poids du passé stalinien, ça diversifie le moderne. Nous, pluriels, ne l'oublions pas.

**VIEILLE LITTÉRATURE**  
L'actuel ministre de l'intérieur est sympathique : il a froid la mort, il revient du royaume des ombres, c'est « un miracle de la République », laquelle n'attendait pas l'annonce d'un quasi au-delà. Mais dans le ministère de l'intérieur, il faut aujourd'hui entendre surtout « intérieur ». C'est l'intériorité qui s'exprime, fantasmes, défenses, son vocabulaire spontané. Le ministre a des lectures, il est qu'est la « vidéo-

Philippe Sollers pour le Monde

## IL Y A 50 ANS, DANS le Monde

### Explorer la Nouvelle-Amsterdam

**POUR** la première fois depuis l'annexion officielle à la France, il y a trois quarts de siècle, l'île minuscule de la Nouvelle-Amsterdam, dans l'océan Indien, vient de connaître une occupation française d'une certaine durée : huit jours. La précédente, en 1870, avait été faite d'un malsinthe réunionnais, nommé Heurtin, qui prétendait s'y établir définitivement, mais y demeura en réalité moins d'un an. Quant à son dernier visiteur, c'est en 1931 que l'île l'avait reçu, en la personne du géologue Aubert La Rue, qui y débarqua à deux reprises, mais pour quelques heures seulement.

Cette fois-ci, en décembre 1948, deux Français - un fonctionnaire colonial de Madagascar et le directeur d'une société de pêche - ont élu domicile pour une semaine dans la grotte de lave où la mission Mouchez avait en 1870 laissé

André Blanchet (23 janvier 1949)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 LEMONDE  
Documentation : Minitel : 1417 code LEMONDE  
08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-79-30  
Index : microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : LEMONDE  
Adresse Internet : www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 01-42-17-29-33

**ASTRONOMIE**  
L'adresse Internet exacte du projet Héritage, qui doit permettre de découvrir les images prises par le télescope spatial Hubble (Le Monde du 12 janvier) est : http://heritage.stsci.edu

**LA GÉNÉRATION DE 98 EN ESPAGNE**  
Pour les amis de l'ignacio Zuloaga illustrant l'article de Ramon Chao sur « La génération de 98 » en Espagne (Le Monde du 2 janvier), nous traduisons la légende, en partie fautive, du catalogue du peintre par le Musée Zuloaga

**COUR DES COMPTES**  
Nous avons indiqué par erreur, dans Le Monde du 22 janvier, qu'à l'Opéra de Montpellier « les danseurs ne dansent pas », alors qu'il s'agissait en fait de l'Opéra municipal de Marseille.

de Zumaya. Le personnage assis face à la table, à gauche, portant béret, sa droite, le duc d'Albe, le peintre Pablo Urraça étant l'autre personnage portant béret, qui figure l'arrière-plan, debout à droite. Le torero de gauche, Antonio Sanchez.



**AGROALIMENTAIRE** Le numéro 1 français du secteur se porte bien : Danone a enregistré au cours de l'exercice 1998 une hausse de 7,1 % de son bénéfice net.

3,92 milliards de francs (598 millions d'euros), dans un environnement difficile marqué par les difficultés de nombreux pays émergents.

FRANCK RIBOUD, qui a pris la succession de son père, Antoine, à la tête de Danone, est parvenu à s'imposer et à redessiner les contours du groupe.

ACCUEILLI par son père, Antoine, à la tête de Danone, est parvenu à s'imposer et à redessiner les contours du groupe.

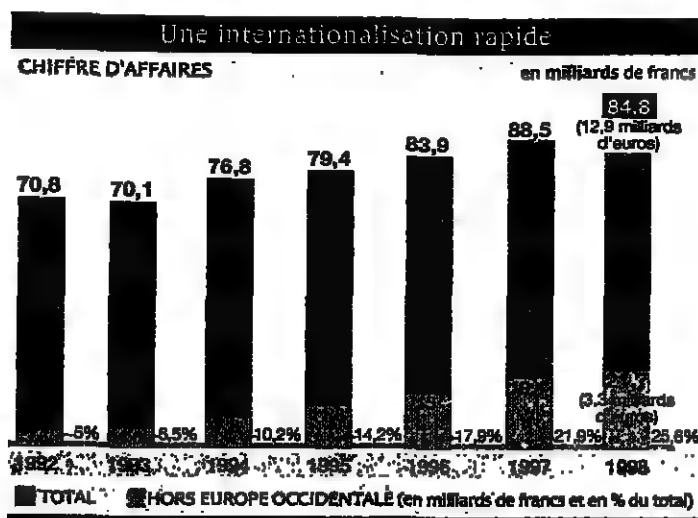
MOIS, Danone s'est délesté de la quasi-totalité de l'activité d'épicerie et de confiserie, qui comportait, entre autres, les marques Panzani, William Saurin et Carambar.

## Danone cherche à devenir une marque mondiale

En deux ans, Franck Riboud a réussi à redessiner les contours du numéro un français de l'agroalimentaire autour de trois pôles : les boissons, les biscuits et les produits laitiers. Les résultats 1998 confirment l'internationalisation et l'amélioration de la santé du groupe.

DANONE est de plus en plus rentable : son opérationnel pour 1998, rendu public mardi 26 janvier, atteint 11 % du chiffre d'affaires, l'objectif fixé par Franck Riboud en mai 1996. Ce résultat constitue une performance personnelle pour le nouveau dirigeant : le numéro un français de l'agroalimentaire n'avait plus atteint ce niveau depuis 1992. Recentrage du portefeuille d'activité de l'entreprise, réorganisation mondiale, développement à l'étranger, rationalisation des coûts : M. Riboud a privilégié le développement des activités les plus rentables à la réduction de l'ensemble. Les nombreuses opérations réalisées dans l'année ont baissé le chiffre d'affaires de 4 %. Mais le périmètre constant, les ventes ont en hausse de 4,6 %. Plus du quart de l'activité de Danone est désormais réalisée hors de l'Europe occidentale.

En deux ans à peine, Franck, le fils du charismatique Antoine Riboud, accueilli avec scepticisme, a réussi à se faire un prénom au sein du groupe. Il a gagné en crédibilité auprès des marchés financiers. Le titre a plus que doublé depuis son arrivée aux commandes. « Franck Riboud va clairement dans le sens des attentes du marché », confirme Sylvain Massot, analyste chez Morgan Stanley. L'opération de rachat d'Amul en Inde a été annoncée en septembre.



En dépit d'une internationalisation à marche forcée, Danone reste loin de Nestlé, qui réalise plus de 60 % de son activité hors d'Europe.

par le nouveau PDC pour protéger les intérêts des actionnaires à long terme. Les résultats pour 1998 sont aussi très satisfaisants. « Ce sont de bons résultats, surtout dans le contexte actuel », ajoute M. Massot. « Les changements de groupe ont impressionnés », explique encore l'analyste. « En l'espace de dix-huit mois, Franck Riboud a réussi à modifier la physionomie du groupe. »

Pour mener à bien cette transformation, le PDC a fixé trois objectifs prioritaires : tout d'abord un recentrage sur les trois pôles

d'activité les plus rentables du groupe, les boissons, les biscuits et les produits laitiers. En redessinant ainsi les contours du groupe, Franck Riboud cherche à ne pas laisser passer les activités de faible rentabilité.

En dix-huit mois, Danone s'est délestée de la quasi-totalité de son activité d'épicerie et de confiserie, à savoir, entre autres, les marques Panzani, William Saurin et Carambar. En 1998, pour plus de 1,5 milliard de francs (230 millions d'euros) de chiffre d'affaires ont été cédés. L'amélioration de la marge opé-

rationnelle d'ailleurs due, « pour le tiers », à un « mécanisme », ajoute Christian Laubie, directeur général du groupe : les activités cédées, moyennement rentables, avaient des opérations opérationnelles avoisinant 11 %. Logiquement, le groupe devrait abandonner les plats cuisinés Marie, les biscuits Générale Traiteur et quelques autres marques en Europe.

Toujours dans la perspective de recentrage, Franck Riboud a également initié, en 1998, un mouvement fort : l'abandon progressif de l'activité historique du groupe (autres BSN, l'emballage en verre). Il a, pour cela, mis au point un montage avec un partenaire allemand en 1997. Gerresheimer, les deux groupes ont mis en commun leurs activités dans une nouvelle entité, le groupe alimentaire devrait progressivement se désengager. Y compris l'emballage, le groupe ne garde plus que 14 % de son activité en verre. Ces deux stratégies, Danone les désorment les deux mondial des produits laitiers en bouteille, derrière Nestlé, mais aussi un des produits laitiers et des biscuits.

Deuxième grand axe stratégique : la recherche d'une taille mondiale. Les grands groupes agroalimentaires, Nestlé et Unilever, ont l'avance. Nestlé ne réalisait, en 1997, que 37 % de son chiffre d'affaires en Europe. A la même époque, Danone en était à 21 %.

82 %... Pour combler un retard, en 1998, le groupe français a multiplié des acquisitions majeures dans sept pays sur les continents américain, asiatique et européen.

Premier pôle stratégique : avoir bénéficié de la politique d'expansion, l'eau. Danone a acquis l'acquisition de trois usines en Indonésie, en Chine et aux États-Unis. « Pour prendre connaissance du marché, Danone acquiert une minorité d'un acteur local, puis augmente sa puissance. C'est une opportunité de tester les risques du marché », explique Christian Russo, analyste chez Salomon Smith Barney. Illustration de cette stratégie, lundi 26 janvier, Danone annonçait sa participation à la fabrication de produits laitiers argentins. Le groupe a passé de 31 % à 91 %. Le groupe a désormais 23,6 % de son activité hors Europe. Enfin, le troisième objectif est de s'appuyer sur des marques mondiales. Dans cette perspective, entre 1997 et 1998, nombreux produits sont passés sous le label Danone : République tchèque, en Pologne, en Slovaquie, en Hongrie, au Brésil, en Malaisie, en Chine et en Indonésie les biscuits de marque locales se sont vu apposer conjointement la marque Danone. Même procédé sur l'eau, au Canada (Crystal Spring), en Turquie (Hyatt) et aux États-Unis, où la marque Water, lancée en 1996, connaît un beau succès. Les produits laitiers au Canada (Dellis) et

en Afrique du Sud (Clover) ont subi le même sort.

Le groupe cherche ainsi à utiliser mieux l'image « santé » de Danone. « Un positionnement efficace », précise Marie-Claude Sicaud, consultante à l'auteur de La Métamorphose des marques (Editions d'Organisation). Environ 55 % de l'activité du groupe repose désormais sur cinq marques : Danone (30 %), Galbani (9 %), Lu, Kronenbourg et Evian. Cette concentration permet également d'augmenter le poids publicitaire sur chaque marque. Le budget du groupe dans ce domaine a augmenté d'environ 12 %.

Plusieurs autres restent cependant à relever. Sur le marché de l'eau, les ventes de géants Coca-Cola et Pepsi-Cola, et les nouvelles innovations aux années 1990 ont purifié les marchés émergents - devraient accroître sérieusement l'intensité concurrentielle. Le pôle biscuits, quant à lui, est moins rentable parmi les trois activités stratégiques (7,8 % de marge opérationnelle) et nécessite une attention particulière. « C'est un métier où le groupe a des positions incertaines », confirme Christian Laubie. Enfin, Danone améliore son image sur les marchés internationaux. « Aux États-Unis, l'entreprise a vu typiquement européenne », souligne Christian Laubie.

Laure Belot

### L'entreprise en chiffres

● Chiffre d'affaires : 84,848 milliards de francs (12,935 milliards d'euros) en 1998, en hausse de 4 % par rapport à 1997. Le périmètre égal, le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 4,6 %. Le résultat net s'est établi à 3,92 milliards de francs (598 millions d'euros), en hausse de 7,1 % par rapport à 1997.

● L'activité en 1998 : les produits allemands, français et espagnols (Stoerfer, La Farouille, BSN...), équivalant à un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs.

● Acquisitions en 1998 : en Asie, en Amérique et en Europe de l'Est, pour un total de 2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires.

● Secteurs d'activité : La contribution est de 8,2 % pour le pôle boissons, de 5,2 % pour le pôle produits laitiers frais, de 3,2 % pour les biscuits. L'activité la plus rentable est de loin le pôle laitiers (12,3 % de marge opérationnelle) devant les produits laitiers frais (11 %) et le pôle biscuits (7,8 %).

● L'activité : le périmètre égal, c'est la zone hors Europe occidentale qui a connu la plus forte croissance (+10 %), devant la France et l'Europe de l'Est (+3 %).

● LES STYLES des deux hommes : Christian Laubie, directeur général du groupe au sein de la branche Asie-Pacifique. Jan Benknin, Néerlandais et ancien de Danone, est le directeur des produits laitiers frais. Christian Russo, directeur de la branche Asie-Pacifique, est chargé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998 de la branche mondiale du pôle laitiers.

### Un changement de style de management

Les nouveaux arrivants, le directeur Simon Israël, un ancien de Danone, se trouve en charge de la branche Asie-Pacifique. Jan Benknin, Néerlandais et ancien de Danone, est le directeur des produits laitiers frais. Christian Russo, directeur de la branche Asie-Pacifique, est chargé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998 de la branche mondiale du pôle laitiers.

réduction des coûts est en cours. De nombreux achats ont été centralisés. Les sièges d'Evian et Volvic ont fusionné, le siège de VPSA (Vanille) a été transféré à Danone au profit de Lu. Quatre usines sont en cours de fermeture en France, les productions ayant été regroupées sur d'autres sites.

Autre nouveauté, le groupe travaille depuis deux ans avec un cabinet américain de conseil en stratégie de la création de « croissance rentable ». Chaque département du groupe (produits laitiers, biscuits, boissons) a entamé une réflexion pour identifier quels étaient les points qui pouvaient, hors acquisition, créer de la croissance en interne.

Laure Belot

### Total maintient ses investissements dans un contexte difficile

LE MATIN à Paris, l'après-midi à Bruxelles. Mercredi 27 janvier, Thierry Desmarest pour Total et François Legrand pour Elf ont présenté conjointement les résultats de leurs sociétés, un prétexte à la fusion qui sera effective dès que les autorités européennes auront donné leur avis. L'ensemble deviendra le numéro 5 mondial, derrière l'américain Exxon-Mobil, l'anglo-néerlandais Shell, le britannique BP et l'américain Chevron.

Malgré la faiblesse des cours du pétrole, le patron de Total montre résolument confiant en maintenant une « politique d'investissement dynamique » sensible à l'équivalence à celle des deux années précédentes. Le budget global est proche de 21 milliards de francs (3,2 milliards d'euros), contre 21,4 milliards en 1998 et 20 milliards en 1997, où les deux tiers étaient investis dans l'exploration production. Le montant est réduit de 15 % dans l'exploration, à 300 millions de francs (258 millions d'euros). Il est maintenu dans le développement, à 2 milliards de dollars (1,72 milliard d'euros).

chute de 34 % du prix du baril (Le Monde du 6 janvier), le résultat net du groupe français a baissé de 9 %, à 6,9 milliards de francs (1,05 milliard d'euros). Celui de son partenaire belge est demeuré quasiment stable (+0,9 %) à 23,1 milliards de francs belges (572,6 millions d'euros).

■ MISES QUE CONCURRENCE : Au moment où les grandes compagnies devraient annoncer une baisse moyenne de 35 % de leurs résultats, les deux entreprises exceptionnelles, le président du groupe ne cache pas sa satisfaction. « Nous résistons bien à la chute massive des cours du pétrole », affirme-t-il. Nous résistons à la chute massive des cours du pétrole, affirme-t-il. Nous résistons à la chute massive des cours du pétrole, affirme-t-il.

■ LA PRODUCTION, Total a une production de 5 %, supérieure à la moyenne. Le pétrolier rattrape sur les quantités d'huile et de gaz, le manque à gagner lié à la chute de prix. L'option prise par les deux ans de privilégier les très grands gisements d'hydrocarbures permet à la compagnie de mieux résister aux crises. Enfin, les concessions du Moyen-Orient, sécurisées par une marge de 10 %, offrent une protection à la baisse des cours. « Les hasards conjoncturels nous ont été plus favorables que pour la majorité de nos concurrents », se félicite M. Desmarest. Le groupe a profité dans le raffinage-distribution de son implanta-

tion en Europe, continent peu touché par la crise économique. De même, sa chimie de spécialités a bénéficié de la fermeté de l'activité dans le bâtiment et l'automobile. La contribution de ses trois branches aux bénéfices a été modifiée. La part du secteur amont (exploration-production) est revenue de 60 % à 40 %, celle du raffinage-distribution a doublé, passant de 20 % à 40 %, et la part de la chimie pétrolière a été maintenue à 20 %. Pour Petrofina, chacun de ses

résultats. Hors éléments récurrents, la rentabilité des produits du français s'est maintenue à 11 % et celle du groupe belge à 14 %. Celle du nouvel arrivant était de 12 %.

■ Le défi de 1999 sera de réussir la fusion Total-Petrofina pour qu'elle porte rapidement ses fruits », affirme-t-il. « Nous travaillons déjà à l'intégration des équipes. » Durant le premier trimestre, le groupe va

aller dans la mise en place de l'organisation.

■ LE RÔLE DU NUCLEAIRE : Pétrolier et gazier avant tout, Total s'intéresse également au nucléaire, par le biais de sa participation à 15 % dans la Cogema. En dépit des incertitudes en Allemagne, Thierry Desmarest est convaincu du rôle important du nucléaire dans le futur. Il n'exclut pas d'éventuels investissements dans cette industrie.

Dominique Gallois

### Timide retour à l'équilibre financier pour Boeing

WALL STREET a accueilli avec tiédeur le retour de Boeing à la zone bénéfices en 1997, après avoir vu en 1997 les premières pertes de son histoire. Mardi 11 janvier, le titre du numéro 1 mondial de l'aéronautique et de la défense a abandonné 1 dollar, à 35 dollars (30,1 euros). Les analystes expriment ainsi le sentiment que le géant de Seattle, confronté à d'importants problèmes d'organisation de sa production, n'a pas pu cueillir les fruits du « boom » de l'aéronautique civile - qui est en train de s'achever - sans pour autant être épargné par le ralentissement des marchés militaires.

A s'ajoute la difficulté, pour Boeing, d'intégrer les sociétés rachetées au cours des derniers mois, dont une division de Lockheed et, surtout, McDonnell Douglas. C'est cette boulimie d'acquisitions, réalisée en grande partie sur ordre du Pen-

tagone, qui explique les provisions pour restructuration passées en 1997, à la perte de 178 millions de dollars (153,4 millions d'euros). Pour 1998, le PDC de Boeing, Phil Condit, a pu annoncer mardi un chiffre d'affaires de 11,2 milliards de dollars (9,6 milliards d'euros), pour un chiffre d'exploitation de 56,1 milliards de dollars (48,4 milliards d'euros), à comparer à 45,8 milliards en 1997.

TOUJOURS DEVANT AIRBUS : L'industriel s'explique, a-t-il souligné, par la fin des goulets d'étranglement qui ont, pendant un an et demi, affecté ses usines d'assemblage d'avions civils, provoqué le mécontentement des compagnies clientes et, souvent, abouti au paiement d'indemnités pour retard de livraison. L'an dernier, Boeing a ainsi pu livrer 559 appareils (contre 374 en 1998), devan-

çant toujours son concurrent européen, Airbus.

Malgré cette amélioration, la rentabilité de l'aéronautique civile de Boeing reste extrêmement basse, et Phil Condit a dû payer au directeur de la branche, William Woodard, ces trop maigres résultats. Il a été remplacé par Allan Mulally, un ancien de la branche militaire, lors du dernier coup de Bourse sur le titre. Il a fin du mois de janvier 1998. Seul le maintien d'une rentabilité des opérations militaires et spatiales - 7,7 % de marge d'exploitation - a permis au groupe d'annoncer des résultats substantiels en 1997. Parmi les grands succès de l'année figure notamment celui de la Delta, portées par la forte demande de lancements de satellites civils et militaires.

L'équilibre financier par Boeing est fragile. Le groupe, qui a déjà revu à la baisse ses prévisions de

Anne-Marie Rocca

Handwritten note in Arabic script: "هذا هو الأصل"



## Malgré ses difficultés, le Matif ambitionne d'être le marché des produits dérivés en euros

Après les problèmes rencontrés en 1998, les prochains mois seront décisifs

La fusion envisagée du Marché à terme international de France (Matif) avec le Marché à terme options négociables de Paris (Monop) devrait lui

permettre de jouer son va-tout en 1999. Le marché français des produits dérivés est condamné, pour survivre, à réussir dans le nouvel environ-

nement créé par l'arrivée de l'euro, et tente de prendre de vitesse ses concurrents anglais (Liffe) et allemand (Eurex).

LA VOLONTÉ de la Bourse française (SBF) de stratégies et les résultats économiques de deux 100 %, Marché à terme international de France pour produits de (Matif) et le Marché à terme options négociables de Paris pour les produits d'actions et d'indices (Monop), pourrait préfigurer un rapprochement rapide de deux structures. Le Matif a vécu une année 1998 difficile (passage à l'électronique, effondrement des transactions et perte de près de 10 millions de francs). En revanche, le Monop a connu une année record (avec une hausse de 67 % du montant des primes échangées). Cette fusion devrait permettre de donner les moyens financiers au Matif de reprendre l'offensive en 1999. Car il est condamné, pour survivre, à réussir dans le nouvel environnement créé par l'arrivée de l'euro.

Le Matif a, en ce début de l'ère euro, un premier motif de satisfaction. Sur la partie courte de la courbe des taux, il a tout mis sur les produits dérivés sur l'Euribor (taux interbancaire à 3 mois en euro), contrairement à ses deux concurrents : le Liffe (à Londres) et

l'Eurex (à Francfort), qui avaient lancé simultanément les produits sur Euribor et Eurodollar (taux concurrent pour la zone Europe). En un mois, le Matif a tranché en faveur de l'Euribor, qui représente 80 % du marché des dérivés à l'échéance 10 ans. Et le Matif ambitionne de s'arroger la phare des marchés à terme européens, l'Euronotionnel (l'ancien notionnel) n'a pas réussi à combler son déficit face à son rival, le contrat sur le Bund allemand, négocié à Francfort. Un Matif après le lancement de l'euro, qui devait redistribuer les cartes, les volumes quotidiens moyens sur le Bund toujours dix fois supérieurs à ceux sur l'Euronotionnel.

### ACCORDS CROISÉS

Pour rattraper son retard, le Matif compte sur deux initiatives et une opportunité. La première initiative est de déployer largement les écrans (sur lesquels sont négociés les produits à terme français) à l'échelle mondiale. Actuellement, 500 écrans NSC sont opérationnels, 100 hors de France.

D'ici à la fin de l'année, le Matif a d'en avoir 1500, grâce aux accords d'accès croisés avec le MEFF espagnol, le MIF italien et le CME de Chicago. La seconde initiative est d'ouvrir le gisement de produits dérivés à l'échelle mondiale, aux obligations assimilables du Trésor (OAT) françaises, également aux obligations allemandes. En lançant des produits multi-émetteurs, le Matif veut jouer la carte du marché obligataire unifié de la zone euro.

Il se démarque ainsi d'Eurex, dont les produits reposent sur les seuls emprunts allemands. Une stratégie qui pourrait amener un nouvel incident de liquidité. En effet, le montant des positions prises par les opérateurs sur le contrat allemand est supérieur à celui des obligations d'Etat allemandes disponibles. Cette situation s'est déjà produite en septembre 1998, lorsque les positions en contrats allemands représentaient 300 % des obligations d'Etat allemandes disponibles. L'opération de cette anomalie occasionna de lourdes pertes pour quelques acteurs. Mais, contrairement aux prévisions, elle n'entama pas la suprématie d'Eurex. En tirant une leçon de cette

expérience, le Matif a décidé de ne pas se lancer dans des produits à terme sur les obligations d'Etat allemandes.

Enfin, le Matif espère convaincre les opérateurs de l'intérêt de sa gamme de produits positionnés sur l'ensemble de la courbe des taux : le euro (Euribor 3 mois, E-note 2 ans, Euro 5 ans, E-note 10 ans et E-note 30 ans). Le lancement de l'E-note 1 an, plusieurs fois reporté, devrait avoir lieu le 20 janvier. Il faut espérer qu'il rencontrera plus de succès que le lancement de l'E-note 5 ans et 30 ans, dont le liquidité est extrêmement faible. « Ce n'est pas grave », assure Samaran, directeur général du Matif. « L'avantage des négociations électroniques est que le lancement et le maintien de produits ne coûtent pratiquement rien ». Cela explique que le Matif a poursuivi sa stratégie de lancement de produits à terme sur les obligations d'Etat allemandes, en attendant que l'un d'eux retienne l'attention des investisseurs. Cela n'aura pas jusqu'à présent rien donné.

Enguerrand Renault

## Bogue de l'an 2000 : une PME sur quatre ne s'estime pas prête

Un sondage inquiétant réalisé par l'IFOP

A J-337, les inquiétudes commencent à grandir sur les conséquences de l'an 2000. Les PME sont mieux préparées qu'il y a six mois, mais une partie non négligeable d'entre elles rencontre des difficultés. C'est ce que révèle un sondage réalisé par l'IFOP pour l'Assemblée plénière de l'Association française des sociétés d'assurances (Afsa), groupement technique de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA). Un dirigeant de PME sur quatre estime que son entreprise pourrait être touchée par les conséquences du passage à l'an 2000. Ce chiffre a baissé - il était de 31 % il y a six mois - mais reste préoccupant. Comme il y a 250 000 PME, 250 000 d'entre elles pourraient connaître des problèmes. Parmi elles, 10 % ne sont toujours pas rassurées malgré les efforts déjà accomplis.

Pis, 35 % des responsables interrogés pensent que « la vie de leur entreprise pourrait être en danger », dès le 1<sup>er</sup> janvier (19 % au bout de 100 jours (6 % si des blocages ou dysfonctionnements graves affectaient tout ou partie de l'outil de production ou de gestion). Pour mémoire, une grande partie des PME du secteur des processus industriels viennent de ces PME. Or, les problèmes d'engorgement qui risquent alors de se poser, la FFSA estime que « les risques de défaillance en cascade sont grands, certains étant les plus touchés, comme le bâtiment ou l'agroalimentaire ». Dans ce contexte, « il faut prévoir des flots de secours pour les PME », avertit un spécialiste, qui rappelle que les PME sont l'un des piliers de l'emploi, de la production, de la croissance et de la stabilité. Or seuls 42 % des chefs d'entreprise ont prévu un plan d'urgence pour faire face aux imprévus. Il est 22 % des PME interrogées ne se sont préoccupées de l'an 2000 qu'à partir de 1998.

La prise en conscience de la gravité des retards est très inquiétante, s'inquiétaient parallèlement, le 20 janvier, les participants à un colloque organisé à l'Assemblée nationale. Certains députés ont interpellé les pouvoirs publics. « Les dirigeants français continuent de répéter que... va bien... en partant du principe qu'ils n'auront pas à se substituer aux agents économiques », soulignait le député André Santini (UDF, Hauts-de-Seine).

Les grands groupes se préparent plus tôt mais leur situation est contrastée. Ils ne seront pas tous prêts. L'impact de l'an 2000 pourrait coûter entre 0,2 et 0,5 % du PIB, selon les estimations de certains conjoncturiers français. Les analystes financiers américains commencent, à ce sujet, à exercer une certaine pression sur les groupes cotés chez eux. Ils pourraient avoir la même attitude envers les groupes européens.

Les sociétés européennes de bourse, s'attendent aussi à gérer un afflux de réclamations (Le Monde du 19 janvier). « L'an 2000 n'est pas un problème, mais il est un défi », a déclaré un responsable d'une des compagnies d'assurance. Si les Britanniques refusent le plus souvent de se

### La France à la traîne sur l'euro

Les économies allemande et italienne sont plus avancées que leur conversion à l'euro. Selon une récente enquête réalisée par la IBM, après de 330 grandes entreprises privées et publiques, 43 % des sociétés interrogées en France ont achevé la première phase de leur préparation, contre 51 % en Italie et 48 % en Allemagne. En Espagne, la proportion est de 40 %, au Royaume-Uni, de 35 %. D'ici à 1999, IBM estime que les dépenses informatiques liées au passage à l'euro monteront à 30 milliards dans les cinq pays observés. Ce sont les secteurs de la banque et de la finance qui se disent les mieux préparés (70 %).

Le passage à l'euro est une aventure, les Américains ont une position assoupie tandis que les assureurs français sont, eux aussi, plus réservés. C'est souvent du par cas. La FFSA a mis en place une plate-forme d'experts pour gérer les réclamations tout en évitant les goulots d'étranglement. Tant les contentieux risquent d'être nombreux.

Pascal Santi

\* Sondage réalisé du 6 au 11 janvier auprès de 701 PME. L'impact de l'an 2000 est de 10 à 250 salariés de tous secteurs répartis sur l'ensemble du territoire.

## L'action Air France vaudra entre 12 et 14,2 euros

LE GOUVERNEMENT a annoncé, mardi 26 janvier, le lancement de l'opération d'ouverture minoritaire du capital d'Air France. Dans un communiqué commun du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministère de l'équipement des transports et du logement, il est précisé que « cette opération permettra à l'entreprise publique de se doter des moyens financiers indispensables pour aborder une nouvelle phase de conquête et de développement ». Si les conditions du marché le permettent, il sera procédé à la mise sur le marché de 32 millions de titres, soit un total de 184 millions détenus par l'Etat, soit quelque 7,91 % du capital. A cette part de capital cédée par l'Etat devraient s'ajouter plusieurs participations détenues par plusieurs entreprises publiques comme la SNCF ou le Consortium de réalisation (CDR).

En outre, les salariés et les retraités d'Air France et de ses filiales bénéficieront d'une offre à des conditions privilégiées concernant 10 % des titres, et pouvant être portée à 15 %. Aux termes de l'accord signé par les personnels navigants sur l'échange salaire contre actions, une fraction de l'ordre de 7 % devrait revenir aux pilotes.

Les banques chefs de file de l'opération, Société générale et Crédit agricole-Indosuez, ont indiqué que le prix des actions cédées aux investisseurs institutionnels devrait être compris dans une fourchette comprise entre 12 euros (78,71 francs) et 14,2 euros (93,15 francs). Ce

prix valorise la compagnie entre 15,4 et 18,2 milliards de francs. Il devrait rapporter entre 2,7 milliards et 3,16 milliards de francs (41,2 à 42 millions d'euros) au gouvernement. L'Etat conservera, dans un premier temps, environ 63 % de l'issue de l'ouverture du capital, 37 % à la fin de l'année, quand les salariés qui détiennent des bons de souscriptions d'actions les auront exercés. Une distribution gratuite d'actions, ultérieurement, fera tomber la participation de l'Etat à 55 %.

### COTATION LE 22 FÉVRIER

La période de préplacement de l'offre sur le marché pour les institutionnels devait débuter mercredi 27 janvier, et doit durer jusqu'au mardi 1<sup>er</sup> février. La première cotation prévue le lundi 22 février. Les particuliers pourront également, ces deux dates, réserver des actions Air France à bénéficier, dans l'hypothèse, d'une allocation préférentielle ainsi que d'une décote par rapport au prix arrêté pour les institutionnels. Les particuliers devront, en outre, réserver des titres pour l'offre à prix ferme pour un montant minimum de 500 francs (76,22 euros) et bénéficieront pour l'offre à prix ferme d'une priorité d'achat jusqu'à 8 000 francs.

Le lancement de cette opération est un terme à une longue période d'incertitude. Dans un premier temps, le scénario d'une privatisation avait coûté son poste à Christian Blanc, prédécesseur de Jean-Cyril Spinetta au poste de PDG de la compagnie. Le gouvernement de

Lionel Jospin s'était finalement rallié à l'idée, et avait annoncé le principe d'une ouverture minoritaire du capital le 23 février 1998. Mais, prévue pour le mois de juin, elle a été retardée par la grève des pilotes, et les sous-braquets qu'ont connus les marchés financiers à l'été.

La « fenêtre » dont bénéficiait le gouvernement n'était pas très grande : il fallait que l'entreprise puisse bénéficier des bons résultats affichés au premier trimestre de l'exercice en cours, en dépit de la grève des pilotes au mois de juin, et de la « rentabilité restaurée ». L'a appelé le PDG de l'entreprise mardi 27 janvier, devant la presse et les analystes. Il fallait également profiter de l'amélioration de la conjoncture aérienne et prendre de vitesse les opérations prévues pour juin, à l'issue de la deuxième phase de la privatisation d'Alitalia, et d'Espagne pour Iberia.

Pour convaincre les futurs actionnaires, Jean-Cyril Spinetta a précisé, mardi matin, qu'ils avaient quatre bonnes raisons d'investir : « un potentiel de croissance dû au développement du hub de Roissy-Charles-de-Gaulle, une position dominante sur le premier marché domestique européen, une alliance globale en cours de constitution avec Delta ou American Airlines, dont le choix devrait intervenir cette année, ainsi qu'une amélioration de la rentabilité ».

François Bouthier et Emmanuel Paquette

## Grève à France Télécom et projet d'accord dans la chimie

France Télécom : jets à faire contre le PDG, Michel Bon, lundi soir à Rennes, grève le mardi 26 janvier suivie par 27 % des effectifs selon la direction, et près de 45 % selon SUD... Quinze heures après l'ouverture de son capital, le climat social se dégrade à France Télécom. A l'origine de ce malaise : les 35 heures. La direction a décidé de répéter que la concurrence la contraindrait à réduire ses effectifs de 2,5 % à 3 % par an pour 1998 et 1999. Un texte remis en décembre 1998 aux syndicats a fait l'unanimité contre lui. Il prévoyait, entre autres, que la plage « normale » d'ouverture des services était de 7 heures à 21 heures du lundi au samedi. La direction, qui prévoyait de parvenir à un accord rapide, a dû déchanter. « Copie à revoir », a commenté la CFTD dans un tract mi-janvier. Localement, des sections CFTD, FO, CFTC ou CCC se sont jointes à l'appel à grève lancé mardi par SUD-PTT et la CGT, et la direction a annulé la séance de négociation prévue le 30 janvier. Même les syndicats plus modérés reconnaissent que le climat se dégrade du fait de la réorganisation de l'entreprise. La direction peut faire valoir que cette grève

est une première depuis dix-huit mois et que 1998 a été particulièrement calme.

Chimie : les négociations sur les 35 heures se sont achevées mardi 26 janvier dans ce secteur qui emploie 250 000 salariés. Le parrain a soumis un accord aux syndicats. La CFTD a émis un avis favorable mais réservait sa réponse jusqu'au 27 janvier. La CGC hésite, la CGT, FO et CFTC le signeront pas. Le 35 heures permet l'annualisation des horaires, la réduction du temps de travail traduit par des jours de repos supplémentaires. En 1998, d'annualisation, le seuil maximal hebdomadaire baisse de 46 à 42 heures, les horaires annuels baissent de 35 heures, qui ramènent le temps de travail effectif hebdomadaire à 34 h 15. Le contingent d'heures supplémentaires est fixé à 110 heures, porté à 150 heures durant deux ans et ramené à 100 heures en cas de recours à l'annualisation. Par ailleurs, les signataires souhaitent que l'entreprise s'efforce de maintenir globalement le niveau de rémunération.

Peugeot : la CGT a appelé, mardi 26 janvier, à un arrêt de travail Peugeot-Sochaux pour lundi. Le syndicat, majoritaire dans le collège ouvrier, proteste contre l'accord sur 35 heures proposé par la direction de PSA (Le Monde du 24-25 janvier). La CGT s'oppose notamment au travail obligatoire du

samedi, à la flexibilité et à l'annualisation.

Alstom : la CFTD a demandé, mardi 26 janvier, dans une lettre ouverte au PDG Louis Schweitzer, de « survenir à la mise en œuvre d'un système de déclaration individuelle » des horaires de travail qui doit débiter le 1<sup>er</sup> février. Elle menace de porter l'affaire devant la Justice. Selon la direction, le système de déclaration individuelle, qui va être mis en place « à titre expérimental », le fruit d'une « longue concertation » avec les syndicats et l'inspection du travail. Il concernera les employés, techniciens et agents de maîtrise ainsi que les ouvriers, en attendant que la négociation globale des 35 heures, qui doit débiter le 2 février, ne traite de la question du temps de travail de l'ensemble des salariés de Renault.

Alstom : après la conclusion d'un accord sur la réduction du temps de travail, deux syndicats (Le Monde du 27 janvier), les syndicats de la branche, ont annoncé, mardi 26 janvier, la rupture des négociations sur la réduction du temps de travail. Ils souhaitent que la mise en place des 35 heures se fasse « sans perte de pouvoir d'achat, sans gel, ni blocage des salaires », et qu'elle génère une hausse des effectifs de 6 %.

Stéphane Lauer et Frédéric Lemaître

## La Chine réaffirme sa volonté de ne pas dévaluer

### PÉKIN

La Chine n'entend pas dévaluer le yuan. Démentant les rumeurs qui avaient affolé les marchés au début de semaine, le gouvernement de la Banque populaire de Chine (banque centrale), Dai Xianglong, a officiellement confirmé, mercredi 27 janvier, lors d'une conférence de presse, ce que d'autres responsables s'étaient efforcés de marteler depuis deux jours, à savoir qu'il n'était « pas nécessaire » que Pékin dévalue la monnaie nationale. Les réserves de changes de la Chine (117 milliards de dollars, soit 125 milliards d'euros), a-t-il précisé, assurent une « base solide » à la stabilité du yuan.

M. Dai, une déclaration d'autant moins envisageable qu'elle pénaliserait les investisseurs étrangers en Chine, a déclaré la dette du pays et nuirait à la stabilité des marchés asiatiques. Seuls un « déséquilibre » de la balance des paiements et un renchérissement « important » des exportations chinoises, a-t-il conclu, pourraient éventuellement inciter Pékin à changer d'avis.

Tout aussi attendues étaient les prévisions de la Banque mondiale sur le système bancaire chinois. Le gouvernement de la banque centrale a réitéré la volonté d'assainir un secteur dont l'opacité alimente de nombreuses inquiétudes à l'étranger. Un communiqué où la Chine a présenté certains analystes

comme le prochain domino de la crise des économies émergentes.

Dossier le plus « chaud », la monnaie internationale Trust and Investment Companies (ITIC) ont réaffirmé ou plutôt « rectifié ». Depuis la mise en faillite de ITIC de la province du Guangdong, le secteur à la veille d'un chamboulement. M. Dai a confirmé que ces 239 établissements financiers non bancaires, qui ont cumulé - au grand désappointement de Pékin - une dette étrangère de 8 milliards de dollars (10 milliards d'euros), feront l'objet de « fusions ».

RÉFORME DU SYSTÈME BANCAIRE. Il n'a toutefois fourni aucune indication précise sur l'ampleur de cette cure d'amaigrissement. Il a même donné le sentiment que la purge serait moins ambitieuse que certains observateurs ne l'avaient annoncé : le scénario d'une réduction drastique du nombre des ITIC à quarantaine avait circulé.

La réforme du système bancaire est maintenue sur ses rails. En 1998, le gouvernement s'était employé à recapitaliser les quatre grandes banques ITIC par la mise d'un montant de 32 milliards de dollars (27,5 milliards d'euros). L'objectif était de relever le niveau de l'époque (2,8 % au 1<sup>er</sup> janvier) retenu par la Banque de règlements internationaux (BRI).

Cette injection de capital a précédé la réorganisation institutionnelle. Depuis le début de l'année, les structures de la Banque centrale ont été refondues : de casser les liens entre les antennes provinciales et les bureaucraties locales, Pékin a mis en place neuf banques provinciales censées s'affranchir de l'interférence politique. Surtout, le gouvernement veut apaiser les inquiétudes étrangères quant au montant des créances douteuses (près de 100 milliards de dollars, soit 20 % du total des encours de source officielle et 10 % et 20 % par des analystes étrangers).

S'inspirant de la manière dont avait été réglé l'endettement des caisses d'épargne américaines, les banques chinoises ont mis en place des structures de défiance ayant vocation à racheter aux banques les mauvais prêts. Ces entités se financent en émettant des obligations bénéficiant de la garantie de l'Etat avant de chercher à récupérer auprès des emprunteurs un montant d'actifs. La formule est séduisante, mais risque de s'enliser si la machine à produire des mauvaises créances continue à fonctionner à un moment où, pour des raisons de stabilité sociale, les banques d'Etat repoussent l'instruction et la distribution de crédits à des entreprises publiques quasi in-

Robert Bobin



## COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 28 JANVIER 1999

## La presse de télévision entre Internet et les bouquets numériques

Sur un marché saturé, dont le chiffre d'affaires est en léger recul depuis deux ans, les principaux groupes de presse magazine sont à la recherche de formules nouvelles pour pallier le déclin de la plupart des hebdomadaires de programmes

C'EST LE POIDS LOURD de la presse magazine française, un élément stratégique pour quatre grands groupes : Hachette, Hérault, Prisma Presse et Emap. Douze millions de personnes achètent chaque semaine un hebdomadaire de télévision, soit 620 millions d'exemplaires et plus de 160 000 tonnes de papier par an. Mais ce poids ne suffit pas à garantir la rentabilité des résultats des suppléments des groupes de presse. Hachette (TV Hebdo), distribués par les quotidiens, qui représentent respectivement environ 11 millions et 10 millions d'exemplaires. Ces suppléments quadrillent la France depuis que Ouest-France a choisi celui du groupe Hérault et La Nouvelle République du Centre-Ouest celui d'Hachette, entraînant une perte estimée à 150 000 exemplaires pour l'ensemble des hebdomadaires de télévision.

La presse de télévision représente un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs (610 millions d'euros) - chiffre qui compte les suppléments d'Hachette et d'Hérault - soit un cinquième de celui de la presse magazine. Selon les statistiques du Service juridique technique de l'information et de la communication (SJT), ce chiffre a reculé de près de 5 % en 1998, une diminution sensible surtout sur les ventes, qui constituent les trois quarts du chiffre d'affaires.

Les titres ont aujourd'hui le plein de leur diffusion. Selon Diffusion-Contrôle, la diffusion totale des hebdomadaires reste

en 1997. Dans ce marché difficile, les journaux sont confrontés à un bouleversement du paysage audiovisuel, avec le développement du câble et du satellite et l'arrivée de nouvelles chaînes.

Après avoir perdu près de 400 000 exemplaires en dix ans, TV 7 jours, le numéro un de la presse de télévision, a lancé au début de l'année une nouvelle formule, attendue depuis longtemps. C'est l'aboutissement d'un projet de renouveau, entrepris sous l'impulsion de Patrick Mahé, directeur de la rédaction depuis deux ans. TV 7 jours a réduit sa place accordée aux chaînes hertziennes pour développer les programmes des chaînes câblées, alors que seulement 10 % à 15 % des lecteurs ont accès à ces programmes. Confronté au déclin d'une de ses principales locomotives, l'hebdomadaire a tenté de faire des bouleversements plus importants, en changeant le format notamment. Mais la direction a reculé pour ne pas dérouter le lecteur.

## L'OFFENSIVE HACHETTE

Hachette consolide sa position dans le marché des suppléments de télévision. TV Hebdo, le plus loin derrière le supplément du groupe Hérault, mais son développement est capital pour l'offensive du groupe dans la presse régionale. Ainsi, en passant la coupe d'Hachette, Nice-Matin a abandonné l'hebdomadaire d'Hérault et profité de celui de son propriétaire. Hachette est également ac-

tionnaire du marché de la presse de télévision. Homme qui édite Télé Hebdo (502 000 exemplaires) la diffusion payée, de juillet 1997 à juin 1998, selon Diffusion-Contrôle.

En rachetant Télé Star en 1996, le groupe britannique Emap, déjà propriétaire de Télé Poche, a frappé un grand coup, suivi par le lancement d'un nouveau concept, Télémax, qui a été un échec retentissant. Télé Poche poursuit sa chute, mais perd moins de parts de marché. Télé Star, après avoir

franchi la barre des 2 millions de ventes, n'arrive plus à décrocher et régresse légèrement depuis 1996. Sa nouvelle formule a perturbé ses lecteurs.

Seule exception parmi les généralistes, Télé Loisirs, le titre de Prisma Presse, continue à progresser. Il prévoit en 1999 une diffusion totale payée de 1 706 000 exemplaires, contre 1 689 000 en 1997. Éditeur du magazine, Denis Berriat explique que Prisma Presse n'hésite pas à faire « des investissements supplémentaires » en aug-

mentant la pagination pour offrir d'autres programmes. « C'est peut-être pour ça que l'on progresse », commente-t-il, alors que les nouvelles formules de Télé Star et Télé 7 jours sont faites pour augmenter la pagination. Dans un autre registre, des guides comme Télé Z progressent, même que l'hebdomadaire culturel Télérama (647 000 exemplaires) la diffusion totale payée, contre 511 307 en 1990, selon Diffusion-Contrôle.

## OBJECTIF INTERNET

Les éditeurs de presse de télévision cherchent de nouvelles voies. L'exemple allemand séduit (lire ci-contre), mais la frénésie avec laquelle les chaînes de télévision déprogramment leurs émissions rend difficile un rythme bimensuel. Chacun des groupes réfléchit à des projets de nouveaux magazines mais hésite à lancer un titre qui risque de déstabiliser leur navire-amiral.

L'expérience de Télémax a incité les éditeurs à redoubler de prudence. En 1997, André Rousselet avait échoué à imposer le mensuel Télévision, et de nombreux lancements n'ont abouti ou rem-

porté le succès escompté, comme Télé Rapid, Télé pratique, Télé sport. Hachette n'a jamais donné son aval au projet conçu par Thierry Ardisson, Télézap. Ces échecs ne devraient pas empêcher d'autres initiatives. « Tout le monde regarde les chiens de faïence et attend de voir qui va lancer le premier », explique-t-on chez Prisma Presse.

Les éditeurs ont aussi regardé l'écran. L'ordinateur, Prisma Presse et Emap ont constitué des cellules chargées d'aller mener en programmes leurs titres, mais surtout Internet. Hachette est déjà propriétaire d'agences de programmes qui alimentent de nombreux journaux. L'avenir des programmes personnalisés, accessibles sur Internet ou sur l'écran de télévision. Aux États-Unis, Rupert Murdoch a cédé son dernier journal, TV Guide (13 millions d'exemplaires), en échange d'une participation dans une société, filiale du câble-opérateur TCI, qui développe précisément les guides de programmes électroniques.

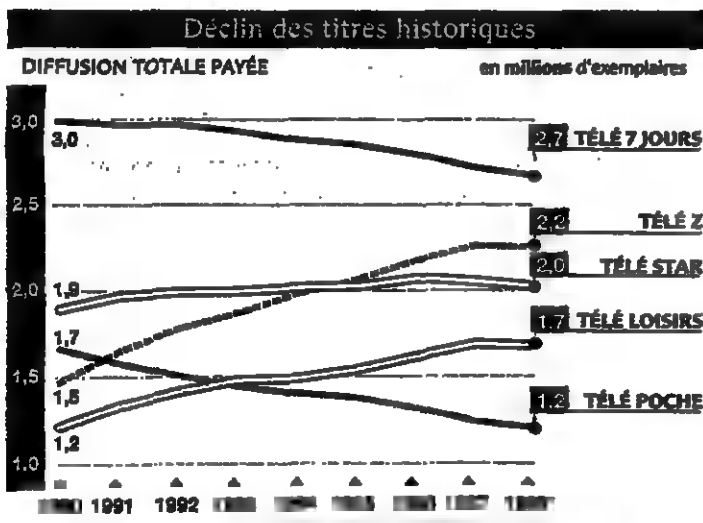
Alain Salles

## Succès confirmé des bimensuels en Allemagne

La presse de programmes hebdomadaires a tiré le meilleur parti de la période en Allemagne. Récemment, pas moins de quatre titres ont apparus alors qu'une guerre de prix a été déclenchée par les éditeurs. Principale locomotive de ces dernières années, les bimensuels ont connu leur succès et suscitent les convoitises. Le précurseur, TV Spielfilm, de l'éditeur Milchstrasse (2,7 millions d'exemplaires), s'est fait dépasser par TV Movie, lancé par l'éditeur Verlag (2,3 millions), et Gruner und Jahr a créé TV Today à l'automne dernier (1,6 million au 4<sup>e</sup> trimestre 1998).

L'audience globale de ces titres, très élevée sur le plan publicitaire, augmente régulièrement. Les deux plus importants pointent à présent devant les hebdomadaires traditionnels. Mais, dans une porte-parole de Milchstrasse, il se pourrait que la part de marché des bimensuels s'accroisse à l'avenir.

nes



Les titres historiques de la presse de télévision, Télé 7 Jours et Télé Poche, ont vu leur diffusion chuter au profit des suppléments des groupes Hérault et Hachette.

## Poursuite des négociations entre Havas et Bertelsmann

LES négociations entre Havas et Bertelsmann en vue d'un rapprochement de leurs activités dans le secteur de la presse professionnelle se poursuivent. « Il y a une réelle volonté de développement dans la presse professionnelle », a expliqué Marc-Noël Vigier, responsable du groupe Havas, lors d'une conférence de presse, mardi 26 janvier à Paris, et cela passe par une recherche internationale. « Nous n'avons jamais eu l'idée d'un rapprochement avec Bertelsmann. Nous continuons à travailler. » Les deux groupes avaient annoncé qu'un accord devait avoir lieu avant la fin de l'année 1998. Les discussions ont été modifiées par la reprise par Bertelsmann du groupe de presse professionnel Springer. Elles achoppaient notamment sur la question de la présidence de la joint-venture et sur son périmètre.

## Redistribution des dossiers au CSA

LE CONSEIL supérieur de l'audiovisuel, réuni mardi 26 janvier en sa nouvelle composition, a procédé à la répartition des dossiers à chaque conseiller. Véronique Cayla a été chargée de La Cinquième-Arte, la production audiovisuelle, musique, audiovisuel, l'outre-mer et RFO. Jean-Marie Cottet a suivi les campagnes électorales, le respect des principes d'éthique de l'information, les relations avec les éditeurs de la presse et les questions relatives à la langue française. Joseph Daniel hérite du câble et du satellite, de Radio-France et de l'INA. Hélène Fatou suit la 6 et la protection de l'enfance et l'adolescence. Jacqueline Guillemschmidt est chargée de TF 1, des nouvelles technologies, des relations avec l'Autorité de régulation des télécommunications et l'Agence nationale des fréquences. Philippe Labarde de France Télévision, des télévisions locales, les quotas de chansons francophones. Janine Langlois-Glandier est chargée de Canal Plus et des dossiers publicitaires et parrainage, cinéma et télévision, sport et télévision. Enfin, les radios privées, dossiers européens, audiovisuel numérique et RFI reviennent à Pierre Wiehan.

## DÉPÊCHE

■ PRESSE : le groupe de presse britannique Mirror Group a annoncé, mardi 26 janvier, la démission de son directeur général, David Montgomery. Il s'agit d'attirer les foudres d'actionnaires importants en s'opposant à une tentative de rachat du groupe. - (AFP)

## France 3

récompensée au

Festival International de Programmes Audiovisuels 1999

remercie les coproducteurs et les réalisateurs

Taxi Vidéo Brousse - INA - CinéTévé - La Sept/Arte - Little Bear  
JBA Production - Entre chien et loup - RFO

pour les quatre prix obtenus

## FIPA D'OR

LE CAS HOWARD PHILLIPS LOVECRAFT

de Pierre Trividic et Patrick-Mario Bernard

Pour la collection Un Siècle d'Écrivains. Prochainement diffusé sur France 3

UNE AUSTRALIE BLANCHE ET PURE

de Jean-Xavier de Lestrade

Diffusion sur France 3 sous le titre BÉBÉS VOLÉS, le 13 février 1999

## PRIX MICHEL MITRANI

JUSTICE

de Olivier Ballande

Prochainement diffusé sur France 3.

MENTION SPÉCIALE

HISTOIRE D'UNE DROITE EXTRÊME

de William Karel



هذا هو الـ



كثير من الدول

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

SERVICES

**AIR FRANCE :** le gouvernement a lancé, mardi 26 janvier, le processus de privatisation partielle de la compagnie aérienne. L'Etat a cédé 17,39 % du capital. (Lire page 18.)

INDUSTRIE

**USINOR :** Philippe Delaunoy, administrateur délégué de Cockerill-Sambre récemment repris par le groupe, a décliné l'offre qui lui a été faite par le comité exécutif de prendre la direction d'Ekostahl. Il a annoncé, mardi 26 janvier, son départ de la sidérurgie. (Le Monde du 27 janvier.) Il pourrait entamer une carrière politique en Belgique.

HOECHST :

Dans son bilan 1998, le groupe allemand a indiqué que la fusion entre Hoechst et Rhône-Poulenc n'aurait pas lieu. Les investisseurs institutionnels dans le groupe allemand, les Kewitens, actionnaires à près de 25 %, jugeraient la parité de fusion avec Rhône-Poulenc peu favorable. A Frankfurt, le chimiste a refusé tout commentaire.

SITA :

la filiale italienne de la Lyonnaise des Postes a mis en garde, mercredi 27 janvier, les marchés d'une possible baisse des résultats 1998. A la suite d'une modification de la réglementation des décharges, Sita est obligé de constituer d'importantes provisions.

RENAULT V.I. :

les ventes de la filiale poids lourds et autobus du constructeur automobile français Renault ont bondi en 1998, à 90 750 unités contre 72 280 en 1997. Par ailleurs, même si Renault V.I. a démenti être prêt à un rapprochement avec le suédois Scania, le directeur commercial du groupe, Juan Cunill, a affirmé, mardi 26 janvier, « Nous sommes ouverts à toutes les possibilités, dans un scénario gagnant-gagnant, qui exclut toutefois la vente de Renault V.I. Nous avons actuellement des discussions avec certains constructeurs ».

RHODIA :

la filiale chimie de spécialités Rhône-Poulenc a annoncé le 27 janvier un bénéfice net de 116 millions d'euros en 1998 pour son premier

résultat depuis l'introduction en bourse en juin 1998, une perte de 1,1 milliard d'euros un an plus tôt. Le chiffre d'affaires a reculé de 2,9 %, à 5,53 milliards d'euros.

L'INDUSTRIE DE DÉFENSE

française a retrouvé, après la crise des années 1992-96, grâce à des restructurations, la stabilité des commandes de l'Etat et de bonnes performances à l'exportation, a estimé, mardi 26 janvier, le délégué général pour l'armement, Jean-Yves Helmer. Le chiffre d'affaires armement qui avait plongé à 89 milliards de francs (13,57 milliards d'euros) en 1997, est remonté à 111 milliards en 1998.

CRÉDIT LYONNAIS :

la banque a annoncé mardi la cession de ses activités de banque de détail au Portugal au groupe Vizcaya (BBV), pour un montant non communiqué.

le courtier américain,

qui a réalisé 2 milliards de dollars (1,72 milliard d'euros) en 1997, a annoncé pour acquiescer à la vente de son activité de courtier français LBN, l'allemand Juch & Hubener, l'espagnol U y Carvajal, prévoit d'investir entre 3 et 4 millions de dollars (25 à 34 millions d'euros) en croissance externe.

RÉSULTATS

**DANONE :** le groupe a annoncé mardi un résultat net de 3,9 milliards de francs (598 millions d'euros) en 1998 en hausse de 7,1 % (lire p. 17)

COCA-COLA :

la firme d'Atlanta a annoncé, mardi 26 janvier, une baisse de 14 % de son résultat net à 3,5 milliards de dollars (3,05 milliards d'euros) pour un chiffre d'affaires stable à 18,81 milliards de dollars (16,17 milliards d'euros).

MCDONALD'S CORP. :

la société de restauration collective a annoncé, mardi 26 janvier, une chute de 5,6 % de son résultat net en 1998, à 1,55 milliard de dollars (1,34 milliard d'euros) après une provision exceptionnelle liée aux restructurations américaines.

AMAZON.COM :

le libraire sur Internet a enregistré une perte nette de 74,4 millions de dollars (64,1 millions d'euros) en 1998, comparée à une perte de 31 millions l'année précédente.

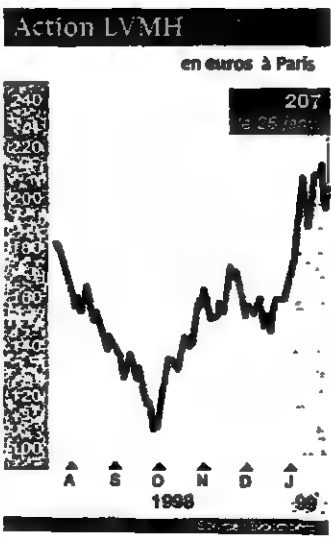
VALEUR DU JOUR

LVMH séduit de nouveau

**BOUÉE** par le marché en 1998, l'action LVMH retrouve la faveur des boursiers. Depuis le début de l'année, le titre a grimpé de 22,77 % alors qu'il a péniblement progressé de 10 % l'an dernier. Pourtant, les résultats du leader mondial du luxe continuent d'être affectés par la récession au Japon et dans le Sud-Est asiatique, une région où LVMH réalise 40 % de ses revenus.

Mardi, le groupe de luxe a prévenu que ses bénéfices en 1998 seraient « en baisse par rapport à 1997 ». Il a également annoncé une chute de 3 % de son chiffre d'affaires en 1998, à 48 milliards de francs (7,3 milliards d'euros). Mais le repli, premier observé depuis la mauvaise époque de la crise du Golfe, était déjà largement anticipé. Les analystes ont été rassurés par le redressement des ventes, cours des derniers mois 1998, le titre a gagné mardi 3,24 %, à 207 euros.

Grâce à un très bon mois de décembre, où les ventes ont bondi de 7 %, le chiffre d'affaires du groupe s'est redressé de 2 % lors du dernier trimestre. Ce résultat semble montrer que la demande de produits de luxe pourrait augmenter dans les prochains mois après la crise économique en Asie, qui a conduit les consommateurs à réduire leurs dépenses en parfums, autres produits coûteux. Les boursiers saluent également les acquisitions récentes du groupe. En l'espace de quelques



semaines, Bernard Arnault, patron de LVMH, a fait preuve d'une boulimie d'achats. Il s'est offert le très élitiste champagne Krug. Il ne cesse de grignoter le capital du maroquinier florentin Gucci, dont il a déjà racheté 34,4 % des actions. Il a repris au fabricant écossais de whisky Glenmorangie 39 % de leur société commune de production et distribution. Chine. Sans parler de l'offre publique d'achat indirectement lancée sur le leader français de la brosse à dents, La Brosse Dupont, à la suite du rachat de 50,1 % de la Compagnie financière Lafachère. Seule fausse note, Bernard Arnault a, pour le moment, abandonné l'idée de mettre la main sur le pôle beauté de Sanofi, qui abrite notamment la perle Yves Saint Laurent.

J. Mo. (avec AFP)

EUROPE



Europe 12h 30	Indice	27.01	26.01	25.01	24.01	23.01	22.01	21.01	20.01	19.01	18.01	17.01	16.01	15.01	14.01	13.01	12.01	11.01	10.01	09.01	08.01	07.01	06.01	05.01	04.01	03.01	02.01	01.01	31.12	30.12	29.12	28.12	27.12	26.12	25.12	24.12	23.12	22.12	21.12	20.12	19.12	18.12	17.12	16.12	15.12	14.12	13.12	12.12	11.12	10.12	09.12	08.12	07.12	06.12	05.12	04.12	03.12	02.12	01.12	31.11	30.11	29.11	28.11	27.11	26.11	25.11	24.11	23.11	22.11	21.11	20.11	19.11	18.11	17.11	16.11	15.11	14.11	13.11	12.11	11.11	10.11	09.11	08.11	07.11	06.11	05.11	04.11	03.11	02.11	01.11	31.10	30.10	29.10	28.10	27.10	26.10	25.10	24.10	23.10	22.10	21.10	20.10	19.10	18.10	17.10	16.10	15.10	14.10	13.10	12.10	11.10	10.10	09.10	08.10	07.10	06.10	05.10	04.10	03.10	02.10	01.10	31.09	30.09	29.09	28.09	27.09	26.09	25.09	24.09	23.09	22.09	21.09	20.09	19.09	18.09	17.09	16.09	15.09	14.09	13.09	12.09	11.09	10.09	09.09	08.09	07.09	06.09	05.09	04.09	03.09	02.09	01.09	31.08	30.08	29.08	28.08	27.08	26.08	25.08	24.08	23.08	22.08	21.08	20.08	19.08	18.08	17.08	16.08	15.08	14.08	13.08	12.08	11.08	10.08	09.08	08.08	07.08	06.08	05.08	04.08	03.08	02.08	01.08	31.07	30.07	29.07	28.07	27.07	26.07	25.07	24.07	23.07	22.07	21.07	20.07	19.07	18.07	17.07	16.07	15.07	14.07	13.07	12.07	11.07	10.07	09.07	08.07	07.07	06.07	05.07	04.07	03.07	02.07	01.07	31.06	30.06	29.06	28.06	27.06	26.06	25.06	24.06	23.06	22.06	21.06	20.06	19.06	18.06	17.06	16.06	15.06	14.06	13.06	12.06	11.06	10.06	09.06	08.06	07.06	06.06	05.06	04.06	03.06	02.06	01.06	31.05	30.05	29.05	28.05	27.05	26.05	25.05	24.05	23.05	22.05	21.05	20.05	19.05	18.05	17.05	16.05	15.05	14.05	13.05	12.05	11.05	10.05	09.05	08.05	07.05	06.05	05.05	04.05	03.05	02.05	01.05	31.04	30.04	29.04	28.04	27.04	26.04	25.04	24.04	23.04	22.04	21.04	20.04	19.04	18.04	17.04	16.04	15.04	14.04	13.04	12.04	11.04	10.04	09.04	08.04	07.04	06.04	05.04	04.04	03.04	02.04	01.04	31.03	30.03	29.03	28.03	27.03	26.03	25.03	24.03	23.03	22.03	21.03	20.03	19.03	18.03	17.03	16.03	15.03	14.03	13.03	12.03	11.03	10.03	09.03	08.03	07.03	06.03	05.03	04.03	03.03	02.03	01.03	31.02	30.02	29.02	28.02	27.02	26.02	25.02	24.02	23.02	22.02	21.02	20.02	19.02	18.02	17.02	16.02	15.02	14.02	13.02	12.02	11.02	10.02	09.02	08.02	07.02	06.02	05.02	04.02	03.02	02.02	01.02	31.01	30.01	29.01	28.01	27.01	26.01	25.01	24.01	23.01	22.01	21.01	20.01	19.01	18.01	17.01	16.01	15.01	14.01	13.01	12.01	11.01	10.01	09.01	08.01	07.01	06.01	05.01	04.01	03.01	02.01	01.01	31.12	30.12	29.12	28.12	27.12	26.12	25.12	24.12	23.12	22.12	21.12	20.12	19.12	18.12	17.12	16.12	15.12	14.12	13.12	12.12	11.12	10.12	09.12	08.12	07.12	06.12	05.12	04.12	03.12	02.12	01.12	31.11	30.11	29.11	28.11	27.11	26.11	25.11	24.11	23.11	22.11	21.11	20.11	19.11	18.11	17.11	16.11	15.11	14.11	13.11	12.11	11.11	10.11	09.11	08.11	07.11	06.11	05.11	04.11	03.11	02.11	01.11	31.10	30.10	29.10	28.10	27.10	26.10	25.10	24.10	23.10	22.10	21.10	20.10	19.10	18.10	17.10	16.10	15.10	14.10	13.10	12.10	11.10	10.10	09.10	08.10	07.10	06.10	05.10	04.10	03.10	02.10	01.10	31.09	30.09	29.09	28.09	27.09	26.09	25.09	24.09	23.09	22.09	21.09	20.09	19.09	18.09	17.09	16.09	15.09	14.09	13.09	12.09	11.09	10.09	09.09	08.09	07.09	06.09	05.09	04.09	03.09	02.09	01.09	31.08	30.08	29.08	28.08	27.08	26.08	25.08	24.08	23.08	22.08	21.08	20.08	19.08	18.08	17.08	16.08	15.08	14.08	13.08	12.08	11.08	10.08	09.08	08.08	07.08	06.08	05.08	04.08	03.08	02.08	01.08	31.07	30.07	29.07	28.07	27.07	26.07	25.07	24.07	23.07	22.07	21.07	20.07	19.07	18.07	17.07	16.07	15.07	14.07	13.07	12.07	11.07	10.07	09.07	08.07	07.07	06.07	05.07	04.07	03.07	02.07	01.07	31.06	30.06	29.06	28.06	27.06	26.06	25.06	24.06	23.06	22.06	21.06	20.06	19.06	18.06	17.06	16.06	15.06	14.06	13.06	12.06	11.06	10.06	09.06	08.06	07.06	06.06	05.06	04.06	03.06	02.06	01.06	31.05	30.05	29.05	28.05	27.05	26.05	25.05	24.05	23.05	22.05	21.05	20.05	19.05	18.05	17.05	16.05	15.05	14.05	13.05	12.05	11.05	10.05	09.05	08.05	07.05	06.05	05.05	04.05	03.05	02.05	01.05	31.04	30.04	29.04	28.04	27.04	26.04	25.04	24.04	23.04	22.04	21.04	20.04	19.04	18.04	17.04	16.04	15.04	14.04	13.04	12.04	11.04	10.04	09.04	08.04	07.04	06.04	05.04	04.04	03.04	02.04	01.04	31.03	30.03	29.03	28.03	27.03	26.03	25.03	24.03	23.03	22.03	21.03	20.03	19.03	18.03	17.03	16.03	15.03	14.03	13.03	12.03	11.03	10.03	09.03	08.03	07.03	06.03	05.03	04.03	03.03	02.03	01.03	31.02	30.02	29.02	28.02	27.02	26.02	25.02	24.02	23.02	22.02	21.02	20.02	19.02	18.02	17.02	16.02	15.02	14.02	13.02	12.02	11.02	10.02	09.02	08.02	07.02	06.02	05.02	04.02	03.02	02.02	01.02	31.01	30.01	29.01	28.01	27.01	26.01	25.01	24.01	23.01	22.01	21.01	20.01	19.01	18.01	17.01	16.01	15.01	14.01	13.01	12.01	11.01	10.01	09.01	08.01	07.01	06.01	05.01	04.01	03.01	02.01	01.01	31.12	30.12	29.12	28.12	27.12	26.12	25.12	24.12	23.12	22.12	21.12	20.12	19.12	18.12	17.12	16.12	15.12	14.12	13.12	12.12	11.12	10.12	09.12	08.12	07.12	06.12	05.12	04.12	03.12	02.12	01.12	31.11	30.11	29.11	28.11	27.11	26.11	25.11	24.11	23.11	22.11	21.11	20.11	19.11	18.11	17.11	16.11	15.11	14.11	13.11	12.11	11.11	10.11	09.11	08.11	07.11	06.11	05.11	04.11	03.11	02.11	01.11	31.10	30.10	29.10	28.10	27.10	26.10	25.10	24.10	23.10	22.10	21.10	20.10	19.10	18.10	17.10	16.10	15.10	14.10	13.10	12.10	11.10	10.10	09.10	08.10	07.10	06.10	05.10	04.10	03.10	02.10	01.10	31.09	30.09	29.09	28.09	27.09	26.09	25.09	24.09	23.09	22.09	21.09	20.09	19.09	18.09	17.09	16.09	15.09	14.09	13.09	12.09	11.09	10.09	09.09	08.09	07.09	06.09	05.09	04.09	03.09	02.09	01.09	31.08	30.08	29.08	28.08	27.08	26.08	25.08	24.08	23.08	22.08	21.08	20.08	19.08	18.08	17.08	16.08	15.08	14.08	13.08	12.08	11.08	10.08	09.08	08.08	07.08	06.08	05.08	04.08	03.08	02.08	01.08	31.07	30.07	29.07	28.07	27.07	26.07	25.07	24.07	23.07	22.07	21.07	20.07	19.07	18.07	17.07	16.07	15.07	14.07	13.07	12.07	11.07	10.07	09.07	08.07	07.07	06.07	05.07	04.07	03.07	02.07	01.07	31.06	30.06	29.06	28.06	27.06	26.06	25.06	24.06	23.06	22.06	21.06	20.06	19.06	18.06	17.06	16.06	15.06	14.06	13.06	12.06	11.06	10.06	09.06	08.06	07.06	06.06	05.06	04.06	03.06	02.06	01.06	31.05	30.05	29.05	28.05	27.05	26.05	25.05	24.05	23.05	22.05	21.05	20.05	19.05	18.05	17.05	16.05	15.05	14.05	13.05	12.05	11.05	10.05	09.05	08.05	07.05	06.05	05.05	04.05	03.05	02.05	01.05	31.04	30.04	29.04	28.04	27.04	26.04	25.04	24.04	23.04	22.04	21.04	20.04	19.04	18.04	17.04	16.04	15.04	14.04	13.04	12.04	11.04	10.04	09.04	08.04	07.04	06.04	05.04	04.04	03.04	02.04	01.04	31.03	30.03	29.03	28.03	27.03	26.03	25.03	24.03	23.03	22.03	21.03	20.03	19.03	18.03	17.03	16.03	15.03	14.03	13.03	12.03	11.03	10.03	09.03	08.03	07.03	06.03	05.03	04.03	03.03	02.03	01.03	31.02	30.02	29.02	28.02	27.02	26.02	25.02	24.02	23.02	22.02	21.02	20.02	19.02	18.02	17.02	16.02	15.02	14.02	13.02	12.02	11.02	10.02	09.02	08.02	07.02	06.02	05.02	04.02	03.02	02.02	01.02	31.01	30.01	29.01	28.01	27.01	26.01	25.01	24.01	23.01	22.01	21.01	20.01	19.01	18.01	17.01	16.01	15.01	14.01	13.01	12.01	11.01	10.01	09.01	08.01	07.01	06.01	05.01	04.01	03.01	02.01	01.01	31.12	30.12	29.12	28.12	27.12	26.12	25.12	24.12	23.12	22.12	21.12	20.12	19.12	18.12	17.12	16.12	15.12	14.12	13.12	12.12	11.12	10.12	09.12	08.12	07.12	06.12	05.12	04.12	03.12	02.12	01.12	31.11	30.11	29.11	28.11	27.11	26.11	25.11	24.11	23.11	22.11	21.11	20.11	19.11	18.11	17.11	16.11	15.11	14.11	13.11	12.11	11.11	10.11	09.11	08.11	07.11	06.11	05.11	04.11	03.11	02.11	01.11	31.10	30.10	29.10	28.10	27.10	26.10	25.10	24.10	23.10	22.10	21.10	20.10	19.10	18.10	17.10	16.10	15.10	14.10	13.10	12.10	11.10	10.10	09.10	08.10	07.10	06.10	05.10	04.10	03.10	02.10	01.10
---------------	--------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------



## STOXX 650 sur un an sur 5 jours

légèrement en dessous de ceux de 1997 alors qu'il a passé une provision de 1 milliards de [ ] (d'euros) après [ ] joint-venture dans la téléphonie [ ] avec Lucent Technologies et de mau-  
[ ] créances [ ]

■ **Veba** ■ progressé ■ 2,07 %, à 49,2 euros, ■ que le gouverne-  
ment allemand ■ donner  
compagnies d'électricité le temps né-  
[ ] pour adapter leur capacité  
de stockage des déchets nucléaires.  
■ **L'action SAP** ■ gagné mardi  
5,76 %, à 312 euros. Le ■ mon-  
dial des logiciels pour entreprises a  
annoncé un bénéfice net par action  
pour 1998 en hausse de 14 %, exacte-  
ment conforme aux prévisions.

CHIMIE		
ACIA LUZ	RE	11,43
AGA S	BE	51,21
AIR LIQUIDE AIR	FR	1491
AGOS NOBEL	NE	...
ASAP AG	DE	32,25 +1,55
BAVERAG	DE	39,85 +1,55
BAYER GROUP PLC	GB	11,52 -5,35
CAJA SPEC CHIM	CH	71,30 +2,40
CLARIANT NV	CH	446,80 -0,35
CLYD INDUSTRIAL	MO	15,88
EMS-CHIM HOLD A	DE	6890,75
ENSA CHIMIE	FR	8,45 -0,84
HOECHST AG	DE	34,7 -0,80
ICI	GB	6,82 -4,35
KEIMIRA	FR	5,05
LAPORTE	FR	7,25
LYDING AG	AT	8,45 +2,79
MERTON AG	DE	8,28
SAS BPO	IT	1,4 +0,72
SOLWAY	GB	58,9 +2,25
TESSENDROU ONE	GB	42,8
UNION	BE	...

CONGLOMERATS			
AKER INC -A-	NO	2.20	...
BOEING	PR	1.55	1.00
CITICORP	PR	32	-1.36
COR	IT	1.20	+2.91
DATACEN SA	SE	400.0	...
DU PONT -E.I. (AM. CH)	PR	100	-1.50
DU PONT -E.I. (AM. CH)	PR	102	-1.92
GEN. ELECTRIC CO	SE	1.01	+1.04
GEVART	SE	61	-0.05
HACHIMEN NY	ML	32.16	...
INCHCAPE PLC	SE	1.94	+1.39
INCHCAPE PLC	SE	1.94	+1.39
INVESTOR -B-	SE	39.57	...
KWAPHER -A-	NO	16.43	...
KWAPHER -B-	NO	12.35	...
LIAMH INC	PR	288.1	-0.43
MINIMOS HOLD	PR	4.55	...
MOLCO HYDRO	NO	1.00	...
ORCLON -BUREAU	NO	193.44	+2.21
ORCLON -A-	NO	12.42	...
ORCLON -B-	NO	10.96	...
ORCLON INVESTMENT	PT	39.55	...

TELECOMMUNICATIONS			
CABLE TELECOM	GB	13.56	-0.74
CRIS & WHEELS	GB	13.44	+0.20
DEUTSCHE TELBID	DE	39.8	-0.26
FRANCO TELECOM	FR	90.48	+0.28
FRANCE TELECOM	FR	89.8	+0.1
HELENIC TEL	GR	25.80	0.00
KONINKRIJKE IPN	NL	48.1	+3.22
PORTUGAL TELECOM	PT	45.14	+0.14
TELECOM ITALIA	IT	100.48	+0.14
TELE DANMARK	DK	110.02	+1.00
TELECEL	PT	204.81	0.00
TELECOM ITALIA	IT	8.08	+0.25
TELECOM ITALIA	IT	7.00	+0.17
TELEFONICA	ES	90.14	+0.11
TIM	IT	5.8	+0.21
VODAFONE GROUP	GB	16.28	+2.05
TELECOM GROUP			
CONSTRUCTION			
AALSBORG PORTLAN	DK	18.58	+8.15
ACCIONA	ES	85.2	0.00
ACCIA RICC	IT	75.14	0.00
ASORO SA	PT	31.20	0.00
ASTI SY	FR	12.5	+0.44
BUNIM	ES	22.98	0.00
CONSTRUCTION	IT	7.00	+1.50
SCA BENTONITE	IT	4.48	+2.05
BICC PLC	GB	0.80	0.00
CEMEX & B&B	MX	29.3	+1.05
BETH WATSON	GB	5.55	+87.74
BRUNNEN	FR	18.4	0.00
BUYS GROUPS/BN	GB	6.28	+0.87
BP	GB	2.50	0.00
CARADON	GB	1.80	+1.80
CEBR	GB	82.5	-0.64
CEC	GB	1.00	0.00

COLAS/IRAI	FR	170	-1,20
COMPTON	FR	158	0,00
COSMOLUNA SP	ES	52,05	...
DEMACO CONTI	ES	30,4	...
FRUGI CON CONTR	FR	88,88	...
GRUPPO CITHA	FR	67,2	-1,81
GRUPPO DCE	DE	94,7	-1,57
HELITEL/INDOOR	GR	7,73	...
HORGATES/GENL R	GR	34,93	...
NOCKETTES/ESSEN	DE	29,5	-1,50
HOLDBERG/BA PIMA	FR	214,08	+1,16
INDUSTRIAL/IRAI	FR	94,1	-1,57
INSTAL/IRAI	FR	96,5	...
ITALCIMENTI	IT	9,35	+0,22
ITALCIMENTI/RNC	FR	4,25	-0,22
LAPAGE/RNC	FR	75,1	-0,41
LEONARDI REGG	FR	9,7	...
PARTEK	FI	7,4	+0,68
PHILIP/HOLMSTROM	DE	128	-1,58
PIUNGLINGON P.LC	GB	8,76	-1,82
PIUNGLINGON P.LC	FR	94,7	-1,57
POTAGY P.LC	GB	8,07	+0,48
RUCI GROUP PLC	GB	-1,50	...
SANTI GOSMARI R	FR	110,1	-1,18
SEADARA	FR	16,58	...
SEADARA/IRAI	FR	94,77	...
SEADARA/IRAI	FR	94,77	...
SUPERGOS	DK	13,18	...
TARMAC	GR	1,59	+7,84
TECHNOL WOODROW	GB	1,59	-0,72
TECHNOL WOODROW	FR	94,77	-1,57
TRAC/CHARENT RS	GR	71,38	...
UNILECTA	IT	9,1	+3,88
UNILECTA S	ES	-3,28	...
VALENCIAMA CEM	ES	-1,11	...
VALENCIAMA CEM	IT	984,1	+0,78
WILLIAMS	GB	4,30	...
WILLIAMS/BAUSTOF	FR	170,33	...
D E S T O K C S E I P			
CONSUMMATION CYCLIQUE			
ACCOR/IRAI	FR	...	...
ADIDAS-SALOMONI	DE	80	-2,90
AMER GROUP A	FR	29	-0,65
AUTOMAT/IRAI	FR	29	-0,65
BAUSCH & GLOUSSEN	FR	29	+1,18
BARRATT DEB/PLC	GB	3	+1,03

BEATER GROUP	GB	1.98	...	UNRA	IT	0.60	+2.08	
BETTON GROUP	IT	1.48	+1.39	VALERHERMOSO	ES	10.00	...	
BIRSELEY GROUP	GB	5.85	+2.25	WACOUMI PLC	GB	4.73	+0.30	
BRITISH AIRWAYS	GB	5.38	+4.79	DEUT. STONEX G.P.			144.5	+0.44
BRUYAT GROUP PL	GB	1.22	...					
FRANCIGES IRI	FR	68.4	...					
CLM MED. INT.	FR	2.75	+0.75					
CONATS MYELLA	GB	6.40	+3.45					
COMPASS CIR	GB	11.18	+0.91					
CORTAULDOS TEST	GB	1.08	-2.52					
CRUFTHAMAN	GB	1.38	+3.78					
ELECTROCLUB	SE	12.00	...					
EMI GROUP	GB	5.35	+1.00					
ENRO DISNEY IRI	FR	1.08	...					
FORNAX	GB	4.50	+2.50					
G WAMPER PLC	GB	1.40	+2.04					
GRANADA GROUP P	GB	15.00	+0.43					
HESBES INTL	FR	7.2	-3.87					
HPRI	IT	0.02	+1.84					
HUNTER DOUGLAS	US	22.45	+0.58					
ILVA	GB	22.48	+3.16					
LADROCK GRP	GB	3.15	+0.25					
MOULINER IRI	FR	10.02	+0.74					
NIL HDG	NO	2.75	...					
ORANGE	FR	33.9	-0.46					
PENTLAND GRP	GB	1.30	...					
PERMIMON PLC	GB	2.37	+0.63					
PINK GROUP	GB	2.74	-1.75					
SARICOR CH	GB	188.45	+1.78					
SEB CANAMAS AS	SE	1.00	...					
SEB IRI	FR	46.5	-1.00					
THE SWATCH GRP	CH	476.0	+0.87					
THE SWATCH GRP	CH	115.8	+1.23					
VELUXIA BRAND	GB	1.18	-1.22					
WELSH SCHOEN	GB	1.00	...					
WOLFGART	AT	3.70	+4.57					
WWW UK AGENTS	GB	6.8	...					

DEUT. STONEX G.P. 144.5 +0.44

**ALIMENTATION ET NOUVEAU**

ALLOU DOMEQ	GB	6.82	+2.37
ASSOCIATED BTL	GB	7.87	+0.81
BAG	GE	11.18	-2.50
RASS DE BRAU-SE	AT	0	-0.22
BONCHAMP IRI	FR	300	+2.38
BUNZIG	IT	46.7	-0.80
CADREY SCHWEPPI	CH	1.00	...
CARLSBERG-B	DK	45.05	+0.65
CARLSBERG AS-A	DK	43.08	+0.62
CH. HANSEN IRI	NO	111.82	...
CULTOR	FI	8.62	+0.62
DANISCO	DK	14.04	+0.30
DANONE IRI	FR	213.5	+1.72
DELTA DAIRY	GB	13.46	...
DIAGEO	GB	9.40	+0.31
ELAS OLIOLEGRU	FR	141.5	+4.44
ERIKS-BEGLAY /	FR	141.5	+4.44
GREENCOOK IRI	GB	3.06	-1.91
HENJEN	NL	50.0	+3.07
HILFENBOTTU	FR	30.0	...
HELLENIC SING	GR	9.94	...
HURTAMANN I VZ	PI	30.6	+0.33
KERRY GRP A	NO	12.16	-2.30
MONTEFEDRO	IT	0.92	-2.22
PERLE N	CH	1847.73	+0.88
PIRELLA RICHARD /	IT	1	+0.94
RAISIO GRP I	FI	8.48	-7.89
RAISIO GRP II	FI	7	-7.89
RELIGION -B	NO	0.00	...
TATE LYLE	GB	5.68	...

**Rhône-Poulenc, un leader majeur des sciences de la vie fonde sa croissance sur l'innovation en santé humaine, végétale et animale, qu'en France ou à l'étranger, de spécialités, à filiale Rhodia.**

**RHÔNE-POULENC**

SMITHKLINE	GB	17,92	---	ATLAS CORCO-B	SE	17,92	---
ZENECRA GROUP	GB	17,92	+0,23	ATTICA ENTR SA	GR	7,27	---
DIESTEUM PHARMA	GB	94,41	---	BIM	GB	10,24	+1,26
				BBA GROUP PLC	GB	5,07	+0,58
				BERGSEN	NO	11,67	---
				BIO	NO	9,83	---
				CMB	BE	23,73	+0,03
				COOKSON GROUP P	GB	1,86	---
ADER MARITIME	NO	8,43	---	DAMSKURS-A	DK	517,91	-3,53
IC	GB	8,58	+2,57	DAMSKURS-B	DK	5513,72	-3,53
BP AMOCO	GB	12,40	+0,70	DAMSKURS SVEND	DK	8807,61	-0,33
BURMAN CASTROL	GB	11,62	+7,38	DELTA PLC	GB	1,81	+0,90
CESPA	GB	32,6	---	DEL SONDENTI NO	NO	7,94	---
ELECTRAPIRA	BE	700,8	-8,47	ELECTROCOMPHEN	GB	4,87	-2,98
EF AQUATIME /	FR	95	---	EQUINT HY	DE	0,0	-0,78
ENE	FR	5,16	+0,78	FANJELLES	FR	31	---
ENTERPRISE OIL	GB	3,28	+1,75	FINI	GB	2,06	---
FALKEN ENERGY	NO	8,61	---	FLS INDUS	DK	16,81	+1,26
LASMO	GB	1,81	+4,29	FLUGHAFEN WREN	AT	37,40	-2,63
OCEAN RIG	NO	9,28	---	GLYNHED INTL PL	GB	10,61	-3,14
ORAC AG	AT	7,58	+0,2	KALWED	NO	2,14	-0,57
PETROLFIN SA BR	DE	280	-0,51	CHYR	GR	0,83	---
PETROLFIN CEO-S	NO	12,19	---				
PRIMAQA/IRM	FR	80,4	+2,08				

SHAWMS & MCBIRNAN	GB	3.13	-0.48	FRESENU MED C	DE	...	+3.00
SODA RIM	FR	76.5	+1.07	GAMBRO +A	FR	1.78	...
SOEER PLC	GB	2.20	+0.80	GAMBRO +A	FR	44.21	...
SOTA RIM	FR	302.4	-1.27	GETRONICS	NL	...	+1.51
SOS +A	SE	10.02	...	GN GREAT NORTH	UK	...	+0.81
SOS -B	SE	16.88	...	INSTRUMENTARIUM	FR	...	+5.67
SOPHUS BERGHOJ	DK	51.29	+2.19	INTENCOR INC	US	...	+4.21
SOPHUS BERGHOJ	DK	20.50	+4.76	KONL PHILIPS EL	NL	...	...
STORK NV	NL	16.85	+1.01	NIRS	...	...	...
SULZER PAT.SPAI	CH	478.2	+2.68	NIRS ASA	NO	...	-3.61
SWEDEN SE	SE	12.61	...	NIRUM ASA	NO	...	...
SWEDEN SE	DK	759.0	...	NOKIA +A	FI	...	+0.70
T&I GROUP PLC	GB	4.57	-4.98	NOKIA -K	FI	...	+1.01
TOMARA SYSTEMS	NO	27.40	...	NYCOMED AMERSHA	FR	...	+0.47
ULSTEIN HOLDING	NO	10.58	...	OCAL	ML	...	+0.74
UNITOR	NO	8.86	...	OLUMETTI	IT	...	+0.42
VIA TECHNOLOGIE	AT	61.8	+1.84	RACAL ELECT CON	...	...	+1.51
VALMET	FI	8	...	ROLLS ROYCE	FR	...	+1.21
E & F STOCK INDEX				SACAP	FR	...	+5.33
000000 +0.04				SAP VZ	...	280	...
				SEMA GROUP	...	...	+1.01
				SEMEDIS AG	DE	...	...
				STREIT	IT	...	+9.16
				SMITHS INTL PLC	GB	...	+5.91
				STIMULATED SC	FR	...	+1.41
				STANISCRAC SIA	NO	5.77	...
				STANISCRAC SIA	FR	38.17	...
				WILLIAM DEMANT	FR	178.5	...
				ZODIAC	FR	...	...
				E & F STOCK INDEX			270.36 +1.01

<b>ASSURAN S</b>			
AGF FIA	FR	40.2	+0.08
ALLENZANA ASSI	IT	10.0	-1.07
ANA MUTUEL	DE	322	+0.94
ANALYTICAL	GB	19.96	-0.90
ASPIE EMBALL	GB	15.13	...
ASA-LAMP RING	FR	123	+0.24
ASA-LAMP RING	GB	12.11	+0.48
ASSURANCE NEG	ES	26.27	...
ASSURANCE NEG	DE	124.2	+0.63
ASSURANCE NEG	FR	49.10	...
FORNBERG ASSA	IT	4.06	+3.33
FORNBERG ASSA	DE	84.14	-5.41
FORTIS ASSUR NV	NL	73.06	...
GENERAL INV	AT	291	+1.38
GENERAL INV	IT	2.00	+2.06
GENERAL INV	FR	8.04	+0.32
GENERAL INV	FR	11.67	-1.57
GENERAL INV	FR	322	+0.26
GENERAL INV	FR	22.20	+1.05

<b>SERVICES COLLECTIFS</b>			
ENERGIE	FR	...	-2.57
ENERGIE	FR	...	-0.36
CENTRICA	GB	...	+0.81
EDISON	IT	10.18	+2.01
ELECTRAMB	BE	87.45	...
ELECTRAMB	BE	10.18	...

[illegible]

		ML	▲	30.06	0.06
DIF STOKA UKR				22.06	0.06
<b>COMMERCE DISTRIBUTION</b>					
ARCADIA GRP	GB	9.42	▲		
BOOTS CO PLC	GB			+1.15	
CARREFOUR	FR	83.1	▲	-1.03	
CENTROSOM R	FR	83.1	▲	-1.03	
CENTROSOMER P	SG	119.3	▲		
CONTINENTE	ES				
DIDONS GROUP PL	FR			-1.08	
CRNE AG	DE	65.9	▲		
CREAT WYB STOK	FR				
CULIUMART R	FR			-0.57	
HENNES & MAURIT	SG	75.06	▲		
JERONIMO MARTIN	PT	47.8	▲		
KARSTADT AG	DE			+1.97	
KRUPPWERK	DE	1.02	▲		
LEONARDI	ES	5	▲		
METRO	DE	70	▲	-0.57	
NEXIT NV	ES	1.81	▲		
ORANGE	FR			+1.52	
RYNASCENTE	IT	9.1	▲	-0.57	
STOCKMANN A	DE	21	▲		
STREHL HLDG N	GB				
WAT SMITH GRP	GB			-0.17	
WOLSKLEY PLC	GB	5.00	▲		
DIF STOKA FIELD				30.02	0.02
<b>HAUTE TECHNOLOGIE</b>					
ALCATEL FR	FR	99.8	▲	-1.35	
ALTEC SA REG.	GR	24.16	▲		
ASIS	ES	6.02	▲		
BAN I	DE	9.88	▲	+0.08	
BOE	ES	216	▲	+1.06	
BORHOUTHE	FR				
BRITISH	GB	0.36	▲	+2.78	
BURO	FR	0.36	▲		
CA	FR	155.1	▲	-2.36	
COLORPAC	FR	12.27	▲		
COMPTON SYST/	FR	39.5	▲		
CRISONCA	ES	22.42	▲		
FERROVIANICA	IT	0.91	▲	+3.41	
<b>CODES PAYS ZONE EURO</b>					
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne					
IT : Italie - PT : Portugal - FR : France					
LI : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche					
BE : Belgique - LU : Belgique					
<b>CODES PAYS ZONE NON EURO</b>					
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark					
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède					

## AMSTERDAM

BRUXELLES			
ENVPICO HLD CT	1,72	----	
FARDEM BELGIUM ABC	1,72	+0,68	
INTERDOC HLD	1,72	+1,03	
INTL. BUREAU OF	1,72	----	
LINK BUREAU OF	1,72	-2,78	
POW RUM PLANAR	1,72	----	
SYNERGIA	1,72	----	

FRANCFORT		
1 & 1 AG ■ COXGAA	150	+ 7,53
ARKTRON	215	+ 8,88
AUGUSTA BETEILIGUN	66	- 1,52
BB BIOTECH ZT-D	30,5	+ 0,82
BB MEDTECH ZT-D	18,3	- 1,08
BERTRANDT AG	74	+ 2,78
BETA SYSTEMS SOFTW	28,8	+ 1,34
CE COMPUTER EQUIPM	164	+ 0,10

CE CONSUMER ELECTR	172	-0.58
CENTR SYSTEMHAUS	229	+1.38
CRILLUSCH	188	+8.50
DEDEL MUSIC & M	488	+5.96
ELSA	70	+3.32
EMTV & MERCHANDI	818	+11.75
EUROMICRON	26,2	+0.70
GRAPHISOFT NV	28,25	+6.81
HOEFTE	134	-3.80
INFORMATICA	158,85	+4.01
INFORMATICA	214	+4.80

KINOWELT	105,5	+5,38
LHS	182	-0,56
COMPUTER	44,8	+1,36
LOESCH UMWELTSCHUTZ	138,2	+6,26
MIENSCH	12,08	-0,41
MOBILCOM	88	+0,67
MUEHL & SE	437,1	-1,78
MUEHLBAUER HOLDING	19,4	-2,02
PLENUM	85,5	+0,88
	37,8	-3,08
	182,15	-0,48

PSI	88	+0,33
PSI NV	80	+0,33
PSI HOLDING	29,8	-0,33
PSI AUTO	13,2	+1,28
PSI TECHNOLOGY	20,5	+0,07
PSI	20,5	+3,85

\* CODES PAYS ZONE EURO  
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne

**FRANCE PAYS EURO**  
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark  
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

کتابت فی الاصل



## FINANCES ET MARCHÉS

82	85.39	85.19	0.10
77.50	77.46	81.86	+2.38 03/07
173.70	172		+0.97 01/07
381	378	247.62	-0.18 01/07
201	204.57		
22.05	22.05	14.28	+1.13 01/07
	6.67	38.82	+1.16 01/07
	257		+5.87 01/07
154.40	157.97	1031.16	+0.85 17/04
93	93		
593	667.50	5823.75	+0.67 27/04
85.50	87	570.78	+1.75 10/06
54	55.16	357.72	+2.12 10/06
71.10	70.10	681.78	+2.07 05/06
180.30	180.40	1038.04	-1.12 02/06
6.78		44.47	
55.05	55.50	344.36	-1.03 12/06
55.50	55.50	344.36	
52.90	54	354.22	+0.27 02/07
112.80	115.80	759.80	+2.84 01/12
77.05	81	501.33	+5.18 01/12
62.50	62.50		
62.50	62.10	407.25	+0.64 21/07
75.50	75.00	523.69	+0.69 24/07
55.50	55.50	165.50	+0.92 24/07
173.50	173.40	1203.93	+2.74 23/08
2.03	2.00	13.84	+0.47 15/07
35.97	35.98	235.36	-0.25 09/07
26.98	26.98	156	-0.23 09/07
26.98	26.98	156	-0.23 09/07
35.98	35.98	242.64	-0.10 01/03
58	58.10	381.11	+0.77 01/07
88	88		
203.90	203.90	1515.95	+3.85 26/05
15.65	15.65	1017.59	-1.81 25/06
35.70	35.70	225.48	-1.25 05/08
35.70	35.70	225.48	-1.25 05/08
10.50	10.50	693	+1.04 01/07
10			
87.50	87.54	87.54	+0.04 17/07

23	6.97	65.68	44.58	44.4	20/98
23	28.26	195.17	1.42	1007	
110.30	94.20	700.03	1.00	1007	
94.20	94.20	421.73	0.16	04/01	
86	94.20	617.91	0.16	04/01	
84.10	94.20	183.27			
133.50	94.20	183.27	2.63	01/07	
333	363	3387.12	2.63	01/07	
97	912.50	604.87	5.21	01/07	
97	912.50	604.87	5.21	01/07	
530	625.00	2477.38	1.71	16/12	
1.20	2.10	7.28			
97.00	131.51	6.26	1.26	03/06	
100	86	648.40	1	01/07	
18.01	116.20	116.20	0.03	25/06	
86	86	648.40	1	01/07	
81.50	78.50	623.48	2.03	17/07	
97	672.80	441.21	3.21	25/07	
64	64	648.40	1	01/07	
71.85	71.85	465.01	0.02	02/06	
49.50	49.50		0.41		
92.50	92.50		0.41		
101.70	91.50	653.83			
45.78	45.78		0.89		
22.70	22.70	149.80			
101.70	91.50	653.83			
47.10	47.10	302.40	-2.18	12/02	
19.50	19.50		-1.22		
95.30	95.30		-1.22		

## FINANCES ET MARCHÉS

84.10	136.50	18.07	+5.27	09/08
136.50	138.50	816.08	+2.95	15/07
393	393	3387.11	+2.83	01/07
397	817.25	817.25	+0.07	01/07
7	7	77.21	+2.43	09/08
530	530	5427.28	+1.41	14/12
130	130	747.58	+1.85	23/08
197.50	197.50	1311.51	+1.26	09/08
100	100	649.40	+1	01/07
18.01	18.01	118.20	+0.23	26/08
81.50	81.50	823.18	+0.23	17/08
897	87.92	441.31	+2.31	29/07
840	840	8821.08	-0.82	28/08
71.26	71.20	450.71	+0.62	02/06
40.36	40.36	40.36	-0.61	02/06
10.70	10.70	683.83	-0.98	02/06
48.78	48.78	48.78	-0.98	02/06
22.70	22.70	22.70	-0.98	02/06
95	94	616.90	+5.17	12/02
47.10	40.10	309.40	+2.18	12/02
19.40	18.30	19.40	+1.20	12/02
95.30	95.30	95.30	+1.20	12/02
89.30	89.30	89.30	+1.20	12/02

84.10	136.50	18.07	+5.27	09/07
136.50	138.50	816.08	+2.95	15/07
393	393	3387.11	+2.83	01/07
393	397	81.23	+0.07	01/07
7	7	77.21	+2.43	09/07
530	530	622.50	742.28	141
130	130	1.10	+1.85	23/07
197.50	197.50	131.51	+1.26	09/07
100	100	649.40	-1	01/07
18.01	18.01	118.20	+0.23	26/07
81.50	81.50	823.18	+0.23	17/06
897	897	441.31	-2.31	29/07
840	840	8821.08	-0.82	28/07
71.26	71.26	450.71	-0.82	02/06
40.36	40.36	653.83	-0.61	02/06
101.70	101.70	653.83	-0.68	
48.78	48.78	653.83	-0.68	
22.70	22.70	653.83	-0.68	
95	95	616.90	-5.17	12/02
47.10	47.10	309.40	-2.18	
19.40	19.40	309.40	-2.18	
95.30	95.30	309.40	-2.18	
89.30	89.30	309.40	-2.18	

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	147		837,74	- 1,26 0703
SOCIÉTIONS	157,80		1049,53	- 1,29 0503
SOCARAL ALIANCE	65,20		470,98	- 0,75 0406
SOCOPAR (HN)	23,31		75,95	- 0,63 1806
SOMMER-LIBERTY	51,36		245,67	- 0,36 2006
SOPRIA	55,50		570,28	- 0,26 2505
SPR COMMUNIC	61,31		406,57	- 1,29 0503
SUDARAL ALIANCE	173,00		1193,74	- 0,11 2806
SUIZ LYONDES EA	338,50		1410,51	- 2,72 2606
SYNTHELAB	32,50		511,66	- 0,70 2903
TECHIMP	32,50		225,16	- 1,46 1007
THOMSON-CP	87,45		597,40	- 1,68 0707
TOTAL	114		756,45	- 0,14 1006
UNIBAIL	106,10		705,45	- 0,09 1506
UNION ASSUR.FPRL	10,22		63,03	- 1,44 0107
USINOR	74		747,97	- 0,94 0507
VALSUD	26,70		188,29	- 1,08 0107
VALLEURIC	21,12		177,11	- 0,40 1306
VALBANQUE	24,61		1623,49	- 0,81 0806
VIRENDI	19,31		92,42	- 1,22
WAGNER (S) SLMAL	67,80		1180,72	- 0,57 0601
ZODIAC ELDT DV	178,50			

	Prévisions en Cents	Cours en Francs	Cours en Francs	Prévisions en Cents
<b>International</b>				<b>Compte D</b>
AMERICAN EXPRESS	85,40	81	877,54	+ 1,85 1002
A.T.T.	78	25,50	465,25	- 0,65 0101
BARRICK GOLD	16,40	160	106,38	- 0,67 1502
CROWN CORP ORCA	28,40	28,40	192,70	- 2,25 2101
DEPT. OF COMMERCE	25,40	25,40	80,65	0,17 0101
DUPONT NEMOURS	47,29	22,50	310,20	- 0,83 1412
EASTMAN KODAK	51,80	51,80	340,40	- 0,40 0101
FORD MOTOR	91,30	91,30	579,21	+ 2,31 2501
GENERAL ELECTRIC	61,30	61,30	517,22	+ 3,07 1012
GENERAL MOTORS	78,50	78,50	385,25	- 0,08 1012
HITACHI	14,84	14,84	1083,31	+ 0,09 1012
IOI KOKADO	55,90	55,90	374,12	- 0,26 1311
MATSUBISHI	14,37	14,37	34,18	- 0,13 3112
MC DONALD'S	12,10	12,10	446,92	- 0,28 1111
MERCK AND CO	130,92	130,92	626,81	+ 4,21 0401
MITSUBISHI CORP.	4,90	4,90	35,34	+ 0,01 3102
MOBLICORPORAT	75,05	75,05	800,00	+ 0,82
MORGAN	8,35	8,35		
NIPP. MESTPACKER	12,03			25,01
PHILIP MORRIS	40,00	40,00	372,38	+ 3,84 5101
PROCTER GAMBLE	74,70	74,70	489,24	- 0,01 1502
RESCA ENTERPRISES	85,40	85,40	116,72	- 0,48 3112
SCHLUMBERGER	91,42	91,42	275,80	+ 1,40 0801

**ABBREVIATIONS**  
 B = Bordeaux; U = Lille/Ly/Lyon; M = Marseille; NY = Nancy; N = Nantes  
**SYMBOLS**  
 1 ou 2 = catégories de cotation - ainsi l'indication catégorie 3; 11 coupons  
 détaché; = droit détaché; = droit d'animation; 0 = offert  
 D = demande; + offre réduite; + demande réduite; + coupons précédents

**DERNIÈRE COLONNE**  
 11 coupons détaché = 11 coupons 51/12; 1 coupon détaché = 1 coupon de 51/12  
 coupons en suites; Mercord détaché = coupons de 51/12  
 1 coupon détaché = 1 coupon de 51/12; 1 coupon de 51/12 = 1 coupon de 51/12  
 1 coupon de 51/12 = 1 coupon de 51/12; 1 coupon de 51/12 = 1 coupon de 51/12

	Production in 1990s	Costs in 1990s	Costs in 1990s	% of 1990s	Production in 1990s
AMERICAN EXPRESS	65.40	78	877.24	+1.85	10102
A.T.T.	65.40	78	877.24	+1.85	10102
BANK OF AMERICA	16.40	16.26	106.98	+0.87	15212
CHRYSLER CREDIT CORP.	28.68	28.60	182.20	+2.23	20112
DE BEERS	47.50	47.50	310.20	+0.83	14212
DUPONT	47.50	47.50	310.20	+0.83	14212
EASTMAN KODAK	51.80	51.80	376.21	+2.14	24011
FORD MOTOR CO.	51.80	51.80	376.21	+2.14	24011
GENERAL ELECTRIC	79.30	79.30	577.22	+3.07	25011
GENERAL MOTORS	79.30	79.30	577.22	+3.07	25011
HITACHI	8.24	8.24	1083.31	+0.06	13212
IBM	8.24	8.24	1083.31	+0.06	13212
TOYOTA	56.80	56.80	374.22	+0.29	13211
MATSUSHITA	14.37	14.36	94.18	+1.10	31212
AMERICAN ELECTRIC	120.90	120.90	826.21	+4.21	40011
MITSUBISHI CORP.	4.90	4.90	35.34	+0.01	15121
MOBILE CORPORATION	75.55	75.55	100.12	+0.01	15121
NIPPON	12.09	12.09	89.08	+0.01	29008
PHILIP MORRIS	45.00	45.00	275.26	+0.64	29008
ROYAL DUTCH	74.70	74.70	511.26	+0.64	29008
SECA ENTERPRISES	16.40	16.40	114.78	+4.80	31212
SCHLUMBERGER	41.42	41.42	278.80	+1.49	20011

## FINANCES ET MARCHÉS



LA GRANDEUR N'EST PAS U

**SECOND MARCHÉ**

MERCREDI 27 JANVIER

1ère sélection. **Coups** relevés à 12 h 30

Valeurs	Coups	Coups	5 H
sur Paris	en France	en France	en France
ADA <small>100 actions de 100 F</small>	400,15	- 3,00	
AGILE <small>5 actions de 100 F</small>	175,00	+ 1,00	
ALGECO <small>5 actions de 100 F</small>	413,25	- 1,00	
APRIL S.A. <small>10 actions de 100 F</small>	74,00	+ 2,00	

[illegible]

## FINANCES ET MARCHÉS

**310,89** 28/01

	28/01	DRACTION
310,90	28/01	REVENIR VERT
		SYNTHESIS
Mistral:		UNIVERS ACTIONS
117,30		UNI-PONCIER
2059,48	28/01	UNI-REGIONS
		UNIV. EQUILIBR. C.
	28/01	UNIVAR D
		UNIVERS-OBLIGATIONS
360,32	28/01	Fonds communs de
146,95	28/01	UNIVERS EQUILIBR 2
1778,21	28/01	INDOCAM VAL RESTI
1178,21	28/01	OPTALIS DYNAMIQ C
4135,01	28/01	OPTALIS DYNAMIQ D
1222,88	28/01	OPTALIS EQUILIBR C
1222,88	28/01	OPTALIS EQUILIBR D
111,30	28/01	OPTALIS SÉRENITÉ C
111,30	28/01	OPTALIS SÉRENITÉ D
200,33	28/01	OPTALIS SÉRENITÉ D
1469,58	28/01	PACTE SOL LOGEM
13135,39	28/01	PACTE VERT T. MONDI
287,76	28/01	
110	28/01	
CREDIT AGRICOLE		FRANCIAC
36 36 56 55 23 21		FRANCIE PIERRE
		EUROPE RÉGIONS
		ASSOCIÉ
271,70	28/01	CICAMONDE
100,94	28/01	CONVERTICE
101,76	28/01	CONVERTICE
213,98	28/01	MONSIEUR
271,70	28/01	MENSUELIC
9066,47	28/01	OBLIGUC MONDIAL
337,61	28/01	OBLIGUC RÉGIONS
180,67	28/01	RENTLOC
180,67	28/01	RENTLOC

[illegible]

## FINANCES ET MARCHÉS

1270,48	26/01	EURO SOLIDARITE
1188,89	26/01	LION 20000 C
888,53	26/01	LION 20000 D
158,87	26/01	LION-ASSOCIATIONS C

1270,48	26/01	EUROD SOLIDARITE
1188,89	28/01	LION 20000 C
988,53	26/01	LION 20000 D
158,87	28/01	LION-ASSOCIATIONS C
-142,74	26/01	LION-ASSOCIATIONS D
871,44	26/01	LION COURT TERME C
2147,41	26/01	LION COURT TERME D
1469,80	28/01	LIONPLUS C
12419,23	27/01	LIONPLUS D

1181,90	26/01	
94,75	26/01	
54,00	26/01	
258,32	26/01	
659,76	26/01	
184,08	26/01	
734,21	26/01	
987,11	26/01	
128,28	26/01	
116,26	26/01	
1351,08	26/01	
1390	26/01	

**LÉGENDE**  
 ★ Hors frais. ★★ A titre indicatif.

## FINANCES ET MARCHÉS

[illegible]



**TECHNOLOGIE** Dans le nouveau centre technique de Renault, à Guyancourt (Yvelines), le constructeur automobile multiplie les équipements faisant appel à la réalité virtuelle.

Un mur d'images visualise une voiture à l'échelle 1 et facilite la prise de décision des responsables lors de la conception d'un modèle. CET ÉQUIPEMENT s'intègre le

programme d'ingénierie assistée par ordinateur (IAO) de Renault. Un système de simulation d'éclairage en fait partie. Il fournit des économies substantielles (chaque cycle de pro-

duction imposant la réalisation de coûteux outils de fabrication) lors de la conception de nouvelles optiques. LE CONSTRUCTEUR tente d'intégrer la réalité virtuelle dans ses

points de vente en offrant à ses clients une visualisation en trois dimensions des modèles qui ne peuvent être présentés dans les halls trop exigus des concessions.

## L'industrie automobile s'immerge dans la réalité virtuelle

Renault s'est équipé d'un mur d'images pour remplacer la fabrication des maquettes grandeur nature. Un simulateur d'éclairage permet également de tester l'efficacité des phares sans avoir à les fabriquer

PLUS DE 100 MÉTRES de large et deux mètres de haut. Le mur d'images n'usurpe pas son nom. Dans le Technocentre Renault, à Guyancourt (Yvelines), il occupe l'intégralité de l'une des cloisons de la « salle de visualisation virtuelle », située au cœur de la direction design. Avec un tel écran, l'image d'une voiture en grandeur nature peut être projetée devant une vingtaine de personnes.

En service depuis quelques mois, cet outil de travail semble réjouir les techniciens de la marque. Les voilà à la fois plus ultra de la conception par ordinateur (CAO). Un équipement dont il est largement inspiré.

Pendant le développement d'un projet, la salle du mur d'images devient le lieu de rencontre des concepteurs qui participent à la conception de la voiture. Les disciplines différentes viennent visualiser leur travail et le confronter à celui de leurs collègues. C'est là que les modifications importantes sont prises et que les choix sont validés. Au cours de la phase de dessin, les chefs de projet peuvent facilement faire appel à l'outil de travail des dessinateurs en fin de journée, note François Pestre, directeur de l'information technique scientifique. L'arrivée des ordinateurs CAO a dématérialisé les plans et

rendu plus difficile le suivi de l'avancement du travail. « La représentation virtuelle rend donc au manager la maîtrise de la visualisation », explique François Pestre, chef d'équipe grand patron, décideur d'un projet peuvent désormais se rassembler autour de la maquette virtuelle du véhicule.

« La salle a été conçue pour faciliter les échanges et les discussions », indique Bruno Simon, responsable images et synthèse de la direction design industrielle. « La maquette virtuelle permet de tester différentes solutions et, en particulier, de vérifier la « montabilité » des différentes pièces », précise François Pestre. Les quelques millions investis dans cette installation devraient vite rentabiliser le nouvel outil pousse dans ses derniers retranchements la fabrication d'une maquette, opérations des plus coûteuses dans le processus de conception d'un véhicule.

Si, hier, l'écran d'ordinateur remplaçait complètement la planche à dessin, il ne pouvait supprimer la nécessité de vérifier concrètement certaines caractéristiques. Outre le design général limité par le cadre restreint d'un écran, le contrôle de l'aptitude des différentes pièces à s'assembler correctement posait un problème insurmontable. Ce passage à la



Le « parcours virtuel » permet de modifier la couleur du véhicule ou de rajouter une option.

création à la réalisation engendre des tensions entre les hommes des bureaux d'études et les ateliers. D'où le recours à la fabrication d'une maquette à l'échelle 1 réalisée par fraisage, qui sert d'arbitre entre la créativité du design et la réalité des unités de production.

Après chaque maquette importante, une nouvelle maquette est réalisée. « C'est ainsi qu'il nous a fallu trois ans pour obtenir des éclairages corrects », dit Clio, un soudeur à l'usine Renault, qui vient d'être nommé directeur de la recherche de Renault après avoir en la responsabilité du projet de la

Clio. Les contraintes imposées par le design ont été le problème délicat, explique-t-il. Les études de phares empêchant de rajouter suffisamment les faisceaux de lumière sur la route. D'où la multiplication des prototypes et des essais, imposant la réalisation de coûteux ou-

tils de fabrication. Désormais, « nous estimons qu'il sera possible de fabriquer qu'une seule maquette d'un véhicule entièrement nouveau », se réjouit Pierre Beuzit.

### RÉDUCTION DES DÉPENSES

Un objectif qui s'intègre dans le programme d'ingénierie par ordinateur (IAO) par Renault. Il s'agit d'étendre le plus possible les applications des outils virtuels. Au-delà du mur d'images, le constructeur utilise, par exemple, un simulateur de la fonction éclairage. Installé au volant d'une véritable Safrane, un technicien peut ainsi contrôler la luminosité des faisceaux lumineux dans toutes les situations de conduite. Une commande affiche, surimpression, la répartition des faisceaux lumineux sur chaque zone éclairée. Les informations découlent des corrections à apporter optiques avec la clé, une réduction des dépenses et des délais.

Sur l'écran géant situé devant la voiture sont projetées les données du circuit d'Andrévoise (Bretagne). L'essai effectue alors un véritable parcours qui lui permet de juger de l'efficacité des faisceaux lumineux dans toutes les situations de conduite. Une commande affiche, surimpression, la répartition des faisceaux lumineux sur chaque zone éclairée. Les informations découlent des corrections à apporter optiques avec la clé, une réduction des dépenses et des délais.

Renault ne s'est pas arrêté là. La firme s'est lancée, en mai 1998, dans le projet Eureka Cards (Comprehensive automobile research and development simulator), qui doit donner lieu à la création d'un poste de conduite virtuelle. Doté d'un budget de 35 millions d'euros (5,34 millions de dollars), le projet vise à créer plusieurs entreprises et laboratoires de pointe. Paradoxalement, il se présente comme un jeu vidéo sophistiqué. L'essayeur, équipé d'un casque à réalité virtuelle en trois dimensions, est dans une reproduction du poste de conduite montée sur une plateforme mobile. Ce qui rend les vibrations de la route ressenties. L'outil ne propose qu'une visite silencieuse et statique. Les jeux vidéo seront déçus. Quant aux autres, il leur manquera le plaisir qu'il y a à caresser la sellerie, sentir l'odeur du cuir ou à se laisser aller à rêver avec le virtuel quand il ne sert qu'à pallier le manque de place d'exposition.

M. AL

Michel Alberganti

### Rétroprojection géante

« Action » Derrière les Plexiglas, trois projecteurs triplent l'image. Conséquences : aucune ombre portée produite par les personnes qui commentent l'image ; pas de perturbations dues à l'éclairage des techniciens prenant l'image ; les « sources lumineuses » sont invisibles, les lignes de la voiture virtuelle se raccordent parfaitement. Renault annonce une résolution de 3 200 par 1 024 pixels. Mais à quel prix ? La station de travail dispose pour simulations d'une gigantesque, 4,6 milliards d'octets (gigaoctets, ou Go) alors que les plus puissants se contentent de 64, voire 128 millions d'octets (Mo).

« DANS une concession, nous ne pouvons présenter que 7 ou 8 voitures alors que nous disposons d'une cinquantaine de modèles et versions en catalogue », constate Thierry Dombrevail, directeur du marketing. D'où le développement d'un « aide à la vente » baptisé « parcours virtuel » (photo). En prime, l'installation rappelle celles des jeux d'arcades. Un grand écran avec lunettes polarisantes pour restituer la couleur et un casque de réalité virtuelle « immersif » et « interactif » laissent présager un véritable voyage cyberspatial.

Sur les bords de la Seine, à Paris, le concessionnaire Renault Rive-Gauche expérimente, depuis le 14 janvier, la première station de ce type en attendant la généralisation du système, en France et à l'étranger, annoncée pour le début de l'année. « Nous devons d'abord vérifier que cet outil correspond aux attentes des vendeurs et des clients », explique Thierry Dombrevail. Une prudence compréhensible au vu des performances du système, destiné à faciliter le choix de la voiture qui correspond vraiment aux attentes du futur acquéreur.

D'un clic de souris, le vendeur peut modifier la couleur de la carrosserie et de la sellerie ou rajouter l'option radio-cassette. Grâce à son écran, le client voit d'un coup d'œil, le client « vit » la voiture de ses rêves dans ses moindres détails. Les images suivent les mouvements de sa tête grâce à un capteur situé sur le sommet du casque. Si le retour, le client peut juger de la sensation d'espace offert par l'habitacle. Un autre clic de souris du vendeur et le voilà à la place du passager ou sur la banquette arrière. Une vision de la voiture depuis l'extérieur est, bien entendu, proposée.

### PALLIER LE MANQUE DE PLACE

Après l'installation de la première présentation, la vie de la concession Rive-Gauche a repris son cours. Lundi 11 janvier, le système de parcours virtuel était abandonné à son sort. S'approchant de l'ordinateur de contrôle, un monsieur âgé

clique sur les icônes de changement de couleur de la carrosserie. Mais il ignore qu'il faut regarder le résultat sur un autre écran. Lâché, il renonce et se rabat sur les voitures réelles exposées dans le hall. Le casque, quant à lui, a disparu. Trop fragile pour une manipulation sans précaution.

Le chaland se laissera-t-il séduire ? Le doute est permis. D'autant qu'aujourd'hui seule la gamme Clio est présentée et que ce « parcours virtuel » imaginé par Renault justifie son nom surtout par son absence. Pas question de conduire virtuellement la voiture. L'outil ne propose qu'une visite silencieuse et statique. Les jeux vidéo seront déçus. Quant aux autres, il leur manquera le plaisir qu'il y a à caresser la sellerie, sentir l'odeur du cuir ou à se laisser aller à rêver avec le virtuel quand il ne sert qu'à pallier le manque de place d'exposition.

M. AL

Michel Alberganti

## Une visite « immersive » mais statique

## Défilé de mannequins numériques pour stylistes branchés

« UNE STATUE articulée à laquelle on peut donner diverses attitudes : une armature de métal de modèle pour la conception et les essais des vêtements ; une figure humaine constituée d'un tissu numérique ; une personne sans caractère que l'on peut doter d'un caractère ; tout d'un coup, une robe de chambre de nuit. Le tout, Robert a péri. Avant que le mot finisse par désigner un être de chair appartenant aux podiums des défilés de mode, le mannequin s'apparentait à une sorte de pantin en toile réelle, se pliant à la volonté de son Pygmalion couturier, le stylistes.

Ces anciennes acceptions reprennent à l'heure de l'informatique. Tout leur savoir. Car le secteur de la mode s'attaque à la haute gamme passe inévitablement de l'ère du crayon à celle de la souris. Pour faire face à l'innovation des vêtements fabriqués à l'abri des regards dans les pays émergents, les industriels occidentaux du secteur ont été obligés de multiplier modèles et collections, afin de répondre à leur offre. Après avoir consenti de gros efforts de modernisation dans les usines au cours des années 90, ils s'attaquent aujourd'hui au dernier maillon de la chaîne : la création. Le but est de réduire par trois le coût et la durée de la mise au point des collections en utilisant un programme hyper-réaliste de conception assistée par ordinateur (CAO).

Un projet européen, de trois ans, baptisé Comedia, a donc été lancé en 1996 par la société française Lectra Systèmes, installée près de Bordeaux. Leader mondial d'outils de CAO dédiés à la conception et de machines de coupe assistée par ordinateur, Lectra a l'ambition d'être un programme « maître » unifiant les données de conception et de développement de Lectra Systèmes, des problèmes de propriété industrielle.

Cela dit, tout, ou presque, reste à faire dans ce domaine. Peu de recherches ont été effectuées dans la mécanique des matériaux souples. Selon Denis Martin, on peut certes déjà fabriquer des vêtements « réalistes » ou, comme cela a été le cas pour le défilé virtuel du couturier Thierry Mugler lors du forum annuel Imaginer des nouvelles images en 1998 (Le Monde du 7 mars 1998), mais pas encore d'images « réalistes ». La meilleure preuve en est fournie par les jeux vidéo, toujours à la recherche de la vérité visuelle des véhicules. On peut, certes, apprécier les vêtements moulants de Lara Croft, l'héroïne de Tomb Raider, mais ce-

la trahit la difficulté de créer d'autres tenues que des combinaisons solides au corps des personnages. Comment, dans des modèles mathématiques, traduire de la manière la plus réaliste les drapés, les plis, les ombres, l'aspect soyeux, l'épaisseur du tissu ou du tricot ?

### MODÉLISER LE VÊTEMENT

C'est ce que le premier problème que Comedia devra résoudre. Il faut en effet habiller virtuellement le mannequin numérique et, dans ce dernier cas, il faudra lui faire adopter des positions typiques du défilé, évaluer la tension du vêtement en fonction de la taille des muscles mis en jeu. Si, évidemment, rendre le corps et le mannequin ne « tombe » pas se compliquent considérablement. En plus de ces questions d'interaction entre le corps et ce qui le recouvre, il faut aussi modéliser le glissement d'un vêtement sur un autre.

Pour mener à bien le projet Comedia, qui bénéficie d'un budget de 56 millions de francs (80 millions d'euros) et du label européen de la recherche européenne, Lectra Systèmes s'est assuré le soutien de plusieurs

partenaires : la société espagnole Rem Infografica pour l'animation virtuelle, l'Institut textile France et le Research Center (Turquie) pour les « cartes d'identité » des tissus, l'Institut National de la recherche en informatique et automatique pour les modèles mathématiques et l'ergonomie d'un programme dédié à des stylistes plus expérimentés. Enfin, la société italienne GFT, spécialiste du prêt-à-porter haut de gamme, servira de cobaye industriel.

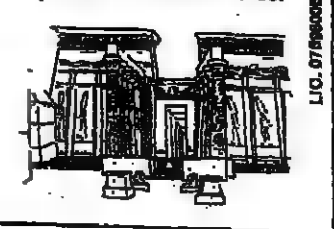
Des moyens et une coopération européenne importants, car l'enjeu dépasse le simple gain de productivité. L'aboutissement du projet Comedia pourrait marquer, via la simulation numérique, l'entrée de la mode dans la haute technologie. Quand le logiciel fonctionnera, qui empêchera le client d'entrer ses mensurations dans une boutique ou sur Internet, de se voir évoluer avec lui un tel vêtement et de commander l'ensemble par des boutons ou un « réseau » ? Tout s'emboîte, conclut Denis Martin, et la technologie nous permettra de faire, à ce stade, ce que nous ne pouvons pas faire aujourd'hui : nous allons à la recherche d'un vêtement qui s'adapte à la silhouette de la personne.

Pierre Barthélemy

## Sur les traces de Bonaparte et les savants en Egypte

Juliet 1771. Bonaparte, sur ordre du Directoire, débarque en Egypte à la tête d'une expédition scientifique forte de 38 000 soldats, 10 000 marins et 167 savants de toutes disciplines. Une extraordinaire entreprise qui va durer 38 mois et constituer une remarquable entreprise scientifique et culturelle qui aboutira à « La Description de l'Egypte », parue en 1809 et 1826. A l'occasion du bicentenaire de la campagne d'Egypte, Accueil International, vous propose un prestigieux circuit : conférence intitulée « Bonaparte et les Savants ». Ce programme comporte deux journées croisières sur le Nil et sur le Lac Nasser et des excursions dans des palais légendaires, comme l'Old Cataract à Assouan. Des catacombes d'Alexandrie, du Canal de Suez au temple de Phil-

les, c'est toutes les merveilles de l'Egypte qui vous seront révélées dans ce voyage qui soulignera également la contribution de la France à l'histoire de l'Egypte, à travers des hommes tels Ferdinand de Lesseps et Champollion. Ce circuit exceptionnel de 16 jours, comprenant la pension complète et toutes les visites, est proposé à un prix de 12 790 à 13 980 F Paris / Paris selon les dates. Accueil propose, par ailleurs, trente-trois autres programmes à partir de 2 300 F pour une semaine en Rouge et à partir de 3 990 F Paris / Paris pour les croisières sur le Nil. Pour les découvrir, demandez la brochure « Accueil en Egypte » à votre agence de voyages ou téléphonez au 01 53 32 79 88.



L.C. D'AFRIQUE



سكنا من لاند

# La fièvre des « autres mondes » saisit les astronomes

Les détections de planètes extrasolaires se multiplient depuis quatre ans. Elles devraient s'accélérer avec la mise en service des télescopes géants sur terre et des prochains observatoires spatiaux. Cette abondance conduit à demander si l'une d'entre elles abrite la vie

Notre système solaire n'est pas seul dans l'Univers. On en est certain depuis que, en 1995, une planète en orbite autour d'une étoile. En quatre ans, dix-sept autres

ont été détectées. La plupart sont des géantes gazeuses analogues à Jupiter et souvent plus grosses qu'elle, mais une équipe internationale vient d'en repérer une de la taille de la Terre. De nombreuses

autres devraient suivre. Plusieurs projets sont en préparation, qui permettront peut-être d'identifier des astres dotés d'un environnement similaire à celui de notre globe, pourquoi d'y détecter les signes

d'une vie, primitive ou non. Les expériences menées par certains biochimistes montrent que cette éventualité n'est nullement à exclure. Mais, en attendant, cette « rencontre du troisième type », il reste

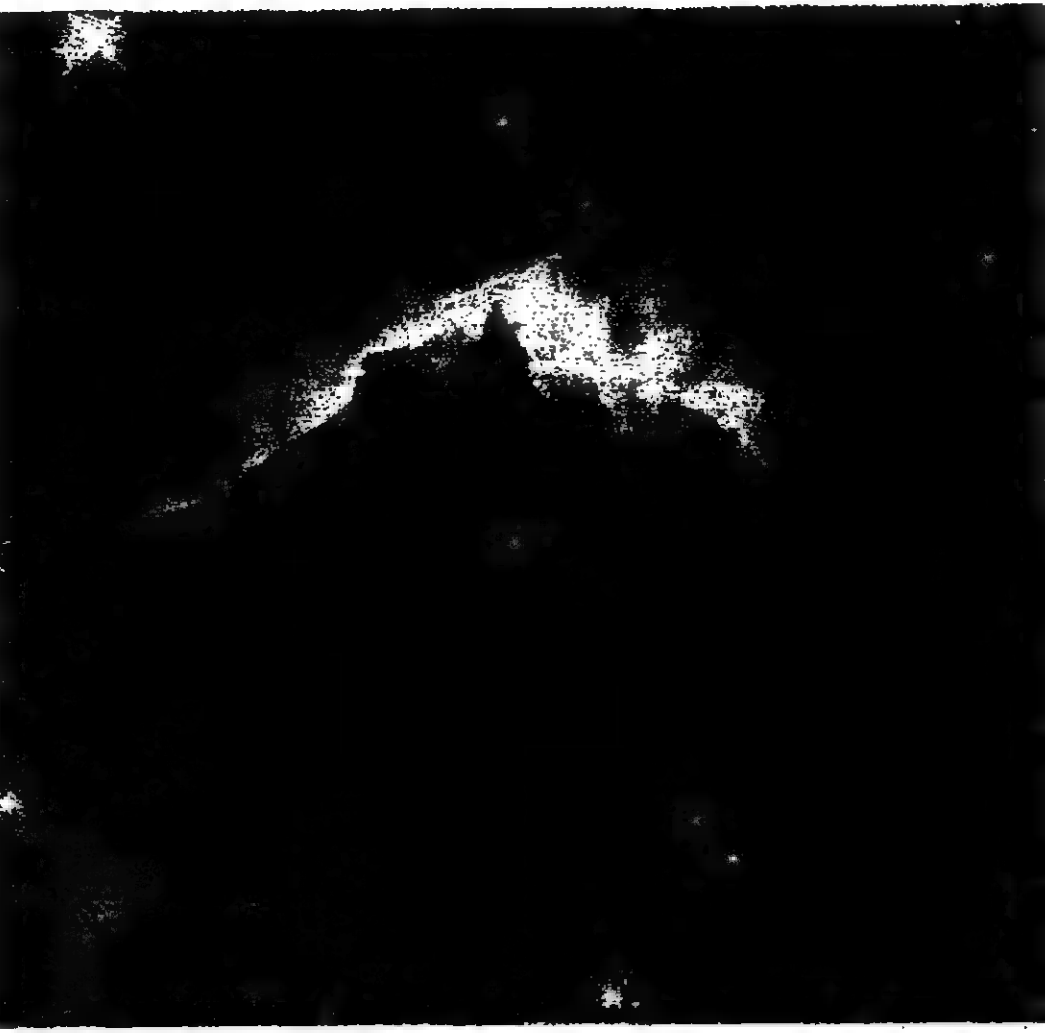
aux astronomes de nombreux problèmes à résoudre. Expliquer, par exemple, pourquoi, contre toute attente, tous les systèmes planétaires repérés jusqu'à présent semblent résolument différents du nôtre.

« C'ÉTAIT juste une question de temps. Les attendait. Peu d'astronomes doutaient de la possibilité de découvrir des planètes hors du système solaire. » Michel Mayor (Observatoire de Genève), qui, Didier Queloz, mit en évidence la première de ces planètes, en 1995, loue les modestes devant les membres de l'Académie des sciences, qui lui présentait, lundi 25 janvier, travaux. Pour confrère Pierre Lena, découverte de Mayor et Queloz « nouvelle ère ». Elle pourrait révolutionner non seulement l'astronomie, mais beaucoup d'autres disciplines, et peut-être même l'idée que l'homme se fait de lui-même.

En effet, rappelle Jean Schneider (Observatoire de Paris), les hommes ne s'interrogent sur le savoir « seuls dans l'Univers ». Même si la réponse n'est pas pour demain, les multiples découvertes planétaires – dix-sept en moins de quatre ans, Michel Mayor annonce la découverte d'une autre prochainement – appartenant à d'autres systèmes solaires laissent espérer l'observation de certaines ou milliers d'autres parmi elles, peut-être, de vie. Les chercheurs fourbissent déjà outils qui leur permettront de déceler formes de vie sur d'éventuelles « sœurs » de la Terre.

**« NÉBULEUSE PRIMITIVE »**  
Les planètes sont, assure l'astrophysicien, « un sous-produit obligé de la formation des étoiles ». Deux siècles de recherches, confirmées par de nombreuses observations récentes, ont permis aux astrophysiciens de valider une idée claire de ce processus. C'est le Français Pierre-Simon Laplace qui émit, en 1796, l'hypothèse que les systèmes planétaires se forment à partir d'un nuage de gaz et de poussière, qu'il baptisa la « nébuleuse primitive », explique Anne-Marie Lagrange, de l'Institut national des sciences de l'Univers (INSU, CNRS) de Grenoble.

On sait aujourd'hui, et les observatoires spatiaux Hubble ont permis de le confirmer, que commence par l'apparition de petites condensations au sein de nuages de gaz et de poussières la nébuleuse d'Orion. Très vite, explique Anne-Marie Lagrange, la matière s'agglomère autour d'un noyau en « s'effondrant » sur elle-même. La pression



Un nuage immense de matière se contracte sous l'effet de sa propre gravité. À l'intérieur, des régions plus denses se forment, donnant naissance à des étoiles et à des systèmes planétaires.

peu la forme sphérique. De la matière est éjectée le long de l'axe de rotation de l'étoile, formant un disque de matière perpendiculaire à lui. C'est dans ce disque – qui ne représente que 1 % de la masse de l'étoile – que vont se former les planètes. D'abord sous forme de planétésimaux, des « grains » de poussière agglomérés les uns aux autres, puis des « cailloux », puis des « planètes » (comme Mars, Vénus, la Terre et Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune), ou qui vont se rassembler et grossir en attirant des planètes plus petites qu'elles, devenant ainsi des « géantes gazeuses » (comme Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune).

Le Soleil n'étant qu'une des quelques cent milliards d'étoiles de notre galaxie et l'Univers comptant plus d'une centaine de milliards de galaxies, il n'y a aucune raison que

ce processus ne se produise hors de notre système solaire. Comment le vérifier ? « On a longtemps pensé que le stade planétésimal ne serait pas observable », souligne Anne-Marie Lagrange. Paradoxalement, ce sont pourtant les disques de matière, premiers stades des systèmes planétaires en formation, qui ont été détectés. Le satellite astronomique infrarouge IRAS a détecté, en 1983, autour de Beta Pictoris, une étoile ayant deux fois la taille du Soleil. Plusieurs équipes, dont celle de l'astrophysicien français, ont depuis, à l'aide de télescopes terrestres et du télescope spatial Hubble (le 16 juin 1995). Cette « étoile » aux disques circumstellaires, qui s'est engagée au début des années 1990, vient enfin d'aboutir, ces dernières semaines, à la décou-

verte de trois nouveaux systèmes protoplanétaires.

Mais, avant Michel Mayor et Didier Queloz aient lancé un autre type de recherches, beaucoup plus récentes. Dans l'impossibilité d'observer directement une planète, les astronomes ont cherché à détecter la perturbation que pourrait causer la rotation d'un objet massif autour d'un astre. L'analyse de ces très légères oscillations per-

mettait de déceler la présence de planètes. Mais, avant Michel Mayor et Didier Queloz aient lancé un autre type de recherches, beaucoup plus récentes. Dans l'impossibilité d'observer directement une planète, les astronomes ont cherché à détecter la perturbation que pourrait causer la rotation d'un objet massif autour d'un astre. L'analyse de ces très légères oscillations per-

mettait de déceler la présence de planètes. Mais, avant Michel Mayor et Didier Queloz aient lancé un autre type de recherches, beaucoup plus récentes. Dans l'impossibilité d'observer directement une planète, les astronomes ont cherché à détecter la perturbation que pourrait causer la rotation d'un objet massif autour d'un astre. L'analyse de ces très légères oscillations per-

## Des couples énigmatiques

Les dix-huit planètes lointaines découvertes depuis 1995 semblent montrer que notre système solaire, par sa distribution et sa composition, l'exception plus que la règle. Treize d'entre elles sont plus grosses que Jupiter (lui-même 318 fois plus massif que la Terre). Pourtant, à trois ou quatre exceptions près, elles sont infiniment plus proches de leur étoile que la Terre, qui est elle-même dix fois plus près du Soleil que Jupiter. Enfin, leurs orbites sont le plus souvent très excentriques, au contraire de celles des planètes du système solaire.

Notre connaissance sur la formation des systèmes planétaires étant fondée surtout sur ce que nous savons du nôtre, ces couples énigmatiques remettent en question pas mal de connaissances considérées comme acquises. Les astrophysiciens ont déjà élaboré sur leurs ordinateurs quelques scénarios susceptibles d'expliquer ces énigmes. La partie n'est pas sans doute gagnée pour autant : les nouvelles découvertes attendues pourraient bien approfondir le mystère.

aux deux hommes de déterminer les caractéristiques de la planète qui les provoquait. C'est ainsi qu'ils pouvaient annoncer, en octobre 1995, qu'une planète d'une masse équivalente à la moitié de Jupiter était en orbite autour de 51 Peg, une étoile de la constellation du Pégase, à 40 années-lumière du système solaire.

La brèche était ouverte. Trois mois plus tard, deux autres étaient détectées par des astronomes américains. En 1996, aujourd'hui dix-huit. À la grande surprise des astronomes, notre système solaire apparaît comme une exception. Aucun de ces couples exotiques ne lui ressemble, même de loin.

**LES « SIGNATURES » DE LA VIE**  
La méthode de Mayor et Queloz ne permet, il est vrai, de repérer que les grosses planètes. À la mi-janvier, une équipe internationale a annoncé avoir découvert une planète de la taille de la Terre grâce à l'amplification lumineuse que produit son passage dans l'axe d'une étoile lointaine. Cette tech-

été proposée au Centre national d'études spatiales de réaliser un satellite capable de découvrir ainsi des planètes de la taille de la Terre par « occultation » (baisse de luminosité lors de leur passage devant leur étoile).

Si le financement nécessaire (25 millions de francs, soit 3,8 millions d'euros) est débloqué, cet engin, baptisé Corot, pourrait passer en revue quelques 50 000 étoiles à partir de 2002 ou 2003. Pour le plus long terme, des projets spatiaux susceptibles d'observer les « signatures » de la vie et d'obtenir enfin de vraies images de ces planètes lointaines sont à l'étude.

Le défrichage du champ d'études revient à l'homme, par Michel Mayor et Didier Queloz débute à peine. Anne-Marie Lagrange, même d'explorer les caractéristiques des planètes, de ces données, les astronomes, et la résolution des énigmes qu'elles posent, leur fournira le travail de la prochaine décennie.

Jean-Paul Dufour

## A la recherche de l'eau et de l'oxygène

PENDANT plusieurs décennies, l'écoute d'éventuelles manifestations de la vie extraterrestre n'a rien donné. Les radiotélescopes géants déployés dans le cadre du programme SETI (Search for Extraterrestrial Intelligence) de la NASA n'ont pas détecté le moindre signe de vie. Mais, à l'échec ne succède rien. Ni dans le domaine de la biologie, souligne Alain Léger, de l'Institut d'astrophysique spatiale (Orsay, Essonne). Nous avons désormais changé d'approche. Nous avançons pas à pas.

Première étape : déterminer s'il existe des planètes en dehors du système solaire. La seconde étape : déterminer si ces planètes sont-elles telluriques, comme la Terre ? Leur situation est-elle propice au développement de la vie ? On s'y attaque. Essayons d'imaginer maintenant des conditions ou, plus prosaïquement, de la vie primitive.

Plus prosaïquement, aujourd'hui, la possibilité d'une vie extraterrestre. Les radiotélescopes permettent de détecter la présence de molécules dans les nuages interstellaires à partir de la « signature » qu'elles émettent à certaines longueurs d'onde. « On a ainsi repéré dans l'Univers quatre-vingt-trois molécules organiques différentes, à savoir du carbone, du méthane, du silicium, du silice », souligne André Brack, du Centre de biophysique moléculaire (CNRS, Orléans). Conclusion : les briques élémentaires de la vie se trouvent partout, et cela qui nous permet la naissance du règne animal et végétal sur Terre venaient peut-être du cosmos.

Pour déterminer si le processus d'apparition de la vie sur notre globe a été suffisamment simple pour qu'il soit le résultat d'une loterie, ou qu'il soit susceptible de se reproduire à coup sûr sur une planète dotée d'un environnement similaire et à partir des mêmes ingrédients. On pense que les premiers « microbes primordiaux » ont pu naître de l'eau liquide, à partir de molécules organiques d'origine interstellaire apportées par les météorites et les comètes, ou de molécules formées par les sources hydrothermales (sortes de petits volcans sous-marins), comme le

dioxyde de carbone, le méthane, l'hydrogène sulfuré et le fer.

Comment ? Les spécialistes de la question ont quelques idées sur le sujet. Les nombreuses lacunes. Plusieurs expériences menées en laboratoire semblent montrer, pourtant, que les réactions biochimiques ayant lieu aux premières formes de vie ont pu être relativement simples. André Brack est persuadé. Pour une bonne raison : les premiers fossiles connus de bactéries remontent à près de quatre milliards d'années. À cette époque, la Terre fut régulièrement frappée par les gigantesques météorites susceptibles d'éradiquer toute forme de vie un peu évoluée. « Pour survivre, les premiers microbes devaient être extrêmement rustiques », estime-t-il. Il en est certain : les premières conditions initiales peuvent produire les mêmes effets. Par exemple sur Mars il y a quatre milliards d'années ou, pourquoi pas, sur une planète encore inconnue.

**PROJET DARWIN**  
André Léger, pour sa part, est persuadé que, si c'est le cas, la détection de la « signature » de cette vie ne sera pas un problème majeur. La formation d'une quantité importante de biomasse a forcément été accompagnée d'une dégradation du dioxyde de carbone en carbone organique, avec émission d'oxygène, estime-t-il. Cet oxygène devrait être facilement détectable par spectrométrie, tout comme l'eau il l'est. À condition, bien entendu, de disposer d'instruments assez puissants pour repérer les planètes adéquates, ainsi que l'eau et l'oxygène pouvant s'y trouver.

Pour y parvenir, André Léger et ses collègues préparent un projet particulièrement ambitieux baptisé Darwin. L'intention de l'Agence spatiale européenne. Un ensemble de six observatoires télescopes en orbite qui pourraient fonctionner de concert comme les quatre télescopes de l'observatoire européen du Chili.

### Voyageur

EN INDE

[VOIS RÉGULIERS]  
Paris - Delhi A/R à partir de 3 890F  
Paris - Madras (avec escales) à partir de 4 400F

ITINÉRAIRE EN INDIVIDUEL  
14 jours Paris-Paris à partir de 15 100F

Une découverte de l'Inde profonde hindouiste dans les grands temples de l'Inde du Nord et pour terminer, le charme des pays himalayens.

CRUCIT « DÉCOUVERTES » ESCAPADE INDIENNE  
14 jours Paris-Paris à partir de 10 650F

Rajasthan - Vallée du Gange - Népal. Une découverte des plus belles régions de l'Inde.

VOYAGEURS À PARIS  
01 42 36 16 90

VOYAGEURS GLOBE  
01 42 36 16 90

VOYAGEURS À LYON  
04 78 56 46 46

VOYAGEURS À NANTES  
02 40 00 00 00

CHR

AVIEZ-

avant



onsabilité  
arité

## CHRONOMISSION

C'est dire oui à n'importe quelle urgence  
là où les autres diraient non,  
le jour, la nuit et même le dimanche.

Aviez-vous une solution  
avant ChronoMission ?



**CHRONOPOST®**  
LES MAÎTRES DU TEMPS  
0 800 101 801

8.000 721/5111. <http://www.chronopost.com>

مكتبة في الجزائر









SKIER EN SUISSE

# La montagne en grand

LA FORCE DE SUISSE, qui n'a rien à nous envier en matière de sports d'hiver car elle possède des domaines alpins comparables aux nôtres, révèle à travers les pentes enneigées. On trouve chez les Helvètes quantité de chalets, appartements, villas, des demeures de ville, avec cheminée, balcon, à des prix équivalents à ceux pratiqués sur les sommets français pour des surfaces riquiqui.

La frontière, l'espace mis à disposition des locataires s'avère commune mesure : studios ou deux-pièces « cabine » de la majorité des offres de l'Hexagone. Ces dernières dépassent rarement les 35 m<sup>2</sup>, à partager quatre ou six skieurs, payés au prix fort : 5 000 F (762 euros) la semaine pour un studio de 27 m<sup>2</sup> à 7 000 F (1 067 euros) pour moins de 40 mètres, notamment à Méribel en février. A Verbier, dans le Haut-Valais suisse, station comparable pour son domaine skiable, les appartements ou chalets à deux chambres, salon-salle à manger (11 m<sup>2</sup>, confort trois étoiles) négocient entre 1 100 et 7 500 F (de 914 à 1 143 euros) la semaine en haute saison, 4 500 F en mars (686 euros). Les tarifs dégressifs pour quinze jours. Quant à l'approvisionnement, il faut s'attendre en Suisse à des prix globalement gonflés 20 % par rapport à la France. En revanche, les forfaits de remontées mécaniques s'avèrent légèrement plus raisonnables grâce aux conditions accordées aux familles.

Le Valais, l'un des cantons suisses les mieux lotis et le plus accessible, est à cinq heures de Paris (arrêt en gare de Martigny pour Verbier). Destinée aux amateurs de grand ski, la Vallée de la Fourche Valais déroule 400 km de pistes et une centaine de remontées mécaniques. Le télécabine du Mont Fort dépose les skieurs à 3 300 mètres d'altitude. Quantité de pistes dévalent les pentes d'un dénivelé, jusqu'aux stations situées à 1 500 m. Verbier, Nendaz, Veysonnaz ou la Tzou. En prime, le panorama à couper le souffle : Dent Blanche, Mont-Rosa, Cervin, Mont-Blanc, Grand Combin - les sommets filent à 4 400. Vers Nendaz ou Veysonnaz, par la piste de la Coupe du monde, les mélèzes multicentennaires encadrent les pentes jalonnées de chalets de poupée, ouverts seulement l'été lorsque les vaches noires sont alpées.

Nombre de Suisses disposent d'une résidence secondaire à la montagne. Ce qui explique la belle

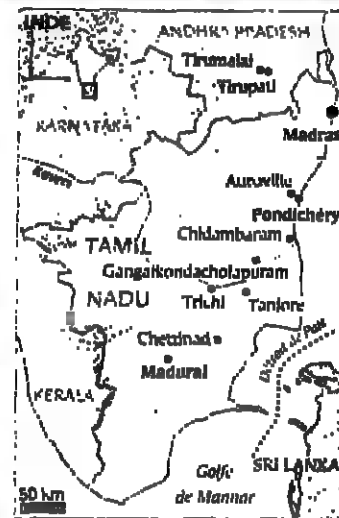
gamme de chalets individuels, ou distribués en appartements spacieux, que l'on trouve à louer. Verbier annonce un potentiel de mille offres, présentées sur demande par l'Office du tourisme (tel. : 00-41-27-775-58-88) et sélectionnées selon disponibilité sur Internet (rubrique « DispoNet » : www.verbier.ch). Egalement choix honorable chez Interhome, spécialiste de la location (tel. : 01-53-36-60-00), qui indique qu'il reste des propositions pour les vacances de février, sauf du 13 au 27. En les prix des trois pièces tournent autour de 4 500 F (686 euros).

LE TRAIN DES PISTES Le TGV dessert Lausanne et, en suivant la vallée du Rhône, les principaux sites de sports d'hiver valaisans, valaisans et bernois. Compter, de Paris, quatre heures trente jusqu'aux premières stations (Gstaad, Champéry, Les Diablerets), cinq pour Verbier, six pour les plus éloignées, ou Zermatt (exemple, Paris-Verbier : F. 122,5 euros, A/R conde classe). Suisse Tourisme charge des réservations. Informez. La brochure Vacances d'hiver, Suisse 98-99 dévoile les infrastructures aux sommets et les forfaits « hébergement-remontées » pratiqués (tel. : 01-44-51-65-51, Minitel 3615 Suisse). Toutes les stations de montagne sont sibles sur rail. En Suisse, les petits wagons rouges grimpent jusqu'au pied des pistes.

Florence Eytn

DÉPÊCHES

■ DESTINATION GOLF. L'Irlande « été nommée » Destination golf de l'année dans le cadre des « 1999 Hertz International Golf Travel Awards ». L'Ile a été distinguée pour sa qualité, la variété et la facilité d'accès à ses parcours (plus de 350) et le rapport qualité/prix des hébergements. Egalement couronnés : l'hôtel Glenneagles, en Ecosse (meilleur golf resort), Pebble Beach, en Californie (meilleur parcours), et le Malin (destination émergente). ■ CHABLIS. La Saint-Vincent tournante, grande fête vigneronne bourguignonne, réunira, samedi et dimanche 31 janvier, quelque 100 000 amateurs à Chablis (Yonne). La fête colorée : les saints et bannières des confrères émailant le défilé, intronisation, grand-messe, banquet. Créée par la Confrérie des chevaliers du tastevin en 1938, elle « tourne » depuis lors de village en village à travers la Bourgogne. D'où son nom. Renseignements au 0800-89-1999.



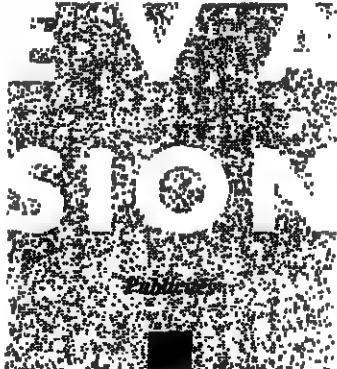
La très célèbre école de danse Kalakshetra, à Adyar, dans la banlieue de Madras (en haut). Affiche dans une rue, à Madras (en bas). A Mahabalipuram, l'une des « vimana », les pyramides surmontant le temple du Rhage et le spectaculaire bas-relief sculpté sur un rocher (27 x 9 m). Eléphant dans le temple à Tiruchirappalli, Trichi Indiens.

A tous prix

■ 199 F (151 euros) : Londres en Eurostar, avec l'Europe du Nord à celle de Waterloo, trois heures, jusqu'au février. Tarif pour personnes voyageant en seconde classe. Tout passager supplémentaire (jusqu'à neuf personnes) paie 75,5 euros. Pour bénéficier de ce tarif, il faut réserver au moins sept jours le départ et dormir sur place samedi. Le nombre de sièges concernés varie au gré des réservations. Moins de disponibilités en week-end qu'en semaine. Réservations au 08-36-35-35-39, Minitel 3615 SNCF Eurostar.

■ 2 190 F (334 euros) : stage pour footballeurs en herbe (de sept à seize ans), château du Haillan, fief de l'équipe Bordeaux. Au menu : technique, tactique, entraînement physique et tournois quotidiens. Avec, selon le calendrier, la possibilité de jouer à Girondins. Le prix, pour sept jours (du 15 au 20 et du 22 au 27 février), comprend l'hébergement (bungalows à huit ou chambres de quatre), repas, l'encadrement, les animations et transferts à la gare ou à l'aéroport. Egalement programmé au printemps en été par Visit France Juniors (tel. : 01-49-60-16-78).

■ 9 950 F (1 517 euros) : croisière les Caraïbes à bord du Triton (100 passagers), jusqu'au 11 avril, avec Nouvelles Frontières (tel. : 0-803-33-33-33). Pour découvrir, en semaine, La Havane (photo ci-dessous), Grand Caïman, Jamaïque le site maya à Tulum. Deux : une ambiance francophone et, pendant les vacances scolaires, un mini-club. Prix par personne l'avion, deux nuits à Cuba puis en cabine double extérieure, en pension complète. En plus : aéroplanes excursions. Réduction de 20 % pour le second passager. L'enfant moins de douze ans partageant la cabine deux adultes paie 3 300 F (503 euros).



**Directours.**  
PRIX ÉTONNANTS SUR LA FLORIDE  
Prix INCLUANT le vol AIR sur compagnie régulière. Départs quotidiens de Paris et de province. Prix base 2 personnes en 1 chambre double :  
**MIAMI BEACH**  
Séjour 8j/8n sur place, hôtel direct plage  
DEZERLAND\*\* 3 290 F  
Nuit sup. : 230 F/personne, Base 1 (en 1 chambre quadruple) : 4 895 F.  
**FONTAINEBLEAU**  
MILTON\*\*\* LUXE 6 395 F  
Nuit sup. : 750 F/personne, Base 1 (en 1 chambre quadruple) : 4 895 F.  
**AUTOTOUR VARIATIONS**  
TROPICALES 11j/9n sur place 4 565 F  
3 nuits Miami Beach + 4 nuit Key West + 1 nuit Naples + 1 nuit Sarcelles + 8 nuits Orlando, hôtels\*\*\*, voiture Avis cat. A, 4 (en 1 chambre quadruple) : 3 120 F.  
POUR TOUTES CES VACANCES : Enfants 12 ans : 1 700 F (en chambre avec 2 adultes) ; 6-11 ans : 400 F ; 0-5 ans : 225 F. Prix valables jusqu'au 31/03/99 (dernier départ) ; garanties 01.45.62.62.62 ; de province au 01.45.62.62.62 ; 3615 France 0221 Plan ; Retenue : 100 % ; dans la flotte des disponibilités ; av. des Champs-Élysées, PARIS 3e Membre SNAV Garantie APS

**Vos vacances sont sur Minitel**  
Offres de dernière minute  
Spécial sports immédiats  
+ de 1000 offres !  
circuits, loisirs  
à prix discount !  
de 2000 locations, hôtels, infos stations, enneigement  
3617 AIREVASION  
3617 AIRVOL  
3617 INFONEIGE

**Commencez votre entraînement : marchez jusqu'à la boîte aux lettres !**  
Le catalogue Terres d'Aventure 90 vous apprend, 320 pages de voyages à pied en France et dans le monde entier. Pour le recevoir gratuitement, renvoyez ce bon à découper à Terres d'Aventure, 6 rue Saint-Victor 75005 Paris. Tel. 01 53 73 77 67. Minitel : 3615 TERDAV. Email : terdav@terdav.com.  
VOTRE PRÉFÉRENCE  
ADRESSE  
**terres d'aventure**  
LE VOYAGE

**Paris/Athènes\***  
548F  
APHELIADES  
N° INDIGO 0803 885 885  
3615 HELIODES

**CUNDET**  
Le spécialiste de la Location de demeures de charme  
proposé depuis 25 ans la plus belle collection de villas, fermes, appartements en châteaux aux de culture, calme, de confort, qualité.  
Prix à partir de 5.500 F/semaine  
Catalogue Italie (Toscane, Ombrie, Venetie...) 356 pages, 50 F.  
N° Vert 0800 908221 - 907885 - 907886

**SKI DE FOND**  
Haut Jura à Paris-19V  
et 1000 km accueillent dans une ancienne ferme Comtoise du XVIIIe. Grand confort, ambiance conviviale. Table d'hôte, produits maison et régionaux, chambre avec salle de bains + WC. Tarif selon période : semaine/pers. 2 800 F à 5 400 F tout compris (pension complète + vin du repas, matériel et matériel de ski). 03.81.38.12.51 - LE CRET 13900 - 25650

**PROFESSIONNELS DU TOURISME, POUR COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE APPELEZ LE :**  
01.42.17.39.40

هذا من اجل



## Couvert et faiblement pluvieux

**JEUDI.** Une dépression située au nord-ouest de la France, dirigée par un flux perturbé de nord-ouest sur la France. Un anticyclone centré sur le proche Atlantique protège l'ouest du pays. Le peu d'anticyclone redressera le flux au nord puis au nord-est, annonçant un temps froid hivernal pour le week-end.

**Bretagne, pays de la Loire, Normandie.** - Les nuages resteront nombreux toute la journée, avec quelques gouttes près des côtes. Le vent d'ouest à nord-ouest soufflera à 70 km/h en rafales. Il fera de 9 à 11 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Le temps sera nuageux toute la journée, avec quelques pluies éparses. Le vent d'ouest à modéré. Il fera de 11 degrés l'après-midi.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - Les pluies dureront une bonne partie de la journée. Pluies et neige tomberont le ma-

tin sur l'extrême des régions. Il neigera au-dessus de 700 mètres sur le relief. Il fera de 11 à 13 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Les nuages seront abondants avec quelques gouttes près des côtes, et des pluies faibles sur Midi-Pyrénées. Le vent d'ouest soufflera à fort près des côtes. Il fera de 11 à 14 degrés l'après-midi.

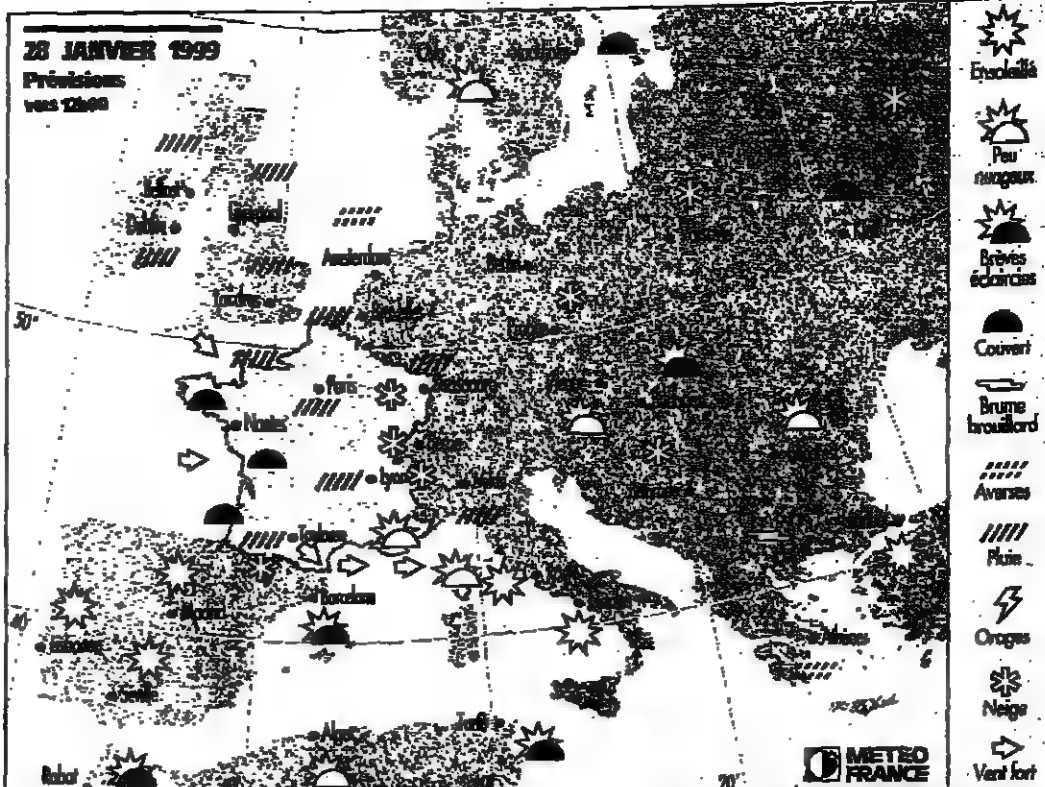
**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Sur le Limousin, le ciel restera très nuageux. Ailleurs, le temps sera couvert et pluvieux, de la neige au-dessus de 700 mètres sur le relief. Il fera de 11 à 11 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Le Languedoc-Roussillon, quelques nuages nombreux, quelques gouttes l'après-midi. Ailleurs, malgré des passages de nuages élevés, le soleil prédominant. Le vent d'ouest à nord-ouest soufflera à 90 km/h en rafales. Il fera de 13 à 16 degrés l'après-midi.

**PRÉVISIONS POUR LE 28 JANVIER 1999**  
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; P : pluie; N : neige.

France métropolitaine	Température	État du ciel
ALGER	10/16	N
ANGERS	7/11	P
ARLES	10/16	N
BARCELONE	10/16	N
BELFORT	7/11	P
BESANCON	7/11	P
BREST	7/11	P
CAEN	7/11	P
CLERMONT-F.	7/11	P
COCOT	7/11	P
DIJON	7/11	P
GRENOBLE	7/11	P
LILLE	7/11	P
LYONS	7/11	P
MARSEILLE	7/11	P

Europe	Température	État du ciel
ATHENES	9/13	N
BARCELONE	9/13	N
BELFAST	9/13	N
BERLIN	9/13	N
BIRKENHEAD	9/13	N
BUCAREST	9/13	N
BUDAPEST	9/13	N
COPENHAGUE	9/13	N
DUBLIN	9/13	N
FRANCOFORT	9/13	N
GENEVE	9/13	N
HELSINKI	9/13	N
LONDRES	9/13	N
MADRID	9/13	N
MILAN	9/13	N
MUNICH	9/13	N
NAPLES	9/13	N
PARIS	9/13	N
PRAGUE	9/13	N
ROME	9/13	N
ST-PETERSBURG	9/13	N
STOCKHOLM	9/13	N
VIENNE	9/13	N
ZURICH	9/13	N



## LE CARNET DU VOYAGEUR

**GRANDE-BRETAGNE.** La Saint-Valentin, British Airways annonce des vols vers Londres à partir de 766 F (117 euros) A/R au départ de Paris, de 1 065 F (162 euros) au départ de Bordeaux, Lyon, Marseille, Montpellier, Nice et Toulouse mais aussi un forfait (vols A/R, soirée spectacle, nuit d'hôtel) à partir de 1 186 F (181 euros) au départ de Paris, de 1 485 F (226 euros) en partant de ces villes de province. A réserver avant le 14 février pour un départ antérieur au 31 mars. Dans les agences de voyages 0-802-802-902 (0,78 F/min).

**FRANCE.** Regional Airlines, en partenariat avec KLM, propose un troisième vol quotidien entre Marseille et Amsterdam.

**CHINE.** La compagnie KLM ouvrira, le 15 mars, une nouvelle ligne Amsterdam-Shanghai. Départs les lundis et jeudis, retour les mardis et vendredis. Correspondances assurées au départ de dix villes françaises.

## JARDINAGE

# Savoir laisser le temps au temps...

**LA TRONÇONNEUSE,** le désherbant et le motoculteur accompagnent souvent les premiers pas au jardin des nouveaux occupants d'une maison de campagne. Vieux pommiers, haies sauvagesses, rosiers, arbustes, allées dessinées, année après année, par le pas des hommes et des animaux font soudain place à des pelouses, percées de chemins rectilignes dalés ou gravillonés. D'un petit univers charmant, parfois désuet,

néteté face à la musique: « Chez nous, est carré, coupé à angles droits; nos assiettes, nos maisons sont carrées; chez vous les assiettes sont rondes; les vieilles maisons sont riches de petits espaces, parfois inutilisés, comme si vos bâtisseurs avaient construit sous l'effet d'une inspiration hasardeuse; vous touchez le clavier s'il était une motte de gazon; pour eux c'est une ligne droite. » Elle ajoutait: « J'ai visité le jardin de Monet, à Giverny: une pure poésie, du Chopin végétal; les nôtres sont

trop dominés, trop visiblement façonnés, comme nos pianistes. » Yves Nat, un pianiste français, les fausses notes étaient des mauvaises herbes qui le chant profond de son piano, avait lui aussi ses certitudes: « Dis-moi quel est ton doigté; je te dirai qui tu es. » Reprenons-le: « Jardinier montre-moi ton jardin; je te dirai qui tu es. » Jardinier n'est pas l'affaire des géomètres, encore moins des architectes, qui considèrent trop souvent les plantes - qu'ils appellent végétaux -

comme une matière figée, presque immuable. Les paysagistes, qui, dans les années 1960 et 1970, ont défrayé de leur savoir et le hasard sont intimement liés, à l'être humain, en avoir conscience, à fonder un univers qu'il façonne étant à sa merci.

Jardinier, c'est commencer par respecter ce qui est, le prendre en considération, laisser le temps au temps. Respecter ses voisins n'exigeant pas d'eux qu'ils masquent un peu d'ombre à notre jardin, mais se résoudre à cette exigence qu'en cas de danger ou de nuisance réelle, la respecter en acceptant le couper forêt de sapins, certes plantée dans les limites légales, mais qui, trente ans après sa plantation, plonge le jardin dans l'ombre. La justice est parfois bête qui refuse de se fonder sur les sens et respecte les textes.

Prendre en considération un vieux jardin ne veut pas dire que l'on ne peut pas apporter le soleil, ce qui est, mais on ne peut pas le faire avec prudence et altruisme. On ne peut pas le faire avec prudence et altruisme.

## Plantes rares

## Plantes rares

Les plantes rares, Jacques Briant se sont fait une spécialité de la commercialisation de plantes qui, sans être rares, se trouvent difficilement chez le premier revendeur venu. Dans leur catalogue « Printemps 99 », ils proposent ainsi des roses (45,50 F la pièce, 7 €) ou blanches (69 F, 10,5 €), des *Voluntas* (59,90 F la pièce) ou rouges (48,90 F, 9 €). Ces plantes à l'allure exotique ne plaisent bien au jardin moyennant une protection hivernale. Leur feuillage opulent, leurs grandes grappes de fleurs sont superbes et leurs fleurs s'épanouissent d'année en année.

Ce catalogue contient également des plantes, dont des lupins arbustifs (sols secs et légers), des géraniums vivaces, une belle sélection de vivaces pour rocailles et massifs, de nombreuses plantes pour régions climatiques ou tropicales.

★ Pépinières Jacques Briant, 11111 Saint-Sylvain d'Anjou (49) : 02-41-37-66-11. Tél : 3614jacbriant.

## Plantes rares

Les plantes rares, Jacques Briant se sont fait une spécialité de la commercialisation de plantes qui, sans être rares, se trouvent difficilement chez le premier revendeur venu. Dans leur catalogue « Printemps 99 », ils proposent ainsi des roses (45,50 F la pièce, 7 €) ou blanches (69 F, 10,5 €), des *Voluntas* (59,90 F la pièce) ou rouges (48,90 F, 9 €). Ces plantes à l'allure exotique ne plaisent bien au jardin moyennant une protection hivernale. Leur feuillage opulent, leurs grandes grappes de fleurs sont superbes et leurs fleurs s'épanouissent d'année en année.

## Plantes rares

Les plantes rares, Jacques Briant se sont fait une spécialité de la commercialisation de plantes qui, sans être rares, se trouvent difficilement chez le premier revendeur venu. Dans leur catalogue « Printemps 99 », ils proposent ainsi des roses (45,50 F la pièce, 7 €) ou blanches (69 F, 10,5 €), des *Voluntas* (59,90 F la pièce) ou rouges (48,90 F, 9 €). Ces plantes à l'allure exotique ne plaisent bien au jardin moyennant une protection hivernale. Leur feuillage opulent, leurs grandes grappes de fleurs sont superbes et leurs fleurs s'épanouissent d'année en année.

## Plantes rares

Les plantes rares, Jacques Briant se sont fait une spécialité de la commercialisation de plantes qui, sans être rares, se trouvent difficilement chez le premier revendeur venu. Dans leur catalogue « Printemps 99 », ils proposent ainsi des roses (45,50 F la pièce, 7 €) ou blanches (69 F, 10,5 €), des *Voluntas* (59,90 F la pièce) ou rouges (48,90 F, 9 €). Ces plantes à l'allure exotique ne plaisent bien au jardin moyennant une protection hivernale. Leur feuillage opulent, leurs grandes grappes de fleurs sont superbes et leurs fleurs s'épanouissent d'année en année.

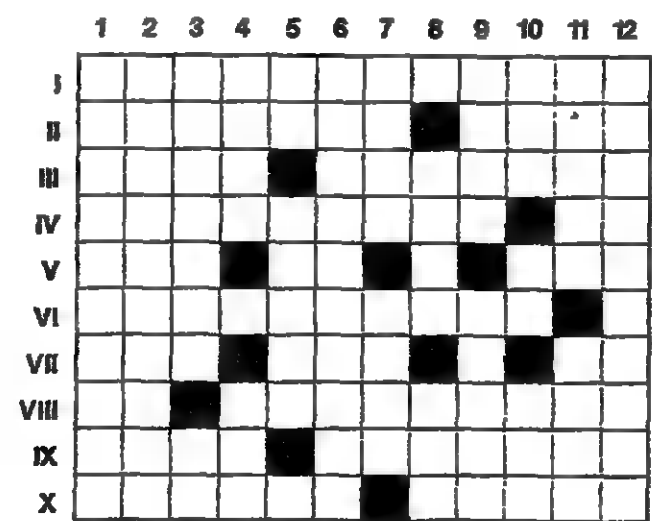
## Plantes rares

Les plantes rares, Jacques Briant se sont fait une spécialité de la commercialisation de plantes qui, sans être rares, se trouvent difficilement chez le premier revendeur venu. Dans leur catalogue « Printemps 99 », ils proposent ainsi des roses (45,50 F la pièce, 7 €) ou blanches (69 F, 10,5 €), des *Voluntas* (59,90 F la pièce) ou rouges (48,90 F, 9 €). Ces plantes à l'allure exotique ne plaisent bien au jardin moyennant une protection hivernale. Leur feuillage opulent, leurs grandes grappes de fleurs sont superbes et leurs fleurs s'épanouissent d'année en année.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 99024

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



## HORIZONTALEMENT

1. Passe l'année vert. - II. Unique ou partagée. Petite, elle peut finir comme la précédente. - III. Fait face en se retournant. Mettre en place les lauriers. - IV. Se répand dangereusement. Mettent leur nez partout. - V. Métier en voie de disparition. Affirmation du Sud. Mois libéral. - VI. Mise en valeur. - VII. Descend dans un trou, possédant l'autre. Au centre du triangle. Aussi haïssable que moi. - VIII. Voyelles. Sent à voir les

## VERTICALEMENT

1. Crée des distances. - 2. Aura du mal à trouver la fin. - 3. Machine à broyer. En commun chez Brecht et Bardot. - 4. Exhaler désagréablement. À la fin du troisième cycle. - 5. Introduit la licence. Bien conservée pour l'âge. - 6. Diffi-

## BRIDGE

## PROBLÈME N° 1823

## LA DÉFAUSSE INSOLITE

L'Américain [nom] [nom] ici comment le flanc doit jouer pour indiquer au partenaire la couleur à contre-attaquer. [nom] s'efforceront de bien raisonner pour trouver la [nom] [nom] [nom].

Ann. : N. don. E.-O. vuin.

Ouest [nom] Est [nom]

passé 2 SA passé 3 SA

Quest a entamé le Valet de Pique pris par l'As [nom] mort sur lequel Est

## LA DÉFAUSSE INSOLITE

L'Américain [nom] [nom] ici comment le flanc doit jouer pour indiquer au partenaire la couleur à contre-attaquer. [nom] s'efforceront de bien raisonner pour trouver la [nom] [nom] [nom].

Ann. : N. don. E.-O. vuin.

Ouest [nom] Est [nom]

passé 2 SA passé 3 SA

Quest a entamé le Valet de Pique pris par l'As [nom] mort sur lequel Est

## LA DÉFAUSSE INSOLITE

L'Américain [nom] [nom] ici comment le flanc doit jouer pour indiquer au partenaire la couleur à contre-attaquer. [nom] s'efforceront de bien raisonner pour trouver la [nom] [nom] [nom].

Ann. : N. don. E.-O. vuin.

Ouest [nom] Est [nom]

passé 2 SA passé 3 SA

Quest a entamé le Valet de Pique pris par l'As [nom] mort sur lequel Est

## LE CHELEM DU LECTEUR

Cette donne, transmise par un lecteur, a été jouée [nom] une sélection d'interchats à Saumur. « SA », qui peut réussir quand on voit les quatre jeux, aurait-il pu être réalisé à la table ? Cachez les mains d'Est-Ouest.

## LE CHELEM DU LECTEUR

Cette donne, transmise par un lecteur, a été jouée [nom] une sélection d'interchats à Saumur. « SA », qui peut réussir quand on voit les quatre jeux, aurait-il pu être réalisé à la table ? Cachez les mains d'Est-Ouest.

## LE CHELEM DU LECTEUR

Cette donne, transmise par un lecteur, a été jouée [nom] une sélection d'interchats à Saumur. « SA », qui peut réussir quand on voit les quatre jeux, aurait-il pu être réalisé à la table ? Cachez les mains d'Est-Ouest.

## LE CHELEM DU LECTEUR

Cette donne, transmise par un lecteur, a été jouée [nom] une sélection d'interchats à Saumur. « SA », qui peut réussir quand on voit les quatre jeux, aurait-il pu être réalisé à la table ? Cachez les mains d'Est-Ouest.

## LE CHELEM DU LECTEUR

Cette donne, transmise par un lecteur, a été jouée [nom] une sélection d'interchats à Saumur. « SA », qui peut réussir quand on voit les quatre jeux, aurait-il pu être réalisé à la table ? Cachez les mains d'Est-Ouest.

## LE CHELEM DU LECTEUR

Cette donne, transmise par un lecteur, a été jouée [nom] une sélection d'interchats à Saumur. « SA », qui peut réussir quand on voit les quatre jeux, aurait-il pu être réalisé à la table ? Cachez les mains d'Est-Ouest.







سكنا من ليدو

## Gus Van Sant fait du vieux avec du neuf

Psycho. En s'attaquant à une copie de « Psychose », le cinéaste rate sa cible

Film américain de Gus Van Sant. Avec Vince Vaughn, Anne Heche, Julianne Moore, Viggo Mortensen, William H. Macy. (1 h 44.)

François Truffaut : « Il pourrait considérer que Psychose est un film expérimental ? » Alfred Hitchcock : « Peut-être. Ma principale satisfaction est que le film a été vu par le public. C'est la chose à laquelle je tiens le plus. Psychose, le sujet m'importe peu, les personnages m'importe peu ; ce qui m'importe, c'est que l'assemblage des morceaux de films, la photographie, la bande sonore et tout ce qui est purement technique, pouvait faire hurler le public. » L'idée de sortir Psychose a effectivement fait hurler le public et engendré depuis chez plusieurs réalisateurs le désir de le refaire, de l'adapter, de repousser ses limites.

John Carpenter a fait sa version en 1980 avec Halloween, donnant naissance à un courant baptisé slasher movie. Brian De Palma a passé plus de quinze ans à cinq films (Phantom of the Paradise, Carrie, Pulsions, Body Double et Scarface) à actualiser la scène de la douche. Gus Van Sant a fait un jour celui qui a poussé le plus loin les limites de l'expérimentation, une copie - non un remake - plan par plan de Psychose, allant jusqu'à reproduire le minutage des scènes, et les

angles de caméra de Hitchcock. A quelques mètres près - l'utilisation de la couleur, l'ajout d'un plan où Norman Bates se masturbe en observant Marion dans la chambre - le nouveau Psycho se reflète dans l'ancien.

Gus Van Sant n'en fait pas un mystère. Une copie de Psychose demeurait le projet auquel il tenait depuis plus de dix ans. Et la réaliser lui semblait capital à ce titre. Un tel projet n'avait jamais été mené à bien. Le public d'aujourd'hui ne connaît plus Psychose, et quand bien même le film de Hitchcock sortirait maintenant, personne n'y va car il est en noir et blanc. Une idée mûrie pendant longtemps ne constitue pas pour Van Sant une bonne idée. La tâche demande une certaine obstination.

### OBSESSION DE LA TECHNIQUE

L'obsession de Gus Van Sant sur Hitchcock, visant, à la fois, un maître des effets, suppose que l'impact des films repose sur une technique cinématographique. Il suffit, pour la reproduire, d'établir la grammaire. Si tout se réduisait à l'application servile de cette éventuelle grammaire, il y aurait beaucoup plus de bons films, et ce n'est pas le cas. Gus Van Sant suppose, à tort, que le film de Hitchcock est intemporel

et que l'on peut, sans dommages, l'abstraire de son contexte historique. Le film de Hitchcock se déplace à la fin des années 50. Le simple fait de le déplacer dans les années 90 implique de le repenser entièrement. Gus Van Sant, un film d'hier se regarde aujourd'hui avec les mêmes yeux.

Ce film, Hitchcock ajoutait une dimension métaphysique au larcin de Janet Leigh. Les 40 000 dollars qu'elle avait payés pour la métaphore d'un malaise plus profond se portaient en une métaphore qui culminait avec la célèbre scène de la douche. Anne Heche lui porte plus de culpabilité. Elle n'est pas une pécheresse perdue, mais une simple humaine au sang-froid. Le rôle d'Anthony Perkins pour le rôle de Norman Bates tenait énormément à l'air juvénile de l'acteur, à son air emprunté, mal à l'aise, gauche, qui l'assimilait à un innocent. Il faudrait être fou pour accepter de dormir dans le motel tenu, dans le film de Van Sant, par Vince Vaughn, le remplaçant d'Anthony Perkins. La stature imposante de l'acteur, ses cheveux en coin, son regard perdu, son air de candidat idéal pour le rôle du croque-mitaine du train de la Foire du Trône, mais pas pour celui de Norman Bates.

Psychose était indissolublement un film de son époque. Le film de Hitchcock est à ranger à côté d'autres qui lui sont contemporains, 1 275 Ames, de Jim Thompson, ou Knoxville Girl, l'ingénieuse chanson de Louvin Brothers. Il aura fallu à Van Sant réaliser combien Psychose était à un tel provincialisme californien. Le film Motel, une fameuse maison perchée sur la colline, réédite l'esthétique, hé encore à la



Vince Vaughn, dans « Psycho », de Gus Van Sant : plus croque-mitaine que Norman Bates.

fin des années 50, dont le film renvoyait la face cachée c'est-à-dire la plus sombre, la plus inquiétante. modernité de Psychose était d'être de son temps. Faute d'avoir su le comprendre, Gus Van Sant livre, lui, un vieux film.

S. B.

## La machine à observer les fantasmies de Judith Cahen

La Révolution sexuelle n'a pas eu lieu. Une comédie métaphorique sur la place de chacun dans le groupe

Film français de Judith Cahen. Avec Judith Cahen, Alberto Sorbelli, Jean-Louis Loca, Eva Husson, Serge Bozon, Hélène Frappat, Emmanuel Giraud, Julien Husson. (2 heures.)

L'œuvre est entendue : elle est une cascade de première. L'œuvre contient, jamais l'heure, l'œuvre se joue en bourgeois ses copains, ex-amants et toujours collègues de la rue libérale elle est animatrice. Et c'est-à-dire qu'elle fabrique avec ses éléments relatifs à ses fantasmies par ses fils électriques qu'elle crée son front ? Des images. Elle fabrique des images. Comme la réalisatrice du film. Ce qui est assez logique, puisque c'est Judith Cahen, la réalisatrice, qui joue Anne. On la reconnaît : on reconnaît dans son premier film, La Chambre d'Anne Buridan, en 1995.

Avec le renfort de ce personnage, elle proposait une interrogation, l'œuvre était érudite ou farfelue, sur les possibilités - politiques, littéraires, cinématographiques, etc. - de l'œuvre collective. Ce film nous poursuit la réflexion, en sens inverse : le film part cette fois des différentes formes de groupe - dont le « moi » - qu'est, dans nos sociétés, le

couple - et des représentations de masse, pour essayer de voir un peu, si possible de comprendre, où chacun en est vis-à-vis d'eux. C'est le bidule informatif, la science-fiction : pour voir un peu, son écran informatique. Et d'où encore les psychodrames, réalisés avec les deux copains (Cahen et Husson), ondules avec son idéal masculin imaginaire (Jean-Louis Loca). Puis, un sautiellement entre réalité et fantasme, grâce au travestissement Alberto.

### SAUTILLANT ET BOITEUX

Sautillant, le film l'est lui aussi, et parfois même boiteux - ce qui, soit dit en passant, vaut mieux qu'assomé ou au contraire épuisé par son propre poids, comme tant d'autres productions actuelles. La révolution sexuelle n'a pas eu lieu (titre en forme de gadget publicitaire dont on se serait aisément passé) pour lui son ambition, et la volonté affichée de l'accomplir en faisant sourire (souvent) et en étonnant (parfois) ses spectateurs. Noble projet, qu'il convient de saluer, quelle que soit la manière dont on le considère. Si les questions que (se) pose Judith Cahen sont d'importance, la manière dont elle les pose, et qui fait le ton du film, est nettement moins convaincante. L'ordinateur le décrypte les images mentales se substitue à ce qui

devrait être par excellence la machine à montrer le réel et l'imaginaire, c'est-à-dire la machine à l'homme. Cette quinquillerie est comme la métaphore d'une réalisation qui multiplie à plaisir le bêtisier psychologique et le bêtisier sociologique. En capturant les protagonistes de son petit théâtre, la réalisation ne leur laisse jamais le temps d'exister par eux-mêmes, de prendre quelque consistance au-delà des diverses expérimentations auxquelles la créatrice les livre sous nos yeux. Anne, son propre personnage, est d'ailleurs la première victime de ce phénomène.

Il lui fait perdre au passage le capital de sympathie que, dans le droit fil des héros du burlesque, de Charlot à Hulot, Nanni Moretti avait su accumuler en faveur du Michele. Il interprète dans ses premiers films, et agit l'héroïne conçue par Judith Cahen devrait faire sonner. C'est justice que l'apariement à fabriquer des images utiles dans l'histoire finisse par déclencher des catastrophes, puis échoue. Il est même d'une certaine manière de la part de l'acteur de parvenir à cette conclusion, il n'empêche que le film lui-même, porté par un dispositif de récit et d'images inopérant, a au passage subi le même sort.

J.-M. F.

## Dans l'ombre du crime

Sombre. Les aventures d'un tueur en série dans l'œil d'un cinéaste métaphysique

Film français de Philippe Grandrieux. Avec Elina Löwensohn, Marc Barbé, Gérard Voillat. (1 h 52.)

On pourra tout penser de ce film, du plus grand mal au plus grand bien, sauf qu'il n'est ni objet négligeable. Trop érudite pour laisser indifférent, trop engagé pour pas diviser. Le genre d'œuvre qui s'élève d'emblée de la porte derrière elle, au lieu d'être de la suite, au détriment des autres. Bien malin, dans l'un et l'autre cas, qui pourra le reconnaître.

Il est toujours possible de se raccrocher à la trame narrative, une trame de road movie qui se joue en scène un maniaque sexuel tourmenté par le chemin du film avec qui il aime l'amour, jusqu'au moment où l'une d'elles le détourne momentanément de sa passion destructrice. Mais le minimalisme délibéré de l'intrigue, le film à la psychologie, la composition plastique du film interdisent de le réduire à cet argument.

Tournée la plus souvent en plan-séquence et caméra à l'épaule, c'est une œuvre travaillée jusqu'au maniérisme, qui exerce la pure perception de l'impact sensoriel, en jouant notamment sur l'alternance. Violence du plan rapproché qui morcelle les corps et coups de

brusques décadres et de filés. Sinueux du travelling le long d'une route qui défie. Stage du plan fixe sur quelques paysages somptueux et pacifiés. La bande-son procède de même, avec des plongées en apnée et des incursions, tout en traitant les matières, alternant l'air et la fluidité, en de la lumière (lutte entre l'ombre et la lumière).

### PREUVE ET BATAILLE

Sous les auspices revendiqués de Freud et de Bataille, le cinéaste fait un regard un peu privilégié de la jouissance. Les tentatives allusives à l'œuvre et au spectacle, les scènes en blanc voyeu-les et violentes de la scène définissent la représentation comme terrain d'élection.

Jacques Mandelbaum

## Le Monde des livres sur Internet

Retrouvez chaque semaine le supplément littéraire du Monde

également les dossiers spéciaux et possibilité d'accéder à notre librairie électronique

www.lemonde.fr

## NOUVEAUX FILMS

### RUSH HOUR

■ Succès surprise au box-office américain cet automne, Rush Hour est intéressant à plusieurs titres. Il conforte d'abord Jackie Chan dans son statut de star américaine en lui offrant un rôle hollywoodien. Il réussit aussi de nouvelles frontières (les carrières de Chow Yun Fat et de Jet Li restent pour l'instant beaucoup plus floues), alors que son partenaire, l'acteur noir Chris Tucker, déjà vu dans Le Cinquième Élément, de Luc Besson, reprend un créneau laissé vacant par Richard Pryor et Eddie Murphy. Rush Hour marque aussi la résurgence d'un genre, le buddy movie (le « film de copains »), populaire dans les années 1980. Les titres comme L'Armée fatale et Quarante-huit heures. Il s'agit d'un policier chinois (Jackie Chan) chargé de faire équipe malgré lui avec un flic de la police de Los Angeles (Chris Tucker) pour retrouver la fille du consul de Chine aux États-Unis. Malgré le potentiel comique de Chris Tucker et les talents de cascadeur de Jackie Chan, Rush Hour est un produit trop formaté pour surprendre. Cohérent, aride et bien réalisé, il ne lui manque que de vraies idées.

S. B.

### LA NOUVELLE ÈVE

■ Le quatrième film de Catherine Corsini est une entreprise érudite : elle affirme que les anciennes gauchistes ont droit, comme tout le monde, à la vaudeville bourgeois et à la variante contemporaine, la comédie décalée de fleurs blanches. Camille, qui a conservé de ses rébellions adolescentes un certain penchant à raler contre tout ce qui n'est pas certain aux expériences sexuelles « limites », est bien malheureuse. Jusqu'à ce que sa dérive croise le chemin balisé d'un homme dont les principales qualités sont d'être marié, à demi-chauve et d'être socialiste. Elle lui donne éperdument envie de ce modèle de réussite. Pour la suite, il faudra vous référer à votre roman-photo habituel. Rush Hour est un film avec une certaine personnalité au milieu d'un film qui ne lui fait pas justice. C'est d'ailleurs une habitude dont elle devrait se défaire.

J.-M. F.

### DOWNTIME

■ Ça commence comme un de ces films sociaux dont les Anglais sont fiers dernièrement une spécialité. Une jeune femme est sauvée du suicide par un policier. Elle vit seule avec son enfant dans une gigantesque tour de la ville londonienne promise à la démolition, habitée par quelques familles à l'heure à une bande d'adolescents désoberés et brutaux. Le film change de registre lorsque le policier se retrouve coincé dans la tour, la tour au suicide dans un ascenseur dont les flims éclatent progressivement. Durant trois quarts d'heure, le réalisateur s'amuse alors avec les nerfs du spectateur, multipliant les effets de frayeur et de suspense, aidé par un scénario qui en rajoute (le héros est asthmatique et sujet au vertige). Après quelques vaines mais efficaces tentatives d'adrénaline, le film écope de vingt minutes de remplissage. Le morceau de bravoure central ressemble, en tout cas, à une visite qu'un jeune cinéaste enverrait à Hollywood pour démontrer sa capacité à filmer des scènes d'action. L'histoire finit bien : le réalisateur Bharat Nalluri a été engagé par Miramax pour réaliser The Crow III.

J.-M. F.

Film britannique de Bharat Nalluri. Avec Paul McGann, Susan Lynch, Tom Georgeson. (1 h 30.)

### CELEBRITY

Lire ci-contre

### PSYCHO

Lire ci-contre

### LA RÉVOLUTION SEXUELLE N'A PAS EU LIEU

Lire ci-contre

### SOMBRE

Lire ci-contre



PRODUCTION: IRTI DRAMATIQUE, PARIS. LE MONDE DES LIVRES. COPIES: THEATRE ARTISTIC ATHEVAIS.

01 43 78 32 33

THEATRE ARTISTIC ATHEVAIS



**Le festival créé en 1965 par Maurice Pérois renaît de ses cendres au cœur de Paris**

dans le monde avant de disparaître en 1983. La manifestation renaît aujourd'hui au cinéma La Clé, dans ■ 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris. **ENTRÉE**

édition met en parallèle les productions d'hier et d'aujourd'hui ■ programmant 32 films présentés ■ Hivers et 66 œuvres récentes ■

choquent le public non averti. Mazé, non ~~un~~ ni malignité, y programme de ~~un~~ Vladimir ~~et~~ du groupe Dziga Vertov (Gorin et Gorin) en soirée d'ouverture, ~~le~~ *Jaune le soleil*, ~~le~~ Marguerite Duras, en clôture, devant les autorités locales. Scandale, qui s'ajoute à celui des hordes de chevelus paraplégiques épluchant les ~~des~~ dans les salons des hôtels de la ville.

naîtront par la suite, telles **Paris**  
Film Cop et Light Cone, qui existent  
toujours aujourd'hui.

L'un des principaux **films** de cette manifestation consiste d'abord à **ramener** en programmant 32 films présentés à Hyères et à ses œuvres récentes, elle offre en outre un intéressant **regard** sur la production contemporaine mise en regard **celle** d'hier. Tranchant sur une tendance relativement massive à la vignette dérisoire, quelques **œuvres** fortes émergent. *Trace of a Presence* de Come (vidéo, 1993), d'Irit Batsry, **un** halluciné qui n'est **pas** évoquer le travail de Chris Marker. *Without a View* (16 mm, 1997) de Rada Sasic, ou le flottement douloureux d'une Croate de Sarajevo **aux** Pays-Bas. *La Reprise* (16 mm, 1995), de Claus Teichner, magnifique évocation de la ville **d'Hyères**, ou **un** **long** d'une jeune femme **posant** pour l'objectif d'un photographe **qui** **jaillit** **de** **l'ombre** **du** **soleil**, les éblouissantes réminiscences de Man Ray, Maya Deren, Luis Bunuel, Jean Cocteau à Jean-Luc Godard. Solt, de Hyères à Jeunehui, les diverses **œuvres** d'une histoire différente **du** **cinéma**.

- Massimo Blacchi - participe à la représentation de cette tragédie, révolte de la conscience morale de la bourgeoisie, la raison d'Etat.

**Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11<sup>e</sup>. M Bastille. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 01-43-57-42-14. 80 F et 120 F. Jusqu'au 28 février.**

**Eddie Henderson Quartet**  
L'ancien trompettiste des  
Headhunters électriques du pianiste  
Herbie Hancock ■ des jazz  
Messengers du batteur Art Blakey  
vient de temps ■ autre jouer dans ■  
clubs parisiens. C'est toujours un  
bonheur pour le jazz. On se souvient  
de ■ clarté de ■ sonorité, de son  
expressivité auprès du pianiste  
Laurent de Wilde ■ début des  
années 90.

*La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6.  
M° Saint-Germain-des-Près. Les 28, 27  
et 29 et 30 janvier et le 2 février.  
22 h 30. T. 01-42-26-60-00. D.  
120 F à 150 F.*

**Fantastic! Arts**  
Le 6<sup>e</sup> Festival, à Gérardmer, consacré au genre fantastique, présente une quinzaine de longs métrages (■ ■ ■ ■ ■) dans différentes sections. Parmi les films en compétition, huit films longs (■ ■ ■ ■ ■). En ouverture, hors compétition, *Psycho* de Gus Van Sant, revisite le classique d'Hitchcock (■) avant-premières des films inédits destinés à la vidéo, des vidéo-clips, un colloque (■ ■ ■ ■ ■), deux psychopathes, deux hommages (John Landis et ■ ■ ■ ■ ■), *Englund*, un coup d'œil sur la bande (■ ■ ■ ■ ■) et exposition (■ ■ ■ ■ ■) complètent la programmation. Bureau du Festival, 4, boulevard Kleisch, ■ ■ ■ ■ ■. Gérardmer, Du 27-31 janvier. Tél. : 03-90-21-98-21.

C'est aujourd'hui au tour du Festival de Hyères de rendre des cendres, au musée de Paris. En 1965 par Maurice Perisset, animateur du club-club Hyères, le festival, l'un des plus importants en France après celui de Cannes, eut une plaque du club du cinématographique expérimental dans le monde, avant de disparaître en 1971. C'est en 1970 que Marcel Masu - le choc de la découverte du mouvement underground américain (Mekas, Anger, Brackage...) - présente la première fois en France par Cinématique française - un programme chargé la charge la plus importante de Hyères. Intégrées au programme général du festival en 1971.

**ACTIONS ALTERNATIVES**  
Privé de subvention, le festival s'exilera l'année suivante à Toulouse, où le scénario se reproduit. L'identique. Décision : on prise de créer deux sélections distinctes, dont l'une, dirigée par Marcel Mazé, baptisée « Cinéma différent ». C'est elle qui rassemble essentiellement la réputation du festival, rétabli à Hyères en 1977.  
L'accueil  
Philippe Garrel, Marguerite Duras, Jean Eustache, Paul Sharits, Toti Hernandez ou Hans-Jürgen Syberberg. Entre-temps, Marcel Mazé, entouré de quelques amis, de route, parmi lesquels Duras, Dominique Noguère, Burch, a créé en 1971 le Collectif Jeune Cinéma, qui, sur le modèle de la Film-Maker's Coop. de Jonas Mekas à New York, est la première coopérative française de diffusion d'œuvres exclues des circuits traditionnels : les « Nuits blanches » de Folimage, le comble d'œuvres coopératives.

d'un lieu à l'autre, l'impaction d'une même génération qui a rejoint celle de Mazé, l'entraînant à organiser la première édition de ce festival qui prolonge l'esprit de l'œuvre (60-70 ans) du grand maître, structurellement, du génial, du complexe, du narratif, du subtil, du très diversifié (usage massif de la vidéo, rétro-projection du super-8, 16 et du 35 mm) du maître de dérivation, aussi : du grand (hangars, cafés, appartements...) y côtoient les institutions, comme l'atteste l'invasion des musées et des galeries par l'art vidéo, la tenue régulière de séances de cinéma expérimental à la Cinémathèque française, la création récente d'un rendez-vous consacré à l'art vidéo (Switch, Arte, dimanche 11 janvier à minuit). Dans un autre, dans l'autre, une constatation : ce cinéma, contrairement à l'époque où les salles découvraient l'espace privilégié de sa découverte, a tendance aujourd'hui à réintégrer le dispositif cinématographique.

**Jacques Mandelbaum**

★ « De Hyères à aujourd'hui », Festival des cinémas différents. Du 28 au 31 janvier au cinéma La Clé, 21, rue de la Clé, Paris-5°. M<sup>o</sup> Censier-Daubenton. Tél. : 01-47-42-91-11.

**TOULOUSE**

**■** **correspondant régional**

Surprise : le champion de France toute catégorie est un poté-plume : Au bon-office Utopia de l'année 1998, le cinéma Utopia a petites salles d'art et nichées au cœur de Toulouse a gagné la palme, décernée par Le français, au meilleur taux de remplissage des salles françaises. Avec une moyenne de 784,9 spectateurs par séance, le Petit Utopia (places) est proportionnellement, le plus fréquenté des cinémas de France, devant Foggy parisien UGC Cité-Les (19 salles, 3 260 fauteuils) où le coefficient est de 735,9. Les autres multiplexes sont loin derrière. Du point de vue commercial, c'est donc le meilleur cinéma de France. Alors que, de lui et la programmation, c'est un plus audacieux. Étrange et heureux paradoxe.

Utopia est une première. Au départ - (il y a vingt-trois ans, un temps où l'utopie avait encore des couleurs - deux allumés lassés de l'indigence cinématographique réservée à certaines provinces, Anne-Marie Fauré et Michel Malacamat, décident de « bâtir l'alternative à la domination des grands ». Programme maximum ! Qui commence modestement par copains (une ancienne cha-

pelle d'Avignon transformées en salle de cinéma. Premier film: *Le Bonheur dans vingt ans*, montage sur la période stalinienne. Le public, pas très nombreux, le ton est donné. Utopia est née.

Commerce avec une *Mutuelle* à l'envers, le *Centre* des logiques commerciales. Utopia s'acharne à présenter un cinéma de recherche, des films venus de l'Est, d'Iran ou d'ailleurs-monde. Evidemment, ça ne marche pas. Pas plus à Avignon que dans les autres lieux ouverts avec un bel nez à Valence, à Toulon et à... Bédouin, petit village de l'Est au pied du Mont Ventoux. Pourrait dix-sept ans.

Anne-Marie Faucon et Michel Marnacmet deviennent de prodigieux acrobates des déficits.

Et puis, en 1993, vient l'idée d'*s'installer* à Toulouse. Une intuition gagnante parce qu'elle permet l'adéquation d'un lieu d'un projet. « Une *trou* jeune, universitaire, turbulente, frondeuse, adaptée à *cette* démarche », dit Michel Marnacmet. A l'ancien cinéma, le Rio, un superbement aménagé avec fresque du XVIII<sup>e</sup> siècle, escalier de bols, *escaliers* d'anges, fauteuils en velours et agit-prop sur des murs. On a prié d'être pontonnel aux séances et on a pas manger le pop-corn. On est en revanche cordialement invité à signer

Les pétitions pour la semaine de quatre jours vont rejoindre les **attaques**.

Cette fois, c'est **la marche**. Au-delà des expériences : les 222 entrées en 1998, les 222 entrées dans le monde du cinéma en roulement par an, un journal **à** 50 000 exemplaires... Utopia donne toutes leurs chances aux films en les laissant de longues semaines à l'affiche (plus d'un an pour *Les Virtuoses*). Les Toulouseais plébiscitent une programmation de qualité (plus de 70 % de films français ou européens, moins de 30 % américains). « Les **cinéastes** ont un petit **air** de résistance qui s'en va quand on peut s'opposer aux succès à l'ordre menaçant du monde », estime Michel Malacarnet.

Dernier pied de nez en forme d'équation : Utopia, c'est 2 millions de francs d'achat plus 5 millions de travaux (sans la moindre subvention) pour 100 000 spectateurs ; un multiple, c'est en moyenne 100 millions de francs d'investissement pour 100 000 à 200 000 entrées. L'utopie s'avère plus rentable que l'industrie. « Il faut réussir l'alternative au plan économique pour l'imposer culturellement », conclut Michel Malacarnet.

**Jean-Paul Besset**

EN ORGANISANT une manifestation consacrée au thème du « Cinéma Vichy », le CRAC de Valence élargit le programme de ce qui avait été à Paris vendredi 22, le festival des Archives du film, dans le cadre du Cinéma-musée. Nil Hasard : Françoise Calvez, directrice du CRAC, a souhaité inaugurer par ce thème le nouveau rendez-vous cinématographique de l'Institution, baptisé « Cinéma + Histoire » : « ... donne les problèmes ... traverse actuellement le région Rhône-Alpes, s'estime qu'au lieu de ... grands discours ... mieux montrer ce qui s'est passé en France à ... époque. »

Mais le cinéma français (le ... époque, - 220 longue métrages

Les produits de 1944-1945 ne  
 montrent presque rien. Le cinéma  
 du pays, « occupé »,  
 principalement par les Français  
 de la rigueur de l'Occupation,  
 libéré de la censure holly-  
 woodienne, purgé de Juifs, il  
 connaît en même temps son âge  
 d'or. Si le cinéma était jamais  
 un art de la société, c'est dans  
 la France tranquille de l'après-guerre  
 qu'il cherche sa vérité. L'idé-  
 ologie pétainiste et collaboration-  
 niste s'exprime, quant à elle, dans  
 le cinéma de propagande.  
 Un grand nombre de films  
 montrés à Valence, « pré-  
 sentés des historiens du cinéma  
 Raymond Chirat et Jean-Pierre  
 Bertin-Maghit, » en collaboration  
 avec les Archives du film.

peron pro-nazi nommé Pierre  
 mélot. Il est composé de « la par-  
 « Crème », « Déchance ». «  
 Scandale » ou s'ouvre sur un  
 carton qui en résume parfaitement  
 le propos, en attribuant : « la  
 presse, le cinéma, la radio, exploités  
 base de 95 % par des  
 consorts juifs ». L'influence cor-  
 ruptrice qui aurait été la jeunesse  
 française, la criminalité augmen-  
 tée, en 1925, à 1939, « dans des  
 proportions énormes ».  
 Chacun les trois épisodes va il-  
 lustrer ce propos, en trois démon-  
 stration qui ne recule devant  
 expédient, à commencer par celui  
 de la presse ordurière. Ici, un  
 jeune homme qui « abusé des po-  
 judeo-hollywoodiens devient  
 un assassin. Là, une brave

« Ce [...] chose faite quelques semaines plus tard, [...] le début des grandes rafles », le film s'achève sur d'émouvants tableaux nationaux, telle [...] famille réunie autour d'une radio pour écouter [...] discours du Maréchal.

Suite à une anomalie constatée sur le négatif et reproduite sur [...] diverses copies, la première moitié de [...] privée d'un [...] Mort [...] septembre 1942, [...] réactualisation n'a jamais eu [...] s'en justifier. Quant à Martine Carol, après [...] avoir tenu le premier rôle [...] sa carrière, elle deviendra le sex-symbol français des années 1950, [...] « l'émotion », par Brigitte Bardot. Un film à demi apasphique, un réalisateur rendu à son néant, [...] starlette oubliée. Triste histoire.

LM

★ « Le cinéma sous Vichy ». Du 29 au 31 janvier, au CRAC (Centre national du cinéma), boulevard du Général-de-Gaulle, 26000 Valence (04-75-82-44-10). Pour plus de détails sur l'histoire de ce film, voir l'étude d'Éric Le Roy, *Les Corrupteurs, ou les Français à l'heure nazie*, parue dans la *Revue d'Histoire de la Shoah* (n° 163, mai-juin 1998, Centre de documentation juive contemporaine).

**Le Kiosque Théâtre :** les places du jour  
vendues à prix (+ 16 F de  
commission place). La Ma-  
monnaie. Parvis. Le Montpar-  
nas. 12 h 30 à 20 heures, mardi  
12 h 30 à 19 heures, di-  
manche.

**Jullien Marc**  
Champs-Élysées, 15, avenue  
Montaigne, 3<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Alma-Marcousses.  
Les 27 et 28, à 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50.  
50, 52, 54 F<sup>o</sup> de la Madeleine  
Brosses, chers  
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine,  
93 Bobigny. Le 27, à 21 heures. Tél. : 01-41-  
60-72-72. 140 F. Jusqu'au 7 février.  
Fenway All-Ready  
Sous les Halles, 50, d'Aboukir, Rouen.  
Les 27 et 28, à 20 h 30. Tél. : 02-35-35-35.  
01-42-36-37-37. 60 F à 80 F. Jusqu'au 31 fé-  
vrier.

**Sardo**  
Café, 50, d'Orléans, 50, d'Orléans, 50, d'Orléans.  
Les 27 et 28, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-57-59. 120 F. Jusqu'au  
30 janvier.

**Les Miquis**  
Musiques cognates et slaves.  
Sartre, 44, rue de la Folie-Méricourt.  
Les 27 et 28, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-57-59. 120 F. Jusqu'au  
30 janvier.

**Les Miquis**  
Musiques cognates et slaves.  
Sartre, 44, rue de la Folie-Méricourt.  
Les 27 et 28, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-57-59. 120 F. Jusqu'au  
30 janvier.

160 F. Jusqu'au 31 mai.  
La lettre et du peuple  
de Louis Guilloux, mise en scène de  
François Bourgeat, avec Michel Blanc-  
chal,  
Théâtre du Rond-Point Champs-Élysées,  
Paris, jusqu'au 31 mai.  
Franklin-D. Roosevelt, Théâtre  
de la Ville, jusqu'au 31 mai.

Le Centre de musique à Paris présentera les 26 et 27 mars, la mise en scène de *Cantates* de Bach par l'Américain William Sellars. En remplacement, le 28 mars à 16 h 30, un concert de pièces baroques, notamment deux *Cantates* de Bach et un *Concerto grosso* de Corelli, avec la participation de Catherine Mackintosh, en interprétant le *Concerto* de Vivaldi. Chance.

Centre de musique, 221, avenue Jean-Jaures  
 01-44-34-84-84.

18 h 30. Tél. : 01-44-95-98-70. ■ Jus-  
qu'au concert

■ **Ateliers-concert** (basse), Sylvano  
Nicolas (chant), Glaniet Rivet  
(flûte), Giulio (violin), ■  
(piano).

■ **D'Orsay**, 1. ■ **Bellefleur**,  
17. ■ **M. Solferino**, Le 27. ■ heures.  
■ **Orsay**, 01-69-07-57, 80 F.

■ **Chœur et Orchestre** ■  
■ **Opéra** ■ **Sumi Jo** (sopra-  
ténor), William ■  
■ **Leclercy** (baryton), ■ **Järvi** (direction).  
■ **Pleyel**, 252, rue ■ **Faubourg**,  
■ **Salomon** ■ **Les Femmes**, Le 27  
■ heures. ■ 01-45-61-65-89.  
■ 320 F.

■ **Michel Graillier**  
■ **Opportun**, 15, rue ■ **Lavandiers**  
■ **Leclercy** ■ **M. Chéret**  
■ **Leclercy**, 22 h 30. Tél. : 01-42-39-01-  
■ **Belmonte Big** ■  
■ **Runeft**, ■ **Lombards**, Paris 1<sup>re</sup>.  
■ **Leclercy**, Le 27, 22 h 30. Tél. : ■  
■ **01-45-61-65-89**.

**Les Arts florissants**  
Lully : *Les Métamorphoses de Psyché*. William Christie (direction).  
Opéra-Cornique, place Boieldieu, Paris 2<sup>e</sup>.  
Le 9 février, à 19 h 30. Tél. 46-43 11 26.  
De 50 F à 430 F

**DERNIERS JOURS**  
30 janvier :  
Marion de Lorme  
de Hugo, d'Éric Vi-  
gner.  
de 2, place du Châtelet.

Paris 4. MF Châtelet. Tel. 01-42-74-22-77.  
95 F. TF 140 F.

Duos, solos, trios et restos : [ ]  
de Serge Valletti, mise [ ] de l'au-  
[ ]

Théâtre national de l'Odéon (petite salle),  
1, place Paul-Claudel. Paris 6. Tél. 01-44-  
[ ] 50 F.

Ahvar Ahar : Jeu de lumière  
Finlandais, 60, rue des Ecoles, [ ]  
9. Tél. [ ]

[ ] Jarvis  
[ ] : Anne de la Russie dans ses icônes  
[ ] d'Art de la Grande Arche, 1, parvis de La De-  
fense, 92 La Défense. Tél. 01-49-07-27-57.  
50 F.

Pierre Buraglio  
Le Panthéon, la nef, place du Panthéon,  
[ ] : 01-44-32-18-00, [ ]

**Couvent des Cordeliers**  
15, rue de l'Ecole de Médecine 75006 PARIS

**SALON  
DE LA  
BIBLIOTHÈQUE**

DU 4 AU 27 FÉVRIER 1990

Entrée libre - 10 heures à 18 heures



EN VUE

■ « Nous confiants dans les données fondamentales de l'activité », a déclaré, lundi 26 janvier, Robert Waltrip, PDG, aux actionnaires de Service Corporation International (SCI), première compagnie de pompes funéraires américaine, dont les titres ont chuté à Wall Street.

■ Mardi 26 janvier, comme le pape posait le pied aux États-Unis, Martin Vega, meurtrier, a été exécuté au Texas.

■ Cinquante mille Américains, opposés à la peine capitale, ne sortent jamais une lettre qui demande la grâce de leur éventuel meurtrier condamné à mort.

■ Met C Saatchi, fabricant d'aliments pour animaux qui préfère cibler les consommateurs, diffuse à la télévision britannique une publicité pleine de cris d'oiseaux et de bancs de poissons, s'adressant directement aux chats.

■ La reine Elizabeth a demandé, mardi 26 janvier, l'intervention de la police pour éloigner de Buckingham Palace les marchands de saucisses et les frites installés aux fenêtres des fils, le prince William.

■ Arup se bat, au Royaume-Uni, où le gouvernement abolit le droit de vote des pairs héréditaires, pour récupérer le titre de son père, Anindo Kumar, mort récemment à Londres, qui, depuis longtemps, avait renoncé à la chambre des Lords pour vivre en roturier.

■ Les cisterciens de Lérins offriront-ils l'hospitalité sur leur site Internet (<http://abbayedelerins.cica.fr>), servant actuellement de vitrine à leurs vins rouges et blancs, aux vingt-huit moniales cisterciennes vivant de la fabrication du chocolat, qui viendront rejoindre, en l'an 2000, sur l'île de Saint-Honorat ?

■ Soudain, le mois dernier, deux fiancés sont entrés dans les ordres - le promis dans la prêtrise, la promise au couvent -, à la veille de marier et de leur union.

■ Le manuel d'exorcisme de *De exorcismis et supplicationibus quibusdam*, révisé en pleine peau, qui remplace l'ancien, datant de 1614, invite à ne pas confondre les malades dont le traitement relève des psychiatres, avec les possédés qu'on guérit en traitant le diable avec de l'eau bénite et des imprécations.

■ Un chasseur posté des branches a tué, mardi 26 janvier, près de Pertuis, dans le Vaucluse, un homme cherchant des truffes, le prenant pour un sanglier.

Christian Colombani

# Gabriel Garcia Marquez, propriétaire de « Cambio »

Le Prix Nobel de littérature a acquis, avec six autres journalistes, la moitié des parts du deuxième hebdomadaire politique de Colombie, où sa notoriété fait merveille

INVITÉ de marque, le 7 janvier, à la cérémonie d'inauguration des négociations de la guérilla, Gabriel Garcia Marquez, magnétophone au fond de la poche, aurait préféré s'y rendre en simple reporter. Le Prix Nobel de littérature avait en effet renoué avec le journalisme à ses débuts, « ce métier aussi incompréhensible que vorace, dont l'œuvre s'épuise à chaque article pour toujours », Gabo s'était annoncé en 1996, lors de la publication de son dernier ouvrage, *Chroniques d'un enlèvement*. Il vient d'acquiescer 50 % des parts du deuxième hebdomadaire politique du pays, en compagnie de six

journalistes colombiens de renom. L'héritier de *Cambio*, 16 Colombia, tentative malheureuse du magazine espagnol qui chercha, en 1993, à s'implanter en Colombie. Rebaptisé *Cambio* lors de la rupture avec le groupe espagnol, le titre tire aujourd'hui à 50 000 exemplaires. Patricia Lara, l'ancienne propriétaire, a vendu le journal au moment où celui-ci était en fin de tirage, après des années de difficultés financières personnelles. « Je suis fatiguée, a-t-elle expliqué au rival *Semana*. Quelle meilleure récompense que de laisser un journal qui marche aux mains d'un grand écrivain colombien ? » Garcia Marquez et « Garcia Marquezien » et « Garcia Marquezien » - adjectif forgé à partir

de Macondo, le village de *Cien años de soledad* - sont devenus des qualifications d'usage courant dans un pays où le réalisme magique a fait, les scènes de l'inauguration des négociations de paix, en pleine forêt amazonienne, des dignes de l'œuvre de Garcia Marquez : chef de la présidence coordonnant les opérations avec les militaires.

guérilleros, guérilleros gentiment maquillés et armés jusqu'aux dents accordant photos et autographes. Quel sera le rôle du *Cambio* dans l'hebdomadaire ? « Actionnaire majoritaire et reporter de guerre », répond Alejandra de Vengoechea, journaliste qui a suivi les ateliers de l'école de journalisme de Carthagène, créée par Garcia Marquez en 1994. Elle dit aujourd'hui avec émotion « l'émerveillement du Gabo » et la patience du vieux journaliste avec les reporters de base : « Il peut passer plusieurs heures à corriger un article : tout y passe, de l'angle du sujet à la pertinence d'un point virgule. » Sans compter que le nom

Garcia Marquez ouvre toutes les portes. *Cambio* a aussi publié une interview du magnat de l'industrie colombienne, le millionnaire Julio Mario Santo Domingo, qui n'en avait jamais accordé. « Gabo, mon ami de toujours, me l'a demandé et je ne pouvais pas refuser », explique-t-il.

**MONUMENT NATIONAL**  
La Colombie, qui n'a guère de motif d'orgueil sur la scène mondiale et souffre de son statut de pays pauvre, a fait de Garcia Marquez un monument national. Il a le mérite peu commun de réunir aux Colombiens d'accord avec eux. Soucieux d'éviter la politique politicienne mais jouant de contacts avec les puissants d'ici et d'ailleurs, Garcia Marquez a mis sa célébrité au service de quelques-uns des problèmes du pays : les relations avec les pays voisins, notamment Cuba, la réforme de l'éducation. Surtout, la fin du conflit armé.  
Pourtant, derrière la bienveillance de l'œuvre, Garcia Marquez ne cache pas ses interventions politiques. Certains reprochent au *Cambio* son amitié durable pour Fidel Castro. D'autres ne lui pardonnent guère d'avoir, lors de la dernière campagne présidentielle, soutenu la candidature du libéral Andrés Bello. « Héritier du bipartisme traditionnel », chouchou du *Colombiano*, comme le définit *Cambio*.

Marie Delcas

## DANS LA PRESSE

### LIBÉRATION

On ne peut que l'escalade verbale de Jean-Pierre Chevènement sur le thème de la sécurité limite pour l'instant à une gestuelle symbolique. Certes, il tient son rôle après les autres - Gaston Defferre par exemple - mais Jules Moch, socialiste képi, permettant à Lionel Jospin d'élargir encore le large spectre de la gauche à gauche, il n'est guère suivi. Le gouvernement d'union de la gauche a-t-il un angle d'attaque dont elle est de bonne guerre ? Chevènement parle, dit-elle, mais Jospin fait le contraire ou ne rien. Malgré la résurrec-

tion, le Verbe ne se fait pas chair. Peut-être un discours plus travaillé, qui soit mêlé de manière équilibrée prévention et répression, aurait été ce grand écart. Quitte à se faire moins tonitruant.

### LCI

Pierre Luc Séguin  
Les surenchères tactiques entre la droite et la gauche, les rivalités personnelles et les divergences stratégiques au sein du gouvernement ne doivent pas détourner de l'essentiel, qui peut se résumer en deux points. Premièrement, notre société connaît une augmentation objective des phénomènes de délinquance et de violence juvéniles. Il en résulte un sentiment croissant d'insécurité pour les habitants des

villes. Deuxièmement, la droite, qui a toujours fait de la sécurité son cheval de bataille, et désormais la gauche, qui plus récemment a pris en considération cette préoccupation légitime des populations, conviennent aujourd'hui, pour l'une, la répression n'exclut pas la prévention, pour l'autre, la prévention n'exclut pas la répression. Les deux camps s'accrochent à la même corde. Les moyens ont été sanctionnés à l'aval. Lors, l'une et l'autre arrivent à la justice que police ou justice ont pu sanctionner. Les moyens ont été sanctionnés à l'aval. Lors, l'une et l'autre arrivent à la justice que police ou justice ont pu sanctionner.

**THE NEW YORK TIMES**  
Le remaniement d'une demi-douzaine de bénéficiaires de pots-de-vin du Comité international olympique, qui compte plus de cent membres, est peut-être un bon exercice de relations publiques, destiné à sauver la réputation de cette institution. On peut également saluer la promesse d'expérimenter un processus exempt de tout risque de corruption pour le choix de la ville qui accueillera les Jeux olympiques d'hiver en 2006. Mais l'ampleur du scandale, qui ne cesse d'augmenter, appelle le départ du président du CIO, Juan Antonio Samaranch.

## SUR LA TOILE

**GRÈVE**  
L'ADIM (Association des internautes mécontents) et l'IMC (Internet Mécontents) confirment leur mot d'ordre de « grève de l'Internet en France » pour le dimanche 31 janvier. Ils entendent protester contre le prix des communications locales de France Télécom et réclament un tarif forfaitaire. Les premiers contacts entre France Télécom et les représentants des associations n'ont pas donné de résultats.

**BOYCOTTAGE D'INTEL**  
Dès le deuxième jour du boycottage par des internautes américains des droits civiques contre la société Intel, cette dernière a en partie cédé. Les initiateurs du mouvement, baptisés « Big Brother Inside », en référence ironique au slogan publicitaire « Intel Inside », protestent contre une nouvelle fonction du microprocesseur Pentium III permettant l'identification et le traçage automatique des ordinateurs dès qu'ils se connectent à Internet, ce qui pourrait entraîner des atteintes à la vie privée. Intel a annoncé qu'il allait fournir un logiciel permettant de bloquer cette fonction en permanence. (AR)

## www.canalweb.net

Des chaînes de « télévision interactive » françaises sur Internet

CANALWEB, créée en septembre 1998 par Jacques Rosellini, ancien directeur de *Courrier International*, se présente comme « le premier opérateur européen de télévision interactive ». Depuis ses locaux parisiens installés dans l'immeuble de la Cognac-Jay, berceau de la télévision française, il diffuse sur Internet des programmes vidéo.  
CanalWeb a décidé dans un premier temps d'attaquer le marché de la diffusion d'événements institutionnels que conférences, séminaires, interventions publiques de chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires, hommes politiques. Scène Lenne-Fourcade, directrice adjointe, la demande est forte : « Nous offrons à nos responsables une solution pour un coût raisonnable, mais aussi certaine pérennité, car leurs discours restent consultables sur notre site. » En cinq mois, CanalWeb a couvert une trentaine de manifestations.  
Le véritable objectif de créer un bouquet de chaînes d'information, de culture et de divertisse-



ment. Les contraintes techniques et financières interdisent pour le moment le lancement de projets lourds, mais CanalWeb multiplie les expériences-pilotes au gré des opportunités : « Des gens viennent nous voir avec leur projet. Si nous sommes séduits, nous leur proposons une co-

production et nous leur offrons un mois de production et de diffusion. » A ce jour, le site propose une dizaine de chaînes, en direct ou en différé, des banques de données, des premières en direct, puis consultables à la demande. Certaines sont de facture classique,

comme « La Choyenne » et ses débats « d'actualité sociale », ou « L.A. Musical », qui diffuse des clips de musique américaine. Mais d'autres ont su intégrer toutes les ressources du Web pour inventer des programmes originaux. Un jeune Bordelais réalise un magazine d'échecs baptisé « Diagonale », combinant plusieurs éléments : une fenêtre à gauche de l'écran présente une interview d'un grand maître commentant la partie, tandis qu'à droite la partie est en cours sur un échiquier virtuel. Le spectateur peut la progresser au coup par coup, ou automatiquement.  
CanalWeb possède déjà quelques incassables, notamment le magazine très cyber « Comme à la maison », ou l'émission de Laurent Laurent, inventeur du salon de culture philosophique : chaque semaine, il invite un internaute à venir se faire couper les cheveux gratuitement sur le plateau et en profite pour l'entraîner dans une discussion de haute volée.

Yves Eudes

## La fin d'une espèce

par Alain Rollat

IL N'Y AVAIT déjà plus d'enfants, il n'y avait plus de parents. Les derniers rescapés de l'apocalypse familiale se baladaient, mardi soir, dans le hall de la République, l'Assemblée de France 1 qui se transformait en lieu de rassemblement civique. Les jeunes animaux à force de traquer les espèces citoyennes en voie de fossilisation. Le groupe était, pour l'essentiel, composé de mères. Les ethnologues du service ont noté qu'elles avaient la prétention de se faire élire de leurs gosses. Leur comportement était donc désespéré. L'une d'elles, que l'idée d'être une mère d'enfant, un chien, son fils indiscipliné, « grand trop vite », mais qu'elle n'avait pas le courage de passer à l'acte et qu'elle avait « honte ». Une autre a révélé qu'à l'époque où elle accumulait les démons, elle avait songé à se suicider. Une

autre a admis, en revanche, qu'elle avait appris trop tard « qu'on pouvait éduquer un enfant sans crier et sans frapper ». Toutes ont avoué avoir ressenti l'exercice de l'adultère parental.  
Il n'y a plus, mais ce constat, que deux réserves où l'on peut observer, en semi-liberté, quelques parents voués à l'extinction. Dans la première, les clients ténérissimes du Théâtre du Forum participent à l'art scénique de l'espoir de recréer un semblant de dialogue entre les adultes et des jeunes adultes dans le même lieu. Le parent tient le rôle de l'élève ou de l'instigateur, cela amuse l'élève de jouer le parent ou l'instigateur, à la fin de la pièce, c'est toujours le prof qui reçoit les baffes. La seconde expérience réunit des désespérés sous le toit d'une sainte-louise qui a créé une association baptisée Cœur de femmes pour se consacrer aux « femmes

de la rue » jugées irrécupérables. Il s'agit d'un refuge pour mères paumées, victimes de l'alcool, de la drogue, de la prostitution ou de la violence. On leur réapprend les rudiments de la vie familiale pour mettre en œuvre quelques séquences de cette époque révolue avant qu'elle ne disparaisse définitivement.  
En dehors de quelques pères à partiel, dressés aux tâches domestiques par des patrons en quête d'économies salariales, seuls mâles repérés étaient anciens harkis. Leur propre paternité s'interrogeait sur leur identité. Ils n'avaient d'économisant. Trente-sept ans après la fin de la guerre d'Algérie, la République se pose la même question. Les autres spécimens du genre paternel, accusés de démission sociale, sont tous en fuite. Il est désormais interdit d'aimer son père. Planqué-toi, papa !

**Abonnez-vous au Monde**

Jusqu'à **360 F** d'économie soit **7 semaines de lecture GRATUITE**

Où, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1086 F ☐ 1 AN - 1986 F

au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F

\* Prix de vente au numéro (hors taxes) en France métropolitaine uniquement

Je joins mon règlement soit :

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Date de validité : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

☐ M. ☐ Mme Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

TARIFS HORS FRANCE	
	USA - CANADA
1 AN	2190 F
3 mois	598 F

Offre valable jusqu'au 31/12/99

ABONNEZ-VOUS ET DEVEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement etc.  
Téléphonez au 01-42-17-32-50 de 9h30 à 18 heures du lundi au vendredi.  
Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension temporaire un numéro exclusif : 0 800 022 021







## Et Albertville ?

par Pierre Georges

C'EST LOIN, Lake City. Sur autre planète, fût-elle olympique ! Comme Melbourne d'ailleurs. Ou comme tant d'autres qui furent candidates, heureuses ou malheureuses, à l'organisation des Jeux d'hiver d'été, auprès des corruptibles marchands des deux saisons.

Chaque jour amenant des révélations et des démentis de mémoire comme il en est une flamme olympique, une question : Albertville, nous turlupine : Albertville alors ? Qu'avons-nous fait ou pas fait pour obtenir les Jeux de 1992 ? Des petits cadeaux ? Des cadeaux ? De la question n'est pas y répondre. Ni vouloir leter le soupçon. Simplement à lire ce qui s'écrit, découvrir ce qui s'avoue, à savoir que qui veut aider peu les votes, il y a le gîte de s'interroger et d'interroger.

Il arrivait ladis à Charles de Gaulle de prendre le contre-pied son auditoire lors d'une conférence de presse. Généralement, cela commençait de la façon suivante : « Puisque me posez la question de... je vais y répondre. » La salle, un instant stupéfaite, éclatait de rire. Car, évidemment, la question n'avait pas été posée. Et le président cultivait ainsi l'art de répondre aux interrogations non formulées.

La question n'ayant pas été posée, ou alors fort discrètement, il serait à croire que Michel Barnier, Jean-Claude Killy, qui coprésident le Comité d'organisation des Jeux d'Albertville, y répondent. Ce n'est pas qu'on vive dans une obsessionnelle curiosité malsaine ou une appétence permanente pour les affaires de cor-

ruption - merci, la dose quotidienne suffit ! - mais, après tout, journalistiquement, la quête de la vérité n'est pas que de proximité. Imaginez que les Jeux d'Albertville, blancs neige ! Les pots-de-vin, les cadeaux, les études subventionnées pour les chers enfants ni petites femmes pour soutenir l'olympisme flamme. Ce serait d'un tel réconfort ! Un vrai petit bonheur alpestre. Les Jeux de papa. Écologiquement propres. Déontologiquement purs. Bien sûr pour démontrer que tout n'est pas définitivement pourri au royaume d'Olympie.

Une exception française, en matière de flouterie. Plus de ces canilleries vulgaires qui font des prédateurs olympiques loutant le Saint-Esprit olympique, traquant le pêcheur dopé, célébrant la plus grande gloire du sport, de vieux manteaux à double poche. Quelle merveille ce serait : dans cet océan de corruption, il aurait été une île pirates nommée Albertville !

Tandis que, de la part, re- à la surface des vases comme méthane de décomposition : que l'aimable capitaine Samaran, maître de cet équipage, forban, s'accroche, tant que se peut, à ces pratiques ; tandis que le drapeau noir flotte Olympie ; bref, tant que le scandale enfle, pros- pèr, il nous resterait moins ce- la : une exception Albertville pour confirmer la règle. A réflexion, messieurs, ne répondez pas aux questions qui sont pas posées. Que la glorieuse incertitude de l'information demeure !

## Une loi pour interdire la corruption de fonctionnaires à l'étranger

Le projet soumis au conseil des ministres s'inspire d'un texte de l'OCDE

LE MINISTRE STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, et Elisabeth Guigou, ministre de la Justice, ont présenté, mercredi 27 janvier, au conseil des ministres, une communication sur un projet de loi de transposition de la convention OCDE contre la corruption dans les échanges internationaux. Signée à Paris, le 17 décembre 1997, par les ministres des vingt-neuf pays de l'OCDE, auxquels se sont joints les homologues argentin, chilien, brésilien, bulgare et slovaque, cette convention condamne la corruption de fonctionnaires étrangers pour obtenir un marché d'autres avantages. A l'avenir, donc, la corruption de fonctionnaires étrangers pourra être punie, en France, de 15 ans d'emprisonnement ou d'un million de francs (152 440 euros) d'amende, ce qui correspond aux peines prévues pour les crimes de corruption de fonctionnaires nationaux.

La convention OCDE n'aborde pas la corruption des personnes privées ou des partis politiques à l'étranger. La loi relative à la fiscalité des pots-de-vin versés à l'étranger, précédemment appelée « loi de prospection commerciale », pour remporter des contrats, autorisée dans certains cas, malgré la demande de l'OCDE de mettre fin à ces pratiques. En France, il a fallu attendre le 29 décembre 1997 pour que le Parlement ait interdict la déductibilité des sommes versées à des avantages octroyés au profit d'agents publics étrangers.

En vue de l'obtention ou de la conservation de marchés publics. Tant qu'il y a des paradis fiscaux, la corruption internationale est de beaux jours devant elle. Les entreprises ont tenu les différents bilans multilatéraux en matière de lutte contre les paradis fiscaux. Ainsi, le rapport de l'OCDE sur la compétitivité fiscale domageable prévoit-il que les Etats membres s'engagent à élaborer une loi de paradis fiscaux, qui devra être disponible, au plus tard, en octobre 1999, et adoptent des mesures de rétorsion à leur encontre le plus rapidement possible. Le plan européen, le conseil des ministres de l'économie et des finances a adopté, le 17 décembre 1997, un code de bonne conduite des entreprises à l'égard des pratiques de corruption. Les membres de l'Union européenne s'engagent à démanteler, dans les cinq ans, les lois de corruption qui existent à un niveau d'imposition inférieur au niveau général.

S'ATTACHER AU BLANCHIMENT Ces lois ont de pair avec la recherche d'une transparence accrue de la vie économique et financière, notamment par l'élaboration de règles strictes en matière de commande publique. Dans ce domaine, les pratiques de corruption existent, mais les vides juridiques existants sont ambigus et se développent. La complexité et le nombre élevé des lois nuisent à une bonne application et à un

contrôle efficace de leur respect », indiquent M. Guigou et M. Strauss-Kahn. Le gouvernement a décidé de réformer le droit de la commande publique. Un projet de loi spécifique, sur ce sujet, sera déposé après une concertation [...] organisée avec les acteurs des prochains mois.

Autre engagement gouvernemental, après la réforme de la justice commerciale et des tribunaux de commerce : renforcer les moyens d'investigation des juridictions et administrations financières. Le gouvernement déposera aussi un projet de loi sur la corruption. Ce projet de loi ne s'attaque pas au blanchiment de l'argent sale et aux circuits financiers off-shore, qui abusent de la liberté bancaire. En la matière, beaucoup reste à faire. La France est membre du GAFI (Groupe d'action financière internationale) qui lutte contre le blanchiment des capitaux, créé en 1989 et qui regroupe vingt-six pays et des organisations régionales, qui a contribué à l'obligation de déclarer des transactions suspectes. Elle a également influencé la législation en matière de professions de l'immobilier aux obligations de vigilance et de déclaration des transactions suspectes (loi du 2 juillet 1998), mais ces initiatives sont encore qu'un début.

Veronique Malinver

## TF 1 a diffusé un reportage en partie « joué » par des gendarmes

VRAIS GENDARMES faux dealers. L'émission « Reportages », diffusée le 5 décembre 1998 à 13 h 15 par TF 1, sur une arrestation de trafiquants de drogue, a été « bidonnée », a révélé Le Canard enchaîné le 27 janvier. Dans le sujet intitulé « Sur la piste de l'ecstasy », regardée par 7,9 millions de téléspectateurs, Médiamétrie et produit par la société indépendante Strass Productions, les gendarmes de Villeneuve-d'Ascq (Nord) qui composaient un rôle dans la mise en scène d'une filature n'ont pas été mentionnés. Tout laissait croire que les gendarmes avaient été pris en le « dealer » qui cache un sac de drogue, son interpellation musclée, son interrogatoire dans les locaux de la gendarmerie ou encore le plaquage au sol de quatre autres trafiquants, rapidement menottés. En fait, toute cette mise en scène avait été soigneusement orchestrée.

N'ayant pas obtenu le feu vert du juge d'instruction, Sylvie Caras, du tribunal d'Arras, pour tourner son reportage en allusion à ces éléments de procédure en cours dans un dossier de trafic d'héroïne et d'ecstasy, Philippe Buffon, avait demandé aux gendarmes enquêteurs de reconstituer des scènes de leur travail, mais rien n'indiquait à l'image, contrairement à ce qui avait été assuré à ces acteurs amateurs qu'il s'agissait d'une reconstitution.

Henri Chambon, responsable de « Reportages » sur TF 1, a indiqué à Libération : « J'ai visionné ce film quatre fois. La seconde je n'ai pas de sa veracité. Si j'avais eu le moindre doute, je ne l'aurais évidemment pas acheté. » La direction de TF 1 explique dans un communiqué, publié mardi, que « n'ayant pas été avertie de ces reconstitutions, [elle] a diffusé toute bonne foi ces images ». La direction de TF 1 explique dans un communiqué, publié mardi, que « n'ayant pas été avertie de ces reconstitutions, [elle] a diffusé toute bonne foi ces images ». La direction de TF 1 explique dans un communiqué, publié mardi, que « n'ayant pas été avertie de ces reconstitutions, [elle] a diffusé toute bonne foi ces images ». La direction de TF 1 explique dans un communiqué, publié mardi, que « n'ayant pas été avertie de ces reconstitutions, [elle] a diffusé toute bonne foi ces images ».

Le « bidonage » le plus notoire diffusé par TF 1 avait été la « vraie-fausse » interview de Fidel Castro par le journaliste de l'Arvor, le 2 mars 1993. Le présentateur vedette de la Une avait présenté comme « exclusif » son entretien avec le chef de l'Etat cubain. En fait, il s'agissait d'une conférence de presse donnée par le Lider maximo. « PPDA » avait rejoint les questions en studio de la conférence de presse.

Nicolas Vulser

## En 1993, Mitterrand voulait un « rapport » sur le juge Jean-Pierre

UNE LETTRE en date du 21 octobre 1993, adressée par le président de la République, François Mitterrand, au ministre de la défense, François Léotard, témoigne de l'intérêt très vif que l'ancien chef de l'Etat portait à l'enquête du juge d'instruction Thierry Jean-Pierre sur l'un de ses amis, décédé en 1989, l'homme d'affaires Roger-Patrice Pelat. Révélée par Le Parisien du 27 janvier, la lettre indique que François Mitterrand avait demandé un « rapport » au ministre « afin d'apprécier la réalité et la gravité » d'une éventuelle violation du secret de l'instruction dans l'affaire Pelat. « La lecture de ce document, note François Mitterrand, m'a convaincu qu'il convenait de le transmettre à M. le premier ministre [Edouard Balladur] afin qu'il s'occupe des autorités chargées des suites à donner. »

L'enquête instruite par M. Jean-Pierre avait été établie au début de 1993 qu'un prêt sans intérêt de 1 million de francs avait été accordé, en 1986, par Roger-Patrice Pelat à Pierre Berégovoy pour l'achat de l'appartement parisien du premier ministre défunt. Un article du Canard enchaîné avait alors affirmé, le 3 février 1993, qu'un gendarme avait signalé par écrit à la hiérarchie qu'il avait assisté à un entretien entre le juge et un journaliste. Le parquet de Paris avait aussitôt ouvert une enquête préliminaire pour violation du secret de l'instruction. Sans résultat probant : les gendarmes ayant travaillé à M. Jean-Pierre sur le dos-

sier Pelat avaient tous déclaré, dans leurs dépositions, n'avoir jamais été témoins de contacts entre le magistrat et la presse.

La lettre de l'ancien chef de l'Etat atteste que François Mitterrand a voulu prolonger cette mise en cause du magistrat en demandant un « rapport » au ministre de la défense. « Que penser d'un président de la République qui cherche à déstabiliser un juge d'instruction enquêtant sur l'un de ses amis ? », s'interroge M. Jean-Pierre dans Le Parisien. A présent trésorier de Démocratie libérale (DL), il ajoute ne pas avoir « vent » à l'époque des démarches entreprises par François Mitterrand. Ayant mis terme à l'instruction de l'affaire Pelat, en décembre 1993, il fut nommé à la Chancellerie pour élaborer un rapport sur la grande délinquance financière. Directeur général de la gendarmerie nationale pendant l'affaire Pelat, Jean-Pierre Dintilhac, actuel procureur de la République de Paris, se souvient, de son côté, des « demandes d'explications » qu'un membre du cabinet de François Léotard lui avait adressées d'éventuelles « fuites » dans le dossier Pelat. Sans savoir qu'elles émanaient d'une requête du président, il avait envoyé une « note manuscrite » sur le sujet à ce conseiller, Renaud Donnedieu de Vabres. « Il s'agissait d'une affaire purement administrative », nous a-t-il déclaré.

Erich Inciyan

DÉPÊCHE ■ TENNIS. Les demi-finales dames des internationaux d'Australie opposeront, jeudi 28 janvier, la Suissesse Martina Hingis, qui a éliminé la Française Mary Pierce, à l'Américaine Monica Seles, qui a éliminé Graf, d'une part, et la Française Amélie Mauresmo à la numéro un mondial, l'Américaine Lindsay Davenport, d'autre part.

Tirage du Monde daté mercredi 27 janvier 1999 : 167 exemplaires.

## La cour d'appel de Versailles a validé l'essentiel de l'instruction sur le financement du RPR

LA COUR D'APPEL de Versailles a validé, dans son arrêt du 26 janvier, l'essentiel de la procédure judiciaire conduite par le juge d'instruction de Nanterre (Hauts-de-Seine), Patrick Desmure, sur le financement du RPR. Saisis de deux requêtes en annulation déposées par les avocats de l'ancien premier ministre (RPR) Alain Juppé et de l'ancien trésorier de ce parti, Jacques Boyon, les magistrats de la chambre d'accusation ont procédé, selon l'analyse du parquet général, à « toilettage » de la procédure qui ne remet en cause les éléments découverts par le juge.

Estimant que le réquisitoire supplétif délivré le 21 août 1998 par le procureur de Nanterre ne constituait pas une réelle extension de la saisine du magistrat, les faits d'abus de confiance aggravés et de détournements de fonds publics, la chambre d'accusation a annulé ces deux chefs de mise en examen pour Alain Juppé, ancien adjoint aux finances de la mairie de Nanterre, et ancien secrétaire général du RPR, Michel Roussin, ancien directeur de cabinet du maire de Paris, et Daniel Méraud, ancien président du SIAAP, un syndicat intercommunal dépendant de la mairie de Paris.

RESTE MIS EN EXAMEN ■ en examen le 21 août 1998, l'ancien premier ministre reste, néanmoins, poursuivi pour complicité et recel d'abus de biens sociaux et d'abus de confiance ainsi que pour prise illégale d'intérêt. La justice le reproche d'avoir organisé, avec des entreprises privées, la prise en charge d'une partie des rémunérations de permanents de la formation gauloise. Pour sa part, Michel Roussin reste sous le coup d'une mise en examen pour prise illégale d'intérêt. Enfin, plus aucune charge n'est retenue contre l'ancien parisien Daniel Méraud, président du SIAAP qui avait admis avoir embauché un collaborateur de M. Juppé pour « rendre service » à ce dernier.

Par ailleurs, contrairement à ce que nous indiquions dans notre édition du 27 janvier, les trois trésoriers du RPR mis en cause dans l'affaire Juppé ont été interven-

tionnés dans la gestion du personnel du parti - Jacques Galley, Jacques Boyon et Jacques Boyon - restent mis en examen pour complicité et recel d'abus de biens sociaux. Seuls leurs procès-verbaux de première comparution, ainsi que ceux de trois dirigeants d'entreprises privées, ont été annulés. Selon la chambre d'accusation, ces pièces ne précisaient pas suffisamment les charges retenues contre eux.

POURQUOI LA CASSATION ■ Une quinzaine d'années après la procédure de dénonciation à l'origine de ce dossier judiciaire qui révélait l'existence d'emplois fictifs au sein de la société Les Charpentiers de Paris. Adressés au juge d'instruction Patrick Halphen, en poste à Créteil (Val-de-Marne), ces éléments avaient été transmis au tribunal de grande instance de Nanterre. Cette entreprise domiciliée dans les Hauts-de-Seine. La chambre d'accusation a estimé que ce document avait été annexé au dossier dans des conditions irrégulières.

Les auditions des bénéficiaires

Jacques Follmer

à 5 minutes de PARIS

### LE 1er SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Une occasion unique de trouver toutes les voitures au meilleur prix !

500 véhicules récents en stock permanent & 600 voitures vendues par mois

TOUR PLEYEL à 300 m

ARRIVAGE NOUVEAUTÉ TOUTES MARQUES

STATION SERVICE

PARKING VISITEURS

SERVICE APRÈS VENTE

BREAK MONOSPACE

RETOUR SAISIE

ARRIVAGE CEE

ATELIER DE PRÉPARATION

VEHICULES RECENTS MOINS DE 5000 Kms

METRO Mairie de St Ouen à 300 m

227, bd Anatole FRANCE 93200 ST DENIS - 01 49 33 60 90

De Mairie de St Ouen, Mairie de St Ouen, puis 300 m - ouvert 7 jours/7

GALERIE TRIFF

### KILIMS SOLDES

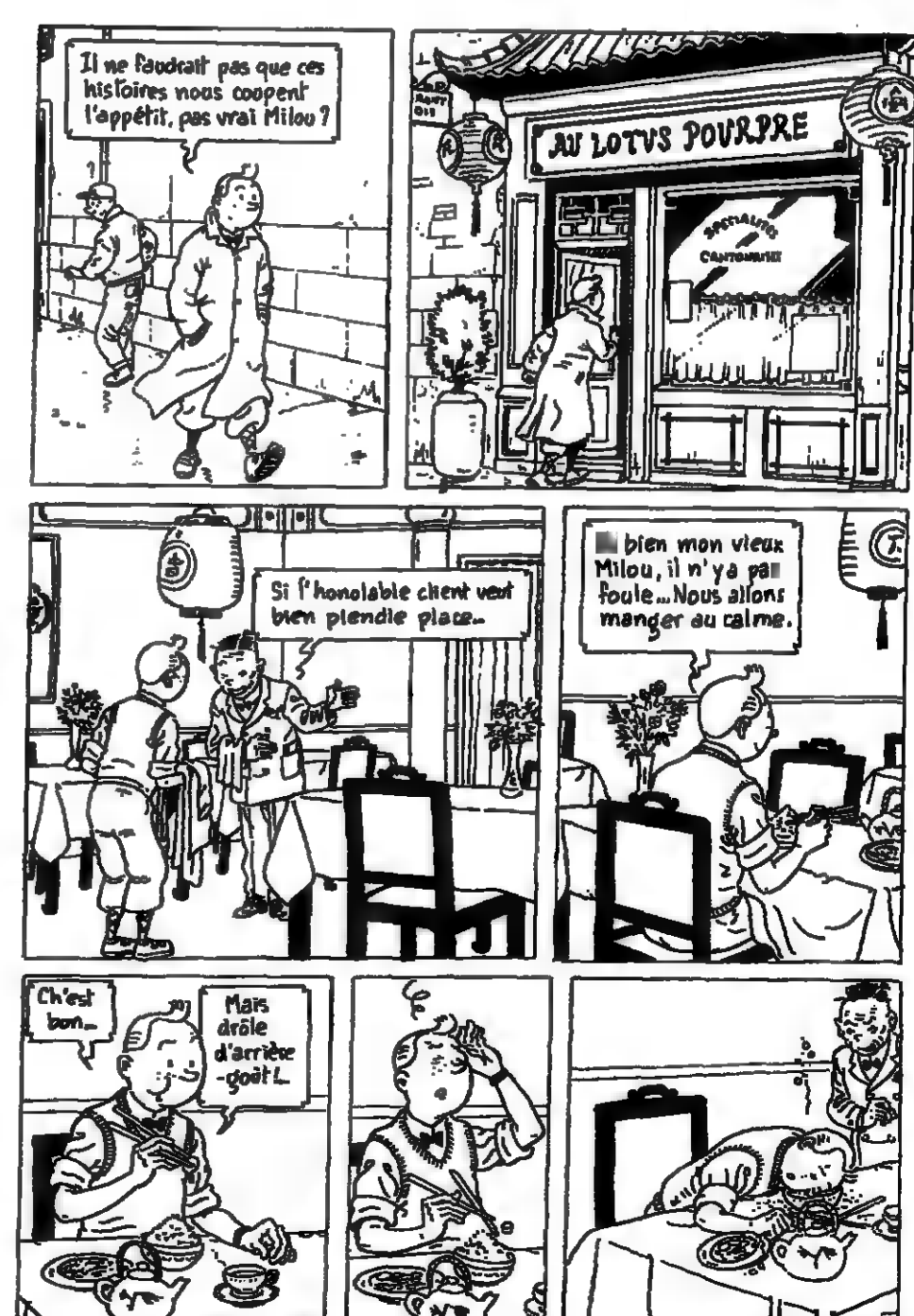
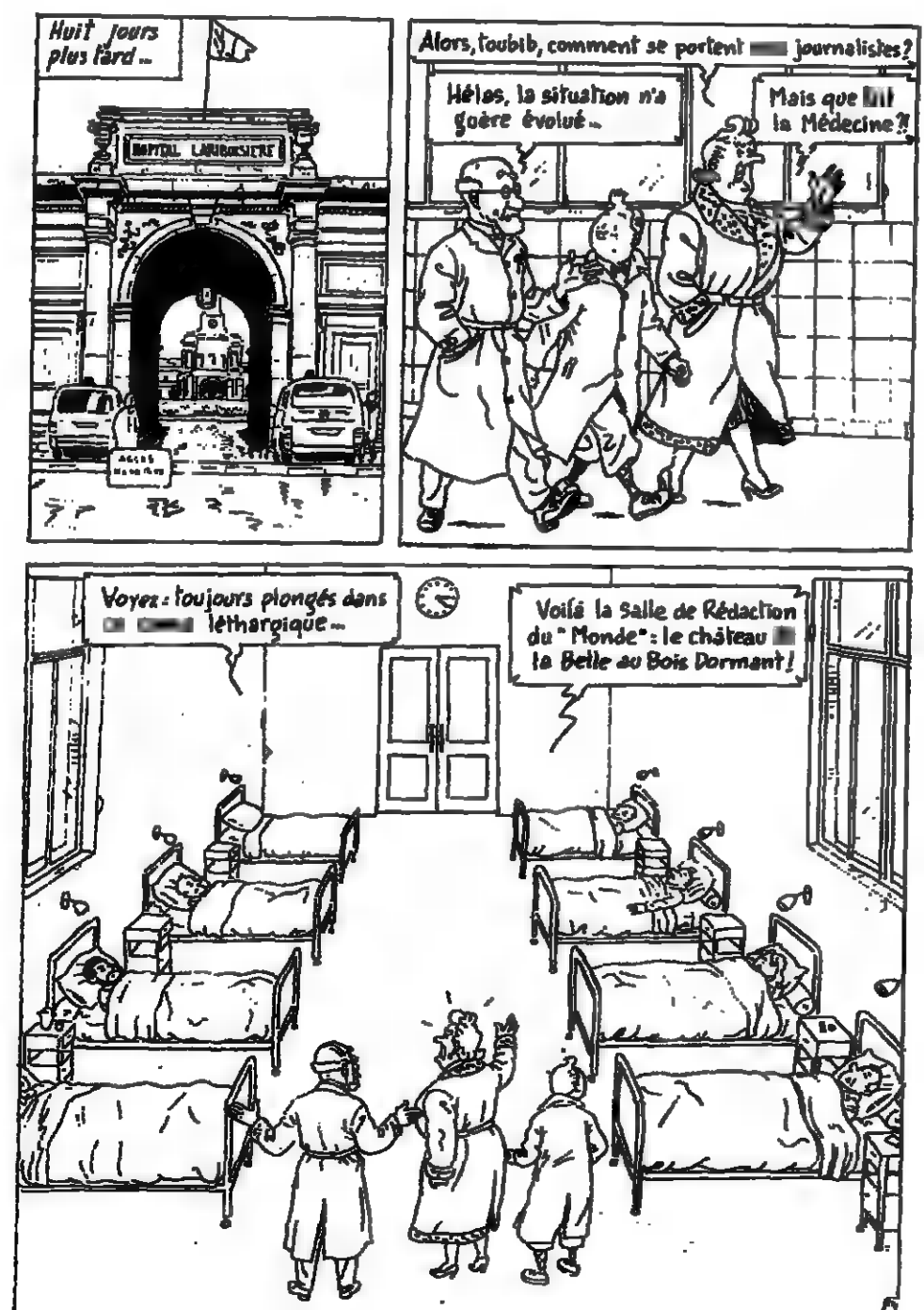
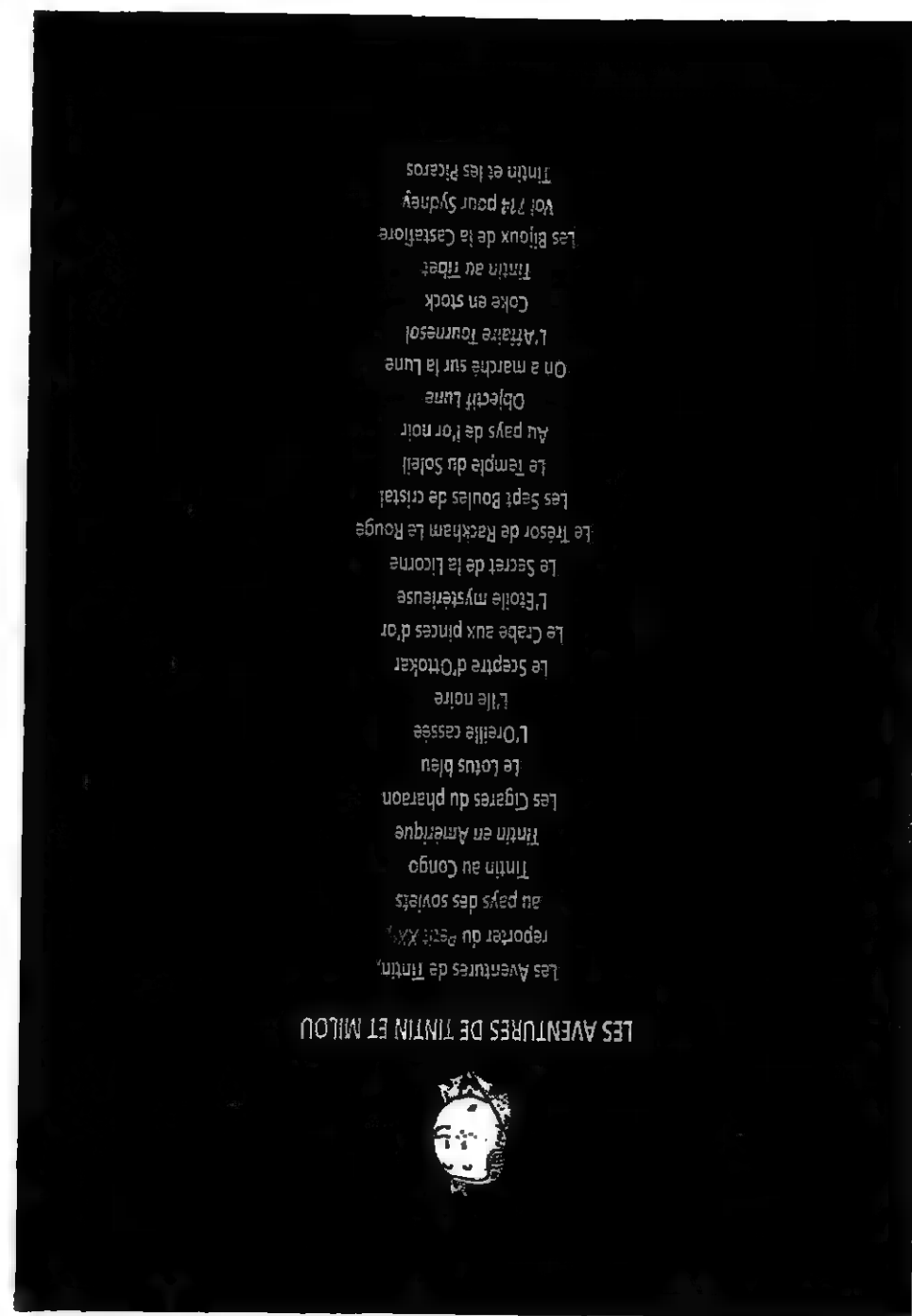
du lundi au samedi de 10h à 19h

35, rue Jacob - 75006 PARIS

Tel. : 01.42.60.22.60



corruption  
tranger



تینتین و میلو



هكذا في الأصل

www.dargaud.fr

**DARGAUD**

En librairie ■ grande surface  
8 ■ disponibles - 59 frs

NOUVEL ALBUM

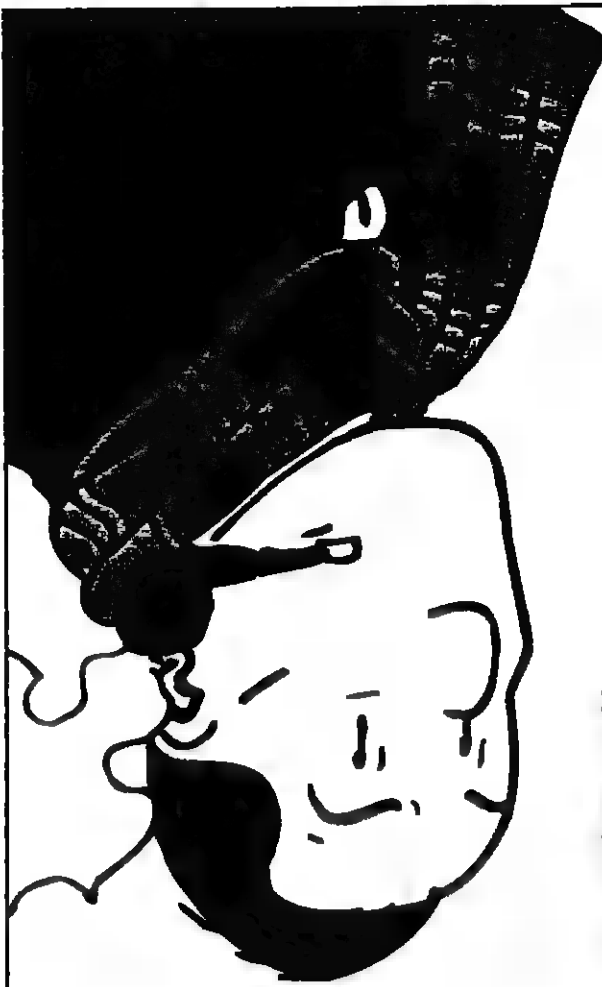
PAR DIDIER SAVARD

**LA MAISON DU PENDU**

DÉTECTIVE PRIVÉ

**DICK HÉRISSE**

UNE AFFAIRE À DÉMÊLER ?  
Faites appel à un spécialiste.

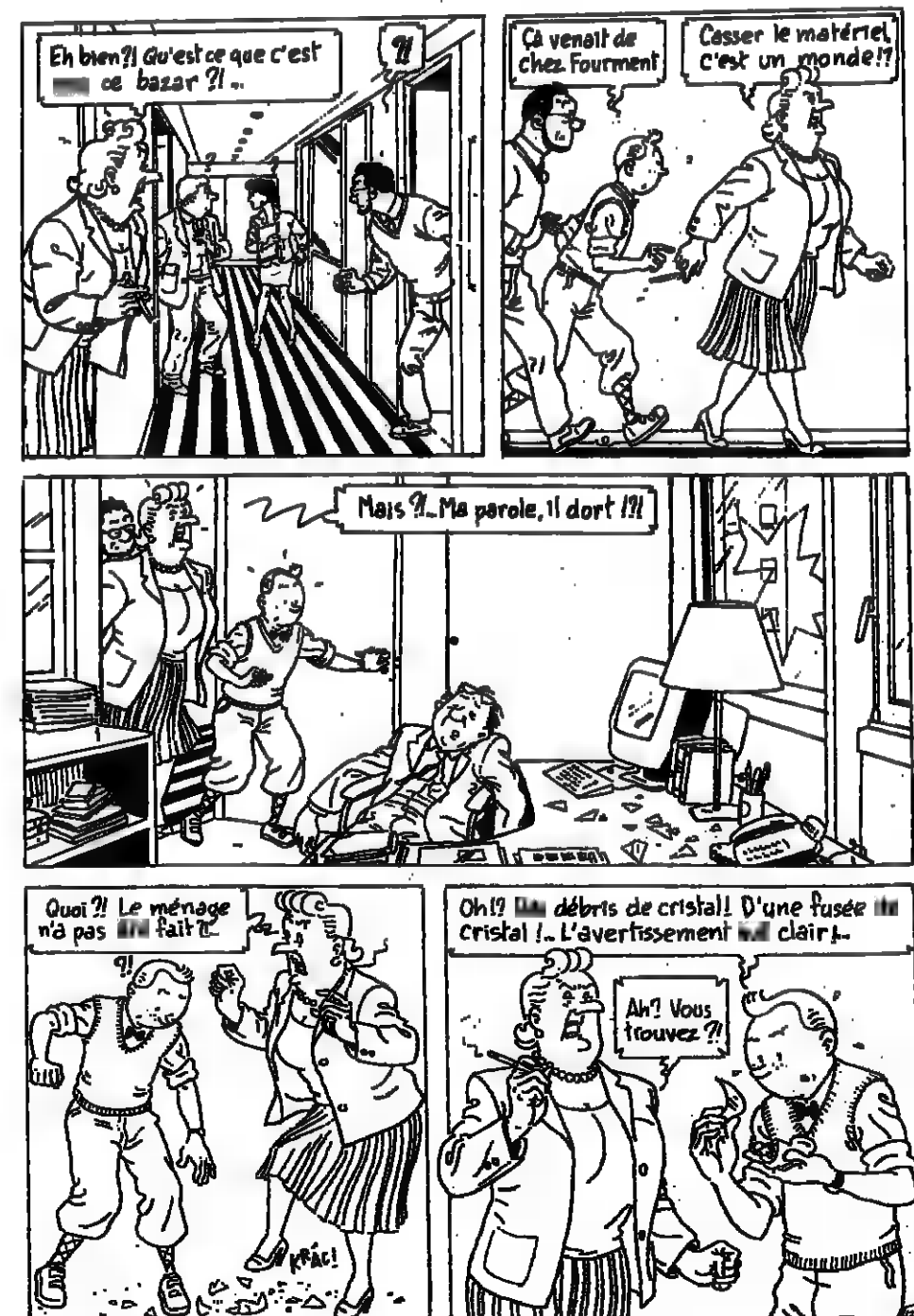
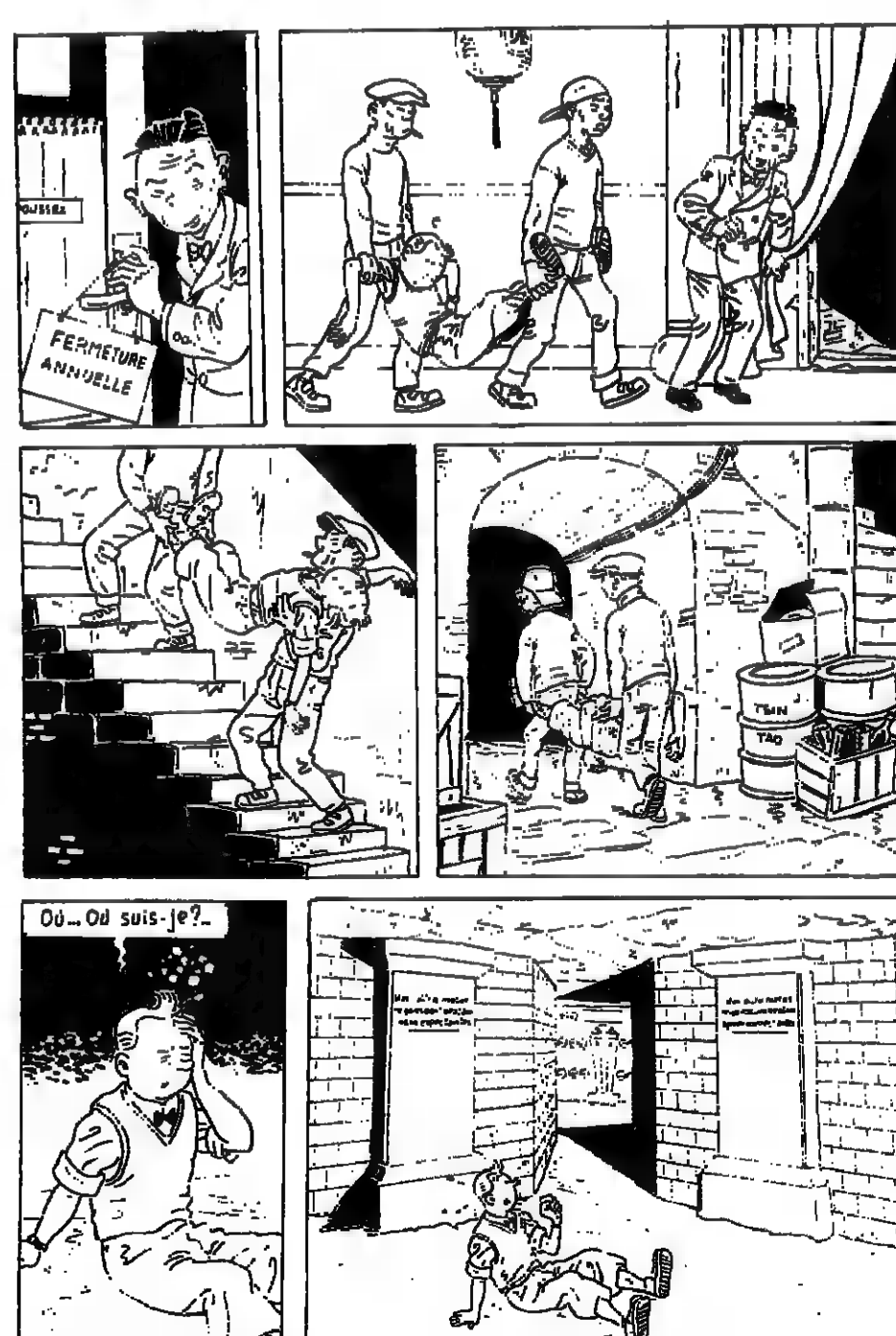


Le Monde remercie la Société Moulinart et la Fondation Hergé ainsi que les éditions Casterman France et Dargaud Éditeur, qui lui ont permis de mener à bien cette aventure-pastiche de Tintin.

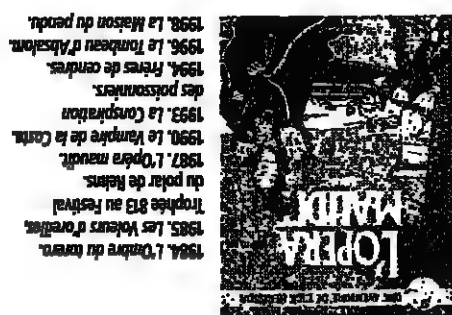
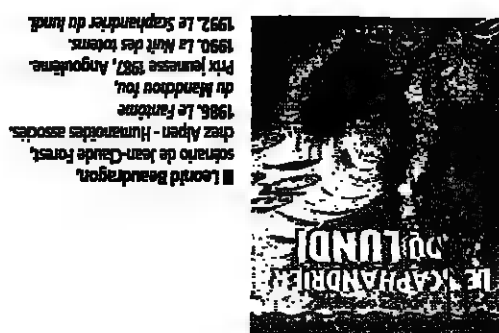


# OBJECTIF MONDE

SAVARD D'APRÈS HERGÉ

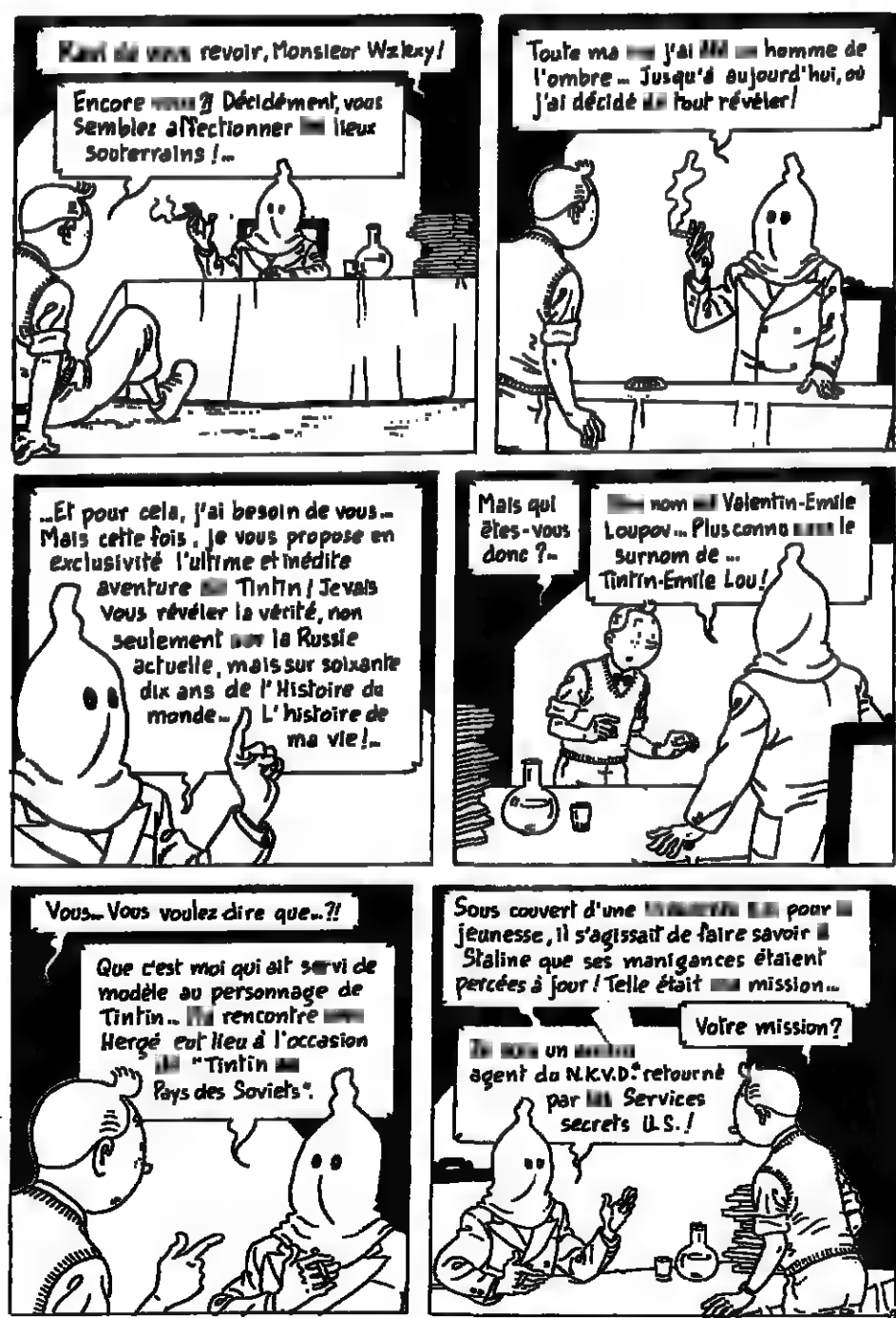






**BIBLIOGRAPHIE**

- 1973. Le Fabuleux Destin d'Auguste Phœnix, chez Jean-Jacques Pauvert.
- 1979. Demain ça ira encore mieux, chez Encre noire.
- 1984. Le Soudet du spectacle, recueil de dessins de presse chez Artfact.



هكذا في الأصل



Ives-Marie Labé

mais pour Le Monde: Objectif Monde.

elle enquête, non plus pour Le Petit XX.

ses soixante-dix ans, mener une nou-

à une œuvre et un héros qui célèbre

porter, revenu, le temps d'un hommage

d'une aventure-pastiche du jeune re-

deux mots, les vingt-quatre planches

Tintin. Il a écrit et dessiné, moins de

«ellent connaisseur de l'univers de

notamment, Didier Savard est aussi un

«initié par Hergé et Edgar P. Jacobs

«Héritier de la « ligne claire », école de

«dans l'émission « Bien entendu ».

«développement depuis le début du mois

«Mouvement, diffusé qu-

feuilleton, Le Mystère de

«commence un nouveau

«sodes du Coffre rouge et

«phie Loubières cent épi-

Savard a écrit avec So-

«et Michel Boujut. Didier

«ignoles de Jacques Tardi

«dant au Parnasse des Ba-

«été infernales ». Succé-

«les cadences d'écriture ont

«rence de [sa] vie, même si

«parte comme de « l'expé-

«feuilleton radio pour France-Inter, il en

«Ainsi, quand on lui confie l'écriture d'un

«Racontant, quelle que soit la forme.

«mais dessinier ensuite... », dit-il.

«sphères. « Racontant, c'est très intéressant,

«la contour et la goût pour les anno-

«Une guerre de palais à Orléans met les

«préface s'en remettre à un talent de

«bones ou d'un Lotet ». Didier Savard

«leur - « Je n'ai pas la virtuosité d'un Ca-

«Dubitard sur son talent de dessina-

«lois créés par Hergé, Quick et Flupke.

«Savard et Forest, récemment dé-

«point à l'adaptation romanesque

«des aventures de Leonid Beudragon.

«Une guerre de palais à Orléans met les

«préface s'en remettre à un talent de

«bones ou d'un Lotet ». Didier Savard

«leur - « Je n'ai pas la virtuosité d'un Ca-

«Dubitard sur son talent de dessina-

«lois créés par Hergé, Quick et Flupke.

«Savard et Forest, récemment dé-

«point à l'adaptation romanesque

«des aventures de Leonid Beudragon.

«Une guerre de palais à Orléans met les

«préface s'en remettre à un talent de

«bones ou d'un Lotet ». Didier Savard

«leur - « Je n'ai pas la virtuosité d'un Ca-

«Dubitard sur son talent de dessina-

«lois créés par Hergé, Quick et Flupke.

«Savard et Forest, récemment dé-

«point à l'adaptation romanesque

«des aventures de Leonid Beudragon.

«Une guerre de palais à Orléans met les

«préface s'en remettre à un talent de

«bones ou d'un Lotet ». Didier Savard

«leur - « Je n'ai pas la virtuosité d'un Ca-

«Dubitard sur son talent de dessina-

«lois créés par Hergé, Quick et Flupke.

«Savard et Forest, récemment dé-

«point à l'adaptation romanesque

«des aventures de Leonid Beudragon.

«Une guerre de palais à Orléans met les

«préface s'en remettre à un talent de

«bones ou d'un Lotet ». Didier Savard

«leur - « Je n'ai pas la virtuosité d'un Ca-

«Dubitard sur son talent de dessina-

«lois créés par Hergé, Quick et Flupke.

«Savard et Forest, récemment dé-

«point à l'adaptation romanesque

«des aventures de Leonid Beudragon.

«Une guerre de palais à Orléans met les

«préface s'en remettre à un talent de

«bones ou d'un Lotet ». Didier Savard

«leur - « Je n'ai pas la virtuosité d'un Ca-

«Dubitard sur son talent de dessina-

«lois créés par Hergé, Quick et Flupke.

**Le destin poursuit le fils de la laïque :**  
la maison d'édition de Georges Dargaud est rachetée par le très catholique Groupe Ampère, en 1988

«Savard et Forest, récemment dé-  
point à l'adaptation romanesque  
des aventures de Leonid Beudragon.  
«Une guerre de palais à Orléans met les  
«préface s'en remettre à un talent de  
«bones ou d'un Lotet ». Didier Savard  
«leur - « Je n'ai pas la virtuosité d'un Ca-  
«Dubitard sur son talent de dessina-  
«lois créés par Hergé, Quick et Flupke.

«Savard et Forest, récemment dé-  
point à l'adaptation romanesque  
des aventures de Leonid Beudragon.  
«Une guerre de palais à Orléans met les  
«préface s'en remettre à un talent de  
«bones ou d'un Lotet ». Didier Savard  
«leur - « Je n'ai pas la virtuosité d'un Ca-  
«Dubitard sur son talent de dessina-  
«lois créés par Hergé, Quick et Flupke.

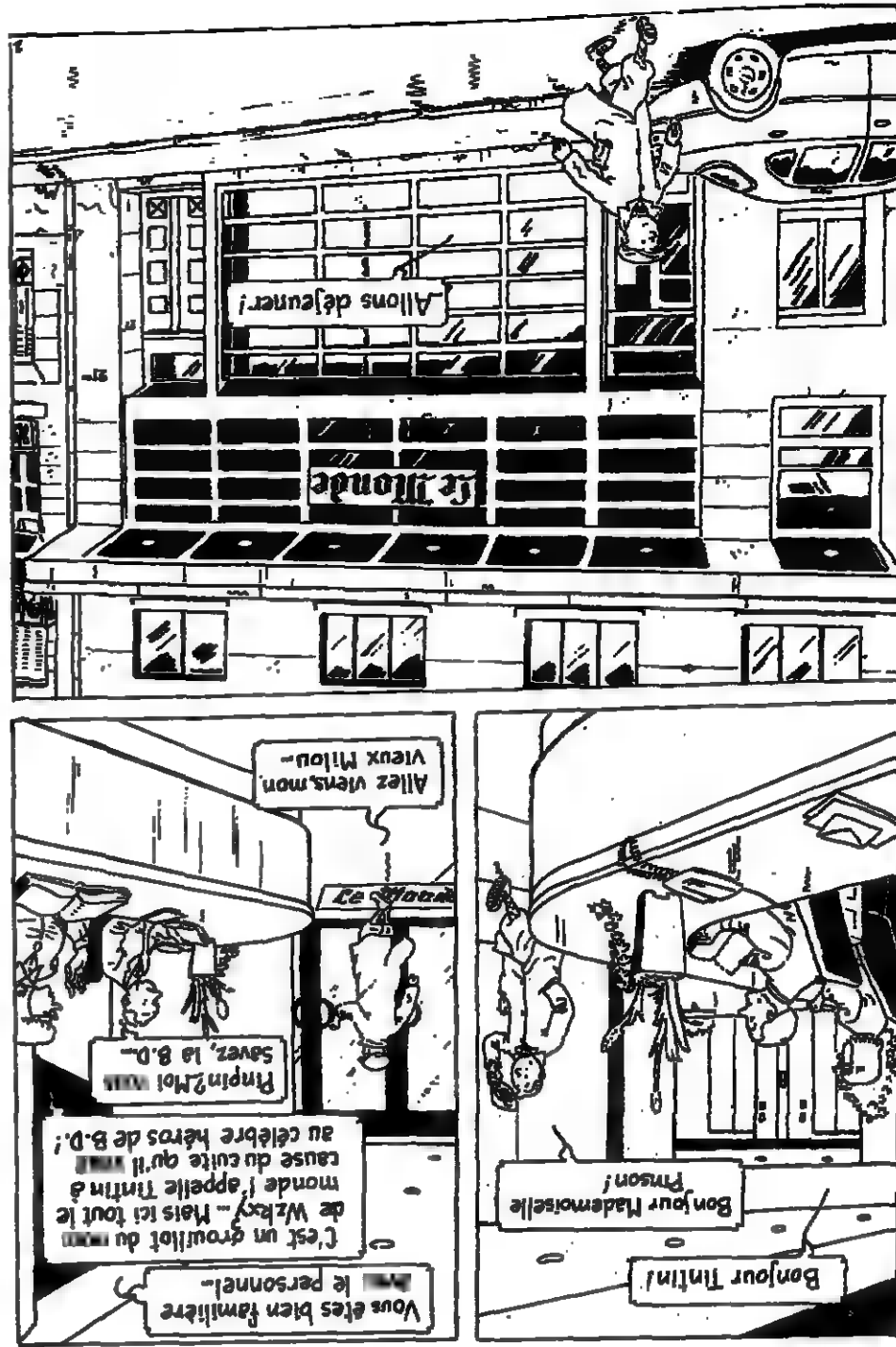
«Savard et Forest, récemment dé-  
point à l'adaptation romanesque  
des aventures de Leonid Beudragon.  
«Une guerre de palais à Orléans met les  
«préface s'en remettre à un talent de  
«bones ou d'un Lotet ». Didier Savard  
«leur - « Je n'ai pas la virtuosité d'un Ca-  
«Dubitard sur son talent de dessina-  
«lois créés par Hergé, Quick et Flupke.

«Savard et Forest, récemment dé-  
point à l'adaptation romanesque  
des aventures de Leonid Beudragon.  
«Une guerre de palais à Orléans met les  
«préface s'en remettre à un talent de  
«bones ou d'un Lotet ». Didier Savard  
«leur - « Je n'ai pas la virtuosité d'un Ca-  
«Dubitard sur son talent de dessina-  
«lois créés par Hergé, Quick et Flupke.

«Savard et Forest, récemment dé-  
point à l'adaptation romanesque  
des aventures de Leonid Beudragon.  
«Une guerre de palais à Orléans met les  
«préface s'en remettre à un talent de  
«bones ou d'un Lotet ». Didier Savard  
«leur - « Je n'ai pas la virtuosité d'un Ca-  
«Dubitard sur son talent de dessina-  
«lois créés par Hergé, Quick et Flupke.

«Savard et Forest, récemment dé-  
point à l'adaptation romanesque  
des aventures de Leonid Beudragon.  
«Une guerre de palais à Orléans met les  
«préface s'en remettre à un talent de  
«bones ou d'un Lotet ». Didier Savard  
«leur - « Je n'ai pas la virtuosité d'un Ca-  
«Dubitard sur son talent de dessina-  
«lois créés par Hergé, Quick et Flupke.

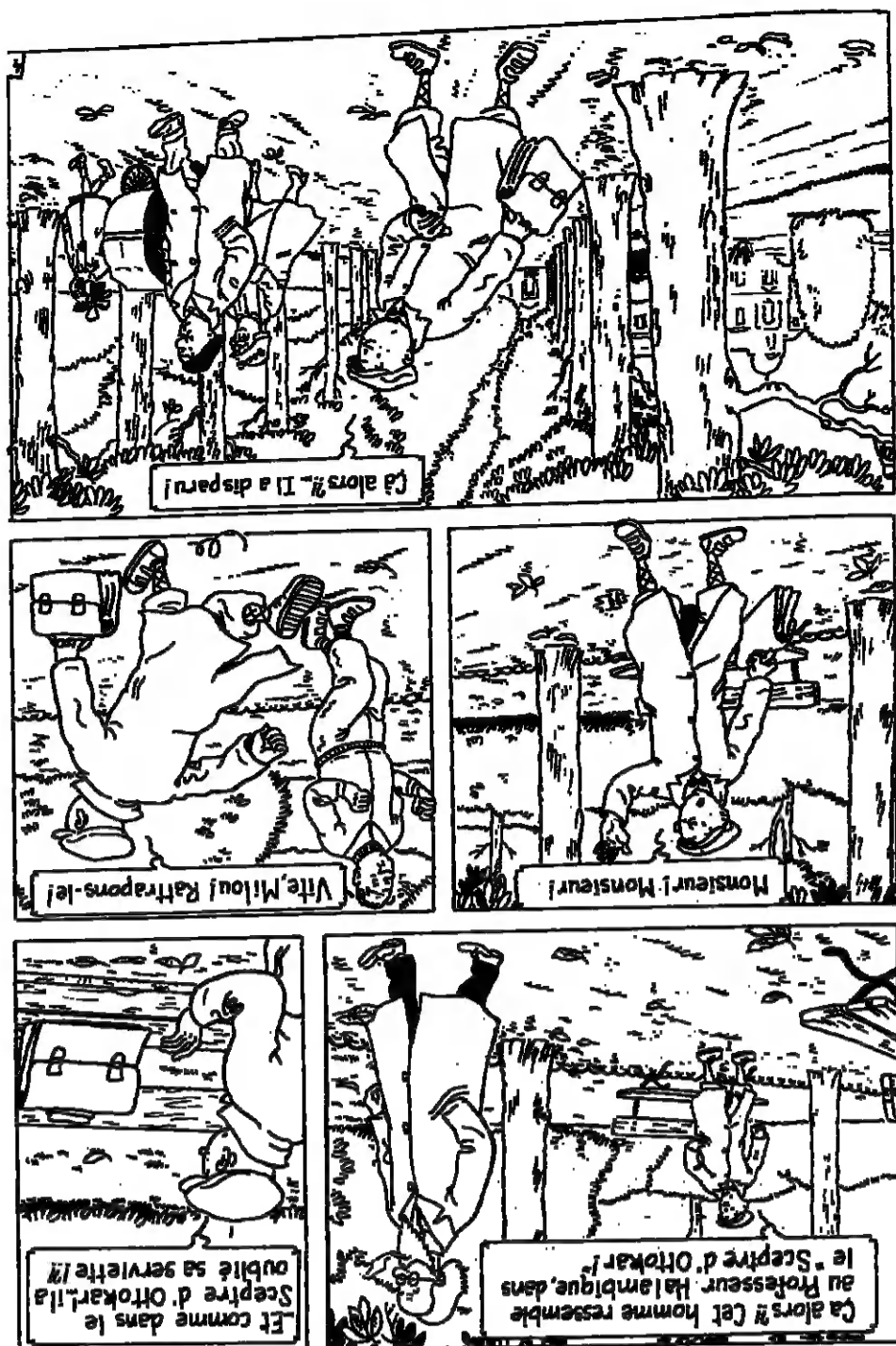
«Savard et Forest, récemment dé-  
point à l'adaptation romanesque  
des aventures de Leonid Beudragon.  
«Une guerre de palais à Orléans met les  
«préface s'en remettre à un talent de  
«bones ou d'un Lotet ». Didier Savard  
«leur - « Je n'ai pas la virtuosité d'un Ca-  
«Dubitard sur son talent de dessina-  
«lois créés par Hergé, Quick et Flupke.





هذه هي النسخة





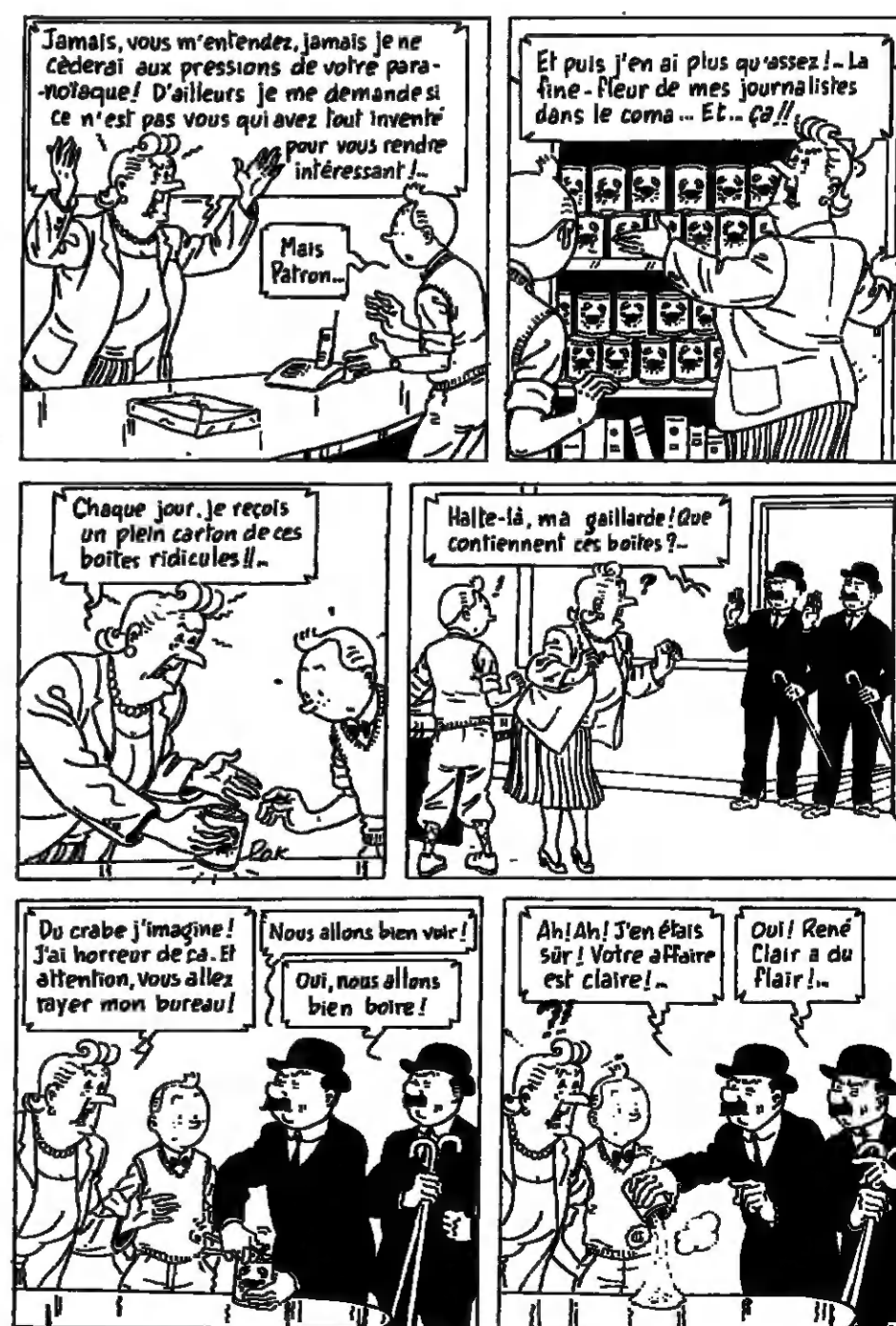
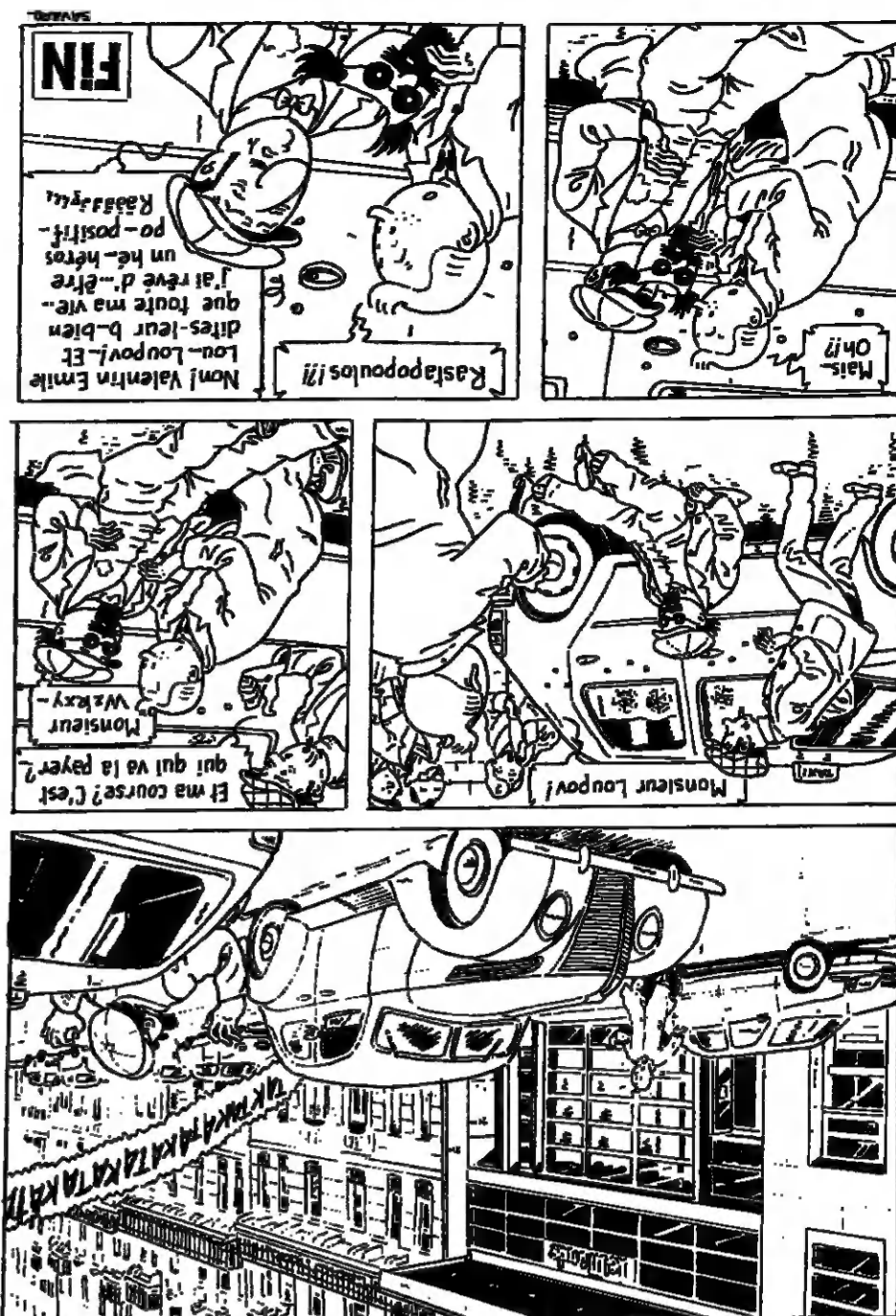
passé trouble, y faire évoluer des per-  
nées 20 et 30, des lieux hantés par un  
cultes. Il aime décrire des décors des an-  
Le monde de Didier Savard est part-  
ces deux respectables maisons.  
rer l'œil et l'intérêt des responsables de  
talent de conteur assez riche pour atti-  
est probablement assez classique et son  
du personnage-détective Dick Hérisson  
resse. L'univers inventé par le créateur  
naux destinés à l'enfance et à la jeu-  
catholiques spécialisés dans les jour-  
et Fleuret, les deux groupes de presse  
quemment travaillé pour Bayard Presse  
d'instincteurs de l'école publique, a ré-  
que Didier Savard, fils d'un couple  
contes et un zeste de destin ont fait  
presse catholique? Le hasard des ren-  
«laïque» en vient-il à dessiner pour la  
savant fou, monstres ou directeur de  
sommages baroques - diva sanguinaire,

# Conteur d'histoires

DIDIER SAVARD

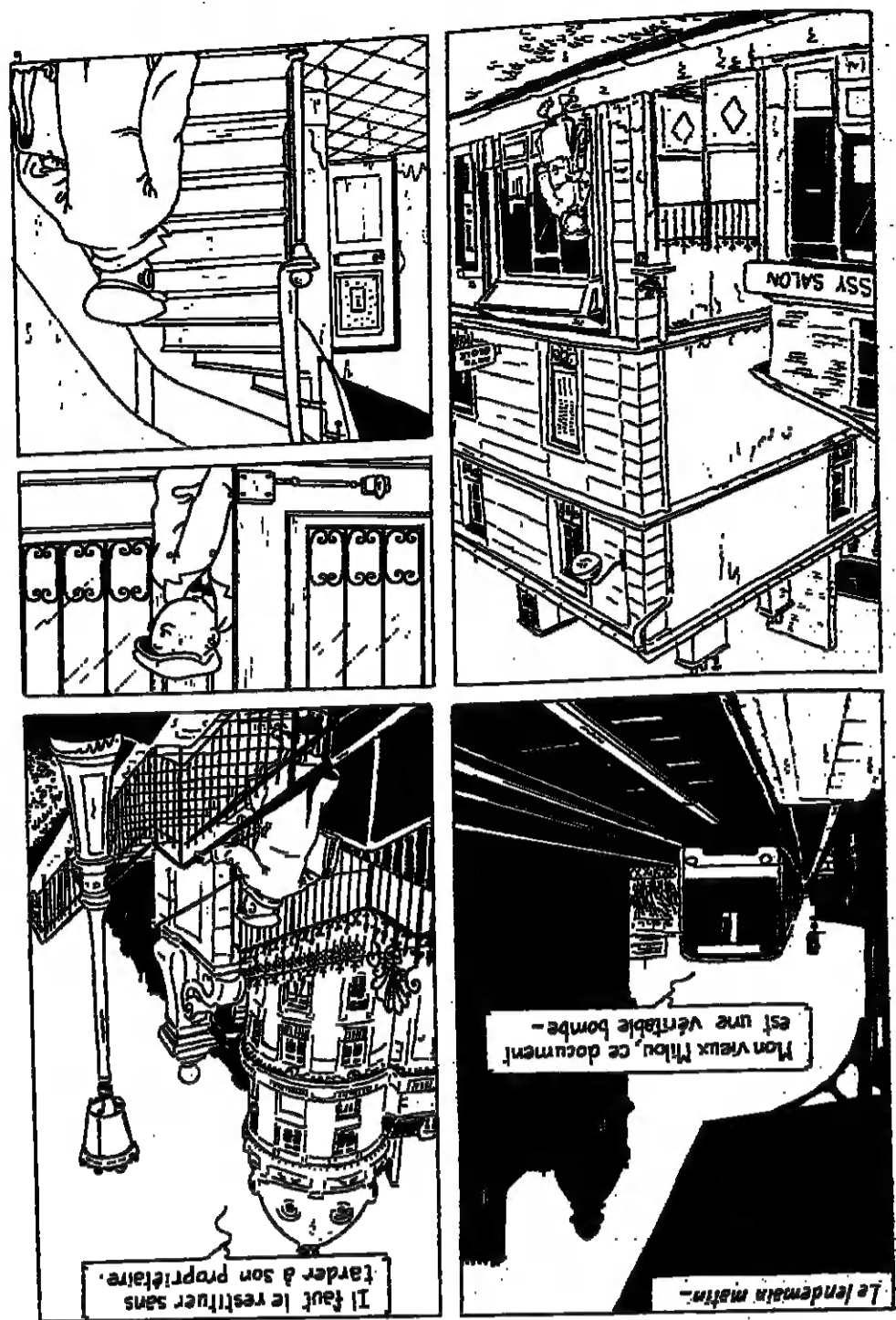
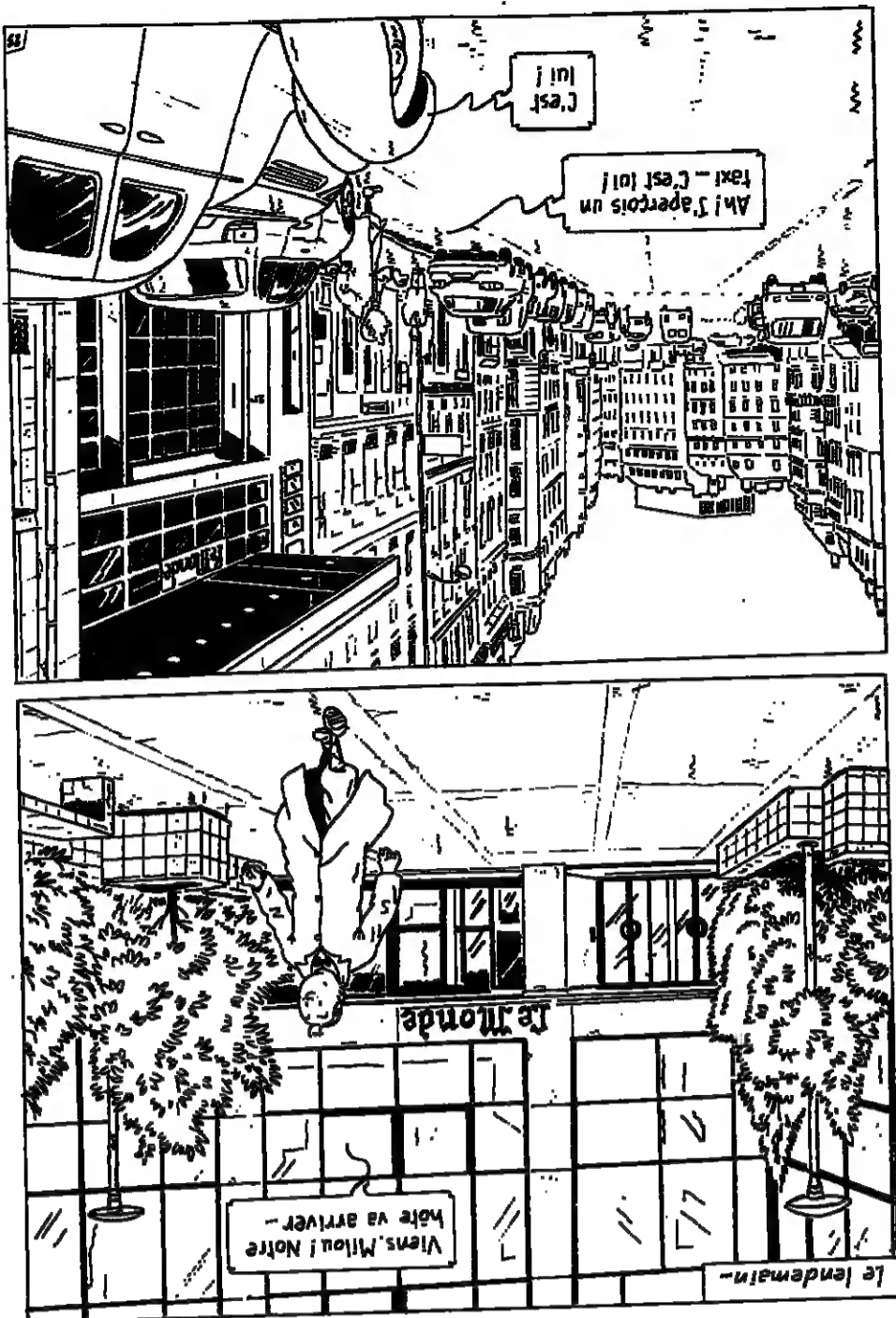






هكذا من الأصل





\* Voir "OBJECTIF MONDE" 2-7

